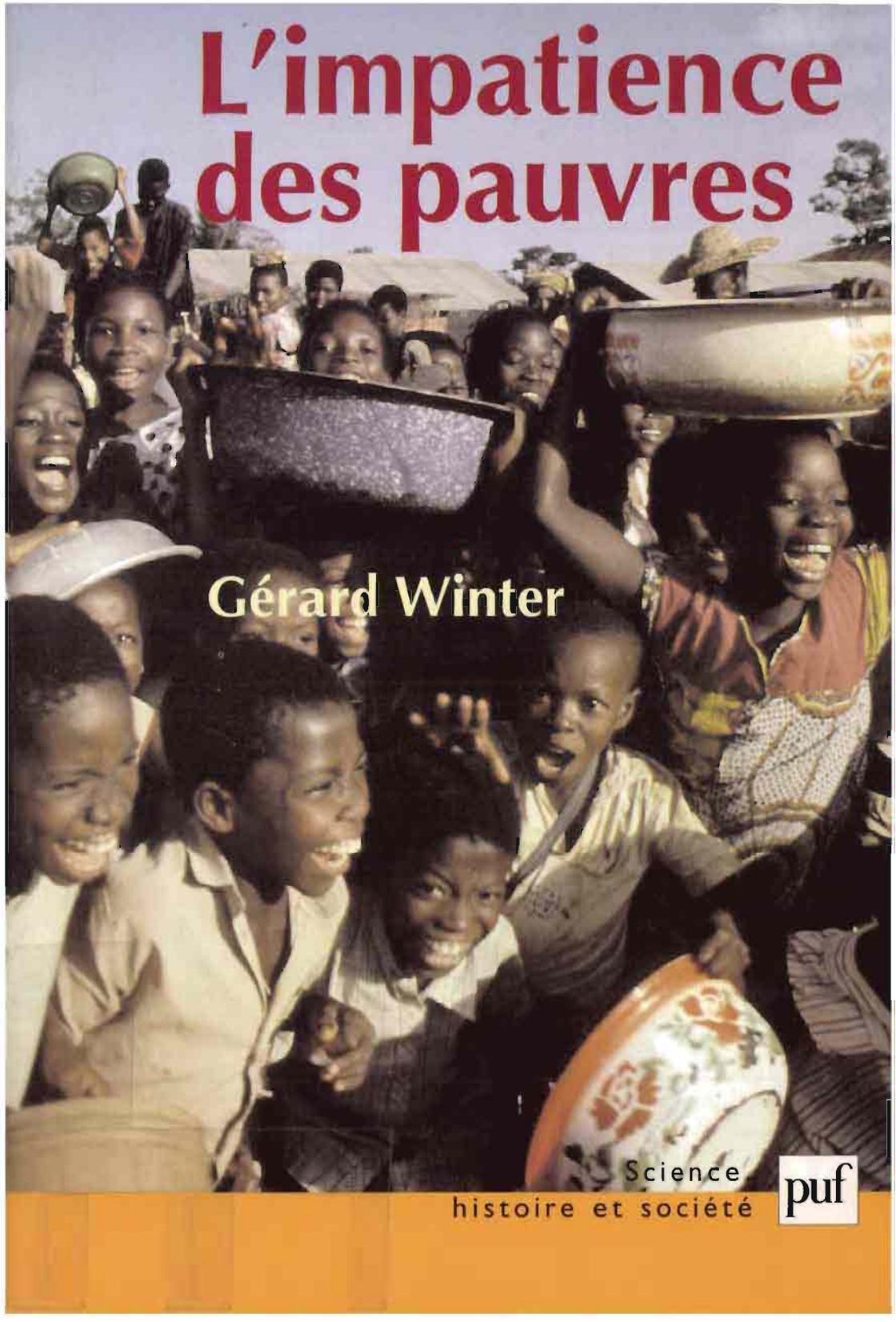


L'impatience des pauvres



Gérard Winter

Science
histoire et société

puf

L'impatience des pauvres

SCIENCE, HISTOIRE ET SOCIÉTÉ

Collection dirigée par Dominique Lecourt

L'impatience des pauvres

Gérard Winter

Préface de François Gros



Presses Universitaires de France

ISBN 2 13 051855 9

ISSN 1242-5087

Dépôt légal — 1^{re} édition : 2002, janvier

© Presses Universitaires de France, 2002

6, avenue Reille, 75014 Paris

Toute connaissance que n'a pas
précédée une sensation m'est inutile.

André GIDE

À Catherine, mon épouse,
À Marie-Lise Sabrié, ma collègue de l'IRD,
Pour leur aide si précieuse et leur infinie patience.

Sommaire

PRÉFACE	XI
-------------------	----

INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
---------------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

LE DÉVELOPPEMENT PERDU DE VUE

Introduction	11
1 – LE NORD NE PEUT RESTER LA CITADELLE DU DÉVELOPPEMENT.	15
Les interdépendances planétaires se renforcent	16
Population et ressources : des trajectoires encore incompatibles	18
Mondialisation <i>versus</i> fragmentation	25
Le Nord a son Sud chez lui	29
Le nécessaire ajustement des regards.	31
2 – LE PIÈGE DES MOTS	39
S’entendre sur les mots	39
Ce que <i>développement</i> veut dire	44
3 – LE PIÈGE DES CHIFFRES	55
Des unités statistiques rebelles	56
Des économies sous-estimées	62

4 - LA PAUVRETÉ INSAISSISSABLE	71
Les innombrables visages de la pauvreté	72
La pauvreté diminue-t-elle ?	77
Les pauvres ne peuvent être distingués	80
Lutter contre la pauvreté ou contre les inégalités ?	85
5 - SORTIR DE L'ENFERMEMENT : LE TEMPS DES MÉTHODES.	91
Retrouver les trajectoires historiques	93
Réconcilier l'économie et les autres sciences sociales	96
Connecter le local au global	101
Une question de méthodes et de politique	104

DEUXIÈME PARTIE

LES VOIES DU DÉVELOPPEMENT

Introduction	111
1 - REGARDS SUR LE PASSÉ. LES IMPASSES	115
Le face-à-face développeurs/développés.	115
Un échec qu'il faut relativiser	120
Les raisons d'un échec partagé	123
2 - FASCINANTE BANQUE OU LE FACE-À-FACE MARCHÉ/PAUVRETÉ	131
Troublante fascination	132
Une montée en puissance irrésistible	134
Des PAS passe-partout ?	138
L'envers de la médaille	142
Une nouvelle Banque ?	145
3 - LES ARÈNES DU DÉVELOPPEMENT AUJOURD'HUI	149
Les acteurs : une nouvelle mise en scène	150
Nouvelles idéologies : des lumières encore voilées.	157
Avancées scientifiques : le paradigme néo-libéral contesté.	160
4 - LES ENJEUX DE L'AVENIR ET LA RÉPONSE ORTHODOXE	169
Un consensus <i>a minima</i>	169
Les enjeux politiques en suspens	171
La voie orthodoxe : force, limites et impasses	180

5 – VOIE DU DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE, VOIX DES CITOYENS . . .	185
Démocratie continue et économie sociale	187
Des politiques publiques intermédiaires	192
La nécessaire réorientation de l'aide publique au développe- ment	196
Une voie hétérodoxe	200

TROISIÈME PARTIE

L'ULTIME SECRET : UNE SCIENCE PARTAGÉE

Introduction	207
1 – SCIENCE D'OCCIDENT, SCIENCE NANTIE	211
Science prodigieuse, science interpellée, science limitée . . .	212
Technosciences, ethnosciences ?	218
2 – POUR UNE SCIENCE ENRACINÉE AU SUD	227
Une spirale multidisciplinaire	230
Lettres de noblesse	240
3 – LA PAUVRETÉ N'EMPÊCHE PAS UNE POLITIQUE DE SCIENCE . . .	249
Des communautés scientifiques nationales autonomes	251
De l'exil aux réseaux	255
Des technologies appropriées	258
Des chercheurs-experts	263
4 – RÉINVENTER LA COOPÉRATION SCIENTIFIQUE NORD-SUD . . .	271
Quels enjeux pour le Nord ?	272
Rénover les objectifs et les méthodes	276
Répondre aux besoins essentiels de l'humanité	281
CONCLUSION	287

Préface

Parmi l'ensemble des grands problèmes et débats qui agitent le monde contemporain, ceux qui concernent les pays en développement ne sont certes pas les moindres. L'effondrement du bloc soviétique a profondément modifié les données dans le cadre des rapports Est-Ouest sans que se dégage pour autant une solution d'équilibre clairement perceptible. L'attention des pays de l'Ouest, un instant tournée vers les conséquences politiques et économiques qui pouvaient en résulter, à l'Est comme au centre de l'Europe, et malgré les très graves événements qui ont ensanglanté l'ancienne Yougoslavie, s'est reportée peu à peu vers cette énorme partie de la planète qu'on appelle « le Sud ». Ce report d'attention ne répondit pas seulement à un profond élan de solidarité humaine, il devait pour l'essentiel résulter de plusieurs situations a priori sans relations l'une avec l'autre : d'un côté les craintes éprouvées au Nord par l'instabilité politique et des guerres souvent meurtrières qui font et continuent parfois de faire rage dans certains pays du Sud, en Afrique notamment ; de l'autre, l'essor de la mondialisation et du néo-libéralisme portant ce même Nord à considérer l'autre partie du Sud comme un vaste territoire ouvert au commerce international, aux marchés financiers et à de possibles investissements. Enfin, il fait peu de doute que la pression de l'opinion publique et les prises de position adoptées lors des sommets internationaux comme celui de Rio (1992) – à quoi il convient d'ajouter certains signes avant-coureurs de fragmentation dans le paradigme de la mondialisation tous azimuts – ont conduit les « grands » de ce monde à rechercher une voie de conciliation entre développement économique et respect de l'environnement, à travers l'approche emblématique connue sous le nom de « développement durable ».

Ainsi, qu'il s'agisse d'élan humanitaires, de craintes souvent justifiées, de formes nouvelles d'un clientélisme Nord-Sud, ou de sursaut éthique face aux grands prophètes d'un environnement très menacé dans certaines de ses plus essentielles ressources : l'eau, l'air, la biodiversité, le Nord commence à tourner son regard vers le Sud. Mais c'est souvent, nous le dira ce livre, un regard de myope !

Qu'est-ce donc d'abord que ce Sud dont on nous parle tant ? Ce Sud, qui hante l'imaginaire du Nord, lui donne mauvaise conscience ou au contraire aiguise ses visions hégémoniques ? Est-ce ce grand royaume de l'évasion et du rêve, ce refuge du merveilleux que nous décrivent les tour-opérateurs, ou ce vaste lieu de misère qui dérange notre confort moral, évoque notre passé colonial, ou encore s'agit-il de quelque vaste marché à conquérir lorsque nous en aurons corrigé les dysfonctionnements ? Que d'écrits sur cette région du globe qui abrite ce que l'on a longtemps dénommé tiers monde puis, soit pudeur, soit constat d'une véritable évolution géopolitique, que l'on baptise désormais selon les cas en des termes moins tranchés : pays en développement, pays émergents. Ces pays avec lesquels, après l'époque du colonialisme, nous avons tour à tour pratiqué l'assistance, la coopération, le partenariat ou... signé des contrats.

Il n'y a pas de réponse univoque à la recherche d'une dénomination qui engloberait tous ces aspects, pas plus qu'il n'existe qu'un Sud vaste, uniforme et mystérieux, comme existait le royaume du « prêtre Jean », mais plutôt une multitude de « Suds ». Les uns, comme la Chine, le Brésil, les dragons, les tigres connaissent une croissance économique parfois fulgurante quoiqu'inégale aux yeux des citoyens qui y vivent ; à un autre niveau de l'échelle se situent des pays qui comptent pour les plus pauvres de la planète, et entre ces deux extrêmes, toute la gamme des pays en développement. Et pourtant, tous ont quelque chose en commun ; tous, avec des fortunes diverses, se sont efforcés, à une phase ou à une autre de leur histoire, de s'accrocher aux mêmes wagons de ce train de l'espoir qu'on appelle « développement ».

Le développement, oui, on en a déjà beaucoup parlé ! Et le présent livre en fait son point d'orgue, mais cette fois comme jamais lecteur n'aura eu à en connaître... C'est que l'auteur a force qualités pour le faire : quarante années de recherche comme statisticien et macro-économiste et de responsabilités en tant que Directeur général à l'ancien Office de recherche scientifique et technique d'outre-mer, l'ORSTOM (devenu aujourd'hui Institut de recherche pour le développement), une institution qui, après l'ère coloniale, eut précisément pour mission de connaître, comprendre et aider le Sud — ce Sud pour lequel il éprouve une passion

véritable que l'on ressent à travers chaque page. Une passion plus particulière pour l'Afrique subsaharienne, où il a vécu comme chercheur et expert et dont il a appris à connaître les populations, leurs modes de vies, leurs difficultés mais aussi leurs joies, leur formidable vitalité et d'une certaine façon leur victoire. Car c'est bien de cette étonnante victoire sur le destin qu'il s'agit dans ce livre. L'Afrique est un « anti-destin » et cet anti-destin est peut-être la marque d'une grande leçon pour le Nord ; peut-être même pour le monde !

Le début du livre donne le ton : « L'avenir du monde est à découvrir au Sud, chez ceux que l'on appelle les sous-développés, les pauvres, les exclus. » À lire ces lignes, on pourrait penser au charisme de quelque missionnaire ! Cela irait bien avec l'image de l'Afrique martyre. Martyre, elle l'est en effet, et même souvent. Cela, les médias nous le montrent. Qui peut regarder sans frémir ces enfants dénutris, décharnés, aux yeux interrogateurs et aux ventres énormes, ces adultes incapables de se tenir debout, ces femmes désespérées, peinant sous d'énormes charges ! Oui, il y a bien sûr cela ; mais il n'y a pas que cela, et, lorsque l'auteur voit l'avenir du Sud, ce n'est pas — ou en tout cas pas seulement — par sursaut moral au regard du malheur... C'est parce que le Sud et en particulier l'Afrique sont dans leur ensemble en pleine évolution.

L'Afrique bouge ! Elle « lutte, s'organise, invente dans d'innombrables mouvements singuliers, tantôt effervescents, tantôt souterrains. Nations, peuples, groupements humains font preuve d'une tenace volonté de faire respecter leur identité et de vivre ensemble tout en manifestant une vitalité créatrice étonnante ». Et cela le Nord ne s'en rend pas compte. Il regarde l'Afrique (et d'ailleurs aussi l'Amérique latine) à travers des clichés archaïques. Chez la plupart des gens des pays dits industrialisés, l'Afrique apparaît comme « uniforme et communautaire, une Afrique de paillotes, infestée de moustiques, ignorante, dirigée par des potentats ignares et corrompus, enfermée dans des traditions immuables et agitée en permanence de guerres ethniques ». Or « ces gens sont comme nous, ces pays ont des routes, des écoles, des laboratoires, des aéroports, des ingénieurs, des universitaires, des médecins, des chercheurs, des industriels, des hommes et des femmes d'affaires, des journalistes ». L'Afrique est immense, fantastiquement jeune (les enfants de moins de 15 ans représentent 45 % de la population). L'Afrique intertropicale à laquelle Gérard Winter se réfère le plus souvent parce qu'elle est à l'origine de l'afro-pessimisme contre lequel il s'élève a connu de fait, en quarante ans, une urbanisation rapide avec une importante poussée scolaire, une intégration grandis-

sante à l'économie mondiale. L'espérance de vie s'y est accrue de façon marquante dans ces quatre dernières décennies (36 à 52 ans), même si l'on est encore loin des chiffres du Japon ou de l'Europe. La mortalité infantile a baissé. Les équipements et les infrastructures se sont multipliés : « Même mal entretenus et mal servis, même pour partie financés par l'aide extérieure, ils ont changé le paysage, raccourci les distances, mis en contact, amélioré les conditions de vie. »

Certes ce mouvement, pour clairement positif qu'il soit, demeure précaire, et on peut avoir tendance à le considérer comme modeste, mais il n'en faut pas moins admirer la vitalité, l'ingéniosité et la ténacité des populations, et plus encore le sens des relations sociales de ces hommes, de ces femmes, de ces adolescents du tiers monde qui inventent pour survivre.

Comment cette survivance « active » est-elle possible au point de préfigurer une véritable émergence d'ici des décennies proches ? Plusieurs facteurs sont en jeu : outre ce sens si particulier de la solidarité humaine, on assiste à une émancipation « lente mais irréversible » des femmes. Sans ignorer le fait que la mortalité maternelle atteint encore des chiffres inacceptables, par défaut de soins d'obstétrique essentielle ou par simple manque d'organisation¹, les femmes, sous l'influence de l'éducation scolaire, de la ville, des médias, commencent à exercer des professions autrefois réservées aux hommes (avocates, journalistes, médecins, laborantines, chercheurs). Elles créent également des associations pour défendre leurs droits. Il y a certes là de gros efforts à faire ; il n'empêche que l'on se trouve au début d'un mouvement significatif. La fécondité moyenne (nombre d'enfants par femme) qui s'est abaissée de façon importante en trente ans, au sein des pays en développement (passant de 6,1 à 3,3) commence, elle aussi, à décroître en Afrique. En revanche, le point noir est la pandémie du sida qui a atteint des valeurs catastrophiques sur le continent africain, comme en Asie du Sud-Est, une situation qui va interpellier fortement à la fois les pays du Nord, producteurs des agents de lutte contre la maladie et les gouvernements des États africains, tout en mettant à très rude épreuve les populations et notamment les femmes et les enfants du fait de la transmission verticale.

Pour l'heure, nous l'avons dit, l'Afrique est un continent jeune car en phase de transition démographique, qui atteindra bientôt deux milliards d'habitants. Si

1. Cf. le colloque de l'Académie des sciences « Santé de la mère et de l'enfant dans les pays en développement. Constats et propositions d'actions ».

les décennies à venir voient s'estomper les pouvoirs trop souvent anarchiques de certains gouvernements ou États, les habitudes de laisser-faire ou de reprises en mains autoritaires, tout porte à croire que la décentralisation et l'instauration d'une démocratie locale, qui ont commencé, porteront vraiment leurs fruits, permettant à une jeune génération, désormais bien formée et consciente des réalités internationales, de prendre pleinement ses responsabilités.

Mais si l'Afrique subsaharienne est souvent à l'épicentre dans ce livre, son auteur n'en perd pas de vue, pour autant, ce qui en constitue le thème central : à savoir la question du développement dans le contexte du néo-libéralisme qui cherche de plus en plus à s'imposer en Europe, notamment en ce qui concerne les rapports Nord-Sud. De fait, le livre gravite autour de l'idée que si le Nord semble accroché à son credo néo-libéraliste et au principe d'une croissance économique foisonnante (« ce qui est bon pour nous est bon pour vous »), des failles importantes commencent à lézarder la construction, mettant à l'épreuve l'assurance des pays riches quant à l'infailibilité de leur système. Dès lors, on aurait tort de ne pas prendre mieux en compte l'évolution actuelle des pays du Sud qui, sans être, tant s'en faut, des modèles parfaits, nous montrent d'autres voies possibles où la solidarité des personnes compense au moins partiellement le pouvoir hégémonique des grandes multinationales.

Quels sont donc ces signes avant-coureurs, ces coups de boutoir qui retentissent dans l'édifice de la sacro-sainte économie libérale et de la mondialisation accélérée ?

Certains des facteurs en cause sont liés de façon plus ou moins étroite aux changements de l'environnement, eux-mêmes en rapport avec la surconsommation des pays du Nord. Ils sont bien connus et fortement médiatisés. Ils se nomment : « effets de serre », modifications de la qualité de l'air, appauvrissement des grands gisements d'eau potable, diminution — parfois même définitive — de la biodiversité. Il s'agit de ce qui peut mettre en péril les biens communs (common goods), le patrimoine de la planète. Il faut y ajouter ce qui porte atteinte à la santé mondiale de l'homme et des animaux : certains virus, prions, toutes sortes d'agents infectieux émergents, recrudescence de maladies (comme la tuberculose), mais aussi « drogues », dont la diffusion planétaire est facilitée par le rythme accru des voyages, l'accroissement des distances parcourues, bref le développement même des réseaux d'interdépendances planétaires.

Mais d'autres facteurs, d'ordre social, économique et géopolitique ceux-là, font que le Nord ne peut plus rester isolé dans sa « citadelle » du développement

privilegié, en ignorant le Sud et en attendant que sciences, technologies, économie libérale y diffusent les richesses et corrigent de ce fait les inégalités planétaires.

En premier lieu, le sous-développement est à l'origine de conflits, de révoltes, voire de guerres et d'exterminations qui, par leur acuité même, retentissent sur les grands équilibres internationaux.

En second lieu, touchant d'assez près aux économies des pays industrialisés, et plus encore à l'emploi, il y a les biens produits à très bas prix — car à très bas salaires — dans certains pays du tiers monde, notamment dans les pays émergents (les filières coréennes, taiwanaises ou autres). Ils affectent « ce qui a constitué à l'origine le ressort même de la puissance du Nord : l'emploi salarié industriel ».

D'ailleurs, le Sud est « partout » par ses produits (même si les technologies modernes s'efforcent de réduire la dépendance) et, comme il est dit ci-dessus, par voie de décentralisation des lieux de production vers les pays émergents. Enfin, le Nord devrait prendre conscience qu'il a « son Sud chez lui ». C'est la pauvreté, la malnutrition, l'analphabétisation à la périphérie des grandes villes, formes de sous-développement à l'intérieur du développement même, mais d'un développement qui laisse de côté et marginalise bon nombre de gens... même aux États-Unis ! Sans parler de la précarité des pays de l'ancien bloc communiste.

Or, selon Gérard Winter, il se pourrait bien que nous ayons fort à apprendre du combat des pays du Sud contre le sous-développement et qu'un jour nous soyons amenés à nous inspirer de leur mode de vie décentralisé en unités sociales et économiques plus ou moins fragmentées qui permettent une adaptation plus facile aux contraintes de la vie et un développement qui, pour être sans doute plus lent au Sud qu'au Nord, pourrait paradoxalement s'avérer plus durable.

Enfin, en toute cette affaire, l'auteur n'invite pas seulement à un développement économique mieux réparti, moins inégal, tant au niveau de la planète qu'à celui des citoyens, il est conscient que Sciences et Techniques peuvent fournir la clé d'un meilleur équilibre Nord-Sud.

Mais son raisonnement dépasse ici la litanie classique sur les vertus de la Science, source de félicité universelle : d'abord il est clair pour lui que, en dépit de leur sagesse, de leur patience, de leur générosité, les populations des pays en développement ne sortiront pas de la précarité sans la Science : « Les pays en développement ont besoin de Science, et pas seulement de Science transférée. Une recherche originale s'y dessine et s'y affirme mais elle reste largement sous-estimée

par la Science mainstream qui laisse sur sa périphérie les quatre cinquièmes de l'humanité. »

Le besoin en Science des pays en développement ne se justifie pas seulement par la nécessité de pouvoir faire appel à leurs propres experts dans les multiples discussions et négociations avec les partenaires du Nord, mais parce que la démarche scientifique est en soi un facteur d'émancipation intellectuelle autant que matérielle, ou parce que les processus de transformation des ressources naturelles au Sud ne doivent pas demeurer l'apanage des pays du Nord.

Plus encore, c'est la Science elle-même, la Science mondiale, celle qui est pour 80 % développée au Nord, qui a besoin de s'infléchir, au moins pour partie, dans ses objectifs et ses thèmes pour répondre aux enjeux vitaux (planétaires) de demain, faute de quoi elle risquerait à terme non seulement de se voir mise en question pour ce qui apparaîtrait comme le reflet d'un particularisme indifférent aux problèmes de ce temps — ce qui est déjà le cas sur des fondements plus ou moins contestables, il est vrai, — mais aussi, culturellement parlant, rejeté.

Le livre de Gérard Winter est celui d'un auteur sincère. Si les thèses qui s'y trouvent analysées pourront parfois donner le sentiment qu'elles témoignent d'une vision trop optimiste, il faut cependant garder en mémoire qu'elles représentent le cheminement intellectuel d'un homme d'expérience, d'un véritable chercheur de terrain qui, en quarante ans, a su prendre le recul nécessaire par rapport à ce qu'il a vu, entendu, et vécu, tant en Afrique qu'en Amérique latine. Un tel message doit être reçu avec tout le sérieux qu'il mérite. Un tel livre est une référence et fera date. Rares sont les ouvrages contemporains où l'on ait dépeint avec cette précision et ce luxe d'analyse le caractère d'interdépendance de plus en plus marqué entre deux hémisphères géographiques, sociaux, économiques mais aussi culturels qui se cherchent, tentent de se comprendre parce que leur destin est désormais identiquement scellé dans l'avenir même de la planète.

François GROS,
Secrétaire perpétuel honoraire
de l'Académie des Sciences.

Introduction générale

L'avenir du monde est à découvrir au Sud chez ceux que l'on appelle les *sous-développés*, les *pauvres*, les *exclus*. Telle est ma conviction enracinée dans une expérience professionnelle de près de quarante ans.

Car ce Sud, terme commode pour cacher nos ignorances et nos exclusions, bouge, lutte, s'organise, invente dans d'innombrables mouvements singuliers, tantôt effervescent, tantôt souterrain. Par delà violences, fractures et pauvretés, contrepoints sur nos écrans de la triomphante globalisation de l'économie mondiale, nations, peuples, groupements humains font preuve d'une tenace volonté de faire respecter leur identité et de vivre ensemble, tout en manifestant une vitalité créatrice étonnante. Et la montée en puissance des organisations de base et de leurs réseaux, depuis une vingtaine d'années, accompagne et commence à contredire cette compétition économique, toujours plus vive et plus étendue, qui, dans le même laps de temps, a changé le monde.

Cette conviction va à l'encontre des valeurs et des stratégies qui dominent ce moment de notre histoire : ouverture internationale indéfinie, compétitivité, rentabilité, innovation, gain de parts de marché par gain de temps... Ensemble, ces mots forment système pour organiser une course-poursuite à la recherche du temps, paraît-il, perdu. Cette *mégamachine*, pour reprendre le terme de S. Latouche, dessine une évolution que je crois dangereuse, excluante et, pour tout dire, insensée. Beaucoup, cependant, l'estiment inéluctable et garante, par la croissance économique qu'elle permet, d'une vie plus intense des gagnants et d'une survie moins précaire des perdants.

Référence à une poignée de dragons asiatiques oblige, un peu moins il est vrai depuis quatre ans, les pays en développement, du moins les plus dynamiques – ceux que l'on dit *émergents* –, sont considérés avant tout comme des marchés à conquérir et à étendre, pour le plus grand bien de tous. Et les entreprises multinationales frémissent d'impatience en évoquant les nouveaux pays industriels à venir : la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Brésil qui, à eux quatre, concentrent plus de 40 % des hommes et des femmes de notre planète. Pour elles le Nouveau Monde est là, dans la transformation accélérée de ces économies grâce à une libre combinaison du marché, des technologies et d'un management de plus en plus performant des technologies de l'information. Voilà qui laisse espérer trente nouvelles « glorieuses » après celles que notre monde a connues de 1945 à 1975. Quitte à ce que les vastes bénéfices de cette nouvelle ère de croissance et sans doute d'emplois soient pour partie et délibérément redistribués aux laissés-pour-compte de cette âpre compétition.

S'inscrire contre cet air du temps en faisant appel à mon expérience de la recherche du développement dans les pays les plus pauvres est un pari difficile. Les mots qui pouvaient en rendre compte il y a un quart de siècle (sous-développement, tiers monde, échange inégal, coopération...) sont devenus obsolètes ou du moins inaptes à traduire la complexité, la diversité et le dynamisme des mondes en développement. Les expressions qui les ont remplacés, comme lutte contre la pauvreté et développement durable, pour utiles qu'elles soient, ne sont pas exemptes elles non plus d'ambiguïtés, de confusions, voire d'idéologies trompeuses.

Quel que soit le piège des mots, les faits sont têtus. Malgré l'enrichissement global du monde et bien que l'humanité dans son ensemble consomme ou pollue plus de ressources naturelles que la biosphère n'en produit, près de la moitié de l'humanité vit aujourd'hui avec moins de deux dollars par jour ! Et les inégalités, entre les hommes comme entre les nations, ne cessent de croître. La course éperdue à la *valeur* dévalorise trop d'hommes et trop de nature pour ne pas finir par enrayer la *mégamachine*. Violences et exclusions déchirent la toile des interdépendances économiques et technologiques mondiales tout

en appelant à de nouvelles solidarités. Si bien que la recherche du développement n'est plus cantonnée à ce que l'on appelait le tiers monde. Elle affecte désormais tous les grands problèmes internationaux : paix, sécurité, droits de l'homme, croissance, immigration, environnement... Par un étrange paradoxe ce mot, « développement », qui, pendant toute une génération, a suscité tant d'efforts – dans un mélange confus d'intérêts et de dévouements, de naïvetés, de lucidité et de parti pris, comme de réussites et d'échecs – resurgit au cœur des interrogations du monde actuel. Juste au moment où, sous les assauts conjugués des tiers-mondistes repentis et des libéraux dominants, il tendait à être rejeté dans les oubliettes de l'histoire.

Une crise se profile, celle du paradigme néo-libéral, qui pourrait être une crise éthique et politique avant que d'être économique et financière. Un monde nouveau est en gestation où la solidarité entre les individus, les groupes sociaux, les pays mais aussi – *via* l'environnement – entre les générations fera contrepoids à la compétition, selon un dosage et des régulations imprévisibles. L'ordre international actuel est un ordre conflictuel que personne ne maîtrise.

En tout cas, le débat est ouvert, vivement sinon toujours clairement. Des voix de plus en plus nombreuses se font entendre sur cet enjeu global et pas seulement chez les exclus, les militants, les écologistes, les organisations non gouvernementales, les églises. Les signes se multiplient au Nord, dans les sociétés de l'abondance, des dangers que fait courir un système économique pour qui tout a vocation à devenir marchandise. L'affaire des « vaches folles » n'est qu'une, parmi d'autres, de ces éruptions qui couvent sous la chape de plomb du profit. Non seulement la sécurité alimentaire devient un bien commun de l'humanité, mais aussi l'eau, l'air, la biodiversité, tandis qu'au contraire virus, prions, drogues et radiations nucléaires, en se moquant des frontières, deviennent des maux internationaux.

L'échec de la Conférence de l'Organisation mondiale du commerce à Seattle en novembre 1999 est le dernier en date des signes avant-coureurs de cette prise de conscience multiforme des contraintes, risques et contradictions d'un mode de développement fondé trop exclusivement sur le marché. Et dans son Rapport sur le déve-

loppement dans le monde consacré, en l'an 2000, à la lutte contre la pauvreté, la Banque mondiale reconnaît que les mesures palliatives sont insuffisantes, qu'il faut s'attaquer aux inégalités de pouvoir et de capacités qui faussent les marchés.

Je soutiendrai ici qu'affronter ces mutations n'est pas seulement affaire d'intérêt ou de générosité mais aussi, et sans doute d'abord, affaire d'intelligence et de compréhension. La crise qui pointe est tout autant intellectuelle que politique et éthique. C'est une crise du regard et de l'entendement. Je professerai qu'au Nord nous avons perdu de vue le Sud, où qu'il soit, dans nos banlieues comme sous les tropiques. Or, tant que nous ne saurons ni le voir, ni vraiment l'entendre, nous serons incapables de changer avec lui le cours des choses. Nous resterons déboussolés. Il nous faut donc chausser de nouvelles lunettes pour voir d'autres que nous-mêmes, nous munir d'une nouvelle boussole qui indique le Sud. Il nous faut entreprendre un voyage d'exode pour découvrir que les racines et la sève de l'humanité sont aussi dans le « trou noir » du sous-développement.

Cette pérégrination à laquelle je convie le lecteur partira d'un bref panorama de notre monde d'interdépendances et de fractionnements. Elle cheminera ensuite le long des différentes voies de développement que le Nord a voulu faire prendre aux pays les plus pauvres, non pas tant pour faire le bilan de ces politiques, déjà largement dressé par ailleurs, que pour proposer une autre manière de voir ces sociétés.

Face aux modèles proposés, et en dépit de certaines apparences, ces sociétés se sont révélées beaucoup plus complexes et plus dynamiques que les développeurs dirigistes puis les néo-libéraux ne le croyaient. D'où les doutes et impuissances des uns et des autres. Selon le Camerounais J.-M. Ela : « Contrairement aux idées reçues, loin d'être *perdue*, l'Afrique renaît avec obstination. Les ressources tant humaines que matérielles et les gisements de sens qu'elle porte annoncent que l'Afrique est peut-être le continent de l'avenir. »

Quarante années d'interventions, de recherches, de théories et d'idéologies ont effectivement fini par révéler les profonds mouve-

ments souterrains qui travaillent les sociétés africaines et qui contredisent l'afro-pessimisme ambiant. Ces mouvements révèlent que le syncrétisme est une forme du génie africain. Ils peuvent, si chaque partie prenante veut bien changer d'optique et y mettre du sien, ouvrir la voie à de nouvelles politiques de développement. Celles-ci feraient une plus juste place, à côté du marché et de l'État, à l'expression organisée et solidaire de citoyens revendiquant une certaine manière de vivre ensemble. Voie de développement qui appelle une réorientation radicale de l'aide au développement et qui vaut pour bien d'autres régions du monde. Chemin faisant, nous ne nous éloignerons pas de ce qui fait l'ordinaire de nos jours. Car le Nord affronte désormais les mêmes problèmes, et la visée mise au point par les spécialistes du développement peut se révéler, se révèle déjà, bien utile pour voir des réalités que le Nord peine à voir chez lui.

Pour aborder ces vastes questions, je m'appuierai sur mon expérience professionnelle qui, pendant ces mêmes quarante ans, comme chercheur de l'ORSTOM¹, comme statisticien et macroéconomiste, m'a fait passer sans cesse du terrain aux politiques de développement, du local au global, et réciproquement.

L'expérience prolongée des populations, des milieux naturels et des économies du tiers monde m'a donné un certain sens de la complexité, un étonnement et des doutes toujours renouvelés. La fréquentation assidue et professionnelle de chercheurs de diverses disciplines scientifiques, et de leurs controverses, m'a appris à relativiser les points de vue, tout en reconnaissant que leur difficile conjonction apporte une lumière nouvelle. Quant aux donneurs de leçons et aux stratèges décidés, leur suffisance ne m'impressionne plus. En ce domaine, tout manque d'humilité est suspect.

1. L'ORSTOM, devenu Institut de recherche pour le développement (IRD) en 1998, est un établissement public à caractère scientifique et technologique. Il réunit près de 2 500 agents dont plus de 1 000 chercheurs et ingénieurs de recherche représentant 22 disciplines. Son budget est d'environ 1 100 millions de francs. Il travaille dans 25 pays étrangers avec lesquels il est lié par des accords de coopération. Plus de 40 % des chercheurs sont en affectation de longue durée hors du territoire métropolitain. J'ai eu l'honneur d'en être le directeur général de 1989 à 1995.

Mais il est vrai que, à force d'avoir décrypté les réalités que vivent les sociétés les plus pauvres dans leur complexité, leur diversité et leur enracinement historique, les vrais spécialistes du tiers monde n'ont pas su se faire entendre. Leur savoir est riche et varié, leurs expériences étendues, mais leurs certitudes sont peu nombreuses. Elles sont subtiles, difficiles d'accès, enracinées dans une pratique qu'ils savent ambiguë, ce qui ne les incite pas à crier plus fort que les professionnels du terrorisme intellectuel ni à démonter les dangers et les ambiguïtés d'un *humanitaire* qui s'égaré parfois à la pointe de... l'audiovisuel. Il y a de justes pudeurs qui se refusent aux raccourcis médiatiques. Parler des autres dans leurs différences et leur culture, dans leur manière de concevoir la richesse, le travail, les solidarités, cela suppose en face de soi une écoute attentive et bienveillante, cela suppose du temps et de la sagesse.

À chaque étape de notre itinéraire, nous affronterons ces « passages » qui, à mon sens et pour reprendre une expression de Michel Serres, sont au cœur de la crise intellectuelle que j'évoquais plus haut : passage entre le local et le global, passages entre nature, économie et sociétés, passage entre court et long terme. La voie du développement solidaire les explore en sens inverse de la politique habituelle. Elle réhabilite la montée du local au global. Elle détermine l'action à court terme en fonction de finalités à long terme enracinées dans une histoire. Elle considère que le politique et le social doivent configurer l'économie et les relations avec l'environnement naturel, et non l'inverse.

On ne s'étonnera donc pas que je plaide enfin pour une recherche scientifique *domiciliée* dans les pays en développement. Une recherche qui, tout en ouvrant ces passages, suscite des technologies permettant de maîtriser les contraintes d'un environnement difficile et fragile, qui diffuse, en les adaptant convenablement, les innovations transférées du Nord, qui tire parti enfin des savoir-faire historiquement acquis.

Cette recherche sur et pour le développement, je l'ai longuement pratiquée, à un titre ou à un autre. Celle qui piège par des toiles bleues les mouches tsé-tsé vecteurs de la maladie du sommeil. Celle

qui invente du riz résistant à la sécheresse ou du manioc résistant à une bactériose très répandue. Celle qui découvre que les paysans africains ont parfois raison contre la Banque mondiale, que le vent est cause de surabondance ou de pénurie absolue de poissons, celle qui révèle l'étonnante économie populaire des grandes villes, celle qui... Fascinante exploration, fascinante pratique des chercheurs du développement. Peut-être y a-t-il là une autre sorte de fièvre et de passion que celle des managers de la compétition économique.

Il ne s'agit cependant pas tant de fasciner que de savoir si se pratique et s'institue là, non certes une science à part, mais un style de science différent, quoique complémentaire, de la science *mainstream*. Pour tout dire, je suis convaincu que la recherche pour le développement doit avoir plein droit de cité scientifique. C'est, pour les pays en développement, même les plus pauvres, une porte d'entrée dans une modernité sans reniement. C'est le lieu d'une coopération Nord-Sud sans frontière ni asymétrie. Je crois même qu'elle peut être l'aiguillon d'une science au Nord plus universelle, plus citoyenne, moins liée aux intérêts du marché mais toujours levier des transformations du monde.

Je ne saurais terminer cette introduction sans annoncer mes partis pris.

Le premier est le parti pris de l'optimisme, ce *bias for hope* que recommandait, il y a déjà longtemps, R. Hirschman, un des plus éminents spécialistes du développement. P. Ricœur justifie ce parti pris en affirmant que l'utopie fait voir, sous l'apparence des choses, l'avenir au travail.

Je sais bien que violences et misères occupent trop souvent le devant de la scène des pays les plus pauvres. Il ne saurait être question de minimiser ces drames, et tout un chacun en est à peu près informé au point de parfois désespérer. Mais il y a un biais médiatique en ce sens que les catastrophes sont plus évidentes que les évolutions souterraines au long cours, faites d'apprentissages, d'inventions et de nouvelles solidarités, d'engagements militants et de

libération irrésistible des femmes. Aucune région du monde ne s'est davantage transformée et ouverte en quarante ans que l'Afrique intertropicale, pourtant réputée en panne. Je choisis de pointer le regard sur des germes d'espoir trop facilement sous-estimés.

Mon second parti pris est justement de prendre pour première référence, mais non la seule, cette Afrique subsaharienne francophone. Et ce parce que c'est la région du monde, pour l'heure encore, la plus pauvre et la plus marginalisée, parce que le Nord y sait encore moins bien qu'ailleurs en voir les forces vives, parce que la France et l'Europe y sont fortement engagées, parce qu'enfin mon expérience y est la plus étendue et que je ne veux parler que d'expérience.

Je ferai aussi largement appel à l'expérience des nombreux collègues avec qui j'ai travaillé à un moment ou à un autre de ma carrière et dont les références, pourtant précieuses et souvent précoces, sont largement ignorées des bibliographies internationales, quasiment limitées aux ouvrages en anglais. Mais des coups d'œil, jetés ailleurs, et toujours par expérience, feront sentir que, *mutatis mutandis*, et les spécialistes le savent, l'analyse s'applique à bien d'autres régions du monde. Mon propos n'est pas de décrire exhaustivement tel ou tel aspect de l'état du monde, mais d'illustrer une manière de voir et d'agir. Mieux vaut la tester là où le défi est le plus grand.

Il s'ensuit que cet essai ne traitera que d'un certain point de vue, vue d'en bas en quelque sorte, de thèmes importants comme la nature de la *mondialisation* ou le rôle des entreprises multinationales, des nouvelles technologies, de la compétition. Mais je ne cesserai d'évoquer certaines des implications de cette analyse *bottom up* sur les relations internationales *stricto sensu*.

Mon espoir est que, au terme de ce voyage, le lecteur ne s'insurge pas si je prétends que l'avenir du monde est aussi chez les *laissés-pour-compte* et qu'aller y voir et y écouter change le regard sur le monde, donc notre manière de comprendre, d'agir, d'espérer. Il faut mettre à leur juste place l'économie et la science, ces deux reines de notre époque, pour laisser le champ libre aux inéluctables choix politiques et éthiques.

PREMIÈRE PARTIE

LE DÉVELOPPEMENT PERDU DE VUE

Introduction

Il est irritant alors de voir courir sur son erre une représentation du monde en développement de plus en plus décalée par rapport aux changements qui le bouleversent. Cette représentation continue pourtant d'inspirer politiques, actions, comportements, conflits. Une époque s'achève, manifestement, sous les coups de boutoir des diverses formes de la *mondialisation*. Un monde nouveau est en train de naître dont les spécialistes avertis peinent à donner une image intelligible et propice à une action intelligente et ordonnée.

Il y a danger que le Nord perde de vue le Sud alors que les interdépendances et les fragmentations correspondantes se renforcent, alors que la course-poursuite entre populations et ressources ne cesse de creuser les écarts et de multiplier les risques, alors qu'enfin Nord et Sud sont de plus en plus intimement mêlés. Le Nord ne peut rester la citadelle du développement.

La planète a changé, mais le sous-développement perdure et, à certains égards, s'étend. Cette réalité fut découverte tout au long des décennies passées grâce à des travaux empiriques et théoriques d'une très grande qualité. Sans bruit ni fureur, avec humilité et ténacité, des orfèvres en développement pratiquant ce que l'un d'eux a appelé *les sciences piétonnes*, celles qui obligent à s'immiscer dans les sociétés et leurs milieux de vie, ont accumulé des perles (des résultats, des méthodes, des interprétations). Mais ils n'ont pas su collectivement enfilet ces perles en une rivière détournant le fleuve des interprétations simplistes et dominantes. Ces perles sont plus précieuses que

jamais en ces temps d'incertitudes et de désarroi. Loin d'être disqualifiés, ces chercheurs de développement ont maintenant leurs mots à dire et à rassembler. Il y a danger d'amnésie, de dispersion, de découragement, juste au moment où des convergences apparaissent possibles. Notre nouveau monde ne rend pas caduques les connaissances accumulées ni les méthodes expérimentées, et encore moins les interprétations proposées pour décrypter des apparences indécises et obscures. Car les nouveautés s'enracinent dans des mouvements longs qui les rendent compréhensibles. Et tous ces efforts pourraient se révéler bien utiles pour comprendre ce qui se passe désormais dans notre monde globalisé mais sous tensions extrêmes.

Au cours de mon itinéraire professionnel j'ai eu l'avantage, et peut-être aussi parfois la volonté, de travailler avec des *chercheurs de développement* aux engagements très variés et aux conceptions souvent contradictoires. J'ai vu par exemple intervenir dans le même institut de formation permanente spécialisé sur le développement un économiste et un inspecteur général des finances. Le premier, chercheur de l'ORSTOM, pratiquait, par nécessité scientifique disait-il, l'anthropologie économique. Il expliquait – documents historiques, cartes et enquêtes pluridisciplinaires à l'appui – les subtiles transformations, sur une longue période, des sociétés en développement. Le second avait pour objectif de réorganiser les ministères des finances de pays d'Afrique francophone selon le modèle français, mais en s'appuyant sur un système informatique intégré, original pour l'époque. Ces deux spécialistes français semblaient appartenir à des planètes différentes quand ils parlaient de développement.

Sans aller jusqu'à ces extrémités de la chaîne des *chercheurs de développement*, il faut reconnaître que les distinctions entre les uns et les autres sont si fortes qu'elles livrent souvent des points de vue bien disparates. Sous des casquettes institutionnelles (administrations, instituts de recherche, organisations non gouvernementales, bureaux d'études, entreprises...) déjà lourdes, il y a ceux qui étudient et ceux qui interviennent. Parmi eux, il y a ceux qui visent et agissent de près sur un petit espace et ceux qui visent et agissent de loin sur de grands ensembles, ceux qui sont économistes, géographes, sociologues, qui relèvent

d'une discipline scientifique, et ceux qui sont agronomes, juristes, financiers, médecins, qui relèvent d'une spécialité opérationnelle. Chaque spécialiste a sa position, son angle de vue, son champ d'observation, son instrument d'optique et d'enregistrement, son grain de sensibilité. En langage plus savant : chacun a ses concepts, son objet, sa méthode, ses techniques... Les meilleurs de ces spécialistes dévoilent des réalités cachées derrière les apparences. Ils imposent en quelque sorte une certaine façon de comprendre le couple développement/sous-développement. Mais chacun à sa façon. Les résultats sont parfois si contradictoires et leurs implications politiques et pratiques si opposées, que le doute gagne les non-spécialistes.

Ces mots « développement »/« sous-développement » ont depuis bientôt cinquante ans charrié avec eux, à côté de dévouements admirables, de succès incontestables et de patients et fructueux efforts de compréhension, bien des échecs, partis pris, idéologies et pratiques révélatrices d'intérêts plus ou moins avouables. Tant et si bien qu'il y a actuellement comme une disqualification de ces mots, et donc de ces réalités.

Pas plus que les autres, je n'éviterai le piège des mots, ces mots qui jamais, lorsqu'ils concernent une réalité sociale et politique, ne disent tout mais derrière lesquels chacun s'avance masqué, sans généralement le savoir. Pauvreté, sous-développement, pays en développement, ces termes et leurs innombrables dérivés ont été utilisés et triturés indéfiniment depuis les années 1950. Tantôt expressions passe-partout, vides de sens car uniformes, tantôt supports d'idéologies combattantes et versatiles, tantôt enfin concepts pesés au trébuchet des théories, des classements et des mesures à longueur de traités scientifiques dont la rigueur ne s'obtient que par abstraction.

Il en est de même des chiffres. Mais le piège des chiffres est encore plus redoutable que le piège des mots car leur élaboration échappe au commun des mortels. Il est si facile d'en faire un usage inconsidéré à l'appui de ce que l'on veut faire croire !

Réductions du réel, les mots-discours et les chiffres-arguments laissent dans l'obscurité, si on n'y prend garde, une réalité qui défie l'humanité du III^e millénaire.

Cette réalité, c'est la coexistence, d'un côté, d'hommes et de femmes vivant dans une opulence croissante et uniforme et, de l'autre côté, d'hommes et de femmes vivant selon des modalités infiniment diverses dans le dénuement et, à tout le moins, dans une lutte quotidienne, difficile et incertaine, pour leur survie. Combien sont ces derniers, disons les pauvres, nul ne le sait très bien. Sont-ils, relativement, de moins en moins nombreux ? Nul ne le sait très bien non plus. Questions de définitions, mais surtout de mesures et de comptages, qui emmêlent les pièges des mots et des chiffres.

Autant de difficultés et de questions qui cernent le *trou noir* du sous-développement et dont les réponses se font chaque jour moins simples, moins *tranchantes*, mais de plus en plus nécessaires.

Nous sommes donc appelés à un effort intellectuel radical, à rebrousse-poil des spécialisations et clivages induits par le mouvement actuel des sciences, pour que le kaléidoscope s'ordonne et fasse converger les connaissances et donc les prises de position. Il faut changer de regard.

Voici donc venu le temps des méthodes, celui des *passages*. Passage du court terme au long terme d'abord, c'est-à-dire intégration de l'actuel dans le temps de l'histoire comme dans celui des effets à long terme des politiques. Passage du local au global ensuite, c'est-à-dire articulation de niveaux d'organisation et de signification différents mais mutuellement dépendants. Passage enfin entre disciplines différentes : le développement n'est pas seulement affaire d'économistes, il réclame une approche pluridisciplinaire.

En résumé, ces articulations d'échelles temporelles et spatiales et cette pluridisciplinarité appellent les hommes de science et les hommes d'action à prendre en considération la complexité, alors qu'ils sont naturellement tentés de réduire la réalité à ses éléments les plus simples, plus facilement maîtrisables. D'importants progrès ont été accomplis ses dernières années pour baliser ces passages, mais il reste à les élargir et... à les suivre, ce qui n'est pas aisé.

LE NORD NE PEUT RESTER LA CITADELLE DU DÉVELOPPEMENT

Le sous-développement n'est plus pour le Nord une réalité exotique. Il n'est pas non plus à sa porte. Il le pénètre, l'affecte, le soutend. Développement et sous-développement sont comme l'endroit et l'envers d'un même tissu mondial. Avant d'ajuster notre regard pour scruter le *trou noir* du sous-développement, une vue d'ensemble s'impose des forces, contraintes et mouvements qui sont en train de changer l'état du monde, au Nord comme au Sud.

Le Sud est le siège d'une formidable mutation, aux racines invisibles du Nord, mais qui s'étend, se ramifie et commence à y émigrer. Le Nord reste armé de ses technologies de pointe, et donc toujours à la pointe de ce qu'il est convenu d'appeler le progrès. Il se sait inventeur d'un capitalisme toujours triomphant. La chute du mur de Berlin à l'automne 1989 marqua symboliquement une éclatante victoire de ce capitalisme sur sa plus radicale contestation. Le Nord croit, espère, compte que sa marche en avant conquérante se poursuivra longtemps et, pour tout dire, indéfiniment, en se diffusant au Sud par conquête de positions avancées ou par imitations retardées, donc subalternes. Mais le Sud entre en effervescence, par instinct de survie ou par imitation, sous la puissante pression d'une population de plus en plus nombreuse, jeune, informée et qui s'organise. Et, au fur et à mesure qu'il pénètre le Nord, alors que c'était plutôt l'inverse jusqu'à présent, les armes de la science, du marché et du capital accumulé se révèlent impuissantes à assurer le contrôle de ces évolutions internes et externes.

Le Nord commence à s'apercevoir que, s'il perd de vue le Sud, il se perdra lui-même, par ignorance d'abord, par inconvertibilité ensuite.

LES INTERDÉPENDANCES PLANÉTAIRES SE RENFORCENT

Les interdépendances planétaires se renforcent et se multiplient non seulement par les marchandises et les capitaux dans le cadre de la mondialisation de l'économie mais aussi par l'air et l'eau tout simplement, les gènes et les parasites plus subtilement, les informations, les arts, les religions, les armements, la drogue... Rien n'échappe à ce partage sinon les secrets des laboratoires et les emplois.

Constats devenus banals que celui de la mondialisation des échanges et des lieux de production et celui de la globalisation des circuits économiques et financiers. Mondialisation et globalisation qui sont d'abord celles d'un système d'information porteur d'une incontestable standardisation des modes de vie désirés. La fascination qu'exerce, jusqu'au village le plus reculé de Chine, du Congo ou de la Bolivie, le mode de vie occidental favorise les exigences d'une économie de profits, qui ne peut survivre qu'en étendant son empire, et les possibilités toujours renouvelées de technologies nées d'incessantes avancées scientifiques.

Mais voici que se manifestent irrésistiblement, à l'échelle mondiale elles aussi, d'autres interdépendances moins visibles mais tout aussi puissantes. Elles ensèrent ou rassemblent les habitants de notre planète dans des circuits et des réseaux aux logiques différentes. Par mise en réseau de réseaux elles s'entrecroisent, s'interpénètrent, se consolident mutuellement à une vitesse grandissante. Image parlante que celle de la toile d'araignée, si fragile dans son fil, si solide dans sa structure, qu'ont évidemment adoptée les créateurs du fabuleux réseau électronique mondial de l'information, l'Internet.

Que dire encore des autres articulations et artères qui font que l'humanité peu à peu prend corps, sinon ce que chacun sait ou soupçonne. Les parasites ou leurs vecteurs (insectes, semences, voire carcasses de ruminants) prennent l'avion et arrivent à déjouer la haute surveillance des savants tout en résistant aux insecticides, aux médicaments, aux tentatives de vaccins. La toile d'araignée Nord-Sud des marchands de canons existe aussi et s'étend des appareils d'État du Nord jusqu'aux enfants maquisards du Sud. Il n'y a pas d'interdépendance plus forte que celle qui résulte des risques nucléaires. Autre toile d'araignée : l'économie de la drogue, génératrice de fabuleux profits recyclés par la finance internationale, s'est aujourd'hui mondialisée sous la coupe des organisations criminelles, anciennes et nouvelles. Quant aux migrations internationales, sous les coups des guerres, des famines et de la pauvreté, personne ne sait en arrêter le mouvement puissant et obstiné. L'arsenal des lois et des polices est incapable de défendre complètement les citadelles du développement.

Si j'évoque les manifestations d'interdépendances les plus dangereuses ou les plus dramatiques, ce n'est pas pour jouer les oiseaux de mauvais augure ni pour ajouter ma voix à celle de pessimistes radicaux souvent patentés. C'est d'abord pour tempérer l'optimisme tonitruant et toujours hégémonique de ceux qui professent que science et croissance nous permettront de vaincre ces difficultés et ces maux qu'ils pensent nés de la seule misère.

Les interdépendances bienfaisantes, auxquelles on porte moins d'attention qu'aux malheurs et aux dangers car on s'y habitue très vite, n'en sont pas moins fortes et porteuses d'espoir. L'ouverture des marchés se traduit par la diversification fantastique des produits et services offerts à nos désirs et par une baisse continue de leurs prix. Les cultures s'affrontent mais se découvrent. Les informations, en se mondialisant, même sous contrôle parfois suspect, permettent à chacun d'embrasser d'un seul coup d'œil ou presque l'ensemble de l'humanité en faisant progresser la conscience de certaines solidarités. Des milliards d'hommes peuvent communiquer dans des événements vécus ensemble comme les premiers pas de Neil

Armstrong sur la lune en juillet 1969 ou ceux de Nelson Mandela sortant de prison en 1990 après vingt-six années d'incarcération. La moitié de l'humanité, celle de sexe féminin, voit ses droits élémentaires peu à peu reconnus et un peu mieux respectés. Les événements sportifs, si compétitifs soient-ils à tous égards, en sont aussi des exemples devenus réguliers. En bref, la conscience qu'a l'humanité d'elle-même et de ses solidarités grandit, portée par le génie des hommes qui rassemble cette humanité par contraction de l'espace et du temps après avoir suscité une véritable multiplication des pains. Ce génie des hommes est plus puissant que jamais depuis qu'il y a quelques dizaines d'années la recherche scientifique et technique s'est organisée sur un mode quasi industriel. Que ne pourrait-il obtenir s'il lui était demandé de se mobiliser, comme dans le cas du sida, pour vaincre les maux les plus criants et les plus élémentaires de notre époque ?

L'humanité découvre qu'il lui faut donner sens et valeur à certaines de ces nouvelles interdépendances planétaires (sécurité, environnement, migrations, développement, mode de vie, images, santé) et réduire les autres (armement, drogue et misère) par un véritable contrat politique et social qui engage l'ensemble des nations. Dans un monde où tout fait système, il est aussi irréaliste pour les uns de vouloir se soustraire à l'interdépendance des marchés et à une certaine standardisation des modes de vie pratique, qu'inconscient chez les autres de s'en remettre à celles-ci du soin de résoudre spontanément les grands maux de l'humanité.

POPULATION ET RESSOURCES : DES TRAJECTOIRES ENCORE INCOMPATIBLES

La conférence sur le développement durable, qui s'est tenue à Rio de Janeiro en juin 1992, a rappelé à l'opinion publique mondiale que nous étions tous embarqués sur le même vaisseau dont les

vivres, au sens large, ne peuvent être indéfiniment multipliés ni assez rapidement renouvelés par les miracles de la science.

La surconsommation au Nord et la sous-consommation au Sud ne peuvent poursuivre durablement leurs actuelles trajectoires. Elles consomment trop de ressources naturelles eu égard aux capacités de régénération de celles-ci, ou à leur substitution par des produits de laboratoire. Elles engendrent des inégalités trop fortes pour ne pas susciter révoltes et explosions. L'imitation accélérée du processus de développement des pays industrialisés n'est pas généralisable à l'ensemble des régions et sociétés sous-développées. Ce processus doit devenir plus économe des ressources naturelles de la planète.

À la source de ces excès, mais non leur unique cause, il y a la croissance accélérée de la population mondiale qui est actuellement de 6 milliards d'hommes et s'accroît de 1,3 % par an, soit environ + 80 millions chaque année. Pendant des millénaires cette croissance fut imperceptible. La population mondiale a atteint 1 milliard en 1804, 2 milliards en 1927, 3 milliards en 1960. Quoi qu'on fasse pourtant, la population mondiale continuera de croître pendant encore plusieurs générations. Hypothèse la plus vraisemblable mais fragile : la population mondiale se stabiliserait entre 10 et 11 milliards vers 2150. Aucun phénomène au cours du XX^e siècle n'aura été plus fort, plus lourd de conséquences ni plus inéluctable que cette explosion démographique qui a changé la face du monde et continuera de la changer pendant quelques décennies encore.

Par-delà les projections globales, il faut prendre conscience des principales conséquences de cette explosion démographique. Elles modifieront radicalement le paysage géopolitique de notre planète et les équilibres entre populations et ressources. Il n'est pas évident que gouvernants et opinions publiques en aient toujours clairement conscience. Nous sommes aveugles sur le long terme.

Conséquence la mieux perçue : la croissance des villes. La population urbaine dépassera bientôt la population rurale – celle-ci toujours en expansion – dans un déploiement indéfini et anarchique de cités et « conurbations » de plusieurs dizaines de millions d'habitants. Conséquence plus difficile à percevoir : le poids démographique rela-

tif et donc le poids géopolitique des continents et des régions se modifient rapidement. L'Afrique, longtemps sous-peuplée, dépassera sans doute les deux milliards d'habitants dans moins d'un siècle, soit plus du cinquième de l'humanité d'alors. La population des pays riches actuels par rapport à celle des pays en développement était d'un tiers en 1950, un peu moins d'un cinquième en 2000 et sera de un neuvième en 2050. De ce qui précède on peut conjecturer que les migrations vont connaître un essor sans précédent. Enfin, les modifications des structures par âges vont être *renversantes*. La pyramide des âges va basculer de bas en haut car les personnes âgées seront beaucoup plus nombreuses que les jeunes. Les conséquences économiques seront fortes et directes mais les conséquences sociales et psychologiques, certes plus diffuses et plus incertaines, seront beaucoup moins contrôlables. Les pays occidentaux et la Chine connaissent déjà ce vieillissement. Ils seront bientôt suivis, presque aussi brutalement qu'a baissé la fécondité, par les pays qui voient s'achever leur transition démographique. À l'inverse, en Afrique, la jeunesse éclate de toute part. Ces mouvements de population conditionnent pour une grande part les deux courses-poursuites qui résument le sous-développement, celle entre populations et ressources, celle entre riches et pauvres.

La faim de populations toujours plus nombreuses au Sud et l'appétit des surconsommateurs au Nord mettent en danger les équilibres naturels de notre planète. Si bien que la biosphère, ce miracle terrestre toujours unique, se rétrécit, se fatigue et se corrompt. De cette nouvelle limite, apparue ces dernières années, à la course-poursuite entre population et ressources, les indicateurs sont connus : réchauffement de la planète par *effet de serre*, déforestation et désertification, pollution de l'air et des eaux, surexploitation des sols, des faunes et des flores.

Les scientifiques ont montré comment la diversité de la vie était condition de sa reproduction. À trop réduire ou trop altérer cette biodiversité combinée des gènes, des populations d'espèces et des écosystèmes on risque de franchir des seuils irréversibles. Au-delà, non seulement les régénérations ou réhabilitations à peu près à

l'identique mais aussi de nouvelles expressions de la vie deviendraient impossibles. Il faut choisir : la biodiversité ou la stérilité. On sait identifier les gaz à effets de serre et les convertir en équivalent carbone, mais on ne dispose pas encore d'indicateur pour mesurer l'érosion de la biodiversité. Ce qui ne facilite pas l'identification des responsables. Pour l'heure la question relative aux limites écologiques de la planète reste encore largement en débat, scientifique mais aussi politique et idéologique.

Pourquoi alors évoquer cette course-poursuite si la question reste si largement en suspens ? Parce que, si l'on ne peut encore parler clairement de ces concepts nouveaux que sont la *biodiversité*, l'*écologie*, l'*environnement*, on doit au moins se préoccuper de l'état des *ressources naturelles* de notre planète. Elles paraissent se raréfier, et de nombreux indices incitent à une politique de prudence. Or, la population mondiale va augmenter d'au moins 50 % d'ici une cinquantaine d'années. Les conflits d'usage, les pénuries et les pollutions risquent de se multiplier plus rapidement que ne changent des tendances et des comportements inscrits dans la longue durée.

Les pays riches et industrialisés ont l'aisance et les capacités technologiques voulues pour pallier certaines des conséquences localisées de cette dégradation de leur environnement. Mais ils n'ont pas encore appris, voire se refusent, à *gouverner*, solidairement entre eux et avec les pays du Sud, les pollutions, le réchauffement de l'atmosphère et les prédatons de ressources naturelles engendrés directement ou indirectement par une consommation aussi excessive à cet égard qu'à celui de l'équité. Quant aux populations les plus pauvres des pays en développement, elles ne peuvent souvent survivre qu'en ponctionnant ou en dégradant le capital de ressources naturelles accumulé au long des siècles : les arbres pour faire la cuisine et se chauffer, et alors ceux-ci ne retiennent plus l'eau ni les sols, les terres pour se nourrir dont la fertilité décroît à mesure que les temps de jachère diminuent... Cette ponction du capital naturel se fait, en gros, au rythme de la croissance démographique, donc trop rapidement pour permettre une régénération spontanée.

Si cette course-poursuite entre populations et ressources s'est élargie aux ressources naturelles renouvelables, la vieille question soulevée dès 1798 par Malthus est toujours d'actualité : Comment nourrir une population qui augmente plus vite que les rendements agricoles ? Les discussions s'enflamment à nouveau à ce propos sous la pression de dramatiques besoins et de puissants intérêts, et parce que la Chine et l'Europe de l'Est s'ouvrent aux marchés des produits vivriers. À la fin des années 1960 et au cours des années 1970, la révolution verte – efficace combinaison de nouvelles semences sélectionnées très productives, d'engrais et pesticides, et de l'irrigation – a permis à l'Asie de combler l'écart entre productions céréalières et besoins de la population, faisant taire pendant deux décennies les inquiétudes malthusiennes. Mais des signes de stagnation des rendements y sont désormais observés tandis qu'un peu partout dans le monde, même en Afrique, les surfaces cultivables non encore cultivées se font de plus en plus rares et de plus en plus ingrates. Seule l'extension de l'irrigation permet un substantiel gain de rendement, mais elle est grosse consommatrice d'une ressource vitale de plus en plus rare : l'eau. Les vieilles inquiétudes resurgissent. Comment nourrir une population mondiale qui aura doublé entre 1980 et 2050 ?

La course-poursuite entre populations et ressources se double d'une course-poursuite entre riches et pauvres. Les riches cherchent à avoir toujours plus d'argent, de pouvoir et de biens à consommer et à accumuler, les classes dites « moyennes » cherchent à les imiter, les pauvres, une fois assurés leurs besoins élémentaires, désirent avoir accès au « modèle » de consommation des classes moyennes. L'humanité, au fur et à mesure que le système capitaliste s'étend, s'engage dans une course collective effrénée. Mais le peloton s'étire. La répartition des ressources et des revenus est de plus en plus inégale si on considère les deux bouts du peloton, les plus nantis et les plus démunis.

Le système économique mondial est basé sur la recherche, vitale pour lui, d'un toujours plus de production, de consommation, de chiffres d'affaires, de profits. Et, dans un tel système, on compte comme plus riche un pays qui, générant violences et pollutions, pro-

duit les remèdes pour en pallier les effets, qu'un pays qui ne produit ni les unes ni les autres.

À la pointe avancée de cette économie mondiale, la productivité du travail atteint de telles performances que soit elle déséquilibre la concurrence (la productivité de l'heure de travail d'un fermier américain est cent fois supérieure à celle d'un paysan africain), soit elle ne peut être compensée chez certains concurrents de pays moins avancés que par des taux de salaire extrêmement bas. Cette productivité technologique commence cependant, depuis une quinzaine d'années, à exclure du marché de l'emploi qualifié une proportion de plus en plus forte des actifs des économies postindustrielles, sans leur donner néanmoins un rôle ni des responsabilités alternatifs. Ce processus d'exclusion est particulièrement net aux États-Unis, première puissance économique du monde.

Le peloton s'étire donc. Non seulement les tout derniers ne se rapprochent pas des tout premiers, mais une partie importante des coureurs perd pied : l'écart de revenu annuel moyen entre les 20 % des humains vivant dans les pays les plus riches et les 20 % des habitants des pays les plus pauvres s'est accru entre 1960 et 1990 malgré tous les efforts déployés contre le sous-développement. Ce revenu moyen était, en 1960, treize fois plus élevé dans les premiers que dans les seconds et, en 1990, dix-huit fois plus élevé. Encore faut-il préciser qu'il ne s'agit là que de revenus moyens par pays, les seuls que l'on suit avec une certaine fidélité grâce aux comptabilités nationales. Si l'on pouvait évaluer les inégalités au sein des pays, en particulier des plus pauvres, on constaterait certainement que celles entre les individus les plus riches et les individus les plus pauvres sont encore plus fortes¹.

Nous avons donc à affronter trois crises : une qui affecte les relations entre le Nord et le Sud de la planète, une autre qui fait s'affronter les riches et les pauvres au sein de chaque société, une

1. Le rapport 1998 du PNUD sur le développement humain avance que les écarts de revenus entre les 20 % des hommes les plus riches et les 20 % des hommes les plus pauvres est passé de 30 pour 1 en 1960 à 82 pour 1 en 1990.

troisième qui concerne les rapports entre les hommes et la nature. Ces crises sont inséparables. Comme l'écrit P. Calame, président de la Fondation pour le progrès de l'homme : « Il est difficile de ne pas voir au cœur des trois crises les effets des formes actuelles du développement scientifique et technologique et de l'accentuation de la division du travail, le gonflement de la sphère du marché et de la circulation sans cesse démultipliée des marchandises et de l'argent : en bref les facteurs constitutifs de la modernité occidentale ou, pour certains, de la modernité. »

L'observation de l'actualité internationale montre les manifestations exacerbées et dramatiques de cette triple crise, sous la pression de la misère, de l'envie, des entassements et déracinements d'une partie de l'humanité. Il suffit de lire ou d'entendre les titres des journaux : révoltes et guerres, famines, ghettos urbains, contestations violentes de l'ordre établi, économie de la drogue et des armements, migrations massives et incontrôlées, pandémies, terrorismes...

« Fièvres passagères », disent les optimistes, généralement bien insérés dans le mouvement de l'enrichissement et de la compétition. « Relançons la croissance et soyez patients », préconisent les docteurs libéraux de l'économie. La science change si vite désormais nos conditions de vie, et de manière si imprévisible, qu'il n'y a point lieu de trop s'alarmer pensent *in petto* une grande part de ceux qui sont *dans le gros du peloton*. Toutes ces difficultés, toutes ces nuisances ne sont-elles pas les conséquences récentes et encore circonscrites d'un enrichissement global prodigieux dont le déploiement prend du temps ? En bref, selon tous ces optimistes, une croissance économique forte et durable finira par diffuser ses bienfaits assez largement vers les plus défavorisés, quels que soient les cloisonnements sociaux et les exclusions résiduelles.

À l'inverse, certains, souvent encore taxés de pessimisme ou à l'inverse d'utopie, pensent que le *toujours plus* de concurrences, de techniques et de croissance n'est pas la seule façon de faire face à cette double course-poursuite dans un monde d'interdépendances croissantes.

MONDIALISATION *VERSUS* FRAGMENTATION

Comme il en est du sous-développement vis-à-vis du développement, la mondialisation de l'économie de marché a son envers, insaisissable. Je veux parler de ces fragmentations – sociales, politiques, culturelles – qui, concurrences et logiques d'un autre ordre, dessinent aussi ce nouveau décor international si bien décrit par Francis Gutmann¹.

Sur la mondialisation de l'économie, il n'est pas besoin d'être très disert tant ses champions, relayés par les gouvernants des pays les plus puissants, nous en chantent les mérites, parfois plus espérés que palpés par nombre de nos contemporains. Toute une partie de la planète, composée de ces pays émergents qui peu à peu rassemblent la moitié de l'humanité, serait en train de basculer dans l'économie de marché, la compétition, la croissance. Et nous serions à la veille, ou à l'avant-veille, d'une nouvelle ère d'expansion grâce à cette mutation des pays d'Asie et bientôt d'Amérique latine et d'Europe de l'Est, fabuleux marchés de demain. Grâce aussi aux réserves de productivité et d'innovations conjointes des technologies de l'information, du nucléaire et de l'espace comme du génie génétique, de la biochimie et du génie des matériaux. Chômage et sous-emploi, pauvreté et exclusion, dégradation de l'environnement seraient progressivement réduits, sinon vaincus, par cette expansion de l'économie libérale pour peu que l'on s'attache à la diffusion de ses bienfaits et à la correction scientifique de ses dysfonctionnements.

Cependant, cette mondialisation a pris un caractère radicalement nouveau en s'affranchissant de plus en plus des régulations nationales. Ce qui a induit un désengagement général des États de leurs fonctions proprement politiques d'orientation, d'arbitrage et de régulation sociale. On assiste à la globalisation du capitalisme sous la vigoureuse impulsion des stratégies des grandes firmes multinationales.

1. F. Gutmann, *Le nouveau décor international*, Paris, Julliard, 1994.

nales, des performances sans cesse accrues des réseaux de communication et de l'intégration *en temps réel* des marchés financiers. Les intervenants du marché financier tendent à supplanter tous les autres tant ils sont organisés, réactifs et concurrentiels, et tant ils brassent de capitaux (près de cent fois plus que la sphère *réelle* de l'économie). D'où ces crises monétaires et financières à répétition – depuis celle du Mexique en 1982 jusqu'à celle de l'Asie du Sud-Est en 1997 et à celle de la Russie en 1998, en passant par celle des pays occidentaux en 1987 – signes évidents, souvent dramatiques pour des millions de salariés, de la fragilité du système.

Les critiques les plus radicales de cette mondialisation accélérée des économies conduite par celle des marchés financiers n'hésitent pas, alors, à parler de « dictature » de ces marchés sur les économies nationales. Tout se passe, disent-ils en résumé, comme si les marchés financiers décidaient des taux d'intérêt, donc des investissements, donc de la croissance, donc de l'emploi, donc enfin du destin de milliards d'hommes. Série de liaisons quelque peu simplifiées, mais on ne peut nier l'excessive amplification des enchaînements comme des déséquilibres induits par la *bulle financière*, ni l'influence, sans cesse accrue, que celle-ci exerce sur les politiques nationales.

Enfin, la concurrence des pays à bas salaires, tout autant que la concurrence des pays industrialisés entre eux, exerce une forte pression non seulement sur les prix, mais aussi sur les rémunérations et l'emploi dans les sociétés les plus avancées. Mais, en intégrant dans les circuits marchands internationaux des pays jusque-là enfermés dans leur sous-développement, la mondialisation ouvre de nouvelles conditions de croissance globale. Celle-ci est basée sur la solvabilité des *classes moyennes des pays émergents*. Du coup, les grands groupes industriels et financiers des pays les plus avancés dépendent beaucoup moins de l'évolution de leur marché national. Ils n'ont plus vraiment besoin de leurs compatriotes pauvres pour assurer la croissance de leurs débouchés.

Simplismes excessifs, là encore ? Sans doute, mais on ne peut éviter de rappeler les questions essentielles pour l'avenir de nos sociétés et autour desquelles les débats se multiplient. N'est-il pas vrai, tout

d'abord, que les technologies disponibles et en réserve pour faire face à la concurrence des bas salaires des pays en développement chassent de l'appareil productif la main-d'œuvre peu qualifiée des pays industrialisés ? Aux États-Unis, le chômage est certes très faible, mais il faut ajouter que des millions d'emplois précaires très faiblement rémunérés ont été créés ces dernières années dans les services domestiques et de proximité. Si presque tous les pays ayant ouvert leurs frontières aux échanges voient l'inflation se réduire et bénéficient d'une certaine croissance globale, à qui vont les bénéfices de ces suppléments de pouvoir d'achat et au prix de quelles précarités ou exclusions ? La répartition des fruits de la croissance n'est-elle pas aussi importante que le rythme de cette croissance ? Et la période d'adaptation des économies nationales et des salariés à cette concurrence généralisée ne sera-t-elle pas si longue et si douloureuse que des explosions sociales mettront leur grain de sable dans cette mécanique si bien huilée et conduiront à inventer de nouveaux modes de travail et de rémunération ?

Si les fragmentations n'ont guère besoin non plus d'être longuement évoquées, elles appellent cependant des analyses approfondies pour mieux comprendre leurs origines et surtout leurs rapports avec la mondialisation.

Depuis l'effondrement brutal de l'empire soviétique, la scène internationale n'est plus gouvernée par l'équilibre des blocs Est-Ouest. Du coup, l'unité politique du tiers monde, née des décolonisations et fondée sur cette rivalité Est-Ouest mais peu à peu minée par la diversité multiforme de ses membres, a volé en éclats. Assistet-on à la *fin du tiers monde*, s'interrogent douze spécialistes dans un ouvrage portant ce titre et paru récemment aux Éditions de la Découverte ? Il y a désormais les pays du tiers monde qui comptent ou émergent et il y a ceux qui stagnent ou se paupérisent. Les séquelles des histoires coloniales font place au commerce, et on assiste à l'Est et au Sud à des recompositions parfois violentes des pouvoirs et des contrôles sociaux (Yougoslavie, Tchétchénie, Colombie, Algérie, Éthiopie, Somalie, Indonésie, Rwanda, Congo, etc.). L'éclatement des camps structurés par la guerre froide suscite la revendication des cultures historiques et des identités élémentaires.

La révolution politique qui a mis fin à l'*apartheid* en Afrique du Sud reste un cas exemplaire mais exceptionnel.

Je l'écrivais déjà en 1993 dans *Une terre en renaissance*¹ et dans un éditorial plaidant pour un monde de *savants sans frontières*. L'humanité se fractionne jusqu'à l'infini. Les groupements humains – peuples, nations, États, ethnies, classes, régions et mégapoles – revendiquent de plus en plus violemment leur autonomie, leur langue, leur culture, leur mode de vie, leurs solidarités immédiates. L'Europe de l'Est en constitue l'exemple le plus significatif et le plus récent, mais l'Afrique, les banlieues de l'Occident, les campus des États-Unis, les minorités, les intégrismes et sectes de toute nature témoignent de ce besoin profond d'une expression de la différence, créatrice de culture et de liberté. Pour l'heure cependant, on assiste à des dialogues de sourds. Les *fractions* se voient, se touchent ou s'entrechoquent, mais ne s'entendent ni ne se parlent. L'exaltation de l'individu se manifeste de mille et une manières au fur et à mesure que les contraintes collectives et anonymes s'appesantissent. Les divisions culturelles et sociales, renforcées par la marginalisation et la misère, redonnent vie au vieux mythe de la tour de Babel : il y a risque de cloisonnement par incommunicabilité radicale.

Nous sommes sans doute là au cœur d'un dilemme, local *versus* mondial, qu'il faudra bien arriver à surmonter. Cette opposition *local/mondial* n'est pas près de tarir discours, articles et colloques. Elle appelle un dépassement que je qualifierai, dans la suite de cet essai, d'épistémologique et de politique. On peut, en attendant et avec Francis Gutmann, se mettre d'accord au moins sur le fait que le *non-ordre* est devenu l'état normal du monde. Il faudra apprendre à le gérer sans modèle, sans repères, dans l'incertitude. De nouvelles forces, de nouvelles contestations, de nouveaux déséquilibres ne cesseront de naître des pressions démographiques, des inégalités économiques et sociales, des disséminations de l'atome, des armes, des drogues. En attendant qu'un *contrat social planétaire*, garanti par de nouvelles institutions, se dessine. D'ici là, la mondialisation de l'éco-

1. Coll. « Savoirs » du *Monde diplomatique*, n° 2, co-édité par le *Monde diplomatique* et l'ORSTOM.

nomie devra affronter l'éclatement des cohésions sociales et la multiplication correspondante des incertitudes.

À le reconnaître, il n'y a ni pessimisme ni parti pris mais affrontement d'un défi de la pensée et de l'action qui est le même, au fond, que celui de la lutte contre le sous-développement.

LE NORD A SON SUD CHEZ LUI

Le Sud est au Nord, mais surtout le Nord a *son* Sud chez lui. Le Sud est partout. Il tropicalise le Nord.

Le Sud n'est pas présent au Nord seulement ni même principalement par une main-d'œuvre immigrée en situation plus ou moins régulière. De même cette présence par produits tropicaux interposés, si importante soit-elle pour les économies du Sud, n'affecte que marginalement les économies du Nord. Beaucoup plus importants sont les biens produits à bas prix car à très bas salaires. Ils touchent à ce qui constitue dès l'origine le ressort même de la puissance du Nord : l'emploi salarié. Plus importante aussi, cette prodigieuse réserve de molécules originales que constitue la biosphère intertropicale et qui alimente un fantastique renouvellement des produits des firmes chimiques et pharmacologiques des pays industrialisés. Enfin cette présence au Sud provient d'une manière d'être au monde qui peu à peu inspire la culture mondiale naissante, qu'il s'agisse de la musique et de la danse (les rythmes de l'Afrique diversifiés par les Caraïbes et l'Amérique tropicale ne cessent de faire bouger le monde, selon la jolie formule d'un de mes collègues de l'IRD), qu'il s'agisse encore du regard amical porté sur la nature ou du rapport des hommes entre eux. En conclusion de *Besoin d'Afrique*, les auteurs ne pronostiquent-ils pas : « L'Afrique, riche de tous ses tissages, pourrait bien inventer la démocratie sans la solitude »¹ ?

1. E. Fottorino, C. Guillemin, E. Orsena, *Besoin d'Afrique*, Paris, Fayard, 1992.

Il fallait bien évoquer cette place grandissante et impalpable du Sud au Nord avant de dire que le Nord a aussi *son* Sud chez lui : son développement prodigieux présente peu à peu des stigmates du sous-développement et pas seulement dans certaines périphéries de grandes villes. Au cœur de l'opulence, la pauvreté, la malnutrition, le sous-emploi résistent ou s'étendent.

Ce qu'on appelle l'informalisation de l'économie, concept mis au point et réalité mesurée par des économistes spécialistes du sous-développement, prend dans les pays industrialisés une ampleur telle que leurs systèmes statistiques reprennent définition et méthodes d'enquêtes correspondantes. Depuis vingt-cinq ans, parmi les diverses caractéristiques signant le sous-développement, on parle de *dualisme*. Or il n'est plus de semaine en France où presse, revues, colloques n'évoquent cette *fracture sociale* que risque d'engendrer la concurrence à outrance entre les nations. Saura-t-on réduire cette fracture naissante au sein de nos sociétés si on ne sait pas ou si on ne veut pas prendre une claire conscience de la fracture entre les gens du Nord et les gens du Sud ? Saurons-nous nous inspirer du parti pris de beaucoup de pays en développement ? Très vite, ils ont refusé les fractures radicales en créant des structures hybrides, intermédiaires, transitoires qui, tels le secteur informel, les tontines, une agriculture mixant intimement autosubsistance et exportations, conjuguent avec subtilité la tradition et la modernité, le risque et la sécurité, l'individualisme et la solidarité.

Même analyse pour les situations de dépendance qui, dans les années 1970, ont été à la base des principales théories du sous-développement. Avec l'ouverture des frontières et la compétition économique croissante, les économies industrialisées sont en train d'expérimenter, *mutatis mutandis*, de telles situations. La construction de l'Europe fut d'abord justifiée par la crainte de l'URSS, elle l'est désormais par la lutte contre la dépendance économique et culturelle des pays européens vis-à-vis des États-Unis. On a beau faire et surtout beau dire, ouvertures et concurrences profitent d'abord aux plus forts, et il n'est pas vrai que, parce que le jeu de la concurrence est à

somme positive (*i.e.* le résultat global est bénéficiaire), les plus faibles en profitent à tous coups.

Bref, le sous-développement est au Nord non pas tant par ses relations et interdépendances avec le Sud que parce qu'une croissance trop exclusivement fondée sur des compétitions inégales a son inéluctable revers : l'exclusion des plus faibles, par quoi se caractérise en dernier ressort le sous-développement. Bien loin de moi l'idée de comparer pays industrialisés et pays sous-développés tant les niveaux de vie, d'éducation, de science, de technologies, de capital et de cohésion peuvent être différents. Mais les premiers feraient bien d'examiner avec une attention moins distraite ou moins condescendante les combats des seconds contre le sous-développement. Si la globalisation de l'économie promet à tous le développement, elle abolit aussi les frontières du sous-développement.

LE NÉCESSAIRE AJUSTEMENT DES REGARDS

Pour en prendre conscience, encore faudrait-il que le Nord sache regarder le Sud. Pour reprendre le titre célèbre de l'ouvrage de F. de Negroni, les pays du Sud sont devenus des *Colonies de Vacances* pour nombre de nos contemporains en quête de ruptures, de paradis perdus, d'émotions nouvelles, et la publicité des *tour-operators* les sollicite à tous les coins de rues. Les paysages du Sud fascinent. Nicolas Hulot s'en est fait le bon génie richement médiatisé dans les séries télévisées « Okavango » et « Ushuaïa ». Pures et impures, ces émotions esthétiques et écologiques sont nées d'apparences inintelligibles que l'on ne cherche guère à dévoiler. Il en est de même des images de toute la misère du monde déversées à domicile par nos postes de télévision. Leurs excès, leur répétition exclusive engendrent incompréhension et pourraient, à la longue, provoquer une certaine indifférence¹.

1. Jusqu'à présent, en France, il n'en est rien, comme l'attestent les sondages réalisés depuis dix ans. Et, récemment, 76 % des Européens interrogés se sont déclarés favorables à l'aide au développement.

À l'inverse de cet émotionnel esthétique ou moral, et dès le début des années 1980, des intellectuels tiers-mondistes, *repentis* ou déçus par une réalité qui démentait les dogmes et les espoirs antérieurs, nous ont expliqué savamment pourquoi nous ne devons plus nous sentir responsables des malheurs des anciennes colonies : *Les sanglots de l'homme blanc*, *L'argent noir*, *La politique du ventre*, *Les messieurs Afrique*, autant de références à des titres d'ouvrages aussi justes, décapants et tranchants que ceux de prédécesseurs tels que *Les damnés de la terre*, *L'accumulation à l'échelle mondiale* ou *L'échange inégal*, mais rigoureusement inverses.

Il est vrai que le Sud a servi d'exutoire à des générations à l'étroit dans un monde borné, jugé trop codifié ou trop matérialiste. Combien sont ainsi partis à la recherche de rêves, d'aventures, d'argent, de justice, de solidarités ? Aucune juste balance n'existe pour juger globalement de ces *projections*. De la colonisation la plus dénuée de scrupules (mais il y eut aussi une colonisation de dévouement) à l'aide humanitaire la plus courageuse et la plus discrète (mais il y a aussi une aide humanitaire facile et à but médiatique), ces projections révèlent au premier chef les mentalités et idéologies sous-jacentes de l'Occident. Elles révèlent ses ambitions et ses peurs, son besoin de justifier son interventionnisme ou au contraire ses abandons.

Ce Sud, pour partie inventé, rarement rencontré en vérité, risque d'être perdu de vue, donc à nouveau imaginé, mis en images. Nos programmes scolaires sont de plus en plus vides d'Afrique, les vrais spécialistes – journalistes, chercheurs, coopérants divers – de moins en moins nombreux. Ne paraît exister que ce qui est télévisuel. Les risques d'aveuglements et de décalages n'en sont que multipliés. Il est frappant de constater combien, depuis quelques années en France, les médias ont réduit informations et analyses sur ce qui se passe au sein des pays les plus pauvres. Les médias grand public sont plus enclins, et plus aptes, à montrer le dramatique, l'exotique, le spectaculaire que les profonds et lents mouvements qui travaillent les sociétés de notre temps. Ventres ballonnés, enfants armés de kalachnikovs, camps de réfugiés, coups d'État fomentés par de petites poignées de soldats, favellas et bidonvilles ne sont jamais loin d'images

de paysages de rêve, d'exploits d'explorateurs, d'opérations de secours à la gloire de leurs organisateurs.

Le petit écran fait écran. Le Sud bouge, se transforme, se différencie, entre en ébullition. Les drames des guerres, des misères et des épidémies cachent de profondes évolutions au long cours. Le Nord ne sait qu'en regarder, vite, ce qui est conforme à ses intérêts à court terme et à ses peurs immédiates et ce qui frappe sa conscience ou sa sensibilité. L'économique et le dramatique forment une mauvaise paire de jumelles. Le Nord perd de vue le Sud au fur et à mesure qu'il en délaisse l'histoire et la géographie. Je suis stupéfait des clichés archaïques qui, à propos de l'Afrique subsaharienne comme de l'Amérique latine (pour ne pas parler de l'Asie, totalement méconnue), hantent encore l'esprit de certains de mes compatriotes, y compris parmi les plus diplômés.

Et puisque je parle de l'Afrique subsaharienne, restons-y un moment. Dans ce sous-continent réputé malade et objet de mille pessimismes, des semences d'avenir, sous-estimées sinon ignorées par le Nord, sont en train de germer. Pour beaucoup de personnes du Nord, l'Afrique apparaît comme uniforme et communautaire, une Afrique de paillotes, infestée de moustiques, ignorante, dirigée par des potentats ignares et corrompus, enfermée dans des traditions immuables et agitée en permanence de guerres ethniques. Et comment ne pas être stupéfait de l'étonnement naïf de ceux qui reviennent d'un premier voyage en Afrique : mais ces gens sont comme nous, ces pays ont des routes, des écoles, des laboratoires, des aéroports, des ingénieurs, des universitaires, des médecins, des chercheurs, des industriels, des hommes et des femmes d'affaires, des journalistes !

Et, en effet, aucune région du monde ne s'est davantage transformée en quarante ans, aucune n'a connu une urbanisation aussi rapide, une poussée scolaire aussi forte, une dynamique de peuplement aussi évidente, une intégration à l'économie mondiale aussi radicale. L'espérance de vie y est passée de trente-six à cinquante-deux ans, et la mortalité infantile a été divisée par deux avant que l'explosion du sida ne vienne compromettre ces remarquables pro-

grès. Les équipements et infrastructures s'y sont multipliés : même mal entretenus et mal servis, même pour partie financés par l'aide extérieure, ils ont changé le paysage, raccourci les distances, mis en contact, amélioré les conditions de vie. L'habitat urbain, moins anarchique et moins misérable que dans bien d'autres régions du monde, a été construit par l'épargne et le travail populaires. Les villes sont le siège d'étonnantes activités économiques populaires *non enregistrées*, et ces dernières années ont été marquées par la propagation très rapide de systèmes variés et originaux de micro-financement. Ces banques de pauvres et de proximité ont été plébiscitées par les femmes.

De même, on ne soulignera jamais assez la puissance de transformation que véhicule le massif mouvement de scolarisation amorcé il y a à peine trente ans. L'école, même déficiente, introduit une masse croissante de jeunes à des langages et des comportements nouveaux. Autre mouvement de fond, l'émancipation, lente mais irréversible, des femmes, sous l'influence de l'école, de la ville, des médias, mais aussi des difficultés économiques. Elles investissent des professions supérieures jusque-là réservées aux hommes et créent des associations variées pour défendre leurs droits.

On assiste plus généralement à l'émergence de solidarités nouvelles qui, s'ajoutant à des liens ethniques toujours vivaces et parfois mortifères, s'expriment dans des associations de toute nature, professionnelles, financières, religieuses, sociales, politiques, communales, culturelles. Des millions de paysans s'organisent en dizaines de milliers de groupements villageois prenant en main leur destin et mettent sur pied de puissantes organisations paysannes. Ces associations se mettent en place un peu partout, dans les banlieues populaires des villes comme dans les campagnes reculées, pour faire face à des besoins essentiels et pallier la restriction des services publics. Elles sont l'apprentissage d'une démocratie originale qui permet à l'individu de s'exprimer en dehors des liens lignagers et villageois. Or l'émergence de l'individu n'est-elle pas le premier signe de la modernité ?

La chape de plomb étatique a commencé de se lever, laissant fuser des initiatives et des espoirs sans doute irrépessibles. Cette

marche tâtonnante mais têtue vers la démocratie est le signe le plus remarquable du continent africain au cours de ces dix dernières années. Les élections et les partis politiques se multiplient, les libertés d'association et de vote progressent, les médias gagnent en indépendance. Dans plusieurs pays une véritable décentralisation est en marche, et l'exercice d'une démocratie locale s'y invente. Enfin, peuplement accéléré et ouverture économique des frontières font éclater les rapports de production antérieurs fondés sur la proximité et la communauté lignagère. La compétition et la contractualisation investissent progressivement le fonctionnement des sociétés africaines, sans reniement des valeurs de solidarité ni abandon à un matérialisme vulgaire.

Ces signes de changement et finalement d'espoir ne sont pas anecdotiques. Ils se mêlent, et c'est pourquoi le Nord les distingue mal, à des turbulences, des dégradations et des souffrances dont l'ensemble paraît l'emporter pour l'heure sur les mouvements profonds que je viens d'évoquer. Et nul ne sait de quel côté penchera la balance dans les années à venir et dans l'extrême diversité des situations. Pour ma part, et à cause des hommes et des femmes que j'ai rencontrés dans l'exercice de responsabilités variées, je suis convaincu que, tôt ou tard, après peut-être des involutions dramatiques, cette vitalité prendra corps dans des institutions politiques et des organisations socio-économiques originales.

Dans un article intitulé « De l'afro-pessimisme à l'afro-réalisme », David Naudet, qui a participé à une étude approfondie des perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest¹, résume certaines des conclusions de cette étude par cette image : « Vu de près le mouvement ne semble que désordre ; mais lorsque l'on prend du recul on constate que l'ensemble des éclats éparpillés conserve la trajectoire initiale. » Et de s'interroger sur cette perception si négative de l'évolution du continent africain de la part de la communauté internationale. Il croit déceler qu'elle procède en partie de la projection

1. OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), BAD (Banque africaine pour le développement), CILSS (Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel), *Pour préparer l'avenir de l'Afrique de l'Ouest : une vision à l'horizon 2020*, Paris, OCDE, 1994.

que le Nord fait en permanence de ses propres problèmes sur le continent africain. Tant et si bien que le Nord a bien du mal à y faire autre chose que d'appliquer les politiques – éducative, industrielle, sanitaire, urbaine, scientifique – qu'il expérimente pour son propre compte. Au fond, le Nord y décline son propre modèle, et ce thème sera une manière instructive et synthétique de retracer dans ce qui suit quarante années de lutte contre le sous-développement.

À perdre ainsi de vue les sociétés du Sud, pourtant indissolublement liées à son devenir, le Nord ne se prépare guère à affronter les principaux facteurs d'instabilité mondiale qui se profilent à l'horizon du XXI^e siècle. Le brassage des cultures et de leurs multiples fragments provoque des chocs aussi violents mais moins comptabilisés que ceux de la concurrence mondialisée. Nul ne peut prédire ce que ces chocs engendreront sinon, inéluctablement, un nouveau monde.

Étrange monde à l'aube du III^e millénaire. Monde troublant et troublé que l'on voit trouble, monde étrange d'étrangers que l'on voudrait bien éloigner sur les marges. Plus on *voit* et plus on *éprouve* cette commune humanité, moins on en comprend les ressorts. Failite des idéologies, des experts, des politiques.

Il est temps donc, pour y voir plus clair et plus juste, d'emprunter les chemins de la recherche du développement. Celle-ci a son mot à dire dans cet immense défi de la pensée et de l'action. Et c'est ce mot que je voudrais dire dans la suite de cet essai, tant je suis convaincu que ce que l'on appelle le *sous-développement* est le marqueur le plus fort de la crise du monde moderne. Il en révèle, à bien regarder, les racines les plus profondes. On ne peut en ces matières séparer manières de voir et volontés politiques.

Une formidable revendication, identitaire et solidaire, se *développe* au Sud pour construire une nouvelle maîtrise des rapports des sociétés entre elles. Il y a un impératif de plus en plus fortement ressenti de changer les *représentations* du monde. À l'heure actuelle, il n'y a pas encore de lieux ni d'institutions pour négocier légitimement et démo-

cratiquement, et avec l'autorité voulue, ces nouveaux rapports des hommes entre eux. Ce qui est sûr, c'est que le Nord ne pourra rester la citadelle du développement non plus que la citadelle de la science qui permet le développement. L'avenir du monde dépend des mutations en cours au Sud et au sein des populations les plus pauvres. Les implications éthiques et politiques d'une telle plaidoirie doivent être reconnues au Nord.

LE PIÈGE DES MOTS

Du constat global dressé au chapitre précédent ressort le contraste mais aussi l'interdépendance entre les pays globalement *riches* et puissants et des pays ne produisant pas de quoi subvenir aux *besoins* élémentaires de beaucoup de leurs habitants. Les premiers ont une économie de plus en plus productive et qui ne cesse de se transformer, les autres une économie empêtrée dans des difficultés de tous ordres la rendant incapable, même dotée d'un grand potentiel, de croître et de se transformer d'elle-même durablement, c'est-à-dire avec un minimum d'*autonomie*.

J'essaie là de synthétiser cette analyse avec des mots aussi simples que possible mais, déjà, je suis victime du piège des mots. J'emploie des termes comme *richesse*, *besoin*, *autonomie* qui, eux-mêmes, recouvrent des réalités diverses, complexes et discutables. Et si je voulais préciser ces concepts, j'utiliserais à nouveau des mots généraux et ambigus dont l'explicitation appellerait à son tour de longs développements. Le piège des mots paraît se refermer indéfiniment sur lui-même.

S'ENTENDRE SUR LES MOTS

Développement et sous-développement, besoins essentiels, pauvreté, sécurité alimentaire, progrès, retard, décollage, tiers monde, Nord, Sud... Ces mots, depuis les années 1950, ont été *indéfiniment* et

successivement utilisés, qualifiés, déclinés, remaniés, disputés, notés et, comme on dit savamment, *connotés*. Tous ces mots, cette véritable galaxie du faux couple développement/sous-développement, se réfèrent à une prise de conscience cinquantenaire mais toujours actuelle qui a bouleversé la géopolitique mondiale, mobilisé bien des esprits, des cœurs et des intérêts, et amorcé la prise de conscience qu'une seule humanité habite la planète Terre.

Mais le sous-développement est toujours là, et les inégalités s'accroissent. Et on ne s'entend toujours pas sur les causes profondes du développement et corrélativement sur celles du sous-développement.

Alors on ne cesse d'inventer de nouveaux termes pour classer les pays dits en développement : depuis l'expression *tiers monde* qu'inventa en 1952 Alfred Sauvy jusqu'aux pays *émergents* ou non selon la récente distinction de la Banque mondiale, en passant par pays sous-développés, en voie de développement, non industrialisés, du Sud, Pays moins avancés (PMA), par opposition aux Nouveaux Pays industriels (NPI). Chaque terme sous-entend une interprétation du développement et une thérapeutique du sous-développement : desserrer l'étau de la dépendance pour les tiers-mondistes et les marxistes, mieux maîtriser une nature ingrate et pauvre pour les *tropicalistes*, rattraper un simple retard d'industrialisation et de diversification de la production pour les économistes plus classiques des agences de coopération... Cette liste des approximations conceptuelles pourrait être allongée à perte de vue.

On a tenté aussi de qualifier ce terme passe-partout de *développement*, pour être un peu moins sommaire : développement humain, développement durable, développement endogène ou autocentré, développement alternatif, social... Ces qualificatifs expriment des intuitions justes mais forcément partielles. L'usage trop laxiste de ces mots cache bien souvent des ignorances, des approximations, des présupposés, des intérêts. Il suscite même des facilités d'expression qui embrouillent un peu plus l'entendement des non-spécialistes. Parler de développement durable n'est-ce pas une tautologie ? Évaluer les effectifs de personnes vivant *au-dessous du seuil de survie* n'est-ce

pas une contradiction aberrante ? Le développement du sous-développement n'est-il pas un jeu de mots pour le moins ambigu ? Le développement peut-il être autre chose qu'humain ? On devrait aussi s'interroger sur ce mot de *besoin* qui justifie tant de décisions, mais si suspect. Comme l'écrit J.-P. Olivier de Sardan : « N'importe quel ethnologue ou sociologue sérieux vous dira que rien n'est plus flou, incertain, imprécis et pour tout dire inutilisable que la notion de besoin. Qu'est-ce donc qu'un besoin ? Qui définit les besoins de qui ? Comment s'exprime un besoin ? À l'adresse de qui ? »¹

Ne manions pas trop facilement l'ironie. Cette évidence massive du contraste dialectique entre pays riches et puissants et pays pauvres et faibles a fait l'objet d'efforts intenses et continus d'analyses de la part de très nombreux spécialistes. Ce contraste a donné naissance à un ensemble imposant de travaux empiriques ou théoriques que l'on peut regrouper sous le vocable, lui aussi contesté désormais, d'*économie du développement*. La bibliothèque réunissant les ouvrages et les articles consacrés à ce sujet comprendrait des centaines de milliers de références. Ces travaux ont accompagné ou inspiré cinq décennies de projets, de politiques, d'engagements personnels impliquant la plupart des pays du monde dans une lutte sans précédent contre ce divorce humainement inacceptable et politiquement dangereux entre différentes parties de l'humanité.

L'analyse scientifique des réalités du sous-développement a donc fait des progrès considérables de conceptualisation et de mesure, surmontant peu à peu beaucoup de naïvetés et de partis pris idéologiques. Elle réussit, parfois, à conjuguer les apports des diverses disciplines des sciences sociales, à articuler les résultats d'études à diverses échelles, à intégrer les enseignements de l'histoire, ceux des réussites déjà manifestes et ceux d'échecs encore plus manifestes et plus nombreux.

Se dessine une certaine convergence des *professionnels* du développement sur ce qu'il faudrait faire, encourager, susciter pour que soient menées des politiques efficaces de développement. Les obstacles nés de l'ignorance se réduisent, laissant toute leur place aux

1. J.-P. Olivier de Sardan, *Anthropologie et développement*, APAD-Karthala, 1995.

nécessaires maturations politiques et éthiques des citoyens, des groupes sociaux, des centres de décision. Je suis convaincu qu'on est à l'aube d'un changement radical des paradigmes qui ont prévalu jusqu'à présent, y compris le néo-libéralisme actuel. Le changement décisif surgira, surgit déjà de la revendication et de la prise de responsabilité des populations pauvres dans leurs multiples intérêts, lieux et espoirs. Partout le développement sera accéléré si les forces sociales et politiques concernées s'approprient, elles aussi, les enseignements tirés de la recherche et de l'expérience.

Pour ce faire, il faut prononcer des paroles justes, s'entendre sur les mots, ne pas être dupe des intérêts et des idéologies que véhiculent sans relâche les discours. Que l'on soit concerné par le *sous-développement* comme citoyen, professionnel ou responsable politique, l'intelligence de cette réalité forte, multiple et diffuse est nécessaire. Cet effort d'intelligence n'est pas facile.

Lorsque, conformément à leur fonction, les chercheurs en sciences sociales s'emparent de ces mots, ils les dissèquent longuement, les réfèrent à des courants théoriques, en font l'histoire. Ils les confrontent à des données empiriques, élucident leurs *connotations* idéologiques, raffinent subtilement les terminologies. Les sciences sociales progressent ainsi en nommant des réalités impalpables mais cohérentes, indissolublement issues d'observations empiriques et de considérations théoriques. Elles appellent ces mots des *concepts*, résumés d'observations, d'abstraction et de débats portant sur des réalités multiformes et complexes. Il est très difficile mais nécessaire d'en identifier les inévitables présupposés idéologiques pour en réduire la portée. Car l'idéologie se caractérise par la non-mise en question de ses présupposés. Économiste-statisticien, je suis un habitué des embûches des définitions et nomenclatures des cadres statistiques. Je sais qu'une définition et un critère de classification ne valent que s'ils peuvent être observés et donner lieu à comptages ou mesures. Aussi ai-je été longtemps étonné des débats qui mettent en présence des sociologues ou des anthropologues, tant le souci de nommer correctement un fait social complexe (« total », comme ils disent) est prégnant. Mais je crois désormais qu'ils ont raison de vouloir ainsi

dévoiler des présupposés et des approximations. C'est leur fameuse fonction critique, d'ailleurs commune à toutes les sciences sociales, irremplaçable tant nous sommes prisonniers de regards non distanciés sur les faits sociaux et culturels qui nous enveloppent et nous façonnent.

Cet effort des scientifiques pour nommer des réalités complexes se fait au prix d'un langage neuf et synthétique, difficile à comprendre des non-spécialistes qui parlent alors de *jargon*. C'est aussi le piège des mots que celui de ne pouvoir rendre compte de faits qui affectent fortement la vie de tout un chacun que par des mots compliqués s'ils ne veulent être vides de contenu. Le sous-développement a été victime de ce piège. Mais peu à peu les idées et les faits se sont décantés, et l'on commence à savoir en parler plus simplement et plus justement.

Il ne s'agit pas ici de vaines querelles de mots ni seulement d'un travail d'élucidation scientifique. Si on n'y prend garde, ces mots-résumés incarnent des hypothèses, des partis pris, des intérêts aux conséquences incalculables. Si le développement n'est que *l'histoire d'une croyance occidentale* comme le titre, sans point d'interrogation, un récent ouvrage de G. Rist¹, si le développement signifie donc l'occidentalisation du monde, alors il ne faut plus s'étonner qu'il fasse l'objet d'un certain rejet, sous des formes variées, d'une partie des *élites* des pays non occidentaux. Pour reprendre l'expression, déjà ancienne, d'un autre anthropologue français, Godelier : les peuples dits sous-développés ou primitifs ou... « ne sont pas *pauvres*, ils n'ont pas que des *besoins* et leur vie ne se borne pas à *subsister* ». Ces mots ont le sens que nous leur donnons dans nos sociétés occidentales peu à peu structurées par la prééminence et l'autonomie de la sphère de l'économie, à la suite d'un long et douloureux accouchement de ce développement qui fait désormais, impérieusement, référence. On peut s'étonner d'ailleurs, en passant, que les professionnels du développement connaissent si peu la ou les langues des pays où ils travaillent. Bien des incompréhensions, bien des malentendus en

1. G. Rist, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presse de Sciences Po, 1996.

seraient réduits. De même, si le sous-développement n'est rien d'autre qu'un long *retard*, voire l'absence d'un processus de croissance économique durable, les économistes peuvent continuer de revendiquer à tenir seuls, ou à peu près, le haut du pavé pour la mise en œuvre de politiques de développement copiant celles des pays développés. Et le *Sud* devient alors une figure inversée du *Nord*, une série de manques. Si, enfin, le développement est seulement une responsabilité d'État, ou seulement le fruit de mécanismes du marché, ou même une subtile combinaison des deux, alors il peut se traiter « d'en » haut par ceux-là seulement qui font le marché et/ou prennent les décisions publiques.

Tentons alors de circonscrire ce que ce mot de *développement*, qui recouvre tous les autres, veut dire, et d'identifier les pièges qu'il nous tend subrepticement.

CE QUE DÉVELOPPEMENT VEUT DIRE

Le développement, c'est d'abord un mouvement, et un mouvement qui ne peut s'apprécier que sur longue période. Il a pris deux siècles en Europe, le développement des premiers *dragons* du Sud-Est asiatique – Corée, Hong-kong, Singapour, Taiwan – n'est devenu évident qu'au bout de trente ans. L'histoire s'accélère, comme on dit, mais estimer qu'un pays régresse ou se développe au vu de quelques indicateurs chiffrés sur quelques années, au demeurant approximatifs et sommaires, n'a *stricto sensu* pas de sens. À l'heure où j'écris, des estimations favorables de la croissance économique en Afrique depuis à peine trois ou quatre ans ont fait supputer une *reprise* de son développement... Revers exact de l'afro-pessimisme. Par opposition, le sous-développement est un état, une situation, non pas d'immobilité, mais de mouvements divers et de tensions variées dont la résultante est un blocage. Le sous-développement n'est pas l'envers du développement, il est le fruit d'évolutions bloquées.

En second lieu, le développement se caractérise, nécessairement mais pas seulement, par un accroissement de la productivité du travail dans l'ensemble humain concerné. Cette productivité globale de la somme des heures travaillées par cet ensemble humain résulte bien sûr d'une combinaison plus efficace des divers facteurs de production : le travail, la terre, le capital accumulé par du travail antérieur, et ce qu'on appelle le progrès technique. Toujours est-il que si sur trente ans le même nombre d'heures travaillées permet de produire trois fois plus de biens et de services utilisés, une condition indispensable du développement est réalisée. Les économistes se sont acharnés à imputer cette croissance aux divers facteurs de production. L'histoire récente des résultats de ces efforts est très instructive car, en mettant en valeur le rôle du progrès technique et de l'État, elle éclaire bien des débats politiques de l'heure. J'y reviendrai. Pour le moment, soulignons que si la croissance ne résulte que d'une consommation accélérée d'un capital naturel – pétrole, mines, forêts –, elle n'est pas le développement.

Jusque-là les choses sont claires et peu controversées. Une première difficulté surgit quand on se demande à quels ensembles peuvent s'appliquer ces termes de *développement* et de *sous-développement*. On ne l'applique pas à un individu, ni à une famille, ni à un village, ni à une entreprise, à la rigueur à une grande ville ou une région. Mais on l'applique surtout à un pays dont l'économie nationale fonctionne à l'intérieur de frontières bien délimitées, avec une monnaie commune et dont la vie collective est réglée par des institutions propres. En fait, on ne parle de développement ou de sous-développement qu'à une certaine échelle sociale et spatiale permettant une division du travail et conduisant à la reconnaissance de *structures* de répartition des revenus et de régulation de la vie collective et des rapports avec l'extérieur. Ce mot de *structures*, lui aussi si utilisé, désigne ces rapports à peu près stables que sont les législations, institutions, normes, valeurs, habitudes selon lesquels la vie économique et sociale s'organise. La croissance économique sur longue période dépend pour une part de la nature et de l'agencement de ces *structures*, en même temps que cette croissance finit par transformer ces *structures*.

Le développement, c'est donc aussi, comme disait F. Perroux, l'ensemble des changements sociaux et mentaux induits par une croissance qui dure. Ces changements modifient les objectifs, contraintes et règles du jeu du système économique. Ils relèvent aussi bien de l'analyse économique que de l'analyse sociologique, anthropologique et politique dès lors qu'ils affectent le travail, les modèles de consommation, la fiscalité, l'État, les systèmes d'éducation, la distribution des revenus. Les évolutions vont toujours, l'expérience le montre, dans le sens de la complexité, de la flexibilité et de la diversité des structures et de leurs agencements au sein d'un véritable système. Et l'on comprend que l'analyse de tels changements fasse appel non seulement aux économistes, mais aussi aux chercheurs des sciences humaines et sociales, aux juristes et aux historiens. L'on comprend aussi que, pour qu'un ensemble social soit un pôle de développement, il lui faille une certaine taille permettant la présence de toute une gamme d'activités. Ce type d'analyse permet de dire pourquoi le développement est né aux XVII^e et XVIII^e siècles en Europe, et pourquoi aux Pays-Bas et en Angleterre avant de gagner la France et le sud de l'Europe. Il permet d'expliquer pourquoi les pays du Sud-Est asiatique connaissent actuellement d'évidentes réussites plutôt que l'Inde, l'Argentine ou le Nigeria. Et arguer que ces pays à succès ont investi massivement et longtemps n'est que la surface des choses : il faut expliquer ce comportement et l'efficacité de ses résultats.

Surgit alors la seconde difficulté. Il n'y a de développement que lorsque ce processus combiné de croissance durable et de transformation des structures s'auto-entretient, comme s'il relevait d'un système automatique. A. Peyrefitte, dans la *Société de confiance*, utilise une excellente image : le développement s'apparente à une divergence de type nucléaire qui progresse par elle-même sous l'effet de l'énergie qu'elle ne cesse de générer. Pour juger de cette capacité endogène, il faut évidemment une longue période. La première, l'économie occidentale en a fait une démonstration indiscutable. Mais certains pays semblent désormais suivre ses traces. On ne peut donc comprendre ce qu'est le développement sans analyser l'histoire du développement

de l'Europe, cette « société de confiance », selon l'expression ultime de A. Peyrefitte. Mais on court alors le risque, si cette première n'a pas encore de concurrente hors de ses aires d'expansion à l'identique, d'identifier le développement, aspiration confuse mais universelle, au modèle occidental avec tout ce qu'il véhicule de valeurs, de normes, de choix culturels.

Enfin, les économistes montrent facilement qu'un pays dans lequel une part importante des bénéfices de la croissance s'en va ailleurs, à cause de certaines formes de *domination* ou par manque de confiance, ne peut se développer. Il y a fuite de l'énergie générée. C'est aussi une des raisons majeures du sous-développement.

Ces économistes ont, plus difficilement, expliqué pourquoi ce processus propre au système capitaliste était *structurellement* instable. Il ne peut que progresser ou régresser. Le miracle est que cette forme d'organisation de l'économie a su toujours trouver les ressorts et les moyens de surmonter les crises. D'aucuns, les marxistes, ont annoncé sa mort, et l'histoire leur a donné tort. Certains continuent de penser, et on ne saurait prendre leurs arguments à la légère, que lorsqu'il aura épuisé ses champs de conquête extérieure, lorsqu'il aura fait le tour de la terre, Chine et Inde comprises, l'heure de vérité sonnera. Il renferme peut-être une *contradiction* secrète, un défaut *structurel* : très schématiquement, pour croître il faut investir, donc épargner, donc moins consommer et en même temps il faut vendre davantage, il faut plus de consommateurs, ici ou là-bas. L'équilibre entre investissement et consommation est instable. La pauvreté trop répandue limite les marchés puis altère la cohésion du système. La distribution des revenus est le défi permanent que doit affronter le capitalisme. Les actualités française, brésilienne, coréenne le manifestent, non sans violence. Le mystère est plus celui du développement que celui du non-développement. L'énigme pour des milliards d'hommes et de femmes, c'est donc le développement, miracle instable du capitalisme né en Occident, toujours renouvelé grâce aux progrès des sciences et des technologies. Il faut s'extraire de cet Occident pour s'en rendre compte. Je me méfie des experts qui n'ont jamais perdu leur assurance par dépaysement. Je me défie

des économistes qui considèrent que la croissance du revenu par habitant est naturelle et que c'est la stagnation de ce revenu qu'il faut expliquer.

Cette notion d'autonomie, celle, contraire, de dépendance sont évidemment relatives. Elles suscitent des controverses nourries d'enjeux politiques évidents. Quelle est la part dans la croissance du Mexique et de Singapour de l'apport des capitaux étrangers ? Chez l'un, ces capitaux sont volatiles, chez l'autre non. Pourquoi et comment le Japon, d'excellent élève du système capitaliste, en est-il devenu un des maîtres avant de plonger dans une durable récession ? Les raisons sont à rechercher dans les structures politiques, sociales et culturelles déjà évoquées. On a pu montrer que la greffe d'un système économique, ici le système capitaliste, sur des sociétés aux fondements incompatibles avec la logique de ce système, provoquait des blocages dans l'adoption de certains comportements et dans la diffusion de flux, d'anticipations et de combinaisons productives. Les théoriciens du développement ont appelé cela le dualisme, il y a déjà un quart de siècle. On a déjà noté que nombre d'analystes de la société française actuelle parlent désormais de société duale. En bref, le blocage du développement qu'est le sous-développement peut être le produit d'un développement venu d'ailleurs. Tout comme une croissance, même durable, qui serait extravertie, transmise ou imposée ne serait pas le développement.

Le sous-développement peut apparaître ainsi comme le fruit bâtard de la pénétration du monde développé occidental dans des sociétés *non développées*. Cette expansion hors de sa sphère d'origine du capitalisme européen s'est opérée, et se poursuit, selon des cheminements variés. Ces cheminements sont faits d'histoires souvent violentes. Ils s'inscrivent dans des espaces naturels et culturels qui déterminent largement les règles et possibilités de l'économie. Ils mettent en mouvement et recomposent les structures sociales et politiques, non sans provoquer des conflits d'intérêts aigus. D'où l'extrême diversité, souvent déroutante, des manifestations du *sous-développement*. D'où l'impuissance des économistes à en rendre compte seuls. Naïfs ou cyniques sont tous ceux qui parlent seulement d'un *retard* des pays

en développement sur les pays développés. Ils oublient que la compétition peut être très inégale, que la marge de manœuvre des pays pauvres, les initiatives et les innovations de leurs populations sont parfois sévèrement bridées par les puissances économiques dominantes. Les théories, idéologies et politiques de développement qui font comme si la compétition économique mettait en présence des adversaires disposant d'atouts d'à peu près même force sont erronées et scandaleuses. L'idéologie du libre-marché intégral est inhumaine.

Ce fut le mérite, à la fin des années 1960 et au début des années 1970, des analyses marxistes de contester radicalement les théories et politiques de croissance de l'époque. Elles ont voulu démonter et théoriser ces processus de dépendance. La rivalité Est-Ouest parvenait alors à son apogée, et l'analyse marxiste se déployait chez les chercheurs du développement dans une effervescence intellectuelle quelque peu totalitaire. Malgré ses outrances et ses faiblesses conceptuelles, elle mit en évidence que les économies sous-développées étaient dominées, et elle s'appliqua à démonter les formes et mécanismes de cette domination. L'accumulation du capital à l'échelle mondiale, pour reprendre le titre de l'ouvrage célèbre du gourou marxiste francophone de l'époque, Samir Amin, se faisait donc au profit du « centre » du système capitaliste par mille et un cheminements, économiques, financiers et politiques, partis de la « périphérie ». Les querelles firent rage en ce début des années 1970. A. Emmanuel montra subtilement que le transfert de valeur du Sud au Nord s'opérait par les prix et profitait non seulement aux capitalistes du Nord, mais aussi, hétérodoxie majeure de l'idéologie communiste, au profit des prolétaires du Nord. La lutte des classes au niveau mondial devenait une lutte entre pays sous-développés et pays développés pour rompre *l'échange inégal*. Les premiers étaient appelés à s'en libérer par une rupture avec le marché mondial, sous la houlette d'un État censé représenter les intérêts des populations laborieuses. Double naïveté.

Les carences conceptuelles et méthodologiques de l'analyse marxiste, la montée en puissance des États-Unis face à l'URSS, les échecs dramatiques de pays qui voulurent *socialiser* l'économie (Corée du

Nord, Algérie, Ghana, Mali, Guinée, Bénin, Mozambique, Cuba...), mais qui créèrent, de fait, un État totalitaire et bureaucratique annihilant les initiatives individuelles, sonnèrent le glas de cette ambitieuse contestation. Reste que cette dépendance contribuait dans la plupart des cas à enrayer le processus d'accumulation nécessaire à la croissance en raison des fuites de revenus qu'elle engendrait et de la passivité qu'elle induisait. Reste aussi que la théorie marxiste mit le doigt sur l'importance décisive de la structuration sociale de toute économie – et de la distribution des revenus qu'elle induit – comme sur la véritable nature de l'État, expression fréquente des intérêts des groupes dominants. Les théoriciens à venir du développement sauront en tenir compte.

Plus largement, on a pu avancer que, au-delà des origines et des manifestations économiques de ces blocages et de ces dépendances, se confrontaient en fait différentes manières, culturelles et politiques, de concevoir le temps, la liberté, la compétition, la solidarité, l'État, la nature. C'est ici qu'analyses, théories et stratégies de développement basculent sur un tout autre registre. Elles passent de la valeur économique aux valeurs culturelles, elles quittent le terrain des sciences économiques et sociales pour aborder celui de la politique et de l'éthique. Le développement pour quoi faire ? Il n'est pas seulement un processus d'efficacité qui accroît la richesse et organise les changements structurels correspondants, il se caractérise aussi par les fins poursuivies. Ces « valeurs de rendement » et ces « valeurs de finalité » sont indissociables, interactives et pourtant radicalement distinctes¹.

Si le processus de croissance et de transformation des structures exclut une part importante (mais laquelle ?) de la population, est-ce le développement ? S'il s'accompagne sur une échelle non négligeable (mais laquelle ?) de la production d'armements, de drogues, de produits dangereux, de la destruction irréversible d'écosystèmes naturels, est-ce le développement ? S'il se traduit par l'obsession lan-

1. J'emprunte ce vocabulaire à Ivan Christin dans *La Banque mondiale*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », n° 2330, 1995.

cinante du toujours plus et de l'imitation du modèle de consommation des plus fortunés dans une compétition toujours plus tendue qui élimine le temps des activités choisies, est-ce encore le développement ? Dans ce mot il y a l'ambition d'un mieux et des attentes qui ne s'évaluent pas seulement à l'aune de l'échange marchand, mais aussi à celle de la solidarité et de la gratuité.

Des indicateurs de *développement humain* ont été définis et tant bien que mal mesurés ces dernières années par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). On a privilégié ceux paraissant les plus significatifs, tout en étant mesurables, comme le taux de mortalité infantile, l'espérance de vie à la naissance, la proportion d'adultes alphabétisés. Ces différents indicateurs, pour éclairants et utiles qu'ils soient, ne sont pas rigoureusement combinables en un indicateur synthétique indiscutable. D'où la tentation, dès lors qu'on en revient aux valeurs d'efficacité calculable, de s'en tenir à ce qui a un prix sur le marché, réel ou potentiel. L'économie reprend sa force.

C'est alors que les discussions s'enflamment et que les clivages les plus profonds se manifestent. Il y a ceux qui affirment que les *finalités* sont hors champ de la mesure et de l'évaluation, donc de la science, mais qu'avoir plus donne la liberté de choisir mieux. Les pays les plus riches ne sont-ils pas ceux où les indicateurs de développement sont de loin les plus favorables, ceux où la pauvreté et l'exclusion y sont le moins étendus, ceux où la démocratie est la plus avancée ? Il y a ceux qui pensent, à l'inverse, que l'activité économique n'est pas faite seulement pour dilater et diversifier le modèle de consommation des plus favorisés jusqu'au superflu tout en privant les moins favorisés d'élémentaires moyens de subsistance. Ils estiment qu'il est possible d'explicitier, en scrutant son histoire, les valeurs incontestablement privilégiées par une collectivité.

Qui ne voit que toute société, toute nation, est concernée par ce débat ? Surtout quand ses marges de manœuvre économique se resserrent et qu'il faut choisir. Avec des taux de croissance de 5 à 10 % sur dix ou vingt ans on peut simultanément réduire le temps de travail, accroître le revenu moyen par habitant, réduire les inéga-

lités et l'insécurité sociale, investir pour l'avenir. Les nations de l'Europe de l'Ouest, depuis la fin des Trente Glorieuses, il y a vingt-cinq ans, affrontent difficilement ces choix de société. Il en est de même, désormais, pour certains pays émergents, comme la Corée, la Thaïlande et d'autres, dont la croissance extrêmement rapide pendant deux ou trois décennies s'est récemment enrayée. À l'instar du Japon, cette stagnation relative s'étendra probablement sur plusieurs années car la reprise d'une croissance soutenue appelle, plus qu'on ne le croyait généralement, un ajustement substantiel des structures bancaires, industrielles, étatiques et des mécanismes de répartition des revenus.

Mais comment privilégier et légitimer telle ou telle priorité ? Qui décidera, et comment, si 20 % de chômeurs et/ou 25 % de personnes malnutries et/ou 40 % de pauvres (taux couramment rencontrés au Sud) rendent inacceptable le processus de développement, même en espérant un mieux pour après-demain ? Si le nombre de chômeurs, de malnutris, de pauvres diminue alors que 20 % des plus riches gagnent en moyenne quarante fois plus que les 20 % les moins riches et que cet écart s'accroît, jugera-t-on cela acceptable ? On ne peut faire l'économie d'un tel débat car ces valeurs – c'est là un des acquis incontestables de la théorie du développement – modèlent les structures de l'économie et en aimantent les mouvements. En dernière instance, ces valeurs ont pour noms : liberté, justice, solidarité, compétition, respect de la nature, démocratie, rationalité, contemplation...

La Banque mondiale, dans sa volonté obstinée d'assurer sa mission de lutte contre le sous-développement, a peu à peu découvert ou accepté, à sa façon toujours structurée par l'analyse économique, l'importance de ces valeurs sociales et culturelles. Désormais elle se préoccupe, sans que ses pratiques en soient encore substantiellement modifiées, de gouvernance, de décentralisation, d'équité, d'environnement.

Le développement de l'Europe a été fondé sur l'exaltation de l'individu et de sa liberté, sur l'idée qu'il était possible à l'homme de soumettre, par la puissance de sa raison calculatrice, la nature à ses désirs, et sur une confiance, d'ordre moral, entre les protagonistes

d'échanges économiques concurrentiels. Nombreuses sont les sociétés qui ne connaissent pas ces idéaux ou qui ne veulent pas les adopter sans examen ni conciliation avec d'autres valeurs.

Ces difficultés conceptuelles ne doivent pas conduire, comme c'est la tentation de nos jours, à relâcher les efforts de lutte contre la misère et les inégalités du monde. Les clarifications théoriques et épistémologiques ne peuvent occulter l'état de souffrance de tant d'hommes et de femmes luttant désespérément pour couvrir des besoins réellement vitaux et pour accéder à un minimum de dignité, c'est-à-dire de reconnaissance sociale. Pour y remédier, le sens des efforts à fournir, par eux comme par les autres, est évident, même si le balisage des voies de développement reste difficile à définir et à respecter. En tout cas, il ne saurait se réduire, comme le professent les ultra-libéraux, à l'exaltation d'un marché privé de régulations collectives.

Alors on peut comprendre que des *passages* décisifs s'ouvrent quand l'économie appelle à la rescousse les diverses disciplines des sciences sociales, les historiens et les spécialistes du long terme, quand s'articulent les diverses échelles d'organisation de la vie en commun, depuis le local jusqu'au global, quand l'éthique et le politique conduisent le mouvement d'ensemble. Ce que pressentirent les pères fondateurs de l'économie et ce que tenta, à sa manière et avec des présupposés dangereux, l'analyse marxiste à son origine.

Mais c'est ainsi que progresse la science : pour donner aux concepts – ces mots scientifiques – leur pleine mesure explicative, il faut pouvoir les mesurer, ou du moins les associer à des indicateurs chiffrés, source d'objectivité, de rigueur et de représentativité. Le piège des mots est inséparable du piège des chiffres.

LE PIÈGE DES CHIFFRES

Le piège des chiffres ? Quel piège ? Le progrès des connaissances sur les sociétés n'a-t-il pas fait un bond décisif lorsqu'on a appris à mesurer ? Les lois économiques, si dures soient-elles parfois, ne s'imposent-elles pas par la rigueur des chiffres ?

Bien loin de moi, économiste-statisticien de profession, l'idée de me lancer dans une critique facile des statistiques, de leurs inévitables lacunes et approximations – particulièrement flagrantes dans les pays pauvres qui n'ont pas les moyens d'entretenir un appareil statistique adéquat –, de leur mauvais usage par ceux qui n'en maîtrisent pas les méthodes. Je raconterai plutôt comment, dès ma première affectation en Afrique, je suis tombé dans un piège radical que je m'efforcerai tout au long de ma carrière de surmonter pour découvrir, sous les apparences, les complexes réalités du développement.

Le propos n'est pas anodin, ni affaire des seuls spécialistes. Beaucoup de pays en développement sont littéralement *sous-évalués*. Bien des diagnostics sont fondés sur des statistiques qui déforment la représentation des économies en développement et leur évolution. Plus grave encore, les chiffres ne sont parfois utilisés, voire recherchés, qu'à seule fin de les mettre en correspondance avec des schémas théoriques préconçus qui peuvent laisser de côté ou ignorer des phénomènes essentiels. Et, comme les politiques économiques sont fondées sur ces diagnostics étayés des chiffres *correspondants*, il ne faut pas s'étonner que les vastes efforts conduits pendant quarante ans pour lutter contre le sous-développement n'aient pas toujours donné

les résultats attendus. Collecte des données, interprétation théorique et pratiques politiques sont en étroite et inévitable cohérence. D'où il s'ensuit qu'un chiffre mauvais ou indûment utilisé peut être pire que pas de chiffre du tout.

Heureusement, en quelques décennies, la connaissance des réalités déroutantes du sous-développement, grâce à l'effort des diverses sciences sociales, a amélioré considérablement ses méthodes et ses techniques d'investigation. On peut estimer que si les acteurs concernés le veulent bien ils peuvent désormais fonder leurs actions et leurs politiques sur des connaissances plus compréhensives, plus fines, plus réalistes, et sur des chiffres plus *représentatifs*. Et les pays développés, puisqu'ils présentent certains des signes du sous-développement, sont eux aussi parfois concernés par ce nécessaire ajustement des instruments d'observation.

DES UNITÉS STATISTIQUES REBELLES

Le piège des chiffres, j'y suis donc tombé dès mon premier travail en Afrique. Voici comment.

Après avoir terminé mes deux années de spécialisation à l'École nationale de la statistique et d'administration économique, je fus, en 1962, affecté au Cameroun pour diriger une enquête statistique sur le niveau de vie des populations de l'Adamaoua, province du Nord-Cameroun grande comme un huitième de la France. Cette première affectation devait marquer profondément tout mon itinéraire professionnel. Elle me dérouta doublement : j'y découvris une Afrique à peine sortie du XIX^e siècle mais qui allait changer de façon fulgurante en quelques années, et j'y laissais subrepticement nombre de certitudes, méthodes et instruments reçus au cours de ma formation. L'Afrique ne s'y accordait pas.

L'enquête par sondage réalisée de juin 1963 à juin 1964 permit d'estimer, très approximativement, la consommation alimentaire

dans l'Adamaoua, d'apprécier l'état nutritionnel des diverses catégories de population et de *se faire une idée* (je n'ose dire plus) des revenus et dépenses des familles.

Dans chaque village un enquêteur demeurait quatre semaines pour y étudier quatre familles. L'enquête alimentaire durait une semaine. L'enquêteur pesait tout aliment entrant dans la composition des repas, estimait tout ce qui était consommé en dehors des repas par chacun des membres de la famille et prenait en compte le nombre d'invités et les repas pris à l'extérieur. La composition en nutriments des aliments et des plats préparés était analysée en laboratoire. On envoyait un échantillon des plats par avion à Yaoundé. L'enquête budgétaire durait tout le mois dans chacune des quatre familles. L'enquêteur devait noter tous les mouvements d'argent et même rendre compte de la circulation des biens (dots, *cadeaux* plus ou moins imposés par les usages, ramassage du bois, etc.). Il enregistrait enfin, pendant la semaine de l'enquête alimentaire, les emplois du temps des membres de la famille. Toutes les familles de l'échantillon furent visitées ainsi trois fois, à quatre mois d'intervalle, avec questionnaires budgétaires rétrospectifs d'un passage à l'autre.

Souci de la mesure et de la rigueur poussé à l'extrême. Les familles enquêtées, analphabètes ne l'oublions pas, étaient observées dans leurs moindres gestes. Jamais en France on ne se serait permis une telle *inquisition*. Il y eut très peu de mouvements d'humeur, pas de refus frontal. Je ne me prononcerai pas, par contre, sur les dissimulations, encore que cette longue et familière présence de l'enquêteur finissait par être source de transparence et de confiance. Chez des familles, vivant très généralement de manière fruste, les recoupements entre ressources, emplois, inventaires et emplois du temps étaient nombreux. Les décomptes étaient assez vite faits, l'identification des dépenses non alimentaires relativement facile et source de questions sur l'origine des revenus correspondants. Les dépenses alimentaires étaient contrôlées par l'enquête alimentaire. Bref, le filet qui enserrait les familles enquêtées était étroitement tissé.

Mais, voilà le piège, les mailles du filet (unités statistiques, nomenclatures des opérations, instruments de mesure) qui devaient

retenir, définir, qualifier les informations pêchées ne correspondaient pas à la réalité. Je m'arrachais les cheveux pour essayer de savoir qui appartenait à ces ménages, à ces groupes budgétaires, à ces groupes alimentaires sur la définition desquels toute l'enquête était fondée, mais qui avaient peu à voir avec les structures sociales des divers groupes ethniques qui peuplaient l'Adamaoua.

Comment calculer la ration alimentaire d'une famille occupant un « saré » (l'unité d'habitation) quand, après avoir suivi la préparation des plats dans une ou plusieurs cuisines (chaque épouse d'une famille polygame a sa propre cuisine), l'enquêteur constate qu'au moment des repas, des groupes de voisins se forment, femmes et enfants d'un côté, hommes de l'autre, chacun puisant directement dans les plats apportés par les divers « commensaux » ? Les plats s'échangent ou se partagent, les groupes de commensalité se font et se défont au gré des circonstances, et tout circule selon des règles certainement codifiées mais substantiellement rebelles au désir d'« unité » des statisticiens.

Comment établir un budget, comment identifier des règles de comportement en matière de consommation, d'épargne, d'investissement lorsque le centre de décision et le groupe auxquels elles s'appliquent varient, de l'individu jusqu'au chef de lignage ou de village, en fonction de la nature même de la dépense et du revenu qui l'induit ? Le « ménage » des statisticiens français, rassemblant dans une même unité d'habitation des individus relevant d'un même « chef » qui contrôle les revenus et leur affectation, n'existait pas en Adamaoua. J'appris ultérieurement qu'il en était de même dans de très nombreuses régions d'Afrique.

Je scrutais les questionnaires remplis avec passion et un rien de désespoir. J'interrogeais, par enquêteur et contrôleur interposés, les membres des familles sur les mystères non pas tant des flux, quantités, valeurs observés que sur la signification sociale de ces flux et sur leurs véritables protagonistes. Ce dialogue autour d'un questionnaire à la structure inadaptée m'en apprenait plus long en trois heures sur le mode de vie des populations que bien des traités académiques. Par approximations raisonnées et grâce à la cohérence que dégagait

un tel faisceau de mesures, d'observations et de dialogues, je tentais de repérer ce fameux *niveau* de vie des uns et des autres. Mais il faut bien reconnaître que les chiffres publiés, s'ils avaient une valeur indicative globale, ne permettaient pas d'analyser les comportements des *familles* ou individus, ni même leurs *distinctions*.

Cette expérience me troubla et me passionna. J'en retirai un scepticisme vigilant sur les travaux de comptabilisation, de planification et de modélisation dès lors qu'ils touchent à l'organisation des structures sociales et aux comportements des individus et groupes ainsi socialisés. Les chiffres ne valent que par les concepts, nomenclatures, critères d'analyse qui leur donnent sens. Je découvrais que le piège des chiffres est un piège de mots et qu'un cadre statistique et de comptabilité économique ne pouvait être que la représentation d'une organisation sociale et culturelle. En Afrique, comme en d'autres régions du monde en développement, les statisticiens doivent faire appel aux spécialistes des sciences sociales. Mais, à trop vouloir adapter ces cadres de référence, les comparaisons entre les pays risquent de devenir difficiles. L'exigence de pluridisciplinarité, c'est-à-dire l'adéquation de l'analyse à son objet, exigence scientifique évidente, est contraire à l'exigence de comparabilité, exigence méthodologique non moins évidente. Il faudra revenir sur ces conflits de *représentativité*.

Ces questions furent, quelque dix ans plus tard, l'enjeu du groupe AMIRA que je fondai au Service de coopération de l'INSEE avec le concours de chercheurs socio-économistes de l'ORSTOM¹.

Dès le lancement du groupe, un des chercheurs de l'ORSTOM, G. Ancey, rédigea une petite note, fruit de plusieurs années d'expérience en Afrique de l'Ouest, qui devint rapidement célèbre, et l'est toujours vingt-cinq ans après dans le cercle des spécialistes du développement². Cet économiste eut à affronter en Afrique de l'Ouest les

1. Le groupe AMIRA (Amélioration des méthodes d'investigation en milieu rural africain) a réuni pendant plus de quinze ans plusieurs dizaines de spécialistes du développement de disciplines variées. Il a produit une soixantaine d'études. Une synthèse de ses travaux, très largement diffusés en Afrique, constitua un document de travail de la Banque mondiale pour son grand programme Dimensions sociales de l'ajustement (1988 à 1992).
2. G. Ancey, *Niveaux de décision et fonctions objectif en milieu rural africain*, note AMIRA, n° 3, Paris, INSEE, 1975.

mêmes problèmes que moi dans l'Adamaoua et que de nombreux statisticiens responsables d'enquêtes auprès des ménages ruraux en Afrique. Mais il put, non contraint par un appareil statistique normalisant, prendre le temps et la liberté d'appliquer à ce type d'enquête les méthodes de l'anthropologie économique.

Il décrypta donc les principales fonctions économiques assurées par les familles. Il observait que les cadres statistiques habituels *réduisaient* la complexité économique et sociale en attribuant à une unité élémentaire, disons l'exploitation familiale, tout un ensemble de fonctions économiques : production agricole, création de revenus monétaires, consommation, épargne et investissement, gestion des terres, des greniers, du capital, du travail, des alliances matrimoniales. Et le chef d'exploitation était censé prendre les décisions essentielles relatives à ces diverses fonctions. G. Ancey eut l'idée de rechercher pour chacun des individus ou des groupes de la famille élargie les objectifs que chacun pouvait poursuivre avec un minimum d'autonomie (aîné, cadets, épouses, lignage, village...). Il essaya ainsi de rapporter chaque fonction-objectif à un niveau de décision, sans regrouper *a priori* tous ces niveaux de décision au seul chef de famille.

Il montra alors, par exemple, qu'un aîné et un cadet ont des comportements radicalement différents. Un cadet n'a pas la responsabilité d'un champ collectif ni la charge de gérer les greniers communs. Il peut, par contre, chercher à gagner des revenus monétaires, sous réserve qu'il utilise ces revenus dans une certaine sphère de consommation. Il peut acheter des vêtements, une mobylette ou une radio mais ne peut investir dans l'exploitation familiale ni affecter son épargne à la dot pour la famille d'une épouse de son choix. Les opérations économiques qu'il peut décider ne doivent pas remettre en cause l'ordre social sous contrôle de l'aîné, qu'il s'agisse du contrôle foncier, des réserves alimentaires ou des stratégies d'alliance que sont les surenchères matrimoniales. Les cadets sont ainsi amenés à privilégier – par migration, salariat, commerce – les activités hors de l'agriculture locale. Leur épargne éventuelle n'est pas productive dans cette agriculture, et la monnaie n'y a pas un pouvoir libérateur absolu.

L'analyse des groupes domestiques conduite ainsi par des démographes, des économistes, des géographes, des sociologues est riche d'enseignements pratiques. Combinée à des méthodes d'enquêtes biographiques, elle permet d'étudier les évolutions de long terme des structures et des comportements tout comme les réactions à des périodes de crise et d'ajustement. On a pu ainsi constater ces dernières années en Afrique une proportion croissante de chefs de famille féminins, des mariages plus tardifs, des phénomènes de déscolarisation, la mise au travail des jeunes dans des activités informelles diversifiées, la rupture de certains comportements de solidarité.

Si je me suis quelque peu étendu sur cet exemple des enquêtes auprès des ménages, c'est pour faire comprendre pourquoi les données sur les niveaux de vie dans nombre de pays en développement sont si rares ou si peu fiables, et pourquoi nombre de projets de développement échouent faute d'avoir décrypté le mode de fonctionnement d'une société. Cet exemple montre pourquoi spécialistes de sciences sociales et statisticiens doivent impérativement collaborer, pourquoi enfin le mode de fonctionnement de l'économie occidentale a du mal à pénétrer des sociétés à l'organisation différente. J'aurais pu, au lieu de m'attacher aux enquêtes en milieu rural en Afrique, prendre bien d'autres exemples. Qui s'arrête quelques instants dans une favella brésilienne, chez un grand commerçant haoussa du Niger ou chinois de la diaspora, ou même sur n'importe quel marché populaire, est conscient d'être en présence de mystères statistiques profonds et peut s'étonner à bon droit des mirages chiffrés surgis de la littérature sur le développement et des annuaires statistiques internationaux.

L'agriculture vivrière, l'économie domestique, le secteur informel représentent généralement la plus grande partie en termes d'emplois, et souvent en termes de revenus familiaux, des économies en développement. En comprendre le fonctionnement, en mesurer les flux est un exploit peu commun, çà et là entrepris par des statisticiens tenaces et par des chercheurs qui déploient des trésors de patience et de finesse.

Si ces exploits sont rares, leur répétition à intervalles réguliers et selon les mêmes méthodes, pour mesurer les évolutions, est encore

plus rare. On montrera au chapitre suivant combien sont exceptionnels les cas où l'on a pu mesurer rigoureusement et sur longue période l'évolution de la pauvreté dans les pays en développement, même à partir d'indicateurs simples. Qui sait que le premier recensement de population à peu près bien conduit du Nigeria date de 1992 et qu'il a abouti à réduire de trente millions (sur cent vingt) les estimations généralement admises ? Sait-on aussi qu'en novembre 1997 l'OMS (Organisation mondiale de la santé) a révisé brutalement son estimation du nombre de séropositifs dans le monde, cette estimation étant passée à 30 millions de séropositifs contre 20 millions quelques mois auparavant ?

On ne répétera jamais assez que la première et principale lacune des théories du développement, en même temps que l'une des faiblesses majeures des politiques conduites, c'est le manque d'observations empiriques, rigoureuses et renouvelées, obtenues par les statisticiens et ciblées par les chercheurs en sciences humaines et sociales. Et ce, malgré les raffinements récents des méthodes de traitement (informatique, statistique, économétrique) de l'information. Il faut remplacer les images virtuelles par des images réalistes. De substantiels travaux ont été réalisés en ce sens, de grands progrès méthodologiques accomplis. Mais le traitement inconsidéré des données obtenues rejette dans l'ombre l'opiniâtre et humble effort des statisticiens et des chercheurs de terrain. Mieux vaudrait cerner nos ignorances que s'illusionner sur nos savoirs. Mesurer continûment une dynamique sociale est un tour de force onéreux, ingrat de surcroît. D'où sa rareté.

DES ÉCONOMIES SOUS-ESTIMÉES

Revenons à un point de vue plus global et plus politique en nous interrogeant toujours sur l'adéquation des instruments d'observation et d'analyse correspondants. Demandons-nous ainsi si l'Afrique elle-

même n'est pas sous-évaluée¹, et même si l'image que l'on donne de son économie n'est pas déformée ? Ce qui va suivre à l'appui de cette thèse pourrait s'appliquer, *mutatis mutandis*, à de nombreuses autres régions en développement.

Il y a apparemment pléthore de chiffres sur les pays en développement, et l'on sait de mieux en mieux, si j'ose dire, jongler avec eux. Les annuaires des agences des Nations Unies, plus soucieuses de comparaisons internationales que d'adaptation aux singularités de chaque pays, en sont remplis, dûment normalisés. Les diagnostics, comparaisons, modèles basés sur le traitement plus ou moins averti de ces données prolifèrent. Nouvelles techniques de traitement de l'information et micro-informatique aidant, toute personne ignorant les réalités sociales sous-jacentes à ces données peut les manipuler astucieusement à l'appui de telle ou telle hypothèse théorique.

Il est facile de gommer des écarts, pourtant instructifs, en agrégeant et *moyennant*, il est facile de *trouver* le sens d'une évolution en choisissant *bien* le début et la fin de la période de référence, il est facile de glisser d'une corrélation à une explication, avec le récurrent mais introuvable « toutes choses étant égales par ailleurs » et en négligeant de déterminer laquelle des deux variables est antérieure à l'autre. Tout cela est bien connu, et la manipulation des chiffres par intérêt ou ignorance est de toutes les époques et de tous les lieux. L'intervention, la rigueur et l'indépendance des statisticiens de profession sont une conquête récente de la modernité. L'essentiel, face à l'inéluctable ambiguïté de l'interprétation des chiffres, est que les différents points de vue puissent s'exprimer avec compétence et que les divers intérêts en cause puissent être défendus dans la transparence. C'est pourquoi la statistique est aussi une conquête de la démocratie.

Dans les pays pauvres, la statistique est une tâche difficile et ingrate. Les moyens manquent souvent dramatiquement, les réalités observées combinent inextricablement des logiques variées, les inté-

1. M. Gaud, « L'Afrique sous-évaluée », *Revue Afrique contemporaine*, Paris, La Documentation française, 1989.

rêts divergents des puissants et des faibles ne sont pas équilibrés par une contestation démocratique, les occultations officielles sont fréquentes. D'où des ignorances littéralement incalculables.

L'essentiel des diagnostics et analyses relatifs au sous-développement repose sur les comptes nationaux. La comptabilité nationale s'élabore selon un cadre normalisé mis au point et promu par les Nations Unies. C'est en principe le même pour les États-Unis que pour la Guinée portugaise, le Vanuatu ou le Qatar. Ce cadre a été dans une certaine mesure adapté pour tenir compte des caractéristiques et des lacunes statistiques des pays en développement. De nombreux progrès conceptuels et statistiques ont été enregistrés depuis trente ans. Mais il est clair que, sauf rarissimes exceptions dues à des comptables nationaux très compétents et très obstinés, cette comptabilité économique sous-évalue presque systématiquement la richesse des nations pauvres car une grande partie de l'activité s'y exerce en dehors du champ de mesure des comptes nationaux.

Ceux-ci ne saisissent régulièrement, et encore, que les activités qui donnent lieu à des échanges monétaires organisés selon des circuits et procédures officiels. Le travail domestique n'est pas comptabilisé alors qu'il est dominant. Les transferts financiers des émigrés sont fort mal appréhendés alors qu'ils peuvent représenter 30 à 50 % des revenus monétaires des familles dans certaines régions. Le commerce extérieur non enregistré par les services des douanes peut représenter le tiers ou la moitié des échanges enregistrés. Le secteur informel (celui qui, par définition, n'est enregistré ni par les statisticiens, ni par le fisc) est, naturellement, très difficilement appréhendé. Or, selon des enquêtes originales et adaptées, il peut représenter lui aussi 30 à 50 % des activités économiques urbaines, et il fournit parfois des revenus supérieurs au salaire moyen. Je me rappelle qu'un éminent planificateur de l'Afrique de l'Ouest me disait, en 1970, lorsque je participais à l'élaboration du troisième Plan camerounais, que, dans ses évaluations rétrospectives comme dans ses projections, il *faisait croître* la production du *secteur traditionnel* au même rythme que la population. Il pensait cette hypothèse réaliste. Le secteur tradition-

nel incorporait l'agriculture vivrière, le secteur informel et les micro-entreprises artisanales et industrielles, du transport, du bâtiment et des travaux publics. Plus de la moitié de l'économie nationale était ainsi considérée comme passive et à productivité constante.

Les petites entreprises représentent un enjeu important pour l'avenir d'un pays en développement. Sauront-elles faire émerger des entrepreneurs nationaux capables de constituer progressivement un secteur industriel sur des créneaux susceptibles d'affronter la concurrence internationale ? Elles ne font pourtant que depuis peu l'objet d'investigations statistiques *ad hoc*. Entre le secteur moderne, à peu près bien connu par l'appareil statistique officiel, et le secteur informel, désormais appréhendable par les méthodes récemment mises au point par les chercheurs, il y a un *maillon statistique manquant*, économiquement bien réel, celui précisément des micro- et petites entreprises.

Les prix eux-mêmes, si variables selon les protagonistes de l'échange ainsi que n'importe qui peut le constater sur n'importe quel marché, participent de cette sous-évaluation en ce sens que les différences de prix ne s'expliquent pas toujours par des différences de coût ou de productivité. Un domestique ou un coiffeur américain n'est pas dix à vingt fois plus efficace qu'un domestique ou un coiffeur sénégalais. Les productions vivrières ou artisanales sont bien meilleur marché dans les pays en développement qu'en Europe ou aux États-Unis. Un habitant d'Hanoi se nourrit très correctement avec l'équivalent de 20 \$ US par mois.

L'Office statistique de l'union européenne et les Nations Unies ont réussi il y a quelques années une ambitieuse opération de mesure *des parités de pouvoir d'achat local* des monnaies nationales. L'affaire n'est pas anodine car la comparaison internationale des agrégats économiques se fait en dollars et elle sert bien souvent à classer les pays en catégories de bénéficiaires de l'aide publique au développement. Le résultat de cette opération a conduit, sauf rares exceptions, à réduire substantiellement les différences entre pays riches et pays pauvres. Par exemple, le rapport du Produit intérieur brut par habitant en 1980 entre les États-Unis et l'Éthiopie était de 111 avec les

méthodes antérieures de comparaison, et de 42 en parité de pouvoir d'achat.

Chemin faisant, je ne cherche pas à réduire la fracture entre pays développés et pays en voie de développement, ni à minimiser les difficultés et la précarité des conditions de vie des populations des pays pauvres. Que la comparaison entre Éthiopie et États-Unis soit de 1 à 111 ou de 1 à 42 est beaucoup moins important que de savoir comment évolue ce rapport et surtout comment évoluent les conditions de vie des Éthiopiens. Ce que je veux souligner ce sont nos ignorances et les incertitudes. Et, selon moi, les vaincre n'est pas seulement une question, même si elle est cruciale, de moyens de travail et de statut social accordés durablement à des statisticiens et à des comptables nationaux bien formés. La statistique est le reflet combiné de l'organisation d'une société et du regard qu'on pose sur elle. Il faut changer de regard.

Ces sources de sous-évaluations sont bien connues des spécialistes. D'immenses efforts, opiniâtres et intelligents, se sont déployés pour y remédier, avec d'incontestables réussites mais aussi avec de graves revers, ruptures et oublis lorsqu'une crise d'ajustement ou de transition politique suspendait les moyens des services statistiques. La continuité est primordiale, et la comparaison dans le temps de la situation d'une économie ou d'une société est plus éclairante que des comparaisons dans l'espace. La première est très riche, la seconde est assez pauvre.

De fait, le cadre de la comptabilité nationale dans les pays en développement, même avec les efforts d'adaptation déployés ces dernières années, a du mal à se démarquer substantiellement de sa référence à l'économie des pays industrialisés.

Les conséquences de ces déficiences ne sont pas si minces qu'on pourrait le croire. Par exemple, les incertitudes sur les statistiques agricoles rendent inévaluables les interventions fondées sur ces données. Comme le souligne un expert chevronné : « En Afrique les spécialistes rappellent que la croissance espérée de la production agricole imputable à un projet est souvent inférieure à l'incertitude sur la mesure de production, que l'incertitude sur l'ensemble de la produc-

tion vivrière est supérieure à l'aide alimentaire demandée et que les échanges officieux sont supérieurs aux échanges officiels.»¹ De même la régression économique des pays en développement est d'abord celle du secteur moderne. En Afrique de l'Ouest les capitaux étrangers n'investissent plus guère, l'État et le secteur public se réduisent, les entreprises privées stagnent faute de débouchés. Mais l'agriculture vivrière et maraîchère est en croissance, les échanges locaux et régionaux s'intensifient, le secteur informel s'étend et se diversifie, l'économie souterraine et illicite prospère, les initiatives locales d'entraide et de *service public* se multiplient. Le bilan basé sur les seuls chiffres relatifs au secteur moderne risque d'être trop réducteur et d'induire des politiques inadéquates.

Or une analyse sur longue période dévoile que, sous cette apparence régressive, des dynamiques puissantes sont à l'œuvre. J'en ai fait un bref inventaire au premier chapitre. Et je rappelle que l'étude sur les perspectives à long terme de l'Afrique de l'Ouest conduite en 1993-1994 par le Club du Sahel a montré qu'au cours des trente dernières années cette région a radicalement changé sous le double effet d'une dynamique de peuplement très rapide et d'une ouverture très large aux échanges extérieurs. Ces deux dynamiques combinées sont sources de changements fondamentaux et de tous ordres. On est à la veille ou déjà en présence d'une mutation d'ensemble par cristallisation de ces multiples changements. Mille signes attestent qu'une nouvelle société est en train de naître à travers bouleversements et tâtonnements qui mêlent créations et destructions, souffrances et violences, mais aussi réussites et espoirs.

Si j'ai présenté certaines des conclusions de l'étude des perspectives à long terme de l'Afrique de l'Ouest, c'est pour souligner que l'important peut échapper aux chiffres, surtout s'ils sont standardisés dans un cadre de référence macro-économique à usage international. Un des experts de cette étude, D. Naudet, faisait justement observer que les désordres apparents induits par la densification du peuplement et l'ouverture aux échanges en Afrique de l'Ouest ne

1. Ph. Couty, *Les apparences intelligibles*, Paris, Éditions Arguments, 1996.

signifiaient pas le chaos ni la régression. Sous le foisonnement de changements variés, une cohérence et une trajectoire sont perceptibles : « De l'unité à la diversité et à l'organisation de la société civile ; de l'autoconsommation et de l'échange complémentaire à l'échange concurrentiel et à l'installation du marché ; du recours à l'arbitrage (coutumier) au recours aux règles et à l'installation du droit ; de la décision par consensus restreint à la décision par choix collectif et à l'installation des institutions démocratiques ; de l'omniprésence du lien social traditionnel à l'anonymat et à la naissance du contrat. Sur la longue durée, il n'est guère contestable que les sociétés africaines ne soient, à quelques exceptions près, engagées dans un tel mouvement. »¹

N'est-ce pas là le mouvement même de ce qu'on peut appeler le développement ? Et ne s'analyse-t-il pas aussi par d'autres disciplines que l'économie, selon des méthodes pour lesquelles les chiffres ne sont qu'un apport à l'objectivation et à la rigueur ? En bref, si l'on ne regarde pas avec les méthodes voulues ce mouvement général d'ensemble, on ne le voit pas. À ne pas considérer les dynamiques propres et sur longue période des pays en développement, on les sous-estime.

Ce type d'analyse se transpose aisément d'une région du monde à l'autre dès lors que dynamiques de peuplement et ouverture extérieure se combinent sur fond de dépendance externe et de dualisme interne.

Pour terminer ce chapitre, je tiens à citer l'un de mes collègues de l'ORSTOM, Philippe Couty, économiste et spécialiste de l'Afrique, avec qui j'ai travaillé pendant plus de vingt ans et qui fonda avec moi le groupe AMIRA que j'ai présenté plus haut : « Il faut attirer l'attention sur l'insuffisance grave des représentations qui tendent à faire de l'Afrique actuelle le lieu de tous les ratages. Cette façon de

1. OCDE, BAD, CILSS, *op. cit.*, 1994, p. 35.

voir est fondée sur une ignorance qui n'est pas sans lien avec l'emploi persistant d'instruments et de catégories d'observations auxquels les observés ne cessent d'échapper. Ce n'est pas de technique savante que nous avons besoin en ce domaine mais d'une maîtrise consciente, comme l'écrivait déjà G. Balandier en 1962, des multiples et complexes interférences entre la civilisation observée et celle de l'observateur. Plus fondamental encore les faussetés que l'on répand à propos de l'Afrique naissent d'abord de la référence à un modèle jugé préférable. "J'en connais, écrivait Sartre de son côté, qui se donnent le droit de mépriser le monde en le comparant à quelque prototype parfait." Il n'existe pas de prototype en matière de développement, et l'histoire est ouverte. Sous les yeux des comptables effarés, une certaine Afrique est en train d'inventer, peut-être, des cheminements hétérodoxes et des progressions obliques vers je ne sais quelle dissidence narquoise. N'est-ce pas d'abord cela qu'il faudrait que nous sachions voir ? »¹

1. Ph. Couty, *Bulletin bibliographique du service de coopération de l'INSEE*, n° 19, Paris, avril 1991.

LA PAUVRETÉ INSAISSISSABLE

La pauvreté a remplacé le sous-développement dans la conscience des hommes et des femmes de notre temps. Elle est au nord, elle est au sud, elle est à l'est, elle est à l'ouest. Mais l'on s'occupe plus sans doute de pauvreté que des pauvres. On ne sait pas très bien qui ils sont, combien ils sont, pourquoi ils le sont ni comment ils pourraient le devenir moins.

Le piège des mots et le piège des chiffres se combinent pour recouvrir cette réalité paradoxale : jamais l'humanité n'a été aussi riche et aussi puissante, jamais tant de pays n'ont connu en cinquante ans autant de croissance, mais jamais non plus les signes de la pauvreté n'ont été aussi visibles, jamais la perception de la pauvreté n'a été aussi vive. La mondialisation, en créant des richesses plus rapidement que ne croît la population et en rapprochant les hommes, agit comme un révélateur de ceux qui ne s'intègrent pas dans son mouvement. L'envers paradoxal de la mondialisation c'est l'exclusion. Avec la porosité des frontières et l'interdépendance croissante des nations, pauvreté et sous-développement se rejoignent en appelant des partis pris politiques et éthiques identiques.

La juste question est alors de savoir si on tolère que des centaines de millions d'êtres humains soient durablement laissés pour compte et pourquoi. Le piège combiné des mots et des chiffres ne peut être évité seulement par un raffinement des mesures, des théories et des actions palliatives. La lutte contre la pauvreté est inséparable du combat contre les inégalités, les inégalités d'avoir, de savoir et de pouvoir, c'est-à-dire d'accès aux ressources productrices de revenus. Mais ce combat est autrement plus difficile.

LES INNOMBRABLES VISAGES DE LA PAUVRETÉ

Les théoriciens, les experts, les statisticiens travaillent et se disputent sans fin pour évaluer la pauvreté, pour savoir si elle diminue ou non, et si on doit en imputer une part ou non au libéralisme et à la mondialisation. Elle a suscité d'innombrables études, débats, propositions d'intervention, mesures. Les pays les plus industrialisés ont, à ce propos, déplacé leur regard. Ils regardent ce qui se passe chez eux comme il y a cinquante ans ils regardaient les pays sous-développés. Ils pressentent que la pauvreté révèle le cœur de toute société, qu'elle signe une manière de vivre ensemble. Les instruments mis au point pour cerner la pauvreté sont comme une échographie qui révèle ce que sera l'enfant à naître, la société de demain.

Jusqu'au milieu des années 1970, réduire la pauvreté n'était qu'une priorité mineure ou indirecte des politiques. Dans les pays industrialisés la croissance était telle que, grâce aux bons soins de l'État, le bien-être se généralisait avec évidence. Dans les pays en développement les efforts en faveur d'un développement multidimensionnel devaient eux aussi aboutir à une croissance générale des revenus *et* à une réduction de l'analphabétisme, de la mortalité, de la dépendance. Tous ces efforts n'étaient toutefois pas *ciblés* en priorité sur certaines catégories de population, celles des plus *pauvres*.

Tout le monde pensait qu'une croissance économique forte et durable était une condition nécessaire et suffisante pour réduire substantiellement *la* pauvreté. On croyait savoir, à la suite des travaux de Kuznets, qu'au début, ce processus de croissance renforçait les inégalités. Et on expliquait que c'était bon pour l'épargne et l'investissement – car ce sont les riches qui épargnent –, donc pour la croissance ultérieure. Les bienfaits de cette croissance globale à venir ne pouvaient que *descendre (trickle down)*, c'est-à-dire se diffuser progressivement à l'ensemble de la population. Le niveau de revenu par habitant, selon cette analyse, déterminait largement la distribu-

tion des revenus et donc l'extension de la pauvreté, mais aussi les capacités à y faire face ultérieurement.

Ces convictions simples ont été remises en cause dans les années 1970 quand on a constaté que, à des niveaux de Produit intérieur brut par habitant comparables, des pays pouvaient fortement différer par le niveau de leurs indicateurs sociaux respectifs, et inversement. Depuis lors, ce constat n'a cessé d'être confirmé.

Dans son rapport annuel 1998 sur le développement humain, le PNUD fournit pour l'année 1995 les exemples figurant dans le tableau suivant :

	<i>Indicateur de développement humain¹</i>	<i>Produit intérieur brut réel par habitant (en dollars PPA)²</i>
Corée	0,894	11 594
Costa Rica	0,889	5 069
Sri Lanka	0,716	3 408
Botswana	0,678	5 611
Gabon	0,568	3 766
Viêtnam	0,560	1 236

1. L'Indicateur de développement humain, élaboré pour 174 pays, est un indicateur composite qui combine trois variables : l'espérance de vie, le niveau d'éducation et le revenu. Il était en 1995 de 0,960 pour le Canada (n° 1) et de 0,946 pour la France (n° 2), de 0,207 pour le Niger (n° 173) et de 0,185 pour la Sierra Leone (n° 174).

2. PPA : Parité de pouvoir d'achat (cf. chapitre précédent).

Dès les années 1970 on présentait déjà, sans avoir encore de mesures rigoureuses et systématiques, que deux décennies de croissance dans nombre de pays en développement n'avaient pas réduit notablement la pauvreté mais avaient entraîné ou maintenu des situations d'inégalités de revenus difficilement justifiables. L'extrême richesse cohabitait avec l'extrême pauvreté. Les priorités des *développeurs* se sont alors portées sur l'agriculture, l'éducation, la santé pour atteindre le plus grand nombre d'individus. Cette remise en cause a culminé, à la fin des années 1970, avec l'approche dite des besoins

essentiels qui conférerait aux pouvoirs publics la responsabilité première de s'employer à satisfaire d'abord les besoins vitaux de leurs administrés : alimentation suffisante et équilibrée, et en priorité celle des jeunes enfants, alphabétisation et enseignement primaire avant l'enseignement supérieur, vaccinations et soins de santé primaires plutôt qu'hôpitaux techniquement avancés dans les capitales, etc.

Cette approche avait quelque chose de révolutionnaire. Elle demandait en effet à l'État de redistribuer largement les ressources disponibles au profit des plus faibles : était-ce possible si cet État restait en grande partie l'expression des intérêts des plus puissants ? En fait, elle n'eut pas le temps de s'affronter aux réalités politiques. Les chocs économiques et financiers des années 1970 et du début des années 1980 ont gravement mis à mal la solvabilité extérieure et la solvabilité de l'État des pays du tiers monde. À partir de 1982, année qui vit le Mexique incapable d'honorer sa dette extérieure, la priorité fut donnée au rétablissement des équilibres macro-économiques dans le cadre des programmes dits d'ajustement structurel. L'inefficacité d'économies trop étroitement contrôlées par les pouvoirs publics et la vague libérale permise par la mondialisation des circuits financiers internationaux ont conduit, sous l'impulsion des États-Unis, à favoriser systématiquement l'initiative privée. Largement ignorée par ces nouvelles préoccupations, la lutte contre la pauvreté s'est trouvée reléguée au second plan, tant dans les politiques mises en œuvre sous la houlette des principaux bailleurs de fonds que dans les réflexions théoriques.

Dans la deuxième moitié de la décennie 1980, cependant, l'impact défavorable des programmes de stabilisation et d'ajustement structurel sur les populations les plus vulnérables – jeunes enfants, femmes, paysans sans terre, inactifs urbains – suscita, *émeutes de la faim* y aidant, quelques inquiétudes. Les réflexions sur les rapports entre croissance et pauvreté se trouvèrent à nouveau à l'ordre du jour. Au même moment, les pays développés découvraient en leur sein de nouvelles formes de pauvreté et se demandaient si la déréglementation et l'ouverture des économies n'augmentaient pas le nombre des *exclus*. Le concept de développement humain, nouvelle

mouture de la couverture des besoins essentiels, est apparu, mais cette fois dans des situations où l'État s'était affaibli. Développement humain et sort des populations les plus démunies sont désormais des thèmes qui occupent le devant de la scène du développement.

C'est en 1990 que la Banque mondiale consacra à la pauvreté son rapport annuel sur le développement dans le monde et que le PNUD inaugura la série de ses rapports annuels sur un *Développement humain* qui se voulait mesurable. Même si actuellement cette préoccupation partage le devant de la scène avec celle de l'environnement et avec celle de la relation entre *gouvernance* et croissance économique, elle reste prépondérante. Pour l'opinion publique, au Nord comme au Sud, la réduction de la pauvreté (la soulager ne suffit pas, l'éradiquer est une utopie) devient un objectif prioritaire du développement. De nombreuses institutions d'aide en ont fait leur première, sinon exclusive, priorité. La Banque mondiale, en retrouvant là sa vocation première, est peu à peu conduite à composer avec sa profonde philosophie libérale.

La question de la définition et de la mesure de la pauvreté est un préalable à toute analyse de ce phénomène et à toute politique visant à la réduire. Sans cela, impossible de repérer qui sont les pauvres, de savoir comment a évolué leur situation, de déterminer quel a été l'impact sur celle-ci des politiques de développement. Il n'y a pas de réponses simples à ces questions, surtout si l'on veut une réponse qui s'applique à l'ensemble des pays du monde. Ce souci de comparabilité internationale handicape fortement la pertinence des définitions.

La Banque mondiale, depuis une dizaine d'années, a entrepris un immense et systématique travail de compilation des chiffres disponibles et d'enquêtes sur les *profils* de pauvreté dans de nombreux pays en développement. Ces travaux fournissent les informations les plus fiables et les mieux comparables. Elle a défini le *seuil de pauvreté* comme étant le coût d'un panier (de biens et services) assurant les besoins vitaux d'un individu *moyen*, et tout spécialement une nourriture convenable, ainsi que la *participation à la vie quotidienne de la société*. Est considérée comme pauvre toute personne dont le revenu est inférieur à ce seuil.

De cette notion on tire un indicateur majeur, la proportion d'individus dont le revenu est inférieur au coût de ce panier. Pour avoir des comparaisons internationales, la Banque mondiale a fixé, sur la base de toutes les informations qu'elle a pu réunir, le seuil de pauvreté à 1 \$ US par jour. Et, pour être plus précis, à 370 \$ par an *en parité de pouvoir d'achat aux prix de 1985*¹.

Avec cette définition le nombre de pauvres en 1998 était estimé dans les pays en développement à 1,2 milliard de personnes, soit 24 % de la population des pays concernés². Mais 2,8 milliards de personnes vivaient avec moins de 2 \$ par jour, soit près de la moitié de l'humanité.

Ces évaluations sont évidemment très largement approximatives. Chacun le sait, la pauvreté extrême, tout comme la richesse extrême, se cache. Les populations démunies sont difficilement accessibles au cœur de bidonvilles aux habitats précaires et enchevêtrés ou dans des campagnes isolées des circuits économiques. Elles sont fondues dans des unités domestiques aux contours incertains ou si mobiles qu'elles sont insaisissables. Généralement analphabètes, ou peu s'en faut, elles ne sont pas à même de répondre aux questions des enquêteurs quand bien même elles accepteraient de s'y prêter. Inutile aussi de s'appesantir sur les difficultés méthodologiques des évaluations : comment comptabiliser l'autoconsommation, l'accès aux ressources publiques gratuites comme les routes, l'école, l'eau ? On ne peut non plus ignorer le caractère quelque peu conventionnel de l'évaluation du seuil de pauvreté permettant d'assurer les besoins vitaux d'un individu moyen. Pour les besoins autres que nutritionnels, ce qui est considéré comme le minimum vital ou socialement supportable varie énormément d'une société à l'autre et d'une décennie à l'autre. Comment comparer le coût d'un logement considéré comme strictement nécessaire à Sao Paulo, Calcutta, chez les Pygmées de la forêt congolaise ?

1. Ce même panier coûtait 592 \$ US en 1996.

2. Sur 1 200 millions de pauvres, plus de 400 sont Indiens, plus de 200 sont Chinois, près de 300 sont Africains. Source : *Attacking Poverty*, Banque mondiale, 2000.

Le défaut majeur de cet indicateur n'est peut-être pas tant dans son caractère quelque peu arbitraire, sommaire et imprécis, que dans le fait qu'il ne tient pas compte de la plus ou moins grande pauvreté des pauvres. On obtient le même indice lorsque la majorité des pauvres a un revenu proche du seuil de pauvreté et lorsque la majorité des pauvres a un revenu très inférieur à ce seuil.

LA PAUVRETÉ DIMINUE-T-ELLE ?

S'il est difficile d'évaluer le nombre de personnes vivant aujourd'hui en situation de pauvreté, il est encore plus aventureux de chercher à en déterminer l'évolution au cours des dernières décennies : les statistiques disponibles il y a vingt ans, et même il y a dix ans, étaient encore beaucoup plus rares que celles dont on dispose aujourd'hui.

Les évolutions récentes sont mieux connues. La Banque mondiale, toujours elle, a pu utiliser des enquêtes censées représenter la situation de 88 % de la population des pays en développement pour examiner l'évolution de la pauvreté de 1987 à 1998. Le pourcentage de la population des pays en développement vivant au-dessous de la ligne de pauvreté baisserait lentement (28 % en 1987, 24 % en 1998). Le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté serait resté le même sur cette période décennale malgré la croissance démographique, après avoir culminé à 1,3 milliard de personnes en 1993. Mais, en Afrique subsaharienne, la Banque mondiale estime, en dépit des carences statistiques précédemment évoquées, que le nombre de pauvres est passé de 217 millions à 291 millions de personnes en dix ans.

Il est clair, pour en terminer avec ces pauvres évaluations, pauvres en précision et pauvres de sens, que la situation de la Chine et celle de l'Inde au cours des années à venir seront le facteur décisif de l'évolution de la pauvreté au niveau mondial. Les poches de pauvreté, comme on dit pudiquement mais bizarrement (les poches des

pauvres sont vides, les poches de pauvreté sont pleines), y sont encore considérables et extrêmes quoique très mal connues. Une croissance économique forte, maintenue pendant près d'une génération, ne pourra, au mieux, que les réduire lentement.

Faute de données abondantes et fiables sur l'évolution des revenus et de la consommation, les évolutions observées de quelques indicateurs sociaux montrent cependant une amélioration certaine des conditions de vie au cours des dernières décennies, et avec une plus grande finesse d'analyse géographique et sociale que celle permise par les statistiques économiques. Globalement, selon ces indicateurs sociaux, les progrès enregistrés en trente ans sont considérables.

Trente ans de progrès dans les pays en développement

Le taux de mortalité infantile a chuté de 107 ‰ en 1970 à 58 ‰ en 1997.

L'espérance de vie, sur la même période, est passée de cinquante-cinq ans à soixante-cinq ans.

La ration calorique par habitant était d'environ 2 000 kilocalories par jour en 1960 ; elle atteignait, en moyenne, 2 500 kilocalories par jour au début des années 1990.

Cependant, même pour des indicateurs relativement simples à mesurer, les lacunes statistiques restent importantes¹. Or, il peut y avoir des raisons de penser que les pays incapables de tenir régulièrement des statistiques démographiques et de scolarisation sont aussi des pays où les conditions sanitaires et scolaires évoluent le moins favorablement.

Il reste qu'il est avéré que, chaque fois que ces indicateurs sont réellement disponibles, ils traduisent une amélioration sensible. Dans les années 1960 et 1970, les progrès ont été enregistrés par tous ces

1. Pour la période 1990-1995, seuls 102 pays en développement sur 171 possèdent des données sur les inscriptions dans l'enseignement primaire, 77 ont des chiffres sur la mortalité des moins de 5 ans, et 59 disposent de statistiques sur le pourcentage de la population vivant avec moins de 1 \$ US par jour.

indicateurs et pour toutes les régions du monde. Au cours des années 1980 les évolutions ont été plus variées selon les pays, mais il serait faux de croire que cette décennie réputée, hâtivement, perdue pour le développement a connu des reculs sur tous les fronts. La mortalité infantile a, semble-t-il, continué de baisser et le taux de scolarisation a vraisemblablement continué d'augmenter partout à l'exception de l'Afrique subsaharienne.

Ces évolutions doivent cependant, elles aussi, être relativisées. D'abord, il est possible que ces indicateurs sociaux n'évoluent que lentement, en tout cas plus lentement que les revenus. Ils peuvent réagir à *retardement* à la régression des revenus et à la détérioration des services publics de santé et d'éducation qui, bien souvent, accompagnent cette régression des revenus. Et ces indicateurs sociaux concernent, par nature, des collectivités et non des individus. On peut définir le taux de mortalité infantile des Mossi au Burkina Faso mais pas le taux de mortalité infantile d'un Mossi. Les indicateurs sociaux oblitèrent les différences entre individus. Les vrais pauvres sont ceux qui, cumulativement, sont en mauvaise santé, peu ou pas ou mal scolarisés, et démunis de ressources et de travail. Les indicateurs sociaux ne permettent pas de les identifier.

Toutes ces analyses comparatives ont été affinées ces dernières années au fur et à mesure que l'on prenait conscience de l'ampleur de la pauvreté mais aussi de sa diversité. Des *profils de pauvreté* ont été définis par pays, par catégories sociales, dans chaque espace où des politiques visant à lutter contre la pauvreté ont été envisagées. Améliorer les conditions de vie des *intouchables* en Inde requiert d'autres exigences que celles visant à réduire la pauvreté des Indiens de la Cordillère des Andes ou la misère des habitants des favelles brésiliennes. Tous comptes faits, autant que faire se peut, on peut avancer que l'ampleur relative de la pauvreté a probablement diminué au cours de ces quarante dernières années ou que, à tout le moins, en se basant sur des critères de revenus et sur les indicateurs sociaux, les conditions de vie se sont améliorées dans la plupart des régions du monde.

Mais les inégalités, pourtant extrêmes dans certaines régions du monde, n'en ont pas diminué pour autant.

LES PAUVRES NE PEUVENT ÊTRE DISTINGUÉS

Un des résultats les plus significatifs des enquêtes statistiques conduites pendant plusieurs années sur les mêmes échantillons est le suivant : les va-et-vient de part et d'autre de la ligne de la pauvreté concernent une vaste majorité des populations des pays en développement. Dans son rapport 2000 sur le développement dans le monde, la Banque mondiale indique qu'une enquête conduite pendant neuf ans dans des villages du sud de l'Inde a donné les résultats suivants : 20 % des ménages étaient restés en dessous de la ligne de la pauvreté chacune des neuf années, tandis que 12 % seulement étaient restés constamment au-dessus ; 88 % des ménages avaient donc pu être qualifiés de pauvres au moins une fois au cours de l'enquête¹.

Mais, en dehors de ces rares enquêtes longitudinales, les résultats des enquêtes statistiques habituelles tout comme les indicateurs sociaux fournissent des résultats portant sur des groupes d'unités sans visages et sans liens sociaux. S'ils peuvent donner une idée de l'ampleur et de l'évolution de la pauvreté et des zones où elle sévit, ils ne permettent guère de repérer qui sont les pauvres, comment ils vivent, comment les atteindre. Et les travaux des anthropologues, des sociologues, des socio-économistes montrent que la pauvreté est plus une réalité sociale qu'individuelle. Ou, autrement dit, que la plupart des pauvres ne peuvent être rejoints qu'à travers leurs attaches sociales et économiques. Dans la lutte contre la pauvreté, ils ne peuvent être distingués, séparés de ceux à qui ils sont liés.

M'appuyant sur les constats globaux couramment admis selon lesquels en Afrique subsaharienne francophone les ressources des ménages s'étaient continûment dégradées depuis plus de quinze ans, j'ai organisé, en 1997, un atelier à Marseille réunissant une quarantaine de spécialistes de sciences sociales, d'économistes et de statisti-

1. Sur l'ensemble des résultats disponibles, la Banque mondiale estime que les populations « parfois pauvres » (entre 22 et 60 % de la population totale) sont en général plus nombreuses que les populations « toujours pauvres » (entre 6 et 25 % de la population totale).

ciens ayant longuement travaillé dans cette région du monde. La question était : Qu'avez-vous observé comme signes ou conséquences, au niveau des individus, des familles, de divers groupes sociaux, de cette dégradation des ressources ? Les principales observations sont retracées ci-dessous :

Des signes d'appauvrissement en Afrique subsaharienne

La sévère régression des revenus des ménages depuis quinze ans y a induit de nouveaux comportements, signes, individuels et sociaux, de processus d'appauvrissement. Et elle y a suscité des manières variées d'y faire face. En dépit de la diversité des situations économiques, géographiques et sociales, on a pu observer avec une certaine extension les phénomènes suivants, réduits ici à leur plus concise expression, et qui vont de pair avec des signes d'enrichissement rapide de certaines catégories privilégiées.

— Le nombre de familles monoparentales dirigées par une femme augmente, le nombre des *enfants des rues* aussi. L'instabilité matrimoniale s'aggrave.

— Les jeunes adultes acquièrent plus tardivement leur autonomie par l'emploi, le mariage, le logement.

— On observe des migrations de retour dans les régions d'origine, des flux migratoires des grandes villes vers les villes secondaires et les campagnes. Les échanges non monétaires entre villes et campagnes prennent de l'importance.

— Au sein des familles les responsabilités économiques se diversifient. Chaque adulte mène ses propres activités sans que cela induise un fractionnement de l'unité résidentielle.

— Des activités domestiques deviennent marchandes, et les très *petits boulots* se multiplient : restauration sur le trottoir, coiffure, vente à la sauvette, services personnels, gardiennages...

— La pluriactivité et le travail des femmes connaissent un essor spectaculaire.

— Les emplois informels de bas de gamme et instables prolifèrent, mais le secteur informel de haut de gamme peine à émerger.

— Les jeunes déscolarisés et les diplômés commencent à préférer l'emploi informel à l'attente inactive d'un emploi salarié.

— Les tontines, épargne collective immédiatement attribuée tour à tour à chacun des membres, sont contraintes de verrouiller leur

mode de fonctionnement en raison des impayés, tandis que des systèmes décentralisés et mutualistes d'épargne et de crédit voient le jour.

— Le nombre de repas diminue, le grignotage en ville devient pratique courante. La convivialité ordinaire s'atténue : les repas sont réservés aux membres de la famille les plus proches du noyau domestique.

— Des signes de malnutrition des mères et des jeunes enfants sont observés dans les grandes villes : maigreurs et retards de croissance. Le sevrage des petits enfants est dangereusement perturbé.

— On achète au jour le jour, par petites quantités, à proximité. Les produits bon marché sont recherchés. On passe du riz au manioc et au maïs, de la viande au poisson, des habits neufs aux fripes, de la médecine occidentale aux tradipraticiens. L'école des rues apparaît.

— Les priorités budgétaires se concentrent sur l'alimentation et le logement, au détriment de la santé, des transports et, dans certains cas, de l'éducation. L'autoconsommation augmente. Les dépenses cérémonielles se réduisent, mais le nombre de participants augmente.

— Les associations, souvent fragiles, fondées sur la proximité géographique ou la solidarité professionnelle, se multiplient en réponse aux défaillances de la solidarité familiale.

— Les clientélismes trouvent à s'exercer dans de nouvelles activités, parfois illégales.

— La culture, la consommation et le trafic de drogues se développent. Les violences urbaines se multiplient et s'aggravent. La mendicité s'étend.

— Les églises du *réveil*, les sectes, les groupes de prière attirent de plus en plus de personnes, dont cadres et diplômés. Ils construisent leurs messages sur une reformulation des modèles de solidarité, de travail et de richesse. Ils offrent de nouveaux modes de sociabilité et un recours contre la sorcellerie.

— Logique clientéliste et logique associative s'affrontent mais aussi se conjuguent pour assurer, de manière instable, un minimum de cohérence sociale.

— L'adhésion à la décentralisation économique et politique et aux initiatives orientées vers le développement local s'affirme, ce qui rend plus exigeant vis-à-vis des pouvoirs publics et extérieurs.

Plus globalement, cette expertise collective a conclu à une discordance entre le bilan, relativement nuancé, dressé au niveau macro-économique, et l'accumulation d'observations de terrain témoignant

d'un appauvrissement fortement associé à une recomposition des liens sociaux dont la dynamique à long terme reste ambiguë. Ces résultats montrent du moins combien les indicateurs statistiques de revenus, de consommation et de *développement humain* peuvent être insuffisants, même s'ils sont fiables, à rendre compte des puissants mouvements qui *travaillent* les sociétés africaines aujourd'hui face à la dégradation de leurs conditions de vie.

On se heurte en effet à la réalité suivante : pour un individu la pauvreté est d'abord perçue comme une détérioration des liens qui l'attachent à une communauté de vie. L'appauvrissement est d'abord exclusion des modes d'accès aux ressources productrices de revenus et de liens sociaux que sont l'éducation, l'information, le crédit, la terre, le capital, le statut qui vous est reconnu comme membre d'une société. Comme on l'a souligné, l'appauvrissement est une *désaffiliation*. Vivre d'une subvention de 2 \$ US par jour peut vous faire sentir plus pauvre que votre voisin qui gagne régulièrement 1 \$ US par jour. La pauvreté n'est pas *standardisable*, ce n'est pas seulement un manque d'argent ou de ressources économiques, elle résulte de précarités et d'instabilités qui vous font perdre vos repères quotidiens. On n'est pas pauvre, répondait un habitant de Bamako, tant que l'on arrive, avec les autres, à résoudre ses problèmes quotidiens. Dans cette perspective, l'appauvrissement, surtout en milieu urbain, et c'est pour cela qu'il est le plus sensible, se perçoit comme un accroissement des inégalités conduisant à l'exclusion. Il est d'autant plus fortement ressenti qu'il côtoie l'enrichissement. Surtout si, comme on le constate trop souvent, cet enrichissement est extrême ou indu, et s'il va de pair avec corruptions, spéculations, clientélismes variés qui mettent des barrières insupportables entre les uns et les autres.

Or ces inégalités ne peuvent être identifiées et comprises seulement en analysant la distribution statistique des revenus des familles (quelle part de ces revenus détiennent les 10 ou 20 % les plus riches, quelle part les 10 ou 20 % les plus pauvres ?). De même, les classifications à usage macro-économique ou celles inhérentes au calcul des indicateurs sociaux, et les agrégations correspondantes, occultent les inégalités intracatégories et leurs évolutions, souvent plus impor-

tantes et plus significatives que les inégalités intercatégories. On a ainsi constaté qu'au cours des vingt dernières années en Afrique la longue récession a davantage frappé les femmes et les jeunes enfants que les hommes, les jeunes gens fraîchement diplômés que les adultes, les paysans sans terre que les autres...

On est là au cœur de pratiques sociales qu'effleurent à peine les analyses et politiques actuelles de lutte contre la pauvreté. Porter un regard plus averti sur les changements de comportements des individus et sur les dynamiques sociales – tout comme sur les raisons des décalages évidents entre objectifs et résultats des politiques de lutte contre la pauvreté – suppose sans doute de décrypter les *normes* (valeurs, règles, intérêts, institutions) qui encadrent et orientent les pratiques économiques, sociales et politiques des différentes composantes de toute société.

La période actuelle se caractérise à ce sujet dans les pays en développement par le poids et la multiplicité de normes extérieures que tentent de faire prévaloir les puissances économiques internationales, les grands médias et/ou les bailleurs de fonds : libéralisation des économies, modes de consommation, lutte contre la pauvreté, normes de gouvernance ou d'environnement.

Le développement accéléré des télécommunications, les programmes d'ajustement structurel, les aides internationales publiques et privées sont porteurs, plus ou moins explicitement, de ces valeurs, intérêts et références institutionnelles qui cherchent à s'imposer. Ces normes s'affrontent, s'additionnent ou, le plus souvent, se combinent avec les normes, valeurs et institutions en vigueur dans les pays *réceptifs*. D'où un paysage institutionnel brouillé ou ambigu et des jugements contradictoires sur les évolutions de ces pays, qu'il s'agisse de démocratie, de droits des individus, de morale publique, d'équité... La compétitivité individualisée que prône le libéralisme économique s'oppose aux règles collectives, qui ne sont pas seulement de convivialité et de solidarité, qui prévalent dans maintes sociétés. Toutes ces normes ne sont pas toujours clairement perçues dans leur singularité, leur complexité et leurs diverses expressions institutionnelles par ceux qui vivent les unes, par ceux qui prônent

les autres. Ceux à qui on voudrait les faire partager, sinon les imposer, en décèlent plus facilement le caractère immédiatement dérangeant que la fécondité éventuelle à long terme. Ce qui suscite les oppositions, incompréhensions, tentatives de contournement si souvent déplorées par les bailleurs de fonds. Des combinaisons nouvelles et ambivalentes, plus ou moins conflictuelles, plus ou moins syncrétiques, s'élaborent à la longue entre ces différentes normes¹.

En fin de compte, le concept de pauvreté est indissociable d'un jugement porté sur le caractère plus ou moins *normal* des conditions de vie, des modalités d'intégration sociale des individus et des inégalités qui les séparent. C'est pourquoi on ne saurait dissocier les pauvres de ceux qui ne le sont pas.

LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ OU CONTRE LES INÉGALITÉS ?

De ce qui précède, il résulte que la lutte contre la pauvreté ne saurait se réduire à une assistance aux plus démunis, au demeurant difficiles à identifier et à séparer de leur environnement social, pas plus qu'elle ne saurait être attendue de n'importe quelle forme de croissance supplémentaire. C'est pourtant ces deux volets qui fondent actuellement la plupart des politiques de lutte contre la pauvreté dans les pays en développement. La difficulté est de combiner des politiques adaptées à plusieurs catégories de pauvres.

En premier lieu, il y a ceux qui sont durablement hors circuits d'accès aux ressources productives et qui cumulent les handicaps. Ils relèvent, pour des raisons humanitaires, d'une politique d'assistance

1. Cf. J.-P. Chauveau, G. Courade, J. Coussy, M. Lepape, M. Levy, G. Winter (éd.), *Inégalités et politiques publiques en Afrique : pluralité des normes et jeux d'acteurs*, Paris, IRD-Karthala, 2001. Cette combinaison de normes diverses a été illustrée par des exemples concernant le comportement des agents de l'État, la propriété foncière, la justice, la décentralisation, le secteur informel, les cultures illicites, les projets de développement.

dont on a pu, à l'expérience, vérifier l'extrême difficulté. Non seulement il est malaisé d'accéder à ces catégories de populations, mais surtout il est difficile d'éviter les détournements des systèmes de distribution des secours. Il est encore plus difficile de faire en sorte que cette assistance, nécessaire dans l'urgence, soit aussi source de capacités nouvelles des populations bénéficiaires les rendant aptes à ne plus être assistées. Il faut qu'elles puissent avoir accès à un emploi ou à des moyens de production. Des programmes comme *Food for work*, fournissant de la nourriture en échange de travail peu rémunéré, ont montré leur efficacité dans des pays aussi différents que l'Inde ou le cap Vert. On a également constaté que l'éducation des mères et la disponibilité d'équipements pour la conservation des aliments avaient un impact beaucoup plus positif et durable sur la situation des jeunes enfants des familles pauvres que n'importe quelle distribution de lait, bouillie ou revenus.

Inversement, des interventions trop exclusivement *ciblées* sur les plus pauvres peuvent avoir des effets pervers ou se révéler inefficaces. Un bon exemple est celui du microcrédit. Certaines ONG continuent à ne vouloir faire du crédit qu'aux pauvres sans voir qu'une bonne partie des emprunteurs servent de prête-noms, notamment quand les relations sociales locales sont fortes. Si la microfinance cherche à s'adresser aux exclus du système bancaire, elle a 90 % de la population en face d'elle. Pour assurer sa viabilité financière et sa pérennité institutionnelle, elle a naturellement tendance à accorder des prêts plus importants aux emprunteurs offrant le plus de garanties, qui ne sont donc pas les plus pauvres. Mieux vaut alors, dans l'intérêt même des plus pauvres, ouvrir l'accès des services de la microfinance aux différentes couches de la population en évitant une trop forte concentration des crédits et des pouvoirs, et en levant les contraintes d'accès (épargne préalable, droit d'entrée) pour les groupes les plus démunis. Les pauvres ne peuvent être séparés de ceux qui les entourent, et la lutte contre la pauvreté se gagne par la lutte contre les inégalités.

En second lieu, et à l'opposé, il y a les pauvres proches du seuil de pauvreté, capables de réintégrer d'eux-mêmes le marché et ses

compétitions dès lors que les conditions sont favorables. Une politique macro-économique garantissant ces conditions (croissance, emploi, faible taux d'intérêt, etc.) peut alors avoir de bons résultats et réduire significativement le nombre des moins pauvres parmi les pauvres.

Cependant, les statistiques internationales disponibles sur les évolutions de longue période tendent à montrer que les inégalités dans la répartition des revenus sont relativement stables à l'intérieur d'un pays malgré des variations considérables du revenu global. Autrement dit, ces inégalités ne sont guère affectées, dans un sens ou dans un autre, par la croissance. Autre résultat essentiel corroboré par de multiples et récentes études, de fortes inégalités structurelles semblent avoir un impact négatif sur la croissance. Inégalités structurelles voulant dire différences de patrimoines, de connaissances, de capacités d'accès aux ressources productrices de revenus, et pas seulement inégalités de revenus monétaires. Si bien que les pays en développement à fortes inégalités, comme nombre de pays d'Amérique latine et d'Afrique, ont de faibles taux de croissance, et la pauvreté ne s'y réduit que lentement. Alors que des pays à inégalités modérées, comme certains pays d'Asie du Sud-Est, connaissent un processus de croissance rapide, d'où une réduction sensible de la pauvreté. Ce n'est donc pas seulement à la pauvreté, au demeurant multiforme, relative et *insaisissable*, qu'il faut s'attaquer, mais aussi aux inégalités structurelles entre groupes sociaux.

En troisième lieu, il y a la catégorie intermédiaire, de loin la plus nombreuse, constituée des catégories les plus modestes des couches dites *moyennes*. Elles sont durement frappées dès qu'un événement personnel met en cause leurs conditions de vie déjà précaires (maladie, décès, départ du mari, perte d'emploi, endettement) ou dès qu'une récession forte et prolongée se généralise. Alors, comme l'écrit un chercheur qui a observé sur une dizaine d'années les conditions de vie à Abidjan au cours des années 1980 : « Les petits deviennent des pauvres. » C'est un ensemble peu différencié de personnes qui ont un emploi précaire ou instable. Une politique économique axée sur l'ouverture et la compétitivité internationales

peut, dans un premier temps, rompre les fragiles équilibres économiques et sociaux de ces familles. Dans combien de pays des programmes de réformes visant à rétablir ou à accroître la productivité et la compétitivité globales de l'économie ne se sont-ils pas accompagnés de contraction forte et immédiate des revenus urbains ? Ce qui a entraîné des dérèglements sociaux parfois violents et une réduction telle de la demande *solvable* que les capacités à accumuler et à entreprendre se sont durablement altérées. Tous les pays, du nord au sud, de l'est à l'ouest, sont actuellement confrontés à cette fondamentale question : Comment la création de richesses suscitée par la compétitivité internationale peut-elle éviter l'appauvrissement ou l'exclusion des hommes, femmes et enfants les plus vulnérables, comment peut-elle éviter l'accroissement brutal des inégalités ? Il n'y a pas de réponses passe-partout, il n'y a pas de nombreuses histoires à succès.

On soupçonne qu'il faut inventer des politiques au profit du plus grand nombre : politique en faveur de l'agriculture vivrière et des micro-entreprises, alphabétisation et première formation adaptées aux secteurs d'emploi, dispensaires avec agents de santé publique et médicaments de base, pistes et routes permanentes, politiques foncières, technologies à *haute intensité de main-d'œuvre*, mise en place de systèmes financiers locaux plus ou moins mutualisés...

Mais tout cela est bien vite dit. La logique de la compétition, du pouvoir, de l'ostentation travaille plus facilement pour les gens d'en haut que pour les gens d'en bas. Elle ne peut être contre-carrée que par un élargissement du champ du politique. Celui-ci passe par la prise en considération par les pouvoirs publics des différents acteurs sociaux qui s'affrontent dans des arènes politiques, locales et sectorielles, de plus en plus nombreuses mais souvent informelles.

Dans cette perspective, les politiques publiques doivent être, à certains égards, des politiques redistributives. Redistributives non seulement de revenus, pour pallier les effets de pauvretés ou exclusions extrêmes, mais surtout réductrices des inégalités d'accès aux ressources et capacités productives.

Cette volonté délibérée de démocratiser l'économie au profit des plus pauvres ne va pas sans bousculer l'ordre établi. C'est pourquoi elle n'est pas fréquente.

Elle pourrait naître de la conjonction du triple mouvement auquel on assiste actuellement sur la scène internationale : la formidable poussée des organisations et associations de toutes natures dans les pays du Sud, la réhabilitation à sa juste place d'un État jusque-là tantôt surévalué, tantôt exagérément réduit, la mise en question des formes de coopération internationale qui ont prévalu depuis quarante ans.

SORTIR DE L'ENFERMEMENT : LE TEMPS DES MÉTHODES

Les obstacles à la perception du changement se transforment en obstacles au changement lui-même. C'est ce que faisait déjà observer en 1968 A. Hirschman, un des plus célèbres économistes spécialistes du développement.

Combien de fois, depuis lors, cette observation n'a-t-elle pas été confirmée, qu'il s'agisse de *projets* de développement projetant une image technique ou ethnocentrique des milieux et sociétés concernés ou de politiques inspirées par des théories reposant sur des hypothèses et des *a priori* non vérifiés ?

Pour lever ces obstacles, il faut donc transformer notre manière de voir. Certes, celle-ci n'a cessé, grâce à de nombreuses innovations, grâce à l'expérience acquise, de se perfectionner. Mais les méthodes d'observation influencent toujours la *re-présentation* de la réalité qu'elles proposent. Malgré tous les progrès accomplis, la représentation finale reste, inéluctablement, sous influence des objectifs, des cadres conceptuels, des disciplines des observateurs. Toute représentation, écrit Ph. Couty, implique à la fois un enfermement et une mise à distance, donc une occultation¹. Pour réduire ce décalage entre nos représentations et la réalité observée, des mutations d'ordre intellectuel sont nécessaires ; c'est ce qui ressort clairement de nombreuses années de lutte non gagnée contre le sous-développement.

1. Ph. Couty, *op. cit.*, 1996, p. 67.

À la suite de Michel Serres¹, je qualifierai ces mutations de *passages* épistémologiques. Passage de l'actuel et du court terme au long terme, celui de l'histoire et des transformations des sociétés. Passage d'une discipline à l'autre, en particulier le passage réciproque entre l'économie et les autres sciences humaines et sociales. Passage surtout entre le local et le global qui cherche à concilier le singulier et le général, le *micro* et le *macro*, comme on dit. Rendre compte de la complexité face à la nécessaire simplification qu'implique toute discipline scientifique, tel est le défi difficile qu'il faut affronter désormais face aux facilités des multiples *pensées uniques* contemporaines.

Je veux éclairer ici, sur quelques exemples dont j'ai eu à connaître au cours de ma carrière professionnelle, ces trois passages. Ils circonscrivent une philosophie politique que je crois nécessaire à la détermination d'une nouvelle *voie de développement* et rendent plus nécessaire que jamais cette *recherche scientifique pour le développement* pour laquelle je plaide et qui reste trop négligée.

Ces questions sont des questions difficiles, mais elles ne cessent de surgir de manière lancinante dès que l'on s'attaque au sous-développement. Selon que l'on se positionne d'un côté ou de l'autre de ces *passages*, on voit le sous-développement autrement et on agit différemment. D'où des politiques et pratiques du développement tirées à hue et à dia, éclatées, contradictoires, changeantes, réductrices. Les pays en développement ont parfois besoin de programmes d'ajustement, mais tous ceux qui y interviennent ont toujours besoin d'ajuster mutuellement leurs regards et leurs actions : macro-économistes et ONG, populations locales et pouvoirs publics (nationaux et internationaux), scientifiques et politiques, aménageurs et chercheurs en sciences sociales, historiens et opérateurs, etc.

Quelle que soit l'approximation de cette série d'étiquettes accolées, il reste que, tout au long de ma carrière, j'ai constaté et vécu ces tensions entre disciplines, statuts et responsabilités multiples. J'ai fondé le groupe AMIRA dont l'objectif fut précisément de faire se rencontrer ces acteurs aux statuts et compétences variés. Beaucoup de progrès

1. M. Serres, *Le passage du Nord-Ouest. Hermès V*, Paris, Éditions de Minuit, 1980.

depuis lors ont été accomplis sur la voie des convergences et surtout de la prise en considération des points de vue des populations concernées. Cela, malgré les apparences de l'époque actuelle où semblent prévaloir une pensée et des actions inspirées d'un néo-libéralisme systématique. Celui-ci n'aura qu'un temps et fléchit déjà sous la résistance des faits. Une vision et des actions plus réalistes sont en gestation, la prise de parole et d'initiatives de citoyens organisés s'élargit. Les difficultés rencontrées sont, certes, le fruit d'affrontements d'intérêts et de luttes de pouvoir, mais elles sont aussi conséquences d'une vision partielle et simplifiée à l'excès des processus en jeu.

Les échecs rencontrés ne sont pas seulement volontés de puissance, ils sont aussi méconnaissances : il faut travailler, politiquement et scientifiquement, à une reconnaissance.

RETROUVER LES TRAJECTOIRES HISTORIQUES

Le temps dévoile les apparences. Ne pas le prendre en considération aboutit à nombre d'incompréhensions, voire à de véritables erreurs de diagnostic.

Beaucoup de travaux consacrés au développement utilisent une méthode qui veut pallier les insuffisances ou l'inexistence de séries statistiques sur longue période. Cette méthode, les spécialistes l'appellent l'*analyse transversale* : pour examiner la liaison entre deux variables, et faute de s'être donné les moyens d'observer l'évolution de chacune de ces variables pour un pays donné, on étudie cette liaison grâce à la chaîne fabriquée par les données relatives à divers pays présentant des niveaux différents de ces deux variables. Cette méthode s'oppose à l'analyse longitudinale qui étudie la relation entre ces deux variables au long du temps dans un même pays.

Donnons un exemple d'une erreur de diagnostic que peut induire cette méthode d'analyse très répandue, celui relatif à la liaison entre la durée de l'allaitement maternel et les retards de croissance des nourrissons dans les pays en développement. On constate,

par analyse transversale, que les bébés longtemps nourris au sein (au-delà de 12 mois et jusqu'à 3 ans) sont généralement plus petits et plus maigres que ceux sevrés précocement. D'où la tentation de conclure que prolonger l'allaitement maternel est facteur de carences nutritionnelles et, par conséquent, de préconiser un sevrage pas trop tardif des enfants. Or, selon l'ORSTOM, qui a suivi 4 500 enfants de 1989 à 1996 au Sénégal, les mères prolongeraient délibérément l'allaitement lorsque les bébés présentent des symptômes de malnutrition. Les carences nutritionnelles seraient la cause, et non la conséquence, d'un allaitement prolongé. La durée de l'allaitement est en effet d'autant plus longue que l'enfant présente des retards de croissance au cours de sa première année d'existence. Il convient alors de recommander aux mères de prolonger l'allaitement, ainsi qu'elles le font habituellement, et non l'inverse. Il convient aussi, pour prévenir une telle situation, de renforcer l'apport nutritionnel aux bébés de moins d'un an présentant des retards de croissance.

La corrélation ne devient explication que lorsque l'on montre que la variable supposée être la cause précède systématiquement la variable supposée être l'effet, c'est-à-dire seulement lorsque l'on reconstitue des trajectoires temporelles. Sous sa (relative) technicité, le propos n'est pas anodin. On a vu au chapitre précédent que, à en croire la fameuse corrélation de Kuznets, admise pendant plus de trente ans, les inégalités devaient croître avec l'évolution des revenus aux premiers stades du développement puis décroître au fur et à mesure que le revenu par habitant augmentait. Or les analyses longitudinales, c'est-à-dire historiques, pays par pays, semblent montrer désormais qu'il n'en est rien : de trop fortes inégalités freinent la croissance.

Bien des analystes sont enclins, ignorant l'histoire et dépourvus de séries statistiques longues, mais fascinés par les chiffres et leurs traitements mathématiques, désormais considérablement facilités par l'informatique, à avancer des conclusions sommaires ou insuffisamment justifiées. Celles-ci sont dangereuses si elles viennent *a priori* à l'appui de théories, de politiques, d'actions sans laisser le regard découvrir d'autres réalités. Elles risquent donc bien d'enfermer la pensée.

Mais l'analyse temporelle des chiffres ne suffit pas. Elle ne peut vraiment se substituer à des analyses qui remontent loin dans le temps et qui relèvent de la méthode historique. Le développement est, partout et toujours, une histoire de longue haleine.

En Équateur, il y a quelques années, une équipe de chercheurs nationaux et de l'ORSTOM ont étudié les systèmes d'irrigation de l'agriculture paysanne dans les Andes. Ils eurent l'idée de rechercher et la chance de retrouver de précieuses archives locales qui rendaient compte des conflits qu'avait suscités la répartition des *tours d'eau* le long du système d'adduction d'eau construit depuis les sommets, il y a plusieurs centaines d'années, par les Indiens. Ils purent ainsi combiner leurs mesures hydrologiques, agronomiques et économiques actuelles avec le décrypteur des droits hydro-fonciers que leur fournirent les archives. Ils montrèrent non seulement que l'usage du sol sur les bassins versants et les prélèvements d'eau résultaient d'un long processus historique d'aménagements et de régulations conflictuelles, mais encore que ce système apparaissait plus efficace que les systèmes d'irrigation modernes imposés par la puissance publique.

En Côte-d'Ivoire, un sociologue, lui aussi de l'ORSTOM, a montré que toute l'histoire de l'économie de plantation de cacao et de café, qui constitue la richesse essentielle de ce pays à l'heure actuelle, trouvait la clé de sa réussite dans un mouvement progressif d'autonomisation des paysans à l'égard de l'intervention extérieure. Et ce, contrairement à l'interprétation officielle selon laquelle l'augmentation spectaculaire de la production serait le résultat d'une politique agricole cohérente mise en œuvre par le colonisateur puis par l'État ivoirien. La dynamique paysanne – fondée sur l'extensif, l'association avec les cultures vivrières, l'attraction d'une main-d'œuvre extérieure rémunérée par accès au faire-valoir direct – s'est approprié ce secteur *contre* les plans et projets ponctuels de l'Administration.

Le secret des comportements réside bien souvent dans une mémoire diffuse des événements du passé et parfois dans une volonté collective et inconsciente de résistance ou de conquête. Nombre de *projets* ont échoué en raison de la méfiance des supposés bénéficiaires qui se souvenaient des échecs des années antérieures. Et que dire des

raccourcissements d'horizon induits par la priorité actuelle accordée au rétablissement des équilibres économiques et financiers de court terme ? Ce n'est pas un hasard si la dette à long terme des pays en développement a été si longtemps négligée.

Le recours à l'histoire peut ainsi éclairer les stratégies de développement suivies par nombre de pays à succès et permettre d'en comprendre les déterminants. Il ne cesse de dévoiler, au-delà des apparences et des préjugés, la logique profonde de comportements et d'évolutions qui ont contrecarré, accompagné ou transformé, de façon souvent judicieuse, les efforts techniques et les projets pressants et pressés des développeurs. Ignorer l'histoire est source de dangereuses illusions. Non pas l'histoire des anecdotes conflictuelles ni des intrigues particulières, mais celle des évolutions lentes relatives aux peuplements des espaces, aux surgissements des structures sociales, à l'accumulation des richesses et surtout des connaissances, à l'enracinement des cultures, sans occulter l'affrontement des pouvoirs se disputant la maîtrise d'une société, de son espace de vie et de son surplus.

En fait, on a beaucoup de mal, intellectuellement et pratiquement, à tenir compte de l'histoire et des perspectives à long terme dans le feu d'actions ou de politiques qui vous *pressent* de toutes parts. Une action sans mémoire ni projet à long terme n'a d'autre critère que la conquête du pouvoir ou le désir d'avoir plus. Elle est vouée à l'échec, comme l'histoire du développement en donne maints exemples. Question là encore de philosophie politique tout autant que de mode de connaissance et de recherche, et dont la portée dépasse largement les enjeux du développement.

RÉCONCILIER L'ÉCONOMIE ET LES AUTRES SCIENCES SOCIALES



La théorie économique n'a pas l'apanage du discours opératoire sur le développement, contrairement à une croyance et à une pratique très répandues.

Les sophistications récentes de la micro-économie sont utiles mais ne peuvent remplacer ce que dévoilent géographes, sociologues, anthropologues et historiens. Car il s'agit de sociétés dont l'économie reste fortement dépendante des ressources naturelles, de structures sociales et spatiales héritées de l'histoire et de comportements façonnés par une certaine culture. Le sous-développement se reconnaît à ce que l'économie est *enchâssée* dans la nature, dans une culture et dans une organisation sociale. Le développement est, à l'inverse, synonyme d'autonomie et de cohérence de plus en plus forte des variables économiques. N'est-il pas aussi important de savoir comment une société est structurée pour produire et répartir un surplus, que de savoir quel est le niveau et l'origine sectorielle de ce surplus ? Il ne sert pas à grand chose de mesurer ce surplus si on ignore quelles forces sociales s'en saisissent et le transforment. Je rappelle ce que disait Georges Bataille : « Le contrôle du surplus économique est cause de l'agitation, des changements de structure et de toute l'histoire. »

C'est pourquoi les économistes qui ont voulu étudier en profondeur les sociétés en développement ont été contraints de déborder de leur discipline *stricto sensu* et de maîtriser peu ou prou les méthodes de l'anthropologie. Ils ont ainsi fondé l'anthropologie économique qui aborde ces sociétés comme des ensembles enracinés dans un espace et dans une histoire et comme des organisations où tout se tient par interactions et régulations sociales. Le même mouvement transdisciplinaire fut observé dans les autres disciplines de sciences sociales.

Comment analyser un système agraire sans cartographier le parcellaire du terroir, sans étudier les techniques agronomiques des cultures puis le système économique qui répartit travail et équipement sur les différentes parcelles et qui affecte les revenus tirés des productions à ces facteurs de production ? Comment en percevoir la dynamique à long terme sans connaître les règles et compétitions sociales gouvernant la répartition et l'affectation des revenus, la maîtrise foncière, l'héritage, les alliances matrimoniales ?

Ce concept de système agraire a joué chez les spécialistes français du développement un rôle de fédérateur, il y a plus de vingt ans déjà. Il conjugue les préoccupations des diverses sciences sociales – et de

l'agronomie – et banalise l'emploi de certaines méthodes d'une discipline à l'autre. Cette transgression méthodologique et disciplinaire, appelée par l'analyse de systèmes complexes, se poursuit de nos jours sous la pression des faits. L'urbanisation, les systèmes de santé, l'exploitation des divers écosystèmes naturels, les mouvements de population ne sont plus le domaine réservé d'une ou deux spécialités.

Si l'économie et les autres sciences sociales ont appris à conjuguer leur manière de voir en finesse les réalités locales des sociétés et milieux en développement, il n'en est guère de même à un niveau plus global, plus macroscopique. Or, c'est la macro-économie qui, de nos jours, dicte les politiques économiques et de développement. Le passage du *micro* au *macro* semble réduire le passage de l'économie aux sciences sociales et politiques, et par conséquent la pertinence des préceptes de ces magiciens que sont les macro-économistes.

Ceux-ci représentent, étudient, modélisent les économies nationales et en tirent des propositions de politique. Je les appelle magiciens parce que, bons connaisseurs des relations existant entre les données essentielles de ces économies nationales, ils modifient les règles du jeu, donc les comportements des agents économiques, en manipulant quelques variables clés (taux de change, taux d'intérêt, taux de salaire...). Même si les données qu'ils utilisent restent souvent frustes, ils appliquent à une économie nationale une logique irrécusable (tout flux économique ou financier a quelque part son exacte contrepartie) qui, par le jeu des prix conciliant offres et demandes, s'impose à tous.

Il y a certes beaucoup à dire sur les prétentions de ces magiciens quand ils sont aux affaires, et je m'y étendrai quelque peu dans la partie suivante. La Banque mondiale et surtout le Fonds monétaire international en sont truffés. S'il est dangereux d'ignorer la macro-économie – elle est source de connaissances originales, de cohérence dans l'action et d'une incontestable efficacité –, il faut savoir que, sinon par nature du moins par facilité, elle gomme, en agrégeant, les diversités dynamiques. Elle n'est guère apte à représenter les forces sociales qui s'affrontent. Elle incite à des modélisations souvent prématurées et parfois risquées quand elles fondent une politique,

comme l'ont montré certains programmes d'ajustement structurel. Ces programmes sont des politiques imposées d'en haut – *top down*, comme disent les Anglo-Saxons – qui permettent, en principe, d'atteindre certains objectifs économiques et financiers sans descendre dans l'arène politique et sociale. Il s'agit d'une réallocation générale des facteurs de production, disent nos magiciens, omettant bien souvent de dire qu'il s'agit donc aussi d'une réallocation générale des revenus et des pouvoirs économiques et financiers.

L'agrégation des données dans un certain cadre spatial (un pays, l'ensemble du monde) peut conduire à des résultats inverses de ceux résultant d'observations à une échelle inférieure. C'est ainsi que la Banque mondiale a souvent recommandé à des pays producteurs de cacao de diminuer les importants prélèvements de l'État sur le cacao commercialisé, alléguant que l'accroissement correspondant des prix aux producteurs, donc de leurs revenus, les incitera à produire davantage. L'État pourra même y gagner si la croissance de la production qui s'ensuit est supérieure à la diminution du taux de prélèvement. En outre, la consommation des producteurs de cacao augmentera, suscitant productions et importations supplémentaires, donc impôts indirects également supplémentaires. Mais il se peut, et on l'a observé, qu'une partie des planteurs trop éloignés des centres urbains pour dépenser leur supplément de revenu par kilo produit, décident alors de produire moins, c'est-à-dire de travailler moins, en visant le même revenu que précédemment. Il se peut aussi que, face à des paysans dispersés, les commerçants collecteurs des fèves de cacao s'organisent pour imposer un prix d'achat aux planteurs peu différent du prix antérieur, récupérant ainsi tout ou partie du prélèvement abandonné par l'État et annulant l'effet incitatif sur la production. La non-prise en compte de ces comportements peut donc conduire à des résultats très différents de ceux qui étaient espérés.

De surcroît, en raisonnant à un niveau encore plus global, en recommandant cette politique à de nombreux pays susceptibles de produire du cacao, la Banque mondiale a entraîné une surproduction mondiale du cacao. Les pays asiatiques (Malaisie, Indonésie) ont augmenté considérablement leur production, qui a concurrencé

celles des pays africains et du Brésil. On a assisté alors à un effondrement des prix sur le marché mondial et les recettes d'exportations correspondantes des pays producteurs ont substantiellement diminué. Si les comportements *micro-économiques* (c'est-à-dire de chaque unité considérée) évoluent simultanément de la même façon, le résultat global peut changer la donne et rendre irrationnels les comportements qui l'ont fait naître.

Dès qu'il s'agit d'expliquer et d'orienter les transformations structurelles et institutionnelles du système économique, et c'est précisément l'objectif des théories et des politiques de développement, la macro-économie trouve ses limites. Ces transformations, en effet, ne relèvent pas seulement de déterminants purement économiques, elles traduisent aussi l'influence de facteurs psychologiques, sociaux et politiques. Comme l'écrivait un des meilleurs théoriciens du développement en 1970, le Brésilien Celso Furtado : « Ces réformes dépassent le cadre de ce qu'il est convenu d'appeler politique économique car elles sont le couronnement de tensions sociales aiguës. Les réformes apparaissent non pas comme une option rationnelle, mais comme l'abandon de certaines positions par les groupes qui contrôlent le pouvoir, ou comme une modification du rapport de forces entre les groupes qui se disputent le pouvoir. Une fois introduites, les réformes de ce type peuvent modifier de manière fondamentale le comportement des variables économiques, toute la structure du modèle devant être redéfinie. »¹

Il faudrait donc savoir combiner l'analyse macro-économique avec des analyses sociologiques et politiques respectant elles aussi les exigences de l'objectivité scientifique. Mais, observait en 1988 E. Malinvaud : « Ces deux disciplines, voisines de l'économie, sont dans un état encore moins avancé. Les synthèses que j'envisage n'existeront pas prochainement. »² Elles émergeront d'autant plus difficilement dans les économies en développement que le système capitaliste, qu'il soit libéral ou dirigiste, s'y est greffé sur des modes

1. C. Furtado, *Théorie du développement économique*, Paris, PUF, 1970.

2. La théorie de la régulation, les théories institutionnalistes constituent des tentatives récentes pour franchir ce passage disciplinaire.

de production, d'organisation et de régulation différents de ceux *informés* par le marché, la concurrence, le profit. La démarche ouverte par G. Ancey présentée au chapitre 3 (p. 59 et suiv.), explicitant les niveaux de décision par fonctions-objectif et qui produit actuellement de fécondes conjonctions entre théories micro-économiques et anthropologie, est également nécessaire au niveau d'une économie nationale. Franchir les limites de la macro-économie reste, pour les chercheurs de développement, qu'ils soient des scientifiques, des experts ou des décideurs, un difficile défi à relever.

CONNECTER LE LOCAL AU GLOBAL

Mille projets locaux ne font pas le développement, les ONG le savent désormais. Une politique macro-économique non plus qui agit en aveugle sur les individus, les espaces, les groupes sociaux, les rapports de force. Cinquante monographies de terroirs et d'aires urbaines ne permettent pas de comprendre l'économie nationale, pas plus qu'un modèle économétrique très agrégé. Comme le disait R. Lenoir : « Aucune unité restreinte ne se comprend sans référence à de plus grands ensembles, aucun grand ensemble n'est intelligible sans la connaissance d'unités élémentaires et de corps intermédiaires. » Il y a là deux façons d'agir et de voir qui semblent s'opposer radicalement. Ce clivage entre le local et le global n'a cessé de hanter les développeurs depuis quarante ans. Ce que l'action locale peut gagner en réalisme, elle le perd en pouvoir de généralisation. Politique macro-économique et décentralisation sont désormais reconnues comme également nécessaires, mais elles semblent relever d'un *ordre* (intellectuel et politique) différent.

Qui dit société ou collectivité locale dit, en effet, proximité physique et humaine et donc interaction étroite des hommes et des choses. La complexité s'y impose qui agence singulièrement espace et société. Pour comprendre ce qui se passe *là*, il faut pénétrer dans

l'intimité des liaisons, dans la profondeur des genèses. Pour faire apparaître la subtilité et la diversité des comportements et des changements tout en mettant en évidence leur cohérence, il est nécessaire d'aborder la réalité socio-économique comme une *totalité*. Pour distinguer mieux, il faut relier plutôt que séparer. Cela n'est possible que sur un *espace* – géographique, social, économique – restreint. Il y faut des méthodes de type monographique, associant en général plusieurs disciplines et restituant le vécu de groupements humains peu nombreux en leur donnant la parole.

Le problème est que, en s'efforçant ainsi de rendre compte avec finesse d'un processus complexe, on s'attache à sa singularité. Alors on ne peut plus justifier facilement et rigoureusement l'application (l'extrapolation) des résultats obtenus à des ensembles ou espaces plus vastes. De même, à trop focaliser le regard, on ne voit pas que certaines contraintes locales peuvent se dénouer à un niveau supérieur ou qu'au contraire on sous-estime l'action locale de forces extérieures. D'où des controverses acharnées et des rejets fréquents de ce type de travaux tant par les scientifiques que par les *développeurs*. Ces rejets ont été à la source de bien des ignorances et erreurs. Ils sont, pour une part, à l'origine des politiques trop exclusivement globales ou sectorielles, *descendantes*, que le citoyen ne se fait pas et faute de reprocher, plus ou moins explicitement selon les régimes, à ses gouvernants. Pour « agir localement et penser globalement », selon la devise du Comité catholique contre la faim et pour le développement, il faut pouvoir connecter, intellectuellement et politiquement, le local au global. Difficile et rare *passage*.

Le passage inverse est tout aussi rare et difficile. Plus on regarde de loin pour embrasser de grands espaces ou de grands ensembles sociaux, plus les détails et les différences s'estompent. Le paysage se simplifie et les structures essentielles apparaissent mais au prix d'une abstraction, d'une *formalisation* disciplinaire. Celle-ci privilégie une perspective en laissant hors champ qui l'espace, qui les flux économiques, qui les rapports sociaux, qui les pouvoirs politiques. Des régularités apparaissent qui permettent de généraliser des observations en nombre nécessairement limité mais en sous-estimant les singularités

innovantes, les interdépendances, les conflits. C'est la faiblesse de toute investigation à large échelle, comme de toute politique nationale ou sectorielle. À sous-estimer l'anormal, à rechercher le régulier, elles occultent l'innovation. Elles sont, en quelque sorte, conservatrices. Or le développement est fait d'innovations, et le nouveau est forcément singulier au départ. Il en est de même du marginal, de l'irrégulier, de l'illicite. Comment voir ce qui s'annonce et qui est peut-être plus important que ce qui se poursuit ? Agir globalement tout en pensant et regardant localement est aussi un tour de force.

Le local n'est pas la désagrégation du global ou du national, pas plus que le *macro* n'est un multiple du *micro*. Comment dès lors inscrire une multitude de singularités et de différences, légitimes et actives, dans une représentation scientifique vouée à unifier et à généraliser ? Il y a là une discontinuité apparemment irréductible, que cette discontinuité renvoie à la nature des choses ou au fonctionnement même de l'esprit. Cette discontinuité oppose de manière récurrente le calculable et le corrélable au racontable et à l'explicable, le régulier au singulier, l'agrégable au distinctif, la statistique à la monographie... On est en présence de deux modes de connaissance que cache la fausse et pourtant habituelle distinction entre le quantitatif et le qualitatif. Si celui-ci et celui là sont inéluctablement liés, on n'en est pas moins en présence de deux manières d'appréhender le réel qui privilégient chacune les mêmes termes des oppositions emblématiques précédentes et que Ph. Couty a appelées *constellation quantitative* et *constellation qualitative*. Chaque approche a tendance à contester l'image présentée par l'autre, l'une accusant l'autre de simplification outrancière et de normalisation, celle-ci reprochant à celle-là de décrire avec minutie des groupes, espaces, structures, processus trop circonscrits en n'apportant aucune preuve de la validité des analyses au-delà. Ces interpellations réciproques, je n'ai cessé de les entendre tout au long de ma vie professionnelle. Le discours plus technique, plus mesuré, plus représentatif de la *constellation quantitative* prévaut largement auprès des centres de décision en matière de politique de développement. Le discours, plus subversif, et qui peine à justifier sa capacité d'extrapolation – malgré des travaux variés, comparatifs et

convergeant – de la *constellation qualitative*, est beaucoup plus suspect¹. D'où des pratiques de développement quelque peu conservatrices puisqu'elles ne laissent pas droit de cité à l'anormal.

UNE QUESTION DE MÉTHODES ET DE POLITIQUE

Soyons clair, il est impossible de franchir complètement et simultanément les trois passages qui viennent d'être identifiés car toute représentation intellectuelle est une abstraction, une mise à distance, une approximation. Le modèle n'est jamais parfait. Mais il est possible de multiplier, voire de juxtaposer, voire, mieux encore, de combiner des représentations, comme tente de le faire la recherche pluridisciplinaire. C'est un moyen d'enrichir ce qui restera toujours une épure.

Depuis les années 1970 au cours desquelles le groupe AMIRA s'est posé la question de ces passages et des liens entre théories, politiques et méthodes d'investigation, beaucoup de progrès ont été accomplis. Nous le verrons en dernière partie, la recherche scientifique pour le développement en a tiré certaines de ses lettres de noblesse. Évoquons, parmi d'autres, trois de ces avancées irréversibles, quoique non encore généralisées.

Il faut d'abord enregistrer la banalisation d'un certain nombre de techniques utilisées par les diverses disciplines. Comme le notait G. Sautter, professeur de géographie qui a inspiré plusieurs générations de géographes de l'ORSTOM, tout se passe comme si ces techniques constituaient aujourd'hui une sorte de fond commun où puisent les chercheurs de toute paroisse. Techniques de sondage, procédures d'enquêtes statistiques, télédétection, traitements d'images et informatique, analyse systématique des biographies, techniques informatisées de traitement de données (que ces données soient quantitatives

1. La recherche scientifique est, elle aussi, le lieu de ces contestations et de ces arbitrages. Les sciences physiques et dans une moindre mesure les sciences biologiques sont, de ce fait, privilégiées par rapport aux sciences humaines et sociales, et, au sein de celles-ci, l'économie par rapport à toutes les autres.

ou qualitatives), les progrès en ces domaines ont été considérables. Leur vulgarisation, facilitée par des logiciels informatiques de plus en plus performants et de plus en plus conviviaux, a été rapide.

En second lieu, il est de moins en moins rare désormais que les deux modes de saisie du réel évoqués précédemment – selon la *constellation quantitative* ou selon la *constellation qualitative* – se combinent dans de véritables systèmes d'investigation, permanents et pluridisciplinaires. Les chercheurs en sciences sociales contribuent à y définir les unités, les concepts objets de mesure, les principes de catégorisation. Ils explicitent les processus de fonctionnement, de régulation et de ruptures des systèmes, tandis que les statisticiens explorent le champ d'extension de ces unités (quels effectifs dans quel espace ?), le champ de pertinence, selon les échelles d'analyse, de ces typologies, le champ de validité de ces mécanismes¹.

La découverte et l'évaluation du secteur informel constituent un exemple remarquable d'une telle approche.

Un exemple de passage : la découverte du secteur informel¹

Un anthropologue économiste de l'ORSTOM, J. Charmes, fut affecté en 1976 à l'Institut national de la statistique de Tunisie. Celui-ci avait réalisé un recensement des établissements qui montrait que plus de la moitié de l'emploi dans les entreprises était fourni par les petites unités de moins de dix personnes.

J. Charmes réalisa des entretiens approfondis chez les petits entrepreneurs de divers métiers (menuisiers, garagistes, tailleurs, forgerons, petits métiers de la rue, etc.), véritables monographies de ces métiers. Ces entretiens permirent de comprendre les itinéraires professionnels de ces entrepreneurs, leurs comportements, leur mode de raisonnement, leurs façons de compter, leurs difficultés. Ces connaissances

1. Ensemble de micro-entreprises, entrepreneurs individuels et artisans échappant à tout enregistrement statistique et fiscal.

1. Le plus marquant de l'histoire du groupe AMIRA est d'avoir montré qu'il était possible d'analyser une société, un milieu, un système de production avec des méthodes fines, de type monographique, tout en tirant des indicateurs statistiques représentatifs utilisables à plus large échelle.

permirent de concevoir des questionnaires d'enquêtes statistiques étroitement adaptés à ces divers métiers par le contenu des informations recherchées et par les modes de questionnement, qu'il s'agisse des différentes catégories de travailleurs et de rémunération, de la reconstitution du compte d'exploitation (sur la base des quantités physiques produites et consommées selon les périodes de temps adaptées à la mémorisation des entrepreneurs et aux processus techniques de production), des variations saisonnières de l'activité ou des modalités d'entrée et de maintien dans le métier.

Sur la base de ces questionnaires et des méthodes d'interviews correspondantes, des enquêtes statistiques furent menées par branche de ce secteur informel¹. Elles montrèrent que l'on sous-estimait considérablement jusque-là la valeur ajoutée par le secteur informel. Elles furent généralisées et renouvelées à partir de 1982, ce qui permit une intégration complète de ce secteur dans les comptes nationaux.

Ce système d'enquêtes a été mis en place dans un nombre rapidement croissant de pays².

Les connaissances ainsi acquises débouchèrent sur une appréciation critique de la théorie économique courante sur le développement et renouvelèrent les politiques correspondantes.

On découvrit l'importance de cet ensemble disparate puisqu'il représente couramment plus des deux tiers de l'emploi non agricole et souvent entre le quart et la moitié du PIB des pays en développement. On découvrit surtout que ce secteur est loin d'être seulement le refuge d'un chômage déguisé ou du sous-emploi, pas plus qu'il n'est seulement un secteur de *subsistance* destiné à être absorbé par le secteur *moderne* moyennant une adéquate politique des salaires (c'est-à-dire, évidemment, une baisse). Le secteur informel se révèle être un ensemble diversifié, dynamique et ingénieux au sein duquel le travail, les revenus, la pluriactivité peuvent être beaucoup plus importants qu'on ne le supposait. Dans les pays au nord et au sud du Sahara la majorité des revenus, salariaux ou non, y seraient, selon J. Charmes, supérieurs au salaire minimum officiel, y compris pour les composantes les plus précaires de ce secteur (petits vendeurs des rues).

Comme il s'agit de branches où la concurrence est très vive, ce résultat tend à prouver que, dans ces pays, le salaire minimum offi-

1. Enquêtes par sondage sur la base du recensement des établissements, mais sur échantillons réduits grâce à une *stratification* efficace selon des critères déduits des interviews approfondies.

2. J. Charmes, *L'évaluation du secteur non structuré : méthodes, résultats, analyses. L'exemple de la Tunisie*, note AMIRA, n° 37, Paris, INSEE, 1982.

ciel, salaire de référence pour l'équilibre d'un marché du travail concurrentiel, n'est pas systématiquement trop élevé, contrairement à la croyance tenace de certains experts internationaux. De plus, si se confirment les observations selon lesquelles un petit entrepreneur qui réussit préfère multiplier ses petits établissements informels à l'abri du fisc et des charges sociales plutôt que d'avoir pignon sur rue au sein du secteur *moderne*, on peut conclure que le secteur informel peut être lui aussi le siège d'une certaine accumulation productive, là encore contrairement à une opinion largement répandue.

On peut aussi souligner le rôle qu'il joue en matière de formation, les opportunités qu'il crée pour l'autonomie des femmes, la réussite des réseaux commerciaux internationaux auxquels il peut donner naissance. Il commence à être intégré à part entière dans les modèles d'analyse macro-économique jusque dans les pays développés eux-mêmes et dans les théories et politiques de développement correspondantes.

Cet exemple met clairement en évidence les déterminations réciproques existant entre théories, politiques et méthodologies de collecte de l'information pour le développement. Cette détermination ne doit pas être à sens unique. Théories et politiques ont trop tendance à générer des méthodes d'investigation et de traitement de l'information qui confortent leurs hypothèses initiales. Dans de nombreux cas, les faits sont comme sélectionnés par la théorie. Alors que le souci de la collecte de données empiriques selon une démarche de recherche tentant les *passages* évoqués ci-dessus permet de renouveler notre regard, donc de faire surgir de nouvelles hypothèses induisant de nouvelles théories et politiques de développement.

Enfin, nouveauté révolutionnaire selon G. Sautter¹, « qui se diffuse à petits bruits et modestes moyens matériels » : la parole est rendue à l'*autre* par le chercheur. Elle lui est rendue par le jeu de questionnaires ouverts et adaptés à la compréhension et au langage de l'interlocuteur, par la formule des interviews et des entretiens. Le chercheur s'efface alors pour reconstruire un système de pensée, de valeurs, de relation à la nature et au monde autre que celui dont il

1. G. Sautter, *Le temps des méthodes*, brochure AMIRA, n° 56, Paris, INSEE, 1988.

est lui-même porteur. La démarche est celle de l'anthropologie. Elle est fondatrice, toujours selon G. Sautter, d'une discipline nouvelle : l'ethno-science. Et j'ajouterais qu'elle n'est pas sans impact politique diffus puisque c'est reconnaître un sens particulier à ce que pensent, font et impulsent telles ou telles collectivités locales ou sociales.

On commence à reconnaître que « les deux extrémités, le local et le global, sont beaucoup moins intéressants que les agencements intermédiaires nommés réseaux » (B. Latour), réseaux sociaux qui expriment les rapports de compétition, de solidarité et de négociation qui font le développement.

Il faut donc sortir de l'*enfermement* que tend à nous imposer un regard prisonnier des apparences et des appartenances, ou de disciplines trop étroites. Des recherches scientifiques pluridisciplinaires et finalisées sont particulièrement indispensables dans les pays en développement, malgré toutes les contraintes et tous les scepticismes qui pèsent encore sur elles. Montrer qu'elles sont possibles sera l'objet de notre dernière partie.

Pour conclure ce chapitre, ouvrons également une autre voie, celle d'une voie de développement qui donne la parole aux citoyens tels qu'ils vivent leurs affrontements et leurs solidarités au sein de groupes locaux et de réseaux sociaux. Ce n'est plus seulement alors la recherche scientifique qui révèle l'histoire, les enchaînements du local au global, les interdépendances entre les hommes et leur environnement, ce sont aussi ces groupes sociaux eux-mêmes. Ils sont appelés à exprimer leurs attentes, leurs intérêts, leurs dynamismes et leurs contraintes dans un dialogue social et politique organisé. Quatre décennies de lutte contre le sous-développement, par des politiques dirigistes puis, à l'inverse, par des politiques libérales, n'ont pas enregistré, sauf exception, de succès décisifs, faute d'avoir donné la parole aux populations concernées. Mais celles-ci, en réaction, se sont peu à peu organisées et prétendent désormais être aussi des acteurs de leur propre avenir. Ce qui laisse espérer de nouvelles politiques de développement et de coopération empruntant les passages explorés par les chercheurs du développement.

DEUXIÈME PARTIE

LES VOIES DU DÉVELOPPEMENT

Introduction

Les voies de développement à venir, même nouvelles, seront issues des voies de développement passées et actuelles. D'abord parce que ce passé est riche de succès et de progrès variés, même si, trop souvent, ils ne se sont pas généralisés ni intégrés. Ensuite, parce que les échecs sont instructifs et ouvrent des pistes dès lors que l'on cherche à les comprendre, comme sait si bien le faire la Banque mondiale, même si, comme tout un chacun, elle est réticente à les reconnaître publiquement. Mais, surtout, seule l'analyse du passé permet de comprendre les subtiles interactions entre politiques, idéologies, théories, méthodes et connaissances, qui font qu'une stratégie de développement a été ou non une réussite. Dans le feu de l'action comme dans les espoirs mobilisateurs, les idéologies du moment – convictions par définition indiscutées, non soumises à l'analyse scientifique – cachent les raisons essentielles des partis pris.

Deux grandes périodes seront passées en revue : la période des politiques dirigistes de 1960 à 1980 environ, la période des politiques néo-libérales de 1980 à nos jours. Comme les principes de ces politiques libérales sont bien connus puisque, mondialisées, ces politiques sont pratiquées aussi bien au Nord qu'au Sud, je m'attacherai seulement à en montrer l'application au développement à travers l'évolution de la stratégie de la Banque mondiale. Application au demeurant atténuée, voire ambiguë, dans la mesure où la Banque mondiale, suivie en cela par d'autres bailleurs de fonds, prône un libéralisme assorti de conditionnalités fortes et nombreuses, dirigistes

en quelque sorte. La Banque mondiale est donc conduite, avec l'inséparable FMI, à se substituer, de fait et pour partie, aux États concernés. Chemin faisant, les impasses de ces approches trop fortement conditionnées par des perspectives globales, économiques et financières, et de court terme seront repérées. Le niveau local, les dimensions sociopolitiques et les objectifs de long terme doivent désormais être réhabilités.

L'optimisme et l'assurance des *développeurs* des années 1960 ont disparu à l'épreuve des résistances des *développés*. Les avatars de l'utopie socialiste ont volé en éclats avec la chute du mur de Berlin. Les illusions quant au pouvoir libérateur des marchés commencent à se dissiper. En matière de développement, et pour la première fois depuis quarante ans, le doute, sinon le désarroi, des politiques rejoint les incertitudes et les questions des scientifiques.

En l'espace d'un peu plus d'une vie professionnelle, le paysage technologique, intellectuel, politique où se joue l'unité de l'espèce humaine, au-delà de ses étonnantes diversités, a radicalement changé. La puissance des nouvelles technologies est prodigieuse et ne cesse de reculer ses limites. Le monde, globalement, s'enrichit. Tout homme se trouve, à quelques exceptions près, inséré dans les mailles d'un réseau d'interdépendances ou de contraintes étroites et multiples. Les connaissances non seulement s'accroissent et se diversifient à un rythme effréné mais secrètent des informations transmissibles instantanément d'un bout à l'autre de la planète. Et pourtant ce vieux clivage qui séparait le Nord du Sud, et qui sépare aussi au Nord les bénéficiaires des exclus de la croissance, se maintient à grande échelle sous des formes nouvelles qui cumulent des inégalités de pouvoir, de savoir et de ressources. La conscience que chacun — homme, groupe social ou nation — en a s'est accrue au point de devenir source de violences explosives de plus en plus largement disséminées. Technologies et connaissances, en dépit de leurs énormes avancées, et bien qu'une grande partie de l'humanité ait vu son sort matériel s'améliorer considérablement, restent impuissantes à enrayer ces processus de marginalisation d'un nombre croissant d'hommes et de femmes.

Le paradoxe est en effet que la scène du sous-développement est de plus en plus difficile à maîtriser alors qu'elle est de mieux en mieux connue. En un demi-siècle de lutte contre le sous-développement, que de connaissances, de travaux scientifiques, de réflexions accumulées ! Que d'expériences, de savoir-faire, d'engagements, de moyens mobilisés ! Est-ce donc pour aboutir à une impasse des politiques, à cette « fatigue de l'aide » dont on commence à parler ? Je ne le crois pas, pour trois raisons. Tout d'abord, l'arène que constitue la lutte contre le sous-développement est désormais reconnue plus complexe, plus diversifiée et plus mouvante qu'on ne le croyait naguère avec quelque naïveté et beaucoup d'ignorance. Ensuite, dans cette arène, les populations des pays en développement s'organisent, agissent et réagissent en n'attendant plus trop d'en haut ni d'ailleurs. Les groupements, associations et réseaux à travers lesquels ces populations s'expriment se multiplient à foison. Leurs objectifs, revendications et initiatives se diversifient en créant des espaces de conflits mais aussi de compromis politiques créateurs. Cette prise de responsabilités, si confuse et ambiguë soit-elle parfois, est aussi une avancée décisive. Enfin, à l'expérience, se fait jour un consensus, que je qualifierai d'*a minima*, sur quelques principes qui doivent présider à la conduite de toute politique de développement.

S'il y a crise, ce n'est donc plus tant crise du savoir que crise de l'*entendement*, c'est-à-dire, en dernier ressort, crise d'ordre politique et éthique. On a une conscience de plus en plus claire des nécessaires ruptures intellectuelles et morales. Les chemins de ces mutations dans les divers registres de la science, de la conscience et de la politique se dessinent peu à peu. Ils conduiront sans doute, de gré ou de force, à reconnaître les exclus comme sujets d'une histoire partagée et non plus comme objets de savoirs et de politiques imposés. C'est pourquoi, à mon sens et en forçant quelque peu le trait, vont progressivement s'affronter au cours des prochaines années deux manières de lutter contre sous-développement et pauvreté, deux voies de développement en quelque sorte. L'une et l'autre basées sur le consensus *a minima* que je viens d'évoquer.

La première voie, je l'appellerai la voie orthodoxe car en continuité avec les efforts et les réussites du passé. C'est elle qui se dessine le plus nettement aujourd'hui. Elle est fondée en dernier ressort sur le paradigme libéral, mais intelligemment, expérimentalement corrigé, adapté, enrichi. Le développement est d'abord considéré comme un problème technico-économique entre les mains de « ceux qui savent ». Cette voie est balisée d'en haut. Selon ses tenants, on ne saurait aller plus loin, en matière de prescription, que ce qui est rigoureusement établi par l'expérience et la théorie économique. L'importance du politique est minorée, de même que celle des groupes d'intérêt, des rapports de force et des régulations sociales et politiques délibérées et décentralisées.

La seconde, hétérodoxe donc et souvent jugée *utopique*, n'est encore qu'en germe dans le paysage actuel. Fondée tout autant sur la solidarité que sur la compétition, je l'appellerai la voie du développement solidaire. Elle tient compte de l'expression organisée des gens d'en bas. Elle fait droit à leurs attentes, leurs initiatives, leurs potentialités, leur expérience, sans les enfermer *a priori* dans un cadre institutionnel. S'appuyant sur la montée en puissance des organisations de base et intermédiaires, elle considère que des compromis politiques sont indispensables à l'élaboration et à la mise en œuvre des réformes technico-économiques. Cette voie de la médiation et de la subsidiarité donne voix aux citoyens. Elle recherche et légitime peu à peu la collaboration et le partage des rôles entre État, pouvoirs locaux, organisations économiques et sociales.

En simplifiant : compétition et solidarité, science et politique, chaque voie privilégie le premier ou le second terme par rapport à l'autre.

REGARDS SUR LE PASSÉ. LES IMPASSES

Ces *regards sur le passé* ne se veulent pas une histoire économique des pays en développement, déjà largement traitée par de nombreux et excellents auteurs. Ils visent d'abord à décrypter les interactions reliant savoirs, convictions, méthodes et choix politiques de développement. Ils montreront surtout, en portant sur les confrontations des acteurs concernés, comment les populations, longtemps soumises à des politiques conçues en dehors d'elles, se sont peu à peu organisées pour réagir, faire entendre leurs voix et défendre leurs intérêts. C'est cette nouveauté radicale qui ouvre les voies de l'avenir.

LE FACE-À-FACE DÉVELOPPEURS/DÉVELOPPÉS

En 1965, après trois années d'enquêtes sur le niveau de vie des populations camerounaises, je fus mis par l'ORSTOM à la disposition du ministère du Plan du Cameroun. J'intégrais l'équipe chargée d'élaborer le troisième plan quinquennal de ce pays réputé être le « résumé » de l'Afrique, et indépendant depuis six ans. J'étais chargé des travaux de synthèse macro-économique et financière ainsi que de la mise au point du calendrier et des procédures d'élaboration du plan. Pendant ces années, je fis ainsi partie de cet univers « développeurs/développés » qui caractérisa durablement la pensée et l'action

en matière de lutte contre le sous-développement. C'était l'époque de la planification triomphante inspirée de la planification française et appliquée au développement depuis plus de dix ans déjà en Amérique latine par les économistes de la CEPAL (Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine) sous l'impulsion de l'Argentin R. Prebish.

Mille et un intervenants s'entrecroisaient dans un jeu politique, économique et technique complexe, révélateur des idées qu'on se faisait alors du sous-développement, des politiques que l'on préconisait, des intérêts en jeu et des méthodes que l'on pratiquait. Autorités politiques camerounaises et françaises, services centraux et régionaux de la toute jeune administration nationale, abondante assistance technique étrangère, sociétés d'étude et d'intervention, entreprises et bailleurs de fonds étrangers, statisticiens, planificateurs, chercheurs, spécialistes divers, tout un chacun s'investissait en bon ordre dans ce combat contre le sous-développement. Chacun y croyait ou du moins croyait pouvoir tirer son épingle du jeu. Les uns étudiaient ou conseillaient, les autres décidaient, mais comme les conseillers maîtrisaient les savoirs techniques et les accès aux aides extérieures, conseils et décisions s'entremêlaient. Ce qui d'ailleurs n'a toujours pas changé trente ans après. Le ministère du Plan avait ce rôle singulier de pouvoir réunir tous ces acteurs dans un ballet censé dessiner l'avenir. Ballet que l'on voulait bien réglé mais dont on se demandait déjà, timidement, s'il n'était pas, parfois, un théâtre d'ombres ou un échiquier agité de l'extérieur.

L'idéologie dominante était la suivante : le modèle à reproduire, puisque le seul connu, était celui des pays industrialisés. Il fallait suivre la voie tracée par ceux-ci, avec retard certes mais plus rapidement qu'eux, malgré le handicap d'une démographie dite *galopante*, grâce aux progrès techniques et à l'aide financière obligeamment fournis par les pays industrialisés, dont surtout les anciennes puissances colonisatrices. Cette image du *retard* au sein d'un même peloton suivant la même route, selon les mêmes étapes, a fait fortune. Encore aujourd'hui vous ne trouvez guère d'articles, d'études, de prises de position sur le développement qui n'utilisent cette image.

Le modèle de référence ne quitte pas facilement les esprits. Les économies des pays sous-développés pouvaient donc *décoller* (encore une image, que l'on doit à Rostow, et qui a fait florès) pour autant qu'on leur apportait, par intérêt et générosité pour une fois facilement réconciliables, les deux moteurs qui leur manquaient : des capacités d'investissement et un savoir-faire pour les mettre en œuvre. Aide financière et assistance technique devaient suffire pour faire décoller l'appareil national et le placer sur une trajectoire de croissance à peu près régulière, malgré les inévitables turbulences. L'État receveur de l'aide était le pilote, le ou les États donateurs les copilotes. Un moteur d'appoint était appelé à soutenir la croissance amorcée : celui des investissements privés. On faisait comme si les passagers de l'avion, les populations du pays considéré, étaient semblables, anonymes et passifs. Dans le meilleur des cas, on leur demandait de suivre spontanément les instructions de l'équipage.

Les grandes lignes de la stratégie générale de développement étaient connues, et suivies par de nombreux pays, sauf exceptions inspirées de l'idéologie marxiste et bientôt montrées du doigt pour leurs échecs. Ce modèle était le fruit de l'histoire coloniale, de l'idéologie de la croissance, des intérêts des centres de décision concernés et de ce que l'on croyait savoir du sous-développement. Le principe général était simple : mettre en valeur le plus rapidement possible les ressources naturelles et minières du pays, prélever une partie des revenus induits pour assumer les fonctions régaliennes et d'intérêt collectif, et pour cofinancer les infrastructures économiques et sociales sources d'amélioration des conditions de vie et de productivité des investissements privés. Les contraintes quant au rythme de mise en valeur des ressources étaient techniques et non financières. Quant aux contraintes sociales, elles étaient à peu près ignorées.

L'industrialisation était considérée comme source de développement endogène puisque suscitant simultanément une offre et une demande de biens et services, de plus en plus diversifiées. Elle devait être amorcée *par le bas* – dans les secteurs de produits finis liés à la demande des ménages – et en créant des entreprises produisant des

biens jusque-là importés, entreprises qu'il fallait protéger, au départ, de la concurrence extérieure. L'objectif était ensuite de *remonter* les filières et les branches vers les biens intermédiaires et les demi-produits importés par la première génération des entreprises, et ainsi de suite. Cette première « étape » du développement était fondée sur l'exploitation de deux rentes : celle tirée des ressources naturelles et minières (pour le Cameroun : bauxite, ressources hydrauliques, bois, café, cacao, coton), celle de l'aide extérieure. L'une et l'autre étaient supposées utilisables pendant le temps nécessaire à la mise en place d'un tissu industriel de première génération. Cette stratégie reposait sur un État fort et un marché faible.

Pour assurer la mise en œuvre de cette stratégie, il y avait un maître-mot, « projet », brique élémentaire de la construction d'une nouvelle économie. Mot magique qui ne cesse depuis trente ans de hanter l'esprit et d'organiser la pratique des développeurs. Le projet annonce, définit, encadre, réglemente les initiatives d'opérateurs variés, des ONG aux bailleurs de fonds internationaux en passant par les bureaux d'études, les sociétés, les administrations. Il circonscrit et réalise une opération bénéfique : la construction d'une route, d'écoles, de dispensaires, de plantations de coton ou de palmiers à huile, un soutien aux petites entreprises, une réforme de l'administration des finances ou de la fiscalité, la création d'organisations paysannes...

Chacun pouvait y trouver son compte : les bénéficiaires désignés une amélioration de leurs conditions de vie, le faiseur de projets un métier, les entreprises réalisatrices un profit, les agences d'aide un emploi de leur financement et de leur assistance technique, les gouvernements la manifestation tangible de leur sollicitude et de leur efficacité, les ONG, rares à l'époque, la mise en pratique de leurs idéaux humanitaires. Cette pratique des différents acteurs du développement dans ce face-à-face inégal entre développeurs et développés était reprise, synthétisée et surtout symbolisée dans les travaux de la planification centrale et les projections macro-économiques.

Nous partions d'une maquette très simplifiée de l'économie camerounaise, celle permise par les comptes nationaux et décom-

posée en grandes branches productives. Puis, à la situation connue la plus récente, nous rajoutions les effets – en termes de production, de commerce extérieur, de revenus et de finances publiques – des projets et des mesures prévues. La mise en œuvre des investissements était effectivement programmable trois, quatre ou cinq ans à l'avance. Quant aux secteurs réunissant de nombreuses et petites unités de production (agriculture vivrière, artisanat, commerce, services), soit près de la moitié de l'économie, on considérait qu'ils se dilataient passivement, en gros comme les effectifs de la population concernée. En fait, on escomptait que, lentement mais sûrement, la population active de ces secteurs *traditionnels* et informels trouverait un emploi plus productif et plus rémunérateur dans le secteur *moderne* en croissance rapide grâce aux bons soins de la planification.

Cette projection « quasi comptable » de la maquette de l'économie à l'échéance du plan était cependant testée. Il fallait qu'y soient respectés les incontournables équilibres et contraintes macro-économiques. La cohérence de la projection renforçait sa plausibilité. Nous évaluions pour les cinq années à venir les financements extérieurs accessibles et induisons de la croissance attendue les recettes de l'État. D'où un arbitrage entre dépenses de fonctionnement et dépenses d'investissement dans le cadre d'un équilibre strict du budget de l'État. Cet arbitrage entre court et long termes fut un des débats les plus importants de l'élaboration du troisième Plan. Il obligea à prendre conscience des contraintes pesant sur l'économie, à mieux évaluer les problèmes à long terme (éducation, santé, aménagement du territoire) et à discipliner les appétits en matière d'équipements publics. Et surtout, dans une certaine mesure naturellement, il liait l'État aux choix affichés.

Finalement, cette planification montrait qu'une croissance globale, équilibrée et durable, de 5 à 6 % par an permettait, compte tenu d'une croissance démographique d'un peu plus de 2 % par an, un arbitrage satisfaisant entre trois objectifs stratégiques : renforcer l'État garant d'une unité nationale encore à construire, améliorer – directement par les productions de rente, et indirectement par les infrastructures économiques et sociales – les conditions

de vie des populations (à un rythme permettant un doublement du niveau de vie moyen en vingt ans), assurer la croissance future en attirant les investisseurs étrangers grâce à des avantages fiscaux et des protections.

UN ÉCHEC QU'IL FAUT RELATIVISER

Le modèle devint réalité pendant quelques années en Afrique subsaharienne, mais, après quelques péripéties et prolongations artificielles, la croissance finit par s'enrayer durablement. L'échec en matière de croissance se résume par les chiffres figurant dans le tableau suivant :

*Croissance du PIB par habitant en Afrique subsaharienne**

		<i>Sans le Nigeria</i>
1965-1973	+ 2,9 %	+ 1,2 %
1973-1980	+ 0,1 %	- 0,7 %
1980-1987	- 2,1 %	- 1,2 %

* Afrique du Sud et Namibie exclues.

Les données sur la production agricole et la consommation privée par tête confirment cette lente mais durable dégradation de l'économie. Ces données globales sur longue période laissent aussi à penser que les signes de crise observés au début des années 1980 – déficits budgétaires, problèmes de balances des paiements, aggravation du sous-emploi – ne furent que l'exaspération ou l'explosion de difficultés structurelles antérieures trop longtemps accumulées et occultées. L'effondrement des cours des matières premières, la hausse des taux d'intérêt ont révélé, déclenché, accentué la crise plus

qu'ils ne l'ont créée¹. Il semble bien en effet qu'on ne puisse totalement imputer cette régression de longue durée à des facteurs externes. La détérioration des termes de l'échange a certes été considérable puisque entre le début des années 1970 et le début des années 1990, ceux-ci ont baissé de 20 % pour la région (et de 40 % si le Nigeria est exclu), après avoir déjà baissé à la fin des années 1960. Mais l'impact de cette détérioration sur la baisse des revenus ne serait, selon les calculs – peut-être un peu optimistes – de la Banque mondiale, que modeste et aurait été compensé, pour environ la moitié, par l'accroissement des flux d'aide pendant cette période. L'alourdissement du service de la dette (représentant 5 % des exportations en 1970, 7 % en 1980 et 21 % en 1993) a certainement eu lui aussi un impact fortement négatif sur les économies africaines en contribuant à la détérioration des finances publiques et à celle de la balance des paiements. Mais d'autres groupes de pays ont été confrontés à des contraintes analogues sans pour autant connaître une régression semblable de leur économie, alors qu'ils bénéficiaient d'une aide des pays industrialisés, commerciale et financière, moins importante.

Ces facteurs extérieurs, pour pénalisant qu'ils aient été et continuent d'être, ne peuvent en fin de compte être tenus pour seules causes de cette crise structurelle que connaît l'Afrique subsaharienne. Peut-on alors imputer cet échec, ou disons ces contre-performances, à des caractéristiques spécifiques de l'Afrique : la rapidité de sa croissance démographique, ses handicaps initiaux en matière de développement humain et d'infrastructures de communication ?

C'est ici qu'il faut à nouveau relativiser, sans le nier bien sûr, un échec dangereusement exagéré par l'afro-pessimisme ambiant. Depuis quarante ans, rappelons-le, les indicateurs de *développement humain* se sont presque tous régulièrement améliorés jusqu'à l'explosion du sida. Les infrastructures physiques, quasiment inexistantes il y a quelques décennies, ont désenclavé de vastes régions et changé

1. Cf. l'excellente note de synthèse de J. Loup, *Les origines de la crise en Afrique subsaharienne*, Paris, DIAL, 1997.

les paysages. Des institutions publiques variées ont été créées, et des cadres compétents formés à partir de rien ou peu s'en faut. Et l'Afrique a connu, et connaît toujours, quoiqu'un peu ralentie semble-t-il, une explosion démographique sans égale dans le monde et une augmentation exceptionnelle de sa population urbaine. Elle ne connaît donc pas encore cet *âge d'or* où la diminution de la croissance démographique accroît, pour un temps, la proportion de la population active par rapport à celle des enfants et des vieillards.

Mosaïque de sociétés locales, rurales, lignagères, gouvernées par la tradition il n'y a encore que cinquante années, l'Afrique subsaharienne s'achemine à grands pas vers un tissu, de plus en plus serré aux abords des côtes, de métropoles urbaines jeunes et effervescentes. Avec la remise en cause, ouverte ou latente, du modèle politique unitaire, intégrateur et clientéliste issu des indépendances, émergent – dans la peine et les violences mais avec, dans l'ordinaire des jours, plus de solidarité qu'ailleurs – une économie populaire concurrentielle sinon internationalement compétitive, une société civile encore balbutiante mais diversifiée, informée, contestataire, décentralisée. Et l'on ne saurait négliger une culture ouverte à tous les vents du large, mais toujours enracinée dans les terres et les références ancestrales, qu'atteste en particulier l'explosion des « arts de la rue »¹. Les sociétés africaines ont subi, en ne se disloquant que çà et là, des chocs plus forts que partout ailleurs. Comment s'étonner qu'elles ne se soient pas aussi vite que d'autres mises en ordre de marche pour la compétition économique internationale ouverte par la mondialisation des échanges et des finances ?

Reste qu'une analyse des origines de la crise africaine ne peut ignorer les politiques économiques mises en œuvre. La liste des erreurs économiques est longue et bien documentée. De ce point de vue les leçons de l'histoire sont nettes et rudes.

1. Cf. *ORSTOM Actualités*, n° 52, 1997 : « Chants, danses et parades, théâtre et poésie populaires, murs et véhicules peints, ces créations sont liées aux mobilités sociales, aux migrations et à la multiplication des contacts et des expériences inter-ethniques et inter-linguistiques, inter-raciales, inter-régionales, etc. »

LES RAISONS D'UN ÉCHEC PARTAGÉ

Les économistes spécialisés tout comme les agences de coopération internationale dénoncent, après coup, sans guère de discordances, ces erreurs de politique économique. Rappeler l'essentiel de cette critique est utile, d'abord parce que le paradigme ancien n'est pas mort : il se combine, en effet, subrepticement avec le néolibéralisme désormais dominant. C'est utile aussi pour éclairer les raisons d'un rejet aussi brutal, à partir de 1982 et un peu plus tôt ou un peu plus tard pour quelques pays, alors que ce modèle de développement faisait jusque-là l'objet d'un si large consensus et d'une si forte convergence des stratégies. Mais surtout cette analyse peut être utile pour éclairer, par l'expérience antérieure, la lancinante question : Pourquoi la critique du paradigme néo-libéral actuel a-t-elle, elle aussi, autant de mal à se forger et à s'imposer que celle du paradigme dirigiste inverse qui l'a précédée ?

La première erreur fut d'oublier, négliger, pressurer les paysans. Dans des économies à large dominante rurale, la croissance, la demande à l'industrie, l'épargne, les devises ne peuvent, dans un premier temps, que venir en majeure partie du secteur agricole. Si le *surplus* produit est systématiquement et largement accaparé en dehors de l'agriculture, les paysans ne marchent plus. Ils adoptent des stratégies conservatoires, centrées sur les besoins immédiats du groupe familial. Or, par les mécanismes des caisses de stabilisation (censées faire des prélèvements lorsque les cours mondiaux étaient hauts et des versements lorsque les cours étaient bas), la ponction fut importante et quasi systématique dans les pays concernés¹. De surcroît, l'agriculture vivrière fut négligée au profit des cultures *de rente*. On pensait que, sans lancer de projets cette fois, sinon créer routes, pistes et ponts, la production vivrière suivrait la croissance démogra-

1. En Côte-d'Ivoire, pour le cacao, la part du prix mondial revenant aux planteurs a oscillé entre 25 et 35 % pendant trente ans. Il était de 70 à 90 % chez ses nouveaux concurrents, la Malaisie et l'Indonésie.

phique. On oubliait que, s'il y avait souvent des terres disponibles et des cultures vivrières associées à des cultures de rente, la force de travail, supposée abondante, était pleinement mobilisée à certains moments cruciaux et brefs des campagnes agricoles¹. On mit longtemps à admettre que, tant que la terre disponible serait relativement abondante et le travail relativement rare aux moments de la mise en culture et des récoltes, les paysans continueraient de se comporter très logiquement en préférant la culture extensive (extension des surfaces, peu de travail par hectare) à la culture intensive (beaucoup de travail sur une faible surface).

Deuxième leçon de l'expérience : un secteur industriel dominé par les entreprises étrangères, protégé par des barrières douanières, libre de transférer ses bénéfices à l'extérieur par de multiples circuits, n'est pas incité à l'innovation, à la compétitivité, au réinvestissement. Il y eut une première vague, facile, de créations industrielles pour la première transformation des ressources naturelles et la fabrication de biens de consommation courante, jusque-là pour partie importés. Mais, au fur et à mesure que les préférences commerciales postcoloniales puis européennes se réduisaient dans un marché de plus en plus ouvert, compétitif et instable, ce processus d'industrialisation s'essouffla. La fabrication des demi-produits s'amorça dans certains pays puis avorta faute d'entrepreneurs, de capitaux nationaux et de marché national ou régional de taille suffisante.

La troisième conclusion est de portée plus générale : un État qui devient omnipotent, y compris dans les activités de production, perd ses capacités, et sa légitimité, à arbitrer entre des intérêts divergents et à garantir l'intérêt général à long terme. L'État et le secteur public orientèrent de plus en plus le partage du revenu national au profit des habitants des villes et singulièrement de l'appareil d'État et de ses agents. Cet État, construit de toutes pièces et à la hâte sur le modèle de l'État colonisateur et avec son concours, n'était pas armé

1. Ce fut là un grand aveuglement des développeurs, qui mit longtemps à disparaître à force d'enquêtes et d'expertises. Les enquêtes sur les emplois du temps se révélèrent les plus fécondes pour comprendre l'organisation économique et sociale, les référents techniques et les comportements des paysans.

pour *susciter* un processus continu et endogène de développement. Les effectifs de la fonction publique proliférèrent et accaparèrent une part croissante du revenu national, décourageant les initiatives des *administrés*. Peu à peu la corruption s'installa et grandit. Elle prit souvent d'importantes proportions lorsque, en deuxième moitié des années 1970, le recyclage des pétrodollars conduisit les banques des pays industrialisés à un laxisme excessif vis-à-vis des emprunteurs des pays en voie de développement. Ce laxisme provoqua inflation et corruption qui contribuèrent aussi à l'enrichissement des plus riches au détriment des plus pauvres.

Il ne faut pas oublier non plus que pour qu'il y ait des corrompus, il faut aussi des sources de corruption. Des crédits trop faciles, une aide trop systématique, un endettement non contrôlé, une inflation importée source d'illusions, des investissements extérieurs parfois avides de profits abusifs mettent en cause aussi la responsabilité des pays riches et puissants. Je ne sais plus qui a écrit à propos de cette corruption : « Rarement un événement historique fut à responsabilité aussi partagée. »

La quatrième conclusion enveloppe les trois précédentes : le capital-argent a été trop longtemps privilégié au détriment du capital humain, c'est-à-dire les capacités des hommes et des femmes à saisir des opportunités, à innover, à prendre des risques et des responsabilités, à transformer sans cesse leur savoir-faire et à s'organiser collectivement. Les ressources humaines, comme on dit maintenant, sont *capitales*, et pas seulement celles d'élites qui, sans contrepoids, contestation et compétitions, s'étiolent ou se corrompent.

Cette politique de développement prenait corps dans des *projets*, trop souvent imposés, censés édifier les premiers étages d'une nouvelle architecture d'un développement plus autonome. Il y eut en la matière des réussites incontestables, et il y en a toujours, et des échecs spectaculaires, les fameux « éléphants blancs », plus faciles à monter en épingle mais beaucoup moins nombreux désormais. Parmi les grandes réussites citons les projets d'infrastructure qui en trente ans ont changé le paysage, l'expansion fulgurante de la culture du coton en Afrique subsaharienne francophone grâce à la

constitution de filières intégrées¹, celle du palmier à huile en Côte d'Ivoire, la victoire sur la fièvre jaune, l'éradication en Afrique de l'Ouest et du Centre de la peste bovine. Quant aux exemples d'*éléphants blancs*, ils ont alimenté régulièrement la chronique des contempteurs des politiques d'aide. Aciéries et raffineries non rentables, barrages et projets sucriers manifestement surdimensionnés, usines d'engrais ou cimenteries en dysfonctionnement permanent..., les exemples ont abondé en effet, et les projets industriels ou agro-alimentaires y eurent leur grande part. Des responsables gouvernementaux et des agences d'aide trop pressés de se manifester, des entreprises trop avides, des techniciens trop confiants dans leur savoir-faire y conjuguèrent leurs responsabilités.

Mais l'immense majorité des projets eurent des résultats mitigés et surtout peu durables dès lors qu'ils touchaient au cœur de la vie économique et sociale des populations concernées. Peu d'entre eux en effet se terminèrent en ayant rendu les bénéficiaires aptes à, ou désireux de poursuivre le processus technique ou organisationnel proposé tout en affrontant les contraintes plus globales auxquelles finissait par se heurter nécessairement le projet. Il faut voir là les conséquences d'une méconnaissance des comportements et des clivages sociaux des populations concernées, et au moins d'une réticence à les prendre en considération.

Combien de fois en effet *oublie-t-on* que les sociétés rurales sont hétérogènes et sièges d'intérêts contradictoires ? Pourquoi pense-t-on que le facteur travail n'est pas vraiment une contrainte ? Pourquoi sous-estime-t-on les problèmes fonciers, l'importance, légitime, attachée par les paysans à la sécurité alimentaire ? Pourquoi une telle confiance dans des modèles techniques intensifs, supposés tellement performants qu'ils doivent balayer toute réticence et surmonter toute contrainte ?

Si la terre appartient au lignage, si elle est le lieu d'expression des ancêtres, elle ne peut être vendue. Si la solidarité du clan prime sur

1. Malgré des conditions écologiques peu favorables (sols, climat, parasites), la production y est passée de 100 000 t de coton-fibre en 1960 à 1 million de tonnes en 1998.

tout, et les tribulations de l'histoire l'ont rendue nécessaire, comment un individu peut-il s'enrichir seul sans encourir la jalousie, des sanctions, l'exclusion ? Si la sécurité collective à coûts et bénéfices réduits est préférée à l'innovation individuelle porteuse de gains substantiels mais incertains, si le regard amical sur la nature et l'emploi du temps et de l'argent à des fins sociales et culturelles l'emportent sur l'exploitation intensive des ressources naturelles, où seront les entrepreneurs chers à Schumpeter ? Il ne s'agit pas d'idéaliser ici des sociétés dont on sait qu'elles peuvent être inégalitaires, hiérarchisées, violentes parfois, rompues à l'art de l'adaptation souvent, mais de comprendre que de telles sociétés ne peuvent à marches forcées et sans transition se couler dans un modèle étranger à leur histoire et à leur culture. L'homme occidental se montrait trop pressé et trop pressant, trop sûr de sa force, de sa science et/ou de sa bienveillance. Cette hâte est toujours la même dans la plupart des projets et programmes de développement actuels.

C'est le mérite des chercheurs en sciences sociales et d'experts de terrain polyvalents que d'avoir, dès les années 1960, montré que ces sociétés étaient diverses, complexes, structurées. Ils ont montré qu'elles poursuivaient, avec intelligence et ténacité, une adaptation raisonnée à des conditions naturelles ingrates et à des vicissitudes historiques très nombreuses. Ils montrèrent — en scrutant l'histoire de ces sociétés, leurs terroirs, leurs structures sociales, leurs migrations, leurs règles de répartition du surplus — que la manière dont ces sociétés se transformaient n'était pas immédiatement compatible avec les exigences de compétitivité, d'individualisation, de marchandisation du mode de production capitaliste venu d'Europe¹.

Le mérite, à mon sens, de ces travaux n'est pas seulement d'avoir décrit par le menu et dans leur solidité des sociétés différentes des nôtres. Il est aussi d'avoir montré que, le moment venu et une fois les conditions et incitations réunies, ces sociétés, si dépendantes des

1. L'ORSTOM, dès 1964, sous la houlette de prestigieux professeurs (Balandier, Nicolai, Pelissier, Sautter), organisa une analyse systématique et fine des terroirs, groupes ethniques, communautés rurales, économies locales. On a peine à imaginer le changement de regard opéré par ces travaux.

aînés et des notables fussent-elles, si soucieuses de sécurité et d'équilibre qu'on les eût crues immobiles ou *bloquées*, se révélaient, comme partout, remarquablement innovatrices et dynamiques. Car ce qui est très caractéristique de cette époque, et qui subsiste encore à un moindre degré, c'est qu'on ne *voyait* pas les réussites sans projets – or il y en eut, et de nombreuses – ou qu'on en faisait des exceptions anormales.

J'ai déjà évoqué l'expansion de la culture du cacao en Côte-d'Ivoire à l'encontre des directives administratives. Il en fut de même de la croissance spectaculaire de la production d'arachide au Sénégal liée à l'essor de la confrérie musulmane mouride. Le formidable esprit d'entreprise des Bamilékéés de l'Ouest-Cameroun est si reconnu qu'il suscite jalousies et oppositions des autres communautés ethniques du Cameroun et parfois même des limitations d'ordre administratif : production et commercialisation du café arabica, cultures maraîchères, entreprises de commerce et de transport et maintenant investissements industriels, *tontines* d'affaires, ils ne cessent d'investir l'économie camerounaise. Toujours au Cameroun, l'utilisation spontanée, rapide, à grande échelle du mil *muskwari* – variété anciennement connue et qui a la propriété de pouvoir être repiqué dans les terres argileuses à la fin de la saison des pluies – a révolutionné l'économie de cette région en libérant la force de travail au profit de la culture du coton en saison des pluies. Les grands, riches et puissants commerçants haoussas qui étendent leurs réseaux dans toute l'Afrique, et même au-delà, témoignent que le secteur informel peut être très efficacement structuré tout en échappant au fisc et à toute connaissance statistique, etc.

À cette trop fréquente méconnaissance des réactions des populations soumises à projet comme des dynamismes de groupes sociaux qui réussissent sans concours extérieurs, s'ajoutent les dysfonctionnements propres à la pratique de l'aide-projet. Ceux-ci ont été l'objet d'analyses circonstanciées dont les principales conclusions peuvent être résumées succinctement. D'abord l'aide-projet est rarement une réponse à une demande explicite des bénéficiaires. La pratique de l'aide par l'offre s'est installée et avec elle des méthodes et des habi-

tudes qui conduisent à ignorer les signaux de la demande. Elle est inspirée pour partie par la volonté des donateurs de planter leur drapeau et d'implanter leurs intérêts. Et ne peut-on rattacher cette pratique presque exclusive de l'offre à cette conviction implicite qu'il y a d'un côté les développeurs qui savent et qui ont les moyens, de l'autre les « à développer » qui n'ont pas les savoirs ni les savoir-faire voulus et qui sont si démunis que tout ou presque leur est bon ? Toujours ce regard d'en haut et donc *de haut*. Comment s'étonner alors que les bénéficiaires fassent un usage abusif d'une aide sans contrepartie et de projets dont le coût pour eux paraît quasiment nul ? Ensuite la gestion du temps, source permanente de conflits, est au cœur de ce qui sépare donateurs et bénéficiaires. Le temps du développement, de la construction d'institutions, du renforcement des capacités des individus et des groupes n'est pas celui des donateurs ni des experts. Les développeurs sont paradoxalement plus pressés d'atteindre des résultats que les développés. Question de culture, du culte de l'efficacité pour les premiers mais aussi d'ignorance des nécessaires mutations, sans négliger les contraintes que fait peser sur les experts le mode d'évaluation d'un moment de leur carrière. Les experts vont et viennent, ils ne sont pas jugés aux résultats en termes de développement, longs à se faire sentir, mais seulement à la rapidité de la mise en œuvre des options et moyens de l'aide. Enfin, la pratique de l'aide apparaît souvent incohérente parce qu'elle cherche à s'attaquer simultanément à de multiples problèmes. Trop nombreux, les projets sont mal coordonnés et le dialogue de l'aide est souvent difficile. Les accords de projets se font fréquemment avec un certain nombre de non-dits partagés : objectifs trop ambitieux, délais trop courts, promesse de contreparties des pays bénéficiaires irréalistes. La coopération devient en fait une négociation conflictuelle.

Les travaux de certains chercheurs et experts laissaient déjà pressentir l'impasse. Mais le paradigme, quelque peu condescendant, de la distinction développeurs-développés était si prégnant que les dévoilements scientifiques ne le modifiaient que très lentement. De plus, ces travaux étaient éparpillés, souvent peu et mal diffusés, trop critiques ou trop ésotériques pour être recevables dans les sphères du

pouvoir. Ce qui pose la lancinante question, toujours actuelle, des liens entre recherche et prises de décisions politiques. Elle sera abordée dans la dernière partie de cet essai.

Il est clair que cette stratégie de croissance administrée n'a pas trouvé les *passages* vers une voie de développement durable. Elle faisait comme s'il fallait construire une économie moderne sur une *table rase*. Elle méconnaissait les sociétés concernées. Basée sur la multiplication des projets dont la qualité technique et le *taux de rentabilité interne* étaient les qualités recherchées en priorité, elle ne prenait pas en considération les dimensions sociales, culturelles et politiques qui régulaient, beaucoup plus fortement qu'on ne le pensait, les comportements des groupes humains concernés. Enfin, c'était une stratégie de développement projetée d'en haut et de l'extérieur, incapable d'articuler en un processus dynamique, cohérent et endogène les histoires à succès locales – il y en eut – et les efforts d'une planification indicative non dénuée de pertinence ni d'ambition.

Cette stratégie de croissance dirigée sera brutalement remplacée par l'ajustement néo-libéral qui, depuis vingt ans, tente de substituer le marché, l'individu et l'entreprise à la rente collective et à l'État, sous la tutelle renforcée des pays développés. Cet ajustement a-t-il ouvert la voie d'un développement durable et partagé ? A-t-il au moins, par l'expérience acquise et le formidable effort d'investigations, d'analyses et de recherches qui l'a accompagné, balisé les passages vers une voie de développement plus solidaire ?

FASCINANTE BANQUE OU LE FACE-À-FACE MARCHÉ/PAUVRETÉ

Au début des années 1980 et face à l'échec des stratégies de croissance administrée, sanctionné par des déséquilibres financiers devenus insupportables, la libéralisation des économies en développement, par un retournement spectaculaire, est devenue le ressort des interventions des bailleurs de fonds dans les pays en développement. Cette politique a pris corps dans des Programmes d'ajustement structurel (PAS) coordonnés, et en fait conçus et conduits par les institutions de Bretton Woods, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

Cette voie libérale du développement, accordée à la mondialisation accélérée des échanges économiques et financiers, dure depuis vingt ans, autant que la voie dirigiste qui l'a précédée. Mais elle n'a pas réussi à réduire massivement la pauvreté et elle a plutôt accru les inégalités. Elle est désormais de plus en plus largement contestée. La Banque mondiale, référence absolue et maître d'ouvrage reconnu de cette stratégie, fait désormais de la lutte contre la pauvreté sa priorité des priorités. Ce qui la conduit à composer avec la rigueur de ses principes libéraux, sans bien savoir encore où cette évolution la conduira.

L'histoire du face-à-face marché/pauvreté pendant les vingt dernières années, c'est donc aussi, en quelque sorte, l'histoire de la Banque mondiale. En retraçant ici cette fascinante histoire, nous n'éclairerons pas seulement l'histoire récente du développement, nous commencerons, chemin faisant, à braquer les projecteurs sur les enjeux de l'avenir.

TROUBLANTE FASCINATION

La Banque mondiale a réussi en trente ans ce tour de force de se faire appeler partout *La Banque*. À s'acharner à vouloir développer les pays sous-développés – avec une autorité de moins en moins contestée et une obstination non exempte de virages accentués quoique discrets –, elle a connu un développement prodigieux.

Elle mobilise au pas de charge plus de 9 000 personnes, aux curriculum vitæ généralement impressionnants. Elle prête chaque année de 25 à 30 milliards de dollars et intervient désormais sur tous les fronts du développement, depuis la construction de routes et d'écoles jusqu'à la promotion des femmes et la défense de l'environnement, en passant par la configuration des politiques économiques et la manière de gouverner. Elle est le chef de file reconnu des bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux. Les investisseurs privés ne s'aventurent dans les pays non industrialisés que lorsque FMI et Banque mondiale, jumelles inséparables mais qui ne portent pas les mêmes lunettes, y ont établi leurs règles et *conditionnalités*, après un dialogue plus ou moins inégal avec les gouvernements. Comme on dit, la Banque est, en matière de développement, *incontournable*. Davantage encore, je dirais qu'elle fascine, non seulement parce qu'elle est la référence obligée pour tout ce qui couvre analyses, projets et politiques de développement – suscitant des réactions d'admiration ou de répulsion parfois excessives –, mais surtout parce qu'elle braque les regards plus, peut-être, sur ce qu'elle pense, dit et propose que sur ce qui se passe réellement dans les pays en développement.

Je ne me placerai pas ici sur son terrain d'excellence, à la fois technique et économique, car elle y est quasiment imbattable. C'est d'ailleurs cela peut-être qui fait problème : elle a pratiquement réponse, dans son ordre, à toute critique, par défaut d'alternative crédible de la part de ses contradicteurs. Mais la moins mauvaise réponse n'est peut-être pas la bonne. Pour la mettre en défaut, sur telle ou telle articulation de son blindage extérieur, il faut rentrer

dans des joutes à la fois techniques, statistiques, économiques et politiques, qui réclament des analyses complexes et spécialisées. Et la Banque a un art consommé de reconnaître, en son for intérieur, ses erreurs et ses faiblesses, et de tout faire pour y remédier. En son for intérieur, car elle ne reconnaît guère ses erreurs publiquement : elle défend la ligne de front qu'elle occupe tout en préparant une position de repli qu'elle présentera comme une avancée.

Chercheur français ayant collaboré avec de nombreux spécialistes de disciplines diverses et à des échelles géographiques et politiques variées, j'ai été conduit par mes travaux de statisticien et de macro-économiste à investir les mêmes champs d'action que la Banque mondiale. Pourquoi alors, au fur et à mesure que je connaissais mieux cette formidable institution, admiration et circonspection à son égard grandissaient-elles simultanément ? Je voudrais suggérer ici que, à poursuivre ses avancées sur sa trajectoire parfois sinueuse, la Banque mondiale ne va pas tarder à buter sur des obstacles qui vont la contraindre – dans cinq ans, dans dix ans je ne sais – à changer radicalement la philosophie de son action et donc sa nature. Alors que la recherche francophone, malgré sa timidité, secrète une certaine intelligence du développement dont la portée politique à long terme me paraît essentielle. Cette pratique sait entendre et comprendre la parole – dans son histoire, sa diversité et sa richesse – de ceux qui jusqu'à présent n'ont guère eu voix au chapitre fermé des développeurs : les hommes et les femmes des pays les plus pauvres du monde. Ce n'est certes pas suffisant, mais, à mon sens, c'est indispensable.

Je ne peux ici qu'esquisser à grands traits, injustes parfois dans leurs raccourcis, ce débat fondamental. Lorsque j'étais directeur général de l'ORSTOM, un des plus importants vice-présidents de la Banque mondiale m'a dit à Washington : « Nous ne savons pas, à la Banque, ce que vous, Français, vous savez. » Affirmation ambiguë. Voulait-il déplorer que la Banque ne sait pas bien sur quoi portent nos connaissances, et donc ne peut pas dire quel est notre savoir accumulé, parce que nous ne savons pas le lui transmettre ? Ou voulait-il suggérer que, de part et d'autre, nos compétences, nos manières de voir et de faire sont différentes car issues d'une culture,

d'une idéologie, d'une philosophie politique sans guère de communes mesures ? Autrement dit, « nous ne savons pas quel est votre savoir » ou « nous n'avons pas les mêmes savoirs » ? C'est plutôt sur cette deuxième interprétation qu'est fondé le présent chapitre.

UNE MONTÉE EN PUISSANCE IRRÉSISTIBLE¹

Depuis sa création en 1944, à Bretton Woods et en même temps que le FMI, la Banque mondiale a mis toute son énergie et tout son savoir-faire au service du développement des pays pauvres. En 1950, le nombre d'États-membres, donc susceptibles de bénéficier de ses prêts, s'élevait à 50. Ils sont aujourd'hui 181. Elle employait à l'époque moins de 500 personnes, ses collaborateurs permanents sont actuellement 9 300, et elle finance en outre chaque année des milliers d'expertises, consultations, études et évaluations. Elle prêtait 6 milliards de dollars (valeur 1990) par an, elle en prête actuellement 29 et coordonne, contrôle ou déclenche des financements, prêts ou dons, multilatéraux ou bilatéraux, publics et parfois privés, 3 fois plus importants. À ses débuts, ses interventions concernaient essentiellement la réalisation de projets dans les secteurs des infrastructures de communication et de l'énergie. Ces deux secteurs mobilisaient en 1965 plus des deux tiers de ses prêts.

Empruntant sur les marchés internationaux et prêtant aux États bénéficiaires des projets, sa crédibilité sur les marchés des capitaux dépendait – outre de la qualité et de la prudence de sa gestion financière, toujours et partout reconnues – de la qualité technique et économique des projets et de la solvabilité globale des États emprunteurs. Sur « l'évaluation des projets », la Banque mondiale s'est forgé très rapidement une compétence exceptionnelle. Et pour s'assurer de

1. Pour plus de détail sur cette histoire, cf. Z. Laïdi, *Enquête sur la Banque mondiale*, Paris, Fayard, 1999, auquel nous avons emprunté ici certains éléments d'information et d'analyse.

la solvabilité de l'État emprunteur lors des échéances de remboursement elle s'est construite une expertise économique générale fondée sur l'élaboration d'analyses macro-économiques. Dès 1951, elle diligentait des missions d'appui à la planification en Amérique latine et au Proche-Orient. Depuis lors, là encore, elle n'a cessé de raffiner ses méthodes, rassemblant minutieusement et inlassablement les statistiques nécessaires, élaborant des modèles de plus en plus sophistiqués, y adaptant les hypothèses théoriques (keynésiennes puis libérales) sous-jacentes. Enfin, comme l'économie des pays en développement est très souvent fondée sur quelques matières premières exportées, elle s'est faite une spécialité de l'étude des marchés internationaux de ces matières premières. Elle s'efforce d'anticiper productions et demandes mondiales et donc les cours correspondants, paramètres essentiels de la solvabilité à moyen terme des économies et donc des États.

La conjugaison de ces trois compétences – qualité technique des projets, cadrage macro-économique, anticipation des marchés des matières premières – a suffi, quoiqu'on puisse dire de la fiabilité de ces estimations et des hypothèses doctrinales sur lesquelles elles reposent, à donner une crédibilité indiscutée à sa signature sur les marchés financiers et une autorité peu discutable à ses propositions aux États emprunteurs.

Un premier tournant a été pris lorsque fut créée, en 1960, l'Association internationale pour le Développement (AID), « second guichet » de la Banque, lui permettant d'octroyer des prêts à faible taux d'intérêt (0,5 %) et à long terme (jusqu'à cinquante ans) aux pays les plus pauvres. La solvabilité des États emprunteurs, la rentabilité économique à moyen terme des projets n'étaient plus alors les seuls critères d'intervention de la Banque. Celle-ci a intensifié son action dans des secteurs à rentabilité plus diffuse et plus lointaine comme l'agriculture, l'éducation, la santé et dans des pays à solvabilité plus incertaine comme quelques pays asiatiques et de nombreux pays africains. Simultanément, elle a accru son autorité en assurant la coordination, pour l'Inde et le Pakistan, des premiers groupes consultatifs des bailleurs de fonds aux pays en développement.

En 1970, elle contrôlait déjà onze des dix-huit groupes de coordination de l'aide des pays occidentaux.

Le second tournant de cette montée en puissance fut pris avec l'arrivée à la présidence de la Banque de Robert Mac Namara, qui devait régner sur l'institution de 1968 à 1981. Il déclara que la lutte contre la pauvreté serait désormais la *nouvelle frontière* de la Banque, procéda en 1972 à la première réorganisation interne depuis vingt ans, impulsa de véritables *programmes sectoriels* en matière d'agriculture, d'éducation et d'urbanisme. En 1970, le montant des prêts était déjà le double de la moyenne des années 1964-1968. En 1975, les prêts à l'agriculture représentaient 32 % des prêts de la Banque et étaient la première priorité, contre 15 %, en troisième priorité, dix ans plus tôt. On peut dire que, pendant ce règne, la Banque mondiale prit les problèmes du sous-développement à bras-le-corps. Elle se heurta à des réalités sociales, organisationnelles et politiques variées, et parfois déroutantes, que, jusque-là, les projets d'infrastructures et les modèles macro-économiques lui avaient permis de contourner. Elle préconisait des orientations stratégiques qui, à certains égards, étaient judicieuses, novatrices et courageuses et qui avaient fait l'objet d'études toujours aussi méthodiquement préparées. Pendant cette période, en raison même de son ambition, elle se fourvoya dans quelques impasses. J'en retiendrai deux, particulièrement significatives¹.

En matière d'éducation, l'idée directrice, de 1973 à 1979, fut, en Afrique, de promouvoir « l'enseignement non formel », c'est-à-dire des programmes et des méthodes susceptibles de préparer dès l'enseignement primaire la majorité des enfants aux métiers qui les attendaient au sein de leurs milieux de vie. D'où la création de filières de formation *ruralisées* dans les campagnes, *techniques* dans les villes, en revalorisant partout le travail manuel et les savoir-faire pratiques. D'où l'expérimentation de méthodes pédagogiques et de formules institutionnelles nouvelles : enseignement à distance par télévision et par correspondance, centres de formation rapide pré-

1. Cf. Z. Laïdi, *op. cit.*, 1989, p. 134.

professionnels... Stratégie révolutionnaire qui aboutit à une impasse, reconnue en 1980. Il fallut admettre que les attentes des parents, des maîtres, des enfants, des élites au pouvoir n'étaient pas conformes à cette stratégie. Ces filières professionnalisées sont apparues, malgré les moyens qui y furent consacrés, comme des formations « au rabais ». On leur reprochait de limiter l'horizon et les débouchés professionnels des jeunes, de rompre avec l'irrésistible conviction selon laquelle l'école est d'abord, par l'acquisition de diplômes reconnus, instrument de promotion sociale. Cette expérience a révélé une double faiblesse. La Banque mondiale, pas plus d'ailleurs que les autres agences de coopération, n'est armée pour s'attaquer à des problèmes complexes exigeant une vision de très long terme. Et elle est peu apte à prendre en considération les attentes et les comportements des destinataires de ses interventions dès lors que ces attentes et comportements lui paraissent *anti-économiques*, c'est-à-dire contraires, de son point de vue, à leurs intérêts bien comptés.

Il en fut de même, au cours de cette période et *mutatis mutandis*, des interventions de la Banque en matière de développement urbain. Comme le disait Mac Namara : « Si les villes ne commencent pas à aborder de façon plus constructive le problème de la pauvreté, la pauvreté commencera à se manifester de façon plus destructive dans les villes. » Une stratégie d'intervention fut définie en 1975 reposant sur deux idées. Première idée : le développement urbain doit faire l'objet d'une vision intégrée qui articule les interventions en matière de voirie, transports, réseaux, de logements, de règles foncières, de gestion municipale, d'emploi. Deuxième idée : le coût de ces interventions doit être pour partie répercuté sur les usagers. Ces deux idées donnèrent naissance au concept de « trames assainies », c'est-à-dire de parcelles bénéficiant d'un équipement collectif minimum mais pour lesquelles la construction des logements et le raccordement aux réseaux seraient à la charge des occupants. Nouvelle révolution volontariste qui demandait aux populations urbaines de se comporter en agents économiques *raisonnables*. La Banque se heurta là encore à des difficultés inextricables et imprévues, au premier rang desquelles la complexité des droits fonciers, à la fois coutumiers

et modernes, collectifs et individualisés, et plus ou moins monnayables. Cette indétermination des droits fonciers engendra revendications, querelles, trafics, incertitudes qui alourdirent considérablement coûts et délais des projets, mirent en question le principe de responsabilité individuelle de l'occupant et aboutirent dans bien des cas à l'éviction des populations allochtones les plus pauvres. S'ajoutèrent les carences des administrations municipales et la difficulté à apprécier les capacités contributives de familles à dimensions incertaines, pratiquant des activités multiples et souvent informelles, et peu habituées à payer les services publics. De fait, les réalisations de trames assainies ne furent pas à la hauteur des ambitions initiales et n'eurent pas le caractère exemplaire que l'on escomptait. Localisées et sectorielles, elles n'étaient pas généralisables sans des interventions multisectorielles, pluridisciplinaires et globales, ni sans longue durée. La Banque mondiale se heurtait là à une impasse, faute d'avoir trouvé les trois « passages » évoqués précédemment.

Les impératifs macro-économiques nés des déséquilibres financiers incontrôlés dans de nombreux pays firent prendre à la Banque mondiale, au début des années 1980, le troisième tournant de son histoire, celui des Programmes d'ajustement structurel. Elle allait affronter par le haut les contraintes rencontrées dans ses projets sectoriels. Les politiques macro-économiques libérales devaient laisser aux forces du marché le soin d'engendrer les modifications de comportements nécessaires à une gestion plus efficace des économies en développement.

DES PAS PASSE-PARTOUT ?

Au début des années 1980, nombre de pays en développement ayant épuisé les principaux bénéfices de leurs filières d'exportations de produits de base et les facilités immédiates du recyclage des pétrodollars se retrouvèrent avec une balance des paiements fortement déficitaire, des finances publiques exsangues et, bien souvent, une

inflation galopante. La montée des taux d'intérêt, la détérioration des termes de l'échange, la récession dans les pays industrialisés firent exploser ces déséquilibres, rendant impossibles le remboursement de la dette extérieure et la poursuite des interventions de l'État, trop souvent d'ailleurs excessives et inefficaces.

Le FMI au premier rang, la Banque mondiale au second mirent au point, ensemble, des programmes de réformes macroéconomiques visant d'abord à rétablir les équilibres financiers et à réduire l'inflation. Ce fut le volet « stabilisation » de l'ajustement. Mais ces réformes visaient aussi à une réallocation des facteurs de production (les investissements et le travail) plus efficace et plus compétitive. Ce fut le volet « structurel » de l'ajustement dont on attendait plus de croissance et d'exportations, donc plus de devises et de recettes fiscales, donc des équilibres financiers durables.

Au cœur de ces programmes, il y avait une stratégie néo-libérale de réhabilitation des mécanismes du marché au détriment des interventions de l'État : les prix du marché, et en fin de compte ceux des marchés mondiaux, devaient déterminer les choix des opérateurs économiques. Dans cette perspective, les activités productives du secteur public devaient être transférées au secteur privé, les protections douanières progressivement abaissées, les réglementations réduites au minimum, les dépenses de l'État dégonflées, les prix aux producteurs agricoles relevés...

Pour ce faire, FMI et Banque mondiale proposèrent systématiquement un ensemble de mesures standardisées dont la mise en œuvre conditionnait l'accès à leurs financements d'*ajustement structurel*. Ceux-ci, à décaissements rapides, devaient servir à financer temporairement les importations, à équilibrer la balance des paiements, et à supporter le coût initial des réformes des structures économiques. Ces programmes d'ajustement structurel (PAS) se multiplièrent, et se ressemblèrent beaucoup d'un pays à l'autre. En 1989, ils mobilisaient 25 % des financements de la Banque mondiale. Ils ont fait, au début, couler beaucoup d'encre et de salive, mais, avec le temps, quoiqu'il ait fallu les renouveler plusieurs fois dans nombre de pays, leur nécessité de principe fut de plus en plus largement reconnue.

C'est leur *suffisance* qui restait, et reste contestée : on doute qu'ils suffisent à engendrer une croissance durable tout en réduisant significativement la pauvreté, on reproche à leurs promoteurs leur assurance systématique et brutale.

Ces PAS donnèrent aux institutions de Bretton Woods un pouvoir considérable. Comme le disait le principal vice-président de la Banque, E. Stern, ils donnèrent au FMI et à la Banque mondiale « le droit de siéger au Conseil des ministres des États ». À l'origine, ils étaient conçus comme des instruments de changements rapides, ce qui pouvait justifier leur caractère draconien. Il faut avoir vu, pour mesurer cette puissance, une mission mixte FMI-Banque mondiale débarquer dans un pays pour y négocier un programme d'ajustement structurel. Arrivant bardée de statistiques, de comptes, de modèles et de recommandations préétablis, la mission a le droit de *passer partout*, pour contrôler comptes, statistiques et bilans, prendre connaissance de tout rapport, discuter avec toute autorité administrative, négocier avec les plus hautes autorités de l'État. Ce savoir-faire est véritablement impressionnant. Dès lors qu'un gouvernement, aux abois financièrement, n'est pas capable d'opposer une expertise nationale expérimentée, il lui est difficile de négocier¹.

Quoiqu'il en soit de cette panoplie faite, sauf exceptions, de savoirs peu contestables, de financements indispensables, d'autorité insurpassable, que peut-on dire des PAS, plus de quinze ans après le lancement de la première série ? D'abord reconnaître qu'il fallait courage, ténacité et volonté stratégique pour s'attaquer à des États qui, même s'ils étaient souvent faibles, inefficaces et corrompus, revendiquaient hautement leur pouvoir, sinon toujours leur droit, d'exprimer l'intérêt national. Bien sûr, les institutions de Bretton Woods se sont toujours défendu d'empiéter sur leur souveraineté et ont mis au point de minutieux mécanismes de négociations et de signatures d'accord censés exprimer cette souveraineté à chaque étape de la négociation. Dans certains cas, comme ceux d'économies

1. D'excellents experts nationaux ont été formés. Mais, trop souvent, ils trouvent débouchés de carrière et rémunération séduisante dans des organismes internationaux.

dites émergentes dont les États, solides et compétents, étaient confrontés, croyait-on, davantage à des problèmes financiers conjoncturels qu'à des problèmes de développement structurel, la négociation pouvait être considérée comme équilibrée et *appropriée*. Mais, dans les autres, les plus nombreux, ceux pour lesquels l'ajustement est vraiment structurel et touche à la répartition des revenus et des pouvoirs, personne n'est dupe de cet habillage qui laisse irrésolue la contradiction suivante : faire entériner par un État affaibli la responsabilité de réformes très profondes. Il faut reconnaître aussi, ce que beaucoup de détracteurs avaient tendance à oublier, que la situation déclenchant la mise en œuvre d'un PAS n'était pas tenable. Si on ne peut plus acheter à l'extérieur des produits vitaux, si l'État ne peut plus fonctionner (ne serait-ce qu'en rémunérant ses agents) ni honorer sa dette, si l'inflation se transforme en hyperinflation impossible à maîtriser, bref si les mécanismes économiques divaguent et si la puissance publique se délite, quels moyens reste-t-il pour redresser la situation ? Une aide financière sous condition de remise en ordre vaut alors mieux que guerres civiles, famines, désintégration de l'économie et anomie des structures sociales et politiques. Il faut donc juger les PAS à ce qu'ils ont engagé durablement ou non ce processus de remise en ordre, et non au degré de réalisation d'objectifs souvent, c'est indiscutable, trop ambitieux et trop impératifs. Comparaison difficile entre ce qui a été et ce qui se serait produit sans ajustement. Les succès rencontrés, dans des pays à revenus intermédiaires comme dans des pays *moins avancés* ayant mis en œuvre très tôt ces processus d'ajustement, tendent à montrer que ce sont davantage le contenu et les modalités de mise en œuvre de ces réformes qui peuvent être mis en question que leur nécessité.

Cependant, dans les pays les moins avancés, et en particulier en Afrique, les PAS n'ont pas fait la preuve de leur durable efficacité. À preuve, il a fallu, il faut toujours les renouveler un peu partout malgré les lourds sacrifices sociaux qu'ils impliquent. Une croissance durable ne s'est pas manifestée, et, selon la Banque mondiale elle-même, la pauvreté n'y a pas substantiellement reculé. Dans un de ses récents rapports, elle observait qu'au train où vont les choses il

faudrait soixante-dix ans de rigueur économique pour que chaque habitant double un revenu qui, aujourd'hui et pour 30 % de la population, équivaut à 1 \$ US par jour.

Pour expliquer ces résultats mitigés, et parfois décevants, des économistes se sont interrogés sur la pertinence et l'efficacité des mesures prises ou de la combinaison qui en fut faite. Pour répondre à ces questions en forme de critiques, la Banque mondiale s'est efforcée d'adapter les PAS, de les rendre plus flexibles et de les compléter tout en gardant les mêmes principes de base. Face aux difficultés rencontrées, entraînant derrière elle de nombreux bailleurs de fonds, elle a été conduite à s'attaquer à des problèmes comme ceux de la *good governance*, de la lutte contre la pauvreté, du développement des ressources humaines, qui ont des implications politiques, sociales et culturelles fortes, débordant largement la sphère de l'économie, même largement dessinée. On peut donc légitimement se demander s'il n'y a pas là des enjeux intellectuels et politiques fondamentaux, jusqu'à présent trop négligés, voire ignorés, que la nature même de la Banque mondiale ne lui permet pas d'affronter efficacement. Comme si, en fin de compte, les atouts qui la caractérisent se retournaient en faiblesses constitutives.

L'ENVERS DE LA MÉDAILLE

La force de la Banque mondiale repose pour partie sur sa prodigieuse capacité à rassembler et à élaborer des statistiques et à les mettre au service d'analyses économiques sous-tendues par l'idéologie libérale. Qu'il s'agisse des projets ou des cadrages macro-économiques exigés par sa politique financière et les programmes d'ajustement structurel, il est très difficile de lui opposer des calculs différents dès lors qu'elle dispose d'un quasi-monopole de l'ensemble des données nécessaires. De surcroît, ces données sont *moulinées* dans des modèles *ad hoc*, pas toujours très transparents, destinés à calibrer et à justifier les mesures qu'elle propose. Elle fait des résultats atten-

us une véritable norme appelée à discipliner le comportement des agents économiques dans l'univers des valeurs de rendement qui est fondamentalement le sien. Elle incarne l'idéologie d'un changement qualifié de progrès dès lors qu'on lui applique la force du calcul économique et du *management*. Elle applique d'ailleurs à elle-même ce culte de l'efficacité.

Mais cette norme ne peut être un absolu. La liberté d'entreprendre et le désir d'enrichissement des individus sont conditionnés par une exigence de cohésion sociale faite de références communes qui donnent sens ou valeur à l'existence et à l'action. C'est cette cohésion sociale qui est source de la confiance en l'avenir et du minimum de stabilité indispensables à la prise de risque calculée.

La difficulté d'intégrer efficacement les interventions micro-économiques que sont les projets et les politiques macro-économiques s'explique par le fait que les prix, supposés assurer cette mise en cohérence, ne jouent pas toujours le rôle qui leur est imparti par la théorie libérale. Ils sont supposés déterminer à la fois les comportements des individus et les équilibres macro-économiques. Mais la conduite des individus n'est pas seulement régie par leurs intérêts économiques personnels immédiats, elle dépend aussi de leur appartenance à ces structures intermédiaires que sont les groupes sociaux, les institutions politiques, les territoires dont la logique de fonctionnement ne peut se ramener aux intérêts économiques de chacun de leurs membres ou occupants. Le « passage » du micro au macro, du local au global n'est pas seulement ni toujours assuré par les prix.

La Banque mondiale se heurte aussi à la nécessaire durée qu'implique tout processus de développement et qui n'est pas la même que celle qui régit le fonctionnement d'une banque, même d'une banque dédiée au développement. Le critère d'évaluation interne qui y prévaut est celui de la rapidité des décaissements des crédits consentis, supposée signifier que le projet ou le programme est mené à bonne fin. Ce critère peut jouer au détriment de la qualité technique et économique des projets ou des programmes. Mais surtout, il détourne la responsabilité des agents de la Banque du seul critère qui vaille en dernier ressort : la qualité des résultats obtenus.

Pour élaborer un projet il faut deux ou trois ans, pour l'exécuter de l'ordre de quatre ou cinq ans, pour juger de ses effets directs un peu plus, de ses effets indirects sensiblement plus encore. Au terme de l'évaluation des résultats, si elle est faite, les promoteurs du projet ont depuis longtemps changé de poste. Pour un PAS, le délai entre conception et évaluation est sans doute plus court, mais ce sont ses effets à long terme, diffus, variés mais certainement importants, qui ne peuvent être évalués. Le déroulement des carrières du personnel de la Banque n'est donc pas lié à la qualité des résultats obtenus eu égard à la mission de l'institution. Quant à l'institution dans son ensemble, devant qui assume-t-elle une responsabilité globale ? Il existe certes un Département de l'évaluation. Son directeur est nommé par le Conseil d'administration et est responsable devant ce seul Conseil. Mais la Banque n'a pas à répondre politiquement de ses erreurs ou de ses échecs alors que ses interventions dans les pays en développement ont des dimensions politiques croissantes. Les seules sanctions seraient la défiance des marchés financiers internationaux pour ses emprunts ou celle des États les plus riches qui dominent son conseil d'administration et qui assurent les dotations à l'AID. Mais les uns et les autres sont bien peu capables ou bien peu soucieux, sauf les États-Unis, d'« évaluer » les évaluations de la Banque. Et celle-ci partage avec les États-Unis une confiance absolue dans les bienfaits du libéralisme économique.

Au demeurant, un processus de développement ne peut être prévu, organisé et évalué par les seuls outils d'analyse économique. Ceux-ci sont intrinsèquement *conservateurs* en ce sens qu'ils se réfèrent à des types de comportements des individus et des structures qu'il s'agit précisément de changer. Les projections économiques ne peuvent pas configurer les changements technologiques, sociaux et politiques à échéance de dix ou vingt ans. Quel sera l'effet d'Internet dans quinze ans en Afrique ? Comment se conduiront alors les enfants qui ont maintenant moins de 10 ans ? Quel type d'État y prévaudra ? Comment fonctionneront les immenses conurbations urbaines des littoraux aux arrière-pays à la fertilité biologique dangereusement réduite ? La Banque mondiale commence à reconnaître

la nécessité d'une prospective à long terme, au moins pour elle-même, mais celle-ci relève de compétences qui n'ont guère à voir avec celles des économistes qui dominent actuellement l'institution.

Enfin, et plus fondamentalement, le tournant pris par la mise en œuvre des PAS peut s'analyser comme une application systématique et impérieuse de la doctrine libérale à l'intérieur des économies en développement. D'où ce paradoxe, pour une institution qui prêche le libéralisme, d'imposer à des États qu'elle veut réduire des conditionnalités de plus en plus nombreuses¹. Les impuissances et effets pervers de ce libéralisme économique et financier, dès lors qu'il n'est pas régulé par les instances politiques, ne sont plus à démontrer, en dépit du supplément de richesse mondiale que l'on peut lui imputer. Ses fondements théoriques ont été ébranlés ces dernières années. Et chacun peut constater que cette liberté sans le contrepois d'un État fort, arbitre et stratège renforce, de manière générale, les plus forts et affaiblit les plus faibles.

Face à cet enjeu, la Banque mondiale, qui met de plus en plus en avant la défense des pauvres, n'en peut mais car elle est, de fait, irresponsable politiquement. En dernier ressort, la lutte contre la pauvreté, c'est-à-dire contre la misère et pour une certaine dignité faite de liberté et d'équité, sera menée par les pauvres eux-mêmes. Elle quittera les terrains économiques *stricto sensu*, micro comme macro, pour gagner, à chacun de ces niveaux, ceux du politique et du social.

UNE NOUVELLE BANQUE ?

Les difficultés à prendre en compte le long terme, à dépasser les limites du calcul économique, à articuler le local et le global pour réduire la pauvreté, ne pourront être surmontées par un supplé-

1. Le nombre de conditionnalités par prêt d'ajustement est passé en moyenne de 39 en 1988 à 56 en 1991. La Banque a récemment reconnu que ces conditionnalités échouaient généralement à induire des améliorations durables des politiques suivies.

ment d'expertise, de calcul, de financements, de priorités, de conditionnalités. La Banque mondiale a commencé à faire l'expérience de ces difficultés politiques au fur et à mesure que s'épuisait ses possibilités d'intervention au cœur de la pauvreté. Sa myopie sur le long terme et sur les rapports conflictuels entre les divers acteurs sociaux n'est pas tant liée à son statut de banque qu'à l'idéologie libérale qui fonde, en dernier ressort, ses pratiques. Non seulement elle s'interdit, arguant de son mandat actuel, d'entrer explicitement dans le domaine proprement politique, mais elle s'interdit même « d'y aller voir », comme le fait n'importe quel chercheur de science politique, pour mieux comprendre les comportements de ses interlocuteurs. Elle refuse de reconnaître explicitement que l'économie est politique et s'enferme dans un *économisme* forcément étroit.

On peut se demander si ce que la Banque tente de concilier avec son inégalable opiniâtreté, en premier lieu apolitisme et pilotage de politiques de développement, en second lieu extension indéfinie du marché et réduction de la pauvreté, est possible. Ne faudra-t-il pas, tôt ou tard, que naisse une tout autre Banque mondiale ?

Il est incontestable qu'une profonde évolution y est déjà amorcée, dont l'issue reste encore largement imprévisible. Et les débats internes, pour rester feutrés, n'en sont pas moins très intenses.

Malgré les turbulences provoqués par ses efforts pour infléchir sa stratégie¹, la Banque mondiale semble en effet s'être engagée dans une voie où il lui sera difficile de faire marche arrière. Son approche de la pauvreté a considérablement évolué en une dizaine d'années. Son Rapport 2000 sur le développement dans le monde en reconnaît les dimensions sociales et même politiques. Il préconise, tout en insistant toujours sur la nécessité d'une politique de croissance, de redistribuer plus largement les fruits de cette croissance en donnant aux plus pauvres plus de pouvoir économique, plus de sécurité, plus d'opportunités rémunératrices.

1. Les démissions de Joseph Stiglitz, économiste en chef, en 1999, et celle de Ravi Kanbur, coordinateur du Rapport *Attacking poverty*, en juin 2000, témoignent de ces turbulences.

En matière d'ajustement la Banque sait désormais, par expérience, que les conditionnalités sont impuissantes, à elles seules, à inciter les États à adopter les réformes structurelles préconisées. Elle pressent que recommander une aide sélective aux seuls États dont la *bonne gouvernance* se prêterait à ces réformes peut entrer en contradiction avec son objectif affiché de lutter contre la grande pauvreté¹. Il lui faut donc reconsidérer sa conception néo-libérale de la nature et du rôle de l'État et admettre que réhabiliter l'État n'est pas incompatible avec l'appui aux initiatives des diverses composantes de la société civile.

Tout ce qui précède la conduit peu à peu à reconnaître plus explicitement le caractère politique de ses interventions dans les pays en développement. Une telle reconnaissance la conduira à adapter ses méthodes et à diversifier les compétences de ses agents. L'approche économique et technique qu'elle maîtrise si bien devra s'enraciner dans une vision à long terme et pluridisciplinaire prenant en considération les trajectoires historiques et les stratégies politiques des différents acteurs intervenant tant au niveau local qu'au niveau global.

Enfin, au-delà de ses interventions dans les pays en développement, la Banque mondiale sera conduite à intensifier son action internationale dès lors qu'elle reconnaît que « la vie des pauvres dépend de manière croissante de forces trouvant leur origine hors des frontières de leurs pays ». Les règles du jeu de l'économie mondiale et les inégalités entre les pays, largement plus importantes que les inégalités intranationales, peuvent donc compromettre les efforts des pays en développement. La Banque commence à se préoccuper de ce que l'on appelle désormais les biens publics globaux et qui se déclinent en termes de stabilité économique et financière, de sécurité internationale, de protection de l'environnement, d'accès au savoir, de règles de la propriété intellectuelle, de vaccins, médicaments, ressources génétiques, etc. Contribuer à la régulation ou au financement de l'accès à ces biens publics globaux peut faire partie des missions à venir de la

1. Fin 1999, 70 % des engagements du groupe Banque mondiale concernaient 11 pays, tous dits émergents. Cette même année, les prêts accordés à l'Afrique représentaient 7 % des 29 milliards de prêts du groupe, et les prêts à destination des secteurs sociaux 25 % de ce même total.

Banque mondiale et prendre une importance croissante par rapport à l'exécution de projets et programmes dans les pays.

Si tel est le sens des évolutions en cours et à venir – en dépit des oppositions ou résistances des tenants de l'idéologie néo-libérale, en dépit des intérêts défendus par les États-Unis et les firmes multinationales, en dépit de la passivité de nombre de grands pays industriels – se pose alors la question essentielle de la légitimité de la Banque mondiale pour assumer ces nouvelles orientations et la redéfinition de certaines de ses missions ?

Ne sera-t-il pas nécessaire d'élargir la représentation des pays en développement dans son conseil d'administration, d'atténuer le poids des États-Unis (qui disposent d'un droit de veto et nomment le président), de doter la Banque d'un Conseil politique chargé des choix stratégiques et assurant un minimum de contrôle démocratique ? La Banque ne pourrait-elle au moins confier la fonction d'évaluation à une instance indépendante des organes de direction et des tutelles les plus pesantes ? Ne lui faudrait-il pas s'appuyer sur des instances consultatives, représentatives des différentes forces sociales intervenant dans le champ du développement ? Autant de questions qui font désormais l'objet de débats publics et qui témoignent de l'importance désormais attribuée à la légitimité politique des missions de la Banque.

La Banque mondiale, alors que le cycle des grandes réformes d'inspiration libérale approche de son terme, essaie de se trouver une nouvelle légitimité en se faisant le porte-parole des pauvres. Mais ceux-ci ne s'en aperçoivent guère et n'ont pas voix au chapitre. La Banque a acquis d'elle-même, à force d'efficacité, trop de pouvoir pour être vraiment légitime. La communauté internationale sera sans doute conduite à redéfinir ses missions, en élargissant certaines, en restreignant les autres, et à en assurer un contrôle démocratique. Si *La Banque* s'engage dans cette nouvelle voie, beaucoup plus difficile que celles qu'elle a suivies jusqu'à maintenant, alors oui, elle sera, à juste titre, fascinante.

LES ARÈNES DU DÉVELOPPEMENT AUJOURD'HUI

Quarante ans après les débuts de la lutte contre le sous-développement, le paysage a changé. Paysage de ces pays *moins avancés*, c'est-à-dire les plus pauvres, mais paysage aussi tel que le dessinent les scientifiques dans leurs représentations statistiques et théoriques et tel que le conçoivent les acteurs, variés, de sa transformation. Le face-à-face développeurs/développés et son corollaire, la stratégie de croissance dirigée, ont fait place, il y a vingt ans, au binôme marché/pauvreté induit par les politiques de croissance libérales. Par comparaison avec la scène bien ordonnée des années 1960, je dirais qu'on est désormais en présence d'une combinaison confuse et instable d'acteurs innombrables, incertains de leurs stratégies. Cela malgré un progrès considérable des connaissances, méthodes et théories, et en dépit de succès incontestables d'une lutte tenace quoique sinueuse contre le sous-développement. Mais cette lutte est toujours, de fait, imposée *d'en haut* aux populations concernées. Celles-ci, cependant, s'organisent dans des regroupements enchevêtrés et d'une infinie variété. Ces mouvements associatifs, peu à peu, tissent ou rejoignent des réseaux internationaux par lesquels s'affirment et s'affrontent de nouvelles idéologies. L'idéologie de la croissance et du progrès est toujours là mais inversée : de dirigiste, elle est devenue libérale et même ultralibérale. Mais elle est contestée par la résurgence, souvent très violente, d'idéologies identitaires, par l'apparition d'une défense de l'environnement naturel tous azimuts et parfois brouillonne, par la lente maturation de la conscience d'une solidarité humaine universelle.

L'entrelacement de ces acteurs innombrables et de ces idéologies nouvelles ou réactivées conduit à une réévaluation critique du libéralisme économique et à une déstabilisation des politiques de développement et de coopération correspondantes.

LES ACTEURS : UNE NOUVELLE MISE EN SCÈNE

Guerre froide et lutte contre le sous-développement, la première activant la seconde, n'occupent plus le devant de la scène. Mondialisation de l'économie et des circuits financiers, globalisation des interdépendances et des politiques, explosion des technologies de communication transforment le monde à vitesse toujours accélérée. Cette dynamique provoque inquiétudes et instabilités, crises financières répétées, rétractations conservatoires et replis identitaires sources de violences incontrôlables. Elle engendre de nouvelles pauvretés et exclusions, tout en augmentant la richesse d'un nombre croissant de pays et d'hommes.

Certes, l'absolue prééminence des institutions de Bretton Woods semble imposer aux pays au développement en difficultés financières le cadre, presque uniforme, de l'ajustement de leur économie aux exigences de l'économie du marché. Mais la Banque mondiale est conduite à déborder de plus en plus le domaine strictement technique, économique et financier de sa mission, et à composer avec les divers protagonistes, pas toujours dociles tant s'en faut, de toute politique de développement.

Les presque rituelles conférences mondiales organisées de plus en plus souvent par le système des Nations Unies apparaissent comme des mises en scène grandiloquentes de la troupe, désormais innombrable, de ces protagonistes¹. Les composantes officielles de ces

1. Conférences sur l'environnement et le développement durable en 1992 à Rio, les droits de l'homme en 1993 à Vienne, la population en 1994 au Caire, le développement social en 1995 à Copenhague, les femmes à Pékin en 1995, la sécurité alimentaire à Rome en 1996, l'habitat à Istanbul en 1996, et, désormais, les conférences de « suivi ».

conférences sont des grands-messes solennelles et sans surprises mais, en dépit du caractère convenu et diplomatique des analyses, en dépit de l'insigne faiblesse des engagements politiques, elles ont le mérite de *manifester* les chemins parcourus, même s'ils ont été parcourus lentement ou involontairement par les décideurs. Elles contribuent à certaines prises de conscience de phénomènes et de dimensions du développement jusque-là négligés. Qui sait les chemins que vont parcourir les semences ainsi jetées aux quatre coins du monde par les médias ? Les forums, anarchiques et composites, organisés en parallèle par les organisations non gouvernementales, participent de la même mise en scène destinée aux opinions publiques. Ils sont beaucoup plus récents. Le premier qui retint l'attention internationale fut, je crois, celui de la Conférence de Rio en 1992 sur l'Environnement et le développement durable. Organisé en pleine ville, alors que la Conférence officielle, d'accès très sélectif, se tenait à plusieurs kilomètres de la ville, il révélait comme un nouveau monde.

Venu à Rio avec une délégation de scientifiques de l'ORSTOM pour participer à un débat de trois jours, *en marge* de la Conférence officielle, sur la science *au service du développement et de l'environnement*, je fréquentai avec une certaine surprise ce Forum. C'était un indescriptible tohu-bohu rassemblant des organisations incroyablement disparates venues faire entendre leur voix, plaider leurs intérêts et distribuer leur faire-valoir, depuis de timides et douloureuses pétitions jusqu'à d'insolentes et somptueuses publicités, en passant par l'expression de travaux, d'engagements et de propositions approfondis et lucides. Foire autant que Forum, on y rencontrait des organisations, pas toutes réellement non gouvernementales, infiniment variées quant à leur taille et leur puissance, leur idéologie et leurs objectifs, leur lucidité et leur capacité à faire du *lobbying* : grandes ONG nationales et internationales, humanitaires ou spécialisées sur l'environnement et le développement, coordinations d'ONG et de réseaux plus modestes, représentants de groupements politiques, religieux, sociaux aux intérêts plus ou moins transparents, sectes, délégations de minorités n'ayant guère d'autres lieux pour se faire voir et faire entendre leurs voix et leurs chants... Mêlée confuse, signe d'un temps où les dimensions variées du développement émergent enfin au risque d'une dilution dangereuse du concept, en flagrant contraste avec les confrontations bipolaires et souvent sommaires des années précédentes. Signe aussi de la prise de parole de nouveaux

acteurs du développement, femmes, minorités, paysans, collectivités locales, groupements professionnels..., que jusque-là on confondait et que l'on voulait *développer* d'en haut. Leur prise de parole était encore trop récente pour être toujours intelligible, mais l'on pressentait que ces nouveaux acteurs sauraient bientôt se faire reconnaître, s'organiser et s'imposer comme des partenaires à part entière des négociations sur le développement. Pressentiment d'un changement radical qui se confirmera par la suite.

Sont également révélatrices de questions jusque-là refoulées les contestations vigoureuses de certains membres de cette vaste famille des organisations des Nations Unies, famille à laquelle appartient, il ne faut pas l'oublier, le FMI et la Banque mondiale. L'Unicef a poussé, en 1984, un véritable cri d'alarme à propos de la situation des populations les plus pauvres et les plus vulnérables en mettant en question les politiques d'ajustement préconisées par la Banque mondiale. Et le PNUD se veut désormais l'examineur sourcilleux des progrès de ce développement humain.

Quant aux pays développés, quelque peu lassés des succès de leur lutte contre les situations de sous-développement les plus extrêmes, libérés de la confrontation Est-Ouest et de plus en plus préoccupés par ce qui se passe chez eux et entre eux, ils réduisent sensiblement et continûment leur aide publique au développement, à de rares exceptions près. Ils ont conscience qu'il faudrait reconsidérer les critères et formes de cette aide dont le cadre global n'a guère changé depuis quarante ans en dépit d'adaptations successives à la nouvelle *donne libérale*. Les nouvelles priorités, qui souvent s'ajoutent aux anciennes, portent d'abord sur la réduction de la pauvreté, mais on ne sait pas encore comment s'y attaquer tant ses dimensions sont multiples et collectives. Elles concernent de plus en plus la protection de l'environnement global et des ressources naturelles locales, mais l'analyse de la liaison entre ressources naturelles communes et économie marchande est encore balbutiante. Elles s'orientent enfin vers l'appui au développement des institutions (la *gouvernance*) tant les dysfonctionnements et les dérives des États, de la gestion publique et des transitions politiques et sociales peuvent nuire à la mise en

œuvre des réformes économiques. Ces dysfonctionnements et dérives alimentent la défiance des investisseurs et des agences d'aide, et compromettent la légitimité de la coopération internationale aux yeux des opinions publiques des pays riches.

Ces trois priorités – lutte contre la pauvreté, préservation de l'environnement, gouvernance – ont du mal à s'intégrer à une stratégie de développement fondée d'abord sur la prééminence du marché. *Mutatis mutandis*, les pays développés eux-mêmes sont confrontés aux mêmes difficultés. En fait, chaque *donateur* raffine, à moindre frais, ses instruments d'intervention sur la lancée antérieure. Seule l'aide humanitaire dite d'urgence a connu un essor spectaculaire au cours des trente dernières années. Elle s'appuie sur la sensibilité et la générosité inlassable d'opinions publiques promptes à s'émouvoir des images transmises par des médias avides de spectaculaire, parfois même suscitées par des intérêts politiques précis¹. Mais les ONG humanitaires, qui continuent d'intervenir avec un courage extraordinaire et des dévouements admirables, font désormais face à d'épineux problèmes de neutralité dès lors qu'elles interviennent en situation de conflits frontaliers, civils ou ethniques. Les secours peuvent être alors détournés des destinataires par l'une ou l'autre des forces armées en présence, quand leurs activités ne sont pas purement et simplement empêchées. Ces organisations humanitaires découvrent enfin que l'aide d'urgence, pour n'être pas sans lendemain, doit être accompagnée d'une aide à la réhabilitation des conditions du développement. Il faut pour cela projet politique et professionnels spécialisés, ce qui est en dehors de leurs compétences. À trop forcer sur une aide humanitaire pour pallier les conséquences d'errements politiques et d'erreurs économiques, on oublie les exigences d'un développement durable.

Il est un autre signe, plus discret, qui manifeste que les sociétés du Nord, malgré l'essoufflement et parfois le désarroi des aides publiques, ne baissent pas les bras ni ne ferment leurs cœurs devant les défis du développement. C'est la mobilisation renouvelée des

1. Cf. R. Brauman, « L'humanitaire par-delà la légende », in *Études*, Paris, mai 2000.

organisations de solidarité internationale dans le champ de la coopération *stricto sensu*. À quoi s'ajoute, en France particulièrement, l'essor récent et inattendu d'une coopération décentralisée – celle entre collectivités locales – fortement assumée par les élus.

Cette coopération non gouvernementale est le fait de milliers et de milliers de militants disséminés dans les régions, les cités, les paroisses, les organisations professionnelles ou syndicales. Ces militants ont le souci d'inscrire leurs interventions sur le terrain dans un combat global pour le droit des personnes et des peuples, pour la défense de valeurs de solidarité face à l'expansion incontrôlée des compétitions marchandes et politiques. À l'approche caritative ou tiers-mondiste se substitue l'ambition d'un « développement participatif » selon lequel le « partenaire » n'est plus le bénéficiaire d'un projet, mais l'acteur engagé qu'on accompagne et qu'on défend. Cette galaxie associative est devenue en même temps plus pragmatique, plus expérimentée, elle s'organise en coordinations pour renforcer sa représentativité face aux pouvoirs publics, elle s'insère dans des réseaux internationaux, accède à des financements internationaux. Sur le terrain, elle se préoccupe davantage des groupes sociaux les plus défavorisés, de l'urbain, des contraintes économiques en amont et en aval des ses actions. Et surtout ces actions changent de nature. Les ONG du Nord voient en effet leur rôle se transformer. Elles interviennent moins directement et doivent s'allier avec les nombreuses ONG qui se créent au Sud. Elles se constituent donc en structures d'appui aux nouveaux groupements de base et en intermédiaires entre ceux-ci et les agences de développement. Pour accéder aux financements publics, elles doivent attester de leurs compétences professionnelles. Chemin faisant, elles perdent une part de leur autonomie et, parfois, il faut le reconnaître, de leur éthique. Leurs partenaires du Sud leur demandent en priorité les informations et les formations nécessaires à leur propre autonomie et surtout de jouer un rôle de *lobbying* en leur faveur auprès des décideurs et des opinions publiques du Nord. Il y a là des équilibres très difficiles à tenir entre militantisme et professionnalisme, indépendance critique et coopération avec les pouvoirs publics, actions locales et impact international.

Dans des économies en développement de plus en plus libéralisées, on ne saurait passer sous silence les investisseurs privés internationaux. Ils sont évidemment appelés à jouer un rôle *capital*. De fait, les apports financiers privés y ont quintuplé entre 1988 et 1997, si bien que l'aide publique au développement, en baisse, ne représente en 1997 que 15 % environ des ressources financières apportées aux pays du Sud contre 50 % en 1988. Mais les pays les moins avancés n'en bénéficient que très marginalement. Si on totalise les investissements directs privés étrangers des cinq dernières années dans les pays en développement et en transition (Europe orientale et centrale), on aboutit à des résultats révélateurs d'une extrême concentration. Trois pays (dans l'ordre Chine, Mexique, Brésil) en ont reçu près de la moitié, douze près des trois quarts. À l'autre extrémité, quinze pays n'en ont reçu ensemble que moins de 2 % et quarante-six moins de 10 %¹. En fait, dans les pays petits et pauvres, les investissements privés, pour l'heure, ont tendance à se concentrer dans les services publics privatisés. Ils en améliorent incontestablement la gestion mais ne diversifient pas le tissu industriel.

Tous ces acteurs du Nord découvrent, chacun à leur façon, que leurs partenaires habituels du Sud ne jouent pas les rôles qu'ils avaient l'habitude de les voir jouer ou qu'ils voudraient leur voir jouer. Ils soupçonnent confusément qu'il y a, derrière l'avant-scène sous les feux de la rampe médiatique, des acteurs multiples, actifs et déroutants. Les ressorts les plus profonds et les scènes les plus intimes des mutations en cours leur échappent pour une grande part. J'ai déjà eu l'occasion d'évoquer ces mutations en Afrique subsaharienne, dont les traits essentiels se retrouvent dans bien d'autres régions du monde.

Le changement le plus visible est celui de l'affaiblissement de l'État. Signe le plus frappant : son désengagement dans les campagnes. Autre signe tangible : les fonctions publiques se réduisent sans se renouveler. Dégraisser un État ventripotent était certainement nécessaire, réduire son omnipotence trop souvent prédatrice aussi,

1. World Development Indicators 2000, Banque mondiale.

mais, chemin faisant, il a perdu son sang, ses nerfs, ses muscles, ses capacités de conception et d'orientation. Il est contesté ou contourné à la fois par les bailleurs de fonds et les organismes d'aide, publics ou privés, et par diverses composantes de la société civile. Les politiques macro-économiques de l'ajustement ont abouti de fait à une mise en tutelle de l'État. Celui-ci, trop souvent, reste le champ non clos des affrontements de pouvoir et d'intérêts de bourgeoisies fortement structurées en réseaux de parenté.

Causes ou conséquences de l'irresponsabilité et de l'impuissance de certains États, les putschs, les conflits armés, les déplacements de populations se multiplient. La corruption, les mafias et les commerces illicites prolifèrent. On a pu parler de militarisation d'économies de prédation. En Afrique, de tels conflits, trop commodément qualifiés d'ethniques pour cacher des intérêts stratégiques, ont récemment ravagé la Somalie, le Liberia, la Sierra Leone, le Rwanda, le Burundi, le Zaïre, le Congo-Brazzaville. Monopolisant l'attention internationale, ils laissent dans l'ombre les efforts tâtonnants entrepris ailleurs en faveur de la démocratie et de la consolidation de l'État de droit, tout comme les vastes zones à l'abri de ces turbulences¹. Pour reprendre le diagnostic de F. Copans, observateur patenté des mouvements politiques africains, deux phénomènes d'ampleur continentale et historique se partagent l'Afrique : la violence civile et la démocratisation.

Cette démocratisation prend des formes originales et variées bien différentes de la démocratie parlementaire. C'est, par exemple, la montée en puissance, diffuse et fragile, d'organisations populaires locales qui, elles aussi, étendent peu à peu leurs ramifications. Ce mouvement se combine avec d'évidents replis individuels, familiaux, villageois, tribaux pour assurer survie et identité. Comme l'écrit encore F. Copans, « l'individualisation devient le mouvement souterrain de la socialisation ». La sociabilité traditionnelle fondée sur la famille élargie et les réseaux de clientèle est peu à peu contrebalancée par une sociabilité de proximité fondée sur le cadre de vie, la

1. 80 % de l'Afrique subsaharienne n'est pas en état de guerre.

communauté d'intérêts professionnels ou financiers, le genre, l'âge, la religion... Communautés et associations prolifèrent : collectivités locales, associations de quartiers et groupements villageois, systèmes financiers décentralisés, coopératives ou syndicats de planteurs, associations de femmes ou de jeunes, réseaux professionnels, églises prophétiques et sectes, partis politiques d'opposition. Tous ces groupements ne cessent de se diversifier, s'organiser, se superposer, s'affronter, contester, négocier, innover. Et l'on voit se multiplier ONG et bureaux d'études, du Nord et du Sud qui jouent un rôle de *courtiers en développement* entre ces groupements et les bailleurs de fonds internationaux.

Il est désormais clair que pour intervenir à bon escient sur une scène aussi encombrée, aussi remuante, aussi porteuse de bouleversements, les concepts et méthodes de l'économie libérale ne suffisent pas. Il y faut d'autres manières de voir, d'autres instruments d'analyse relevant des sciences sociales, historiques et politiques. Il faut admettre que toute globalisation – qu'elle soit mondiale ou nationale – est aussi la résultante, systémique certes mais conflictuelle, de scènes aux 100, aux 1 000, aux 100 000 actes divers et locaux.

NOUVELLES IDÉOLOGIES : DES LUMIÈRES ENCORE VOILÉES

Le plus frappant, trente ans après l'apogée de l'idéologie de la croissance administrée, c'est l'inversion radicale que représente l'idéologie libérale désormais dominante. Elle a remporté des succès économiques incontestables. Elle étend son magistère sur la production scientifique comme en témoignent les grandes revues et les prix Nobel d'économie. Elle impose une institution gardienne du temple néo-libéral, l'Organisation mondiale du commerce. Cependant, l'on sait désormais que la libéralisation à marches forcées est facteur de précarités, d'instabilités et d'inégalités. L'on sait aussi que les États-Unis profitent, et parfois abusent, de leur hégémonie économique et

monétaire qui leur permet, seuls, de s'endetter indéfiniment, que les *bulles financières*, en éclatant brutalement, provoquent des dégâts très longs à réparer et frappant surtout les plus pauvres, qui n'y sont pour rien.

L'ancienne idéologie de la *croissance dirigée* n'a d'ailleurs pas disparu. Elle résiste en Europe. Elle a marqué de sa forte empreinte les succès et les revers récents des économies asiatiques qui doivent beaucoup à l'action stratégique de l'État. Elle continue de s'exprimer dans les pays les moins avancés *via* les conditionnalités qu'imposent les programmes d'ajustement structurel et dans le système des *projets* toujours en vigueur. Le face-à-face développeurs/développés subsiste mais se cache derrière des confrontations inégales dites de marché, à moins qu'il n'explode en de violentes et sporadiques contestations.

L'idéologie libérale et le magistère théorique qu'elle a engendré sont contestés, en interne d'abord, par une critique scientifique de plus en plus rigoureuse¹, mais aussi par des idéologies protestataires de plus en plus virulentes.

Il en est ainsi des idéologies identitaires de minorités qui cherchent à légitimer leur lutte contre l'exploitation et l'exclusion. Fragmentations et revendications ethniques, religieuses, culturelles, locales, nationales se multiplient. États, entreprises, organisations internationales ne se trouvent plus seulement en face d'individus rassemblés ou encadrés par des *institutions* économiques et politiques. Ils doivent tenir compte de groupes d'appartenance qui pénètrent dans les arènes politiques et veulent être reconnus moins pour ce qu'ils sont ou croient être que pour ce qu'ils veulent être.

L'idéologie libérale est également contestée par ceux qui défendent une certaine conception des rapports entre l'homme et la nature. Le concept encore bien flou d'environnement rassemble des défenseurs très disparates d'un rapport plus *amical*, plus soucieux de conservation et de régénération, avec les autres espèces vivantes et avec leurs milieux de vie. La destruction accélérée de cet environne-

1. Prix Nobel d'économie en 1998, Amartya Sen n'hésite pas à affirmer que le succès du capitalisme est dû autant au rôle de l'État qu'à celui du marché.

ment inquiète par les effets négatifs, et peut-être irréversibles, qui se manifestent à l'échelle mondiale sur les conditions de vie de l'humanité : rejets de gaz à effets de serre, érosion de la biodiversité, pollution et création de déchets, risques nucléaires, désertification. Ces risques et les catastrophes écologiques elles-mêmes ne peuvent être maintenant imputés qu'à l'humanité prise dans son ensemble. Ils deviennent planétaires au fur et à mesure que l'économie de profit se mondialise. Cette nouvelle conception des rapports entre l'homme et la nature, dont on sait qu'elle a fait naître des mouvements écologiques très divers mais de plus en plus puissants, est une idéologie en ce sens qu'elle n'a pas encore donné naissance à des interprétations scientifiques rigoureusement élaborées. Les réactions les plus passionnelles des apôtres de la conservation des espèces vivantes comme celles les plus utilitaristes des économistes orthodoxes – pour lesquels il n'y aura plus de problèmes d'environnement quand tous les éléments du vivant et de la planète (eau, air, sol...), seront devenus des marchandises – ne laissent que lentement la place à une écologie véritablement scientifique.

Enfin, en réaction aux excès de la compétition libérale, aux inquiétudes sur l'environnement et aux fractionnements identitaires, une idéologie de la solidarité resurgit. Fondée d'abord sur des valeurs éthiques, elle cherche avec difficulté à étendre son rayonnement au-delà des lieux de démocratie, locale ou nationale, où elle existe depuis longtemps. Le point de vue dominant en éthique est celui du *vivre-ensemble*. Il est social, collectif, historique, juste à l'opposé du point de vue libéral. L'essor fulgurant de l'aide humanitaire est un signe caractéristique de cette prise de conscience d'une solidarité immédiate et sans frontières. Plus largement, on vient de le voir, de très nombreux habitants des pays les plus riches ne cessent, par floraison d'ONG, de coopérations décentralisées et de réseaux internationaux, d'exprimer leur engagement pour un développement plus humain et plus équitable. Eux aussi, à leur façon, tentent d'ouvrir des voies nouvelles : articuler l'action locale et personnelle à une influence globale et pratique, tempérer les contraintes de l'économie de compétition par la reconnaissance de valeurs sociales, culturelles et religieuses, passer de

l'immédiat de la violence et de la souffrance à la réalisation d'une utopie à long terme : un monde de justice et de paix.

Quoi qu'il en soit des fondements, contours et expressions de ces idéologies contestataires de l'idéologie dominante, ce qui est frappant c'est que, comme celle-ci, elles sont devenues mondiales. Elles agitent, dérèglent et mobilisent aussi bien les pays du Nord que les pays du Sud, les sociétés les plus riches que les sociétés les plus pauvres. Bien qu'elles reposent en dernier ressort sur des convictions indiscutées ou sur un imaginaire symbolique (l'identité, la nature, la solidarité), elles déclenchent des mouvements profonds et irrépressibles qui déstabilisent notre monde. Chemin faisant, elles signent des valeurs et éclairent des réalités largement occultées il y a trois décennies et qui ne pourront plus longtemps être négligées.

La manière de voir, de penser, d'agir pour le développement ne peut plus faire l'économie de ces changements. Enrichie peu à peu par ces manifestations identitaires, écologiques et collectives, la théorie du développement peut contribuer au dépassement du modèle libéral qui façonne si fortement l'économie mondiale. Loin d'être obsolète, la théorie du développement resurgit au cœur de la pensée économique contemporaine. Elle annonce des changements de politiques.

AVANCÉES SCIENTIFIQUES :

LE PARADIGME NÉO-LIBÉRAL CONTESTÉ

Le renouvellement des idéologies du développement est à la fois produit et source de science. Pour évaluer ces avancées scientifiques il faut d'abord apprécier à sa juste mesure le considérable essor des connaissances accumulées en quelques décennies sur ces terres presque inconnues qu'étaient, autour des années 1950 et 1960, les milieux et sociétés du tiers monde. Il fallait, pour aborder certains de ces espaces, se reporter aux récits de célèbres voyageurs et aux carnets de route de missions scientifiques presque légendaires désor-

mais. Ces ignorances ont été peu à peu circonscrites par l'inlassable et systématique effort d'inventaire de spécialistes variés des sciences naturelles et sociales, par la multiplication d'enquêtes statistiques jusque-là inexistantes, par les difficiles plongées dans l'histoire de ces sociétés souvent démunies d'archives, par les méticuleuses monographies des géographes, démographes, sociologues et anthropologues.

Mais un énorme décalage est en train de se creuser entre les observations sur les milieux naturels et celles relatives aux sociétés qui peuplent ces milieux. On en apprend beaucoup plus sur la niche écologique de l'humanité que sur les composantes et comportements de cette humanité. La planète est maintenant observée en permanence par des satellites au pouvoir de résolution de quelques mètres carrés et à la sensibilité stupéfiante. La communauté scientifique internationale dispose de moyens technologiques d'enregistrement automatique de données, inimaginables il y a encore quelques années. Des milliards de données sont ainsi recueillies, télétransmises, stockées, exploitées, modélisées sans relâche. L'abondance des données est telle que le problème est maintenant de les transformer en connaissances dans le cadre de schémas explicatifs. À l'inverse, pour une grande part de l'humanité, celle habitant nombre de pays en développement, la connaissance statistique des comportements économiques et sociaux, de leurs évolutions et même de leurs effets agrégés reste extrêmement lacunaire. Les progrès accomplis par la collecte statistique tout comme l'explosion des traitements et recombinaisons automatiques des données de première main cachent mal la pénurie ou les insuffisances de ces données. Si bien que les avancées de la théorie du développement se heurtent désormais à la difficulté de valider empiriquement les hypothèses et les paramètres de leur formalisation.

Quand je commençais ma carrière au Cameroun en 1962, la théorie du développement était une nouvelle spécialisation de la science économique. Elle était caractérisée par un objet, le sous-développement, qui commençait à peine à être conceptualisé, et par une démarche méthodologique tributaire de la pénurie de données. La théorie économique disponible, mis à part les éléments les plus simples et les plus robustes de la théorie de la croissance, n'était que

d'un piètre secours pour les chercheurs et développeurs de l'époque. Il n'est donc pas étonnant que la théorie du développement se soit d'abord construite – à partir de prémisses fortement teintées d'idéologies – en contestant les hypothèses de la science économique courante et en élaborant de nouveaux concepts dénués de validation empirique.

Trente ans plus tard, le paysage scientifique a considérablement changé. Une double convergence s'est opérée. D'un côté l'économie du développement a mis en œuvre des méthodes rigoureuses d'observation statistique, parfois très originales. De son côté, la science économique, face à des observations rebelles à ses schémas explicatifs, a travaillé sur des concepts au cœur de la théorie du développement : les inégalités – les « asymétries » comme on dit pudiquement –, le sous-emploi, les composants du progrès technique, les secteurs « non structurés », le rôle des institutions et des organisations, de l'État et des normes sociales. Il me semble nécessaire de donner ici un bref coup de projecteur sur trois de ces innovations théoriques, encore en gestation mais convergentes.

Première innovation, la théorie de la croissance endogène. Des travaux économétriques concordants, menés depuis les années 1960, ont montré que les facteurs de production *classiques*, le travail et le capital, même dûment qualifiés, n'expliquent qu'une part restreinte de la croissance globale constatée sur longue période (par exemple 42 % de la croissance française de 1950 à 1973, 56 % pour la période 1973-1987) ; part du même ordre dans les pays industrialisés ; part plus importante mais laissant néanmoins un large résidu inexpliqué dans les pays en développement. La part non expliquée recouvre ce que résume généralement l'expression « progrès technique », ensemble d'innovations technologiques et organisationnelles, bien difficiles à délimiter et à évaluer. Pendant plus de trois décennies les travaux théoriques et économétriques se sont multipliés pour analyser ce très complexe progrès technique et pour expliquer – on reconnaît là l'objectif central de la théorie du développement – les divergences constatées de croissance à long terme selon les pays et selon les périodes.

L'idée a été soutenue, dans les années 1980¹, que le progrès technique n'était pas exogène – comme une sorte de rente ou d'atout né hors de la sphère de l'économie – mais qu'il était lié à la croissance elle-même. Il est produit par le capital humain engagé dans la production et constitué de l'éducation, de la formation, de la recherche-développement. Or, là est l'important, il a été montré que le libre jeu du marché ne conduisait pas nécessairement à optimiser la genèse et les effets économiques de ce facteur de troisième type que constitue le progrès technique². L'État a donc un rôle économique d'incitation ou de protection à jouer en ces domaines où il y a accumulation de capital d'intérêt collectif. Il en est de même pour les infrastructures et plus généralement pour l'aménagement du territoire dont l'importance pour le développement à long terme a ainsi été explicitée. Tout en donnant une part importante aux mécanismes du marché, ces théories de la croissance endogène en indiquent nettement les limites.

C'est ici que la deuxième innovation élargit la brèche et rejoint nombre d'observations et d'intuitions de l'économie du développement. De nouvelles écoles de pensée, dites hétérodoxes, tentent depuis une vingtaine d'années de prendre explicitement en considération les formes d'organisation sociale et politique et leur influence sur les possibilités de la croissance à long terme. Elles constatent que les individus sont capables de coordonner efficacement leurs décisions autrement que par le marché. Et elles s'attachent à expliquer pourquoi³. Pour reprendre les termes mêmes de R. Boyer, un des

1. En particulier par P. Romer et R. Lucas (Prix Nobel 1995).

2. La raison en est, pour faire bref, que les agents privés ne sont pas en mesure de faire payer aux autres agents une partie de la contribution de leurs activités à l'accroissement des stocks sociaux de savoir.

3. Pour faire bref, là encore, l'imperfection des marchés entraîne une mauvaise information des agents économiques, qui n'ont plus qu'une rationalité limitée. Cette imperfection induit des coûts supplémentaires, dits *coûts de transaction*, que les individus s'efforcent de minimiser en développant des modes de coordination et de coopération non marchands. Une des grandes leçons de l'économie institutionnelle est que ces coûts de transaction, eux-mêmes déterminés par les normes sociales, jouent un rôle considérable pour expliquer les différences de compétitivité des diverses organisations (familles, entreprises, associations), l'efficacité de l'action collective et le rôle de l'État dans les différents pays.

fondateurs de la théorie de la régulation, il existe un petit nombre de formes institutionnelles qui encadrent et canalisent une myriade de décisions décentralisées au jour le jour. Elles sont le résultat de luttes politiques et sociales passées et sont fonction des impératifs de reproduction matérielle de l'ensemble de la société. Elles codifient les rapports sociaux, qu'il s'agisse de lois ou de règles, de compromis négociés ou de conventions, de systèmes de valeurs ou de représentations collectivement partagées, en bref de tout ce que recouvre le concept de normes sociales¹. L'analyse des stratégies de développement envisageables exige donc que les normes sociales puissent être décryptées, ce que n'a cessé de proclamer l'économie du développement et ce que n'a cessé de faire la recherche scientifique appliquée au développement. D'où la nécessité d'approches historiques, comparatives, pluridisciplinaires de chaque société. D'où l'ambition d'articuler les phénomènes de régulation à court terme et les processus d'accumulation du capital et du savoir sur longue période. D'où, enfin, un passage possible entre niveaux micro et macro si sont identifiés des unités collectives et des institutions intégrant logique économique, préservation du lien social et capacité à gérer globalement les conflits nés de la compétition. La théorie de la régulation a à son actif une masse de recherches historiques et comparatives qui confirment cette variabilité dans le temps et dans l'espace d'évolutions sur longues périodes d'économies concrètes, évolutions bien éloignées des contours standardisés formalisés par l'économie pure. Mais les tentatives de concilier travaux historiques, résultats des sciences sociales et analyses économétriques n'ont pas vraiment abouti.

Cela me conduit à la troisième innovation. Il s'agit de l'incorporation des progrès considérables de la micro-économie depuis une dizaine d'années – grâce en particulier aux ponts jetés vers l'anthropologie – dans des modèles macro-économiques permettant de simuler avec beaucoup de finesse des politiques économiques variées. S'appuyant sur de nombreuses études empiriques menées dans des

1. Cf. R. Boyer et Y. Saillard, éd. sc., *Théorie de la régulation : l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1996.

pays divers, et grâce à la puissance et à la flexibilité des traitements formalisés apportées par l'outil informatique, la micro-économie a considérablement enrichi la compréhension des comportements des agents économiques. Elle est devenue plus réaliste. Appliqués aux sociétés en développement ces progrès conceptuels ont, à mon sens, permis deux avancées significatives.

La première avancée a consisté à reconnaître enfin qu'au sein des groupes domestiques cohabitent des individus aux « préférences » différentes, que l'hypothèse de la centralisation des ressources peut y être fautive et qu'il faut donc tenir compte des rapports réciproques des membres de la famille. Cela n'est pas sans conséquences pratiques importantes. Au Brésil, on a calculé qu'une augmentation du revenu non gagné des mères multiplie par vingt les chances de survie d'un enfant par rapport à une hausse comparable du revenu non gagné du père¹.

La seconde avancée de l'analyse micro-économique a porté sur les comportements des individus en situation précaire face aux risques et à l'incertitude. Il y a alors préférence pour la liquidité, l'immédiat, la consommation ostentatoire, la polyactivité et pour les systèmes de protection sociale assurée par la famille et divers réseaux, clientélistes ou autres. La communauté fonctionne comme une mutuelle réductrice d'incertitude. Et on ne peut définir une rationalité d'individus isolés de leur appartenance à des groupes sociaux. Cela n'est pas non plus sans conséquences pratiques importantes. Si, en effet, les individus privilégient la consommation ostentatoire et les transferts à très court terme (pour des raisons de sécurité sociale) et les transferts entre générations (les parents se sacrifient pour leurs enfants – leur éducation, leur dot – escomptant un retour en termes de revenus, de pouvoir et de sécurité), c'est au détriment de l'investissement productif à moyen terme. Ainsi s'expliquerait, selon Ph. Hugon, qu'à niveau de revenu comparable, les taux d'épargne soient trois fois inférieurs en Afrique à ceux des pays d'Asie de l'Est.

1. Non gagné = obtenu par subvention ou transfert.

Ces apports de l'anthropologie à la micro-économie sont considérablement valorisés par la possibilité de les intégrer désormais dans un instrument de simulation macro-économétrique particulièrement souple, les modèles d'équilibre général calculable dont l'emploi s'est rapidement diffusé à la fin des années 1980¹. Très désagrégés si l'on veut, et très flexibles puisque non basés sur des séries chronologiques d'observations rigoureusement validées au niveau macro-économique, ils permettent de simuler les effets de diverses hypothèses théoriques et surtout de diverses politiques. Ayant franchi le Rubicon des carences statistiques, ils sont potentiellement à même d'incorporer jusqu'à des données individuelles à caractère anthropologique telles que celles qui viennent d'être évoquées. Ils peuvent donc faire le passage micro-macro et prendre en compte les hétérogénéités caractéristiques des économies du développement. Leur faible base empirique au niveau macro-économique a pour contrepartie une grande souplesse théorique. On a pu faire ainsi beaucoup d'« expériences de pensée ». Résultat essentiel pour notre propos : ces *paraboles* ont montré qu'en changeant peu les hypothèses sur les comportements des agents ou sur les caractéristiques des politiques économiques on aboutissait à des résultats substantiellement différents. On a donc pris une plus nette conscience de l'importance des structures, des institutions, des formes et contradictions de la vie sociale. Celles-ci sont plus complexes, plus variées et plus influentes que ce que supposent les hypothèses néoclassiques. D'où un certain désarroi des théoriciens puisqu'on a peu d'arguments pour départager les différents modèles. D'où, aussi, un renouvellement des débats sur le fonctionnement des économies en développement et sur les effets des politiques d'ajustement. Avec l'inconvénient que résume la

1. Les modèles d'équilibre général calculable sont des maquettes réduites de l'économie que l'on *calibre*, c'est-à-dire dont on détermine les paramètres exogènes (non produit par le modèle), en prenant les valeurs observées pour une seule année, celle pour laquelle on dispose de suffisamment de données. Ces paramètres exogènes sont ceux qui caractérisent les comportements d'agents jugés *représentatifs* de leur catégorie, et éventuellement les instruments de politique économique. Les variables endogènes (calculées par le modèle) sont les prix et les quantités : elles résultent de la recherche calculatoire tâtonnante de l'équilibre des marchés.

formule récente d'E. Malinvaud : « La formalisation dissimule par sa surabondance la minceur des énoncés théoriques sous-jacents et la fragilité de leurs certitudes. » Autrement dit, et moins sévèrement, les hypothèses théoriques ont pris de l'avance sur l'observation.

De ce rapide panorama intellectuel on peut tirer trois conclusions. Tout d'abord, les certitudes antérieures commencent à être ébranlées. Le rôle des institutions, organisations et groupes sociaux est reconnu, ce qui redonne à l'économie son caractère justement politique. Ensuite, pour la conduite des politiques de développement, est admise la nécessaire dialectique entre court et long terme, entre niveau local ou individuel et niveau global ou macro-économique, entre activités économiques et conditionnements sociaux et institutionnels. Mais le franchissement effectif de ces trois *passages* se heurte toujours à des difficultés politiques, théoriques et pratiques particulièrement épineuses. Enfin, on sait que ces *passages* ne pourront être balisés au profit des responsables politiques qu'au prix d'un effort supplémentaire considérable d'études empiriques – statistiques et pluridisciplinaires – menées par les chercheurs du développement.

Cette montée en puissance de nouveaux acteurs et de nouvelles idéologies, la mise en question du paradigme libéral et les avancées des connaissances scientifiques dessinent un paysage effervescent et instable. La crise correspondante des institutions de développement et des politiques qu'elles suivent et empilent peut enfanter un nouveau monde. Si un certain consensus se fait jour sur ce qu'il ne faut plus faire et sur les principes d'action à privilégier, ce consensus est surtout porteur de questions fondamentales. Selon le parti pris idéologique adopté pour y répondre, deux voies d'avenir se dessinent, l'une de corrections méthodiques du cheminement libéral actuel, l'autre de rupture politique.

LES ENJEUX DE L'AVENIR ET LA RÉPONSE ORTHODOXE

Le chemin du développement en un lieu est toujours à inventer, tant sont diverses les situations et si rapides sont les changements globaux. S'il n'y a pas de recettes de développement qui s'imposeraient à chacun, si le développement se conquiert et se partage plus qu'il ne se reçoit, inutile alors d'évoquer des « voies de développement » ? Ne passons pas d'un extrême à l'autre, n'opposons pas les modèles imposés à quelque créativité qui serait efficace pourvu qu'elle fût « endogène », volontaire et communautaire. Il y a eu, il y a encore trop d'ignorances, d'illusions, d'erreurs. L'intelligence du développement a son mot à dire. Mais on ne saurait sous-estimer les partis pris fondateurs qui donnent sens à une voie de développement et en balisent les stratégies et les méthodes.

UN CONSENSUS *A MINIMA*

En ce début de siècle, à l'expérience des politiques dirigistes puis libérales, un consensus international semble s'établir sur certains principes des politiques de développement qu'il conviendrait de promouvoir. Il est fait de connaissances rigoureusement construites et d'un ensemble complexe, mal explicité et discutable d'idéologies, de normes, de modes et d'intérêts singuliers. Et ce qui est établi avec quelque certitude n'est qu'une modeste part du consensus ambiant.

Chacun sait en effet se référer à des connaissances incontestables pour justifier des recommandations issues d'abord de partis pris politiques ou éthiques. En défendant des valeurs plus ou moins universelles, plus ou moins dépendantes de l'époque, valeurs qu'il ne s'agit pas du tout ici de contester (équité, liberté, compétition, démocratie, participation, défense de l'environnement...), on passe subrepticement de jugements scientifiques à des choix d'un autre ordre et on alourdit les prescriptions. À gonfler sans cesse ainsi le consensus ambiant, celui-ci devient mou et littéralement irréfutable, sans devenir plus opératoire, bien au contraire. D'où ce qui peut paraître un paradoxe : alors qu'on a perdu illusions et naïvetés de naguère, alors qu'on reconnaît désormais que le développement, dans une large mesure, échappe aux prescriptions en bonne et due forme, on superpose sans fin des priorités et des exigences au point que le noyau dur sur lequel on s'accorde devient illisible ou d'une banalité affligeante.

Le consensus que l'on peut considérer comme rigoureusement établi se ramène à quelques propositions simples et modestes. Elles sont davantage tirées de l'analyse des échecs, nombreux et avérés, que de l'analyse des succès, moins nombreux, ambigus ou seulement amorcés. Elles délimitent un champ du possible et de la liberté politique plus qu'elles ne tracent un chemin étroitement balisé. Elles circonscrivent une nécessaire sagesse méthodologique sans imposer des directives précises. Elles n'en sont que plus précieuses.

Je les rassemble en cinq préceptes, évidemment interdépendants :

- le développement n'est pas d'abord une question de ressources naturelles ou financières. C'est une question de capacités humaines et d'organisation. Les semences à long terme du développement sont la formation et le progrès technique ;
- la priorité immédiate du développement, c'est l'agriculture ;
- l'insertion dans la compétition mondiale s'impose, mais elle exige précautions et progressivité ;
- des politiques macro-économiques satisfaisant à certaines exigences de cohérence et d'équilibre sont nécessaires, mais elles ne sont pas suffisantes ;

— l'État ne peut se substituer au marché comme système d'incitations économiques, mais il est amené à jouer un rôle irremplaçable dans le développement.

À cerner les enjeux essentiels auxquels ce consensus se trouve confronté, nous retrouverons les dilemmes dont la prise en compte sert de fil conducteur à cet essai : comment concilier exigences de court terme et fécondité du long terme, dynamiques locales et contraintes globales, logique économique et poids des réalités sociales et politiques ?

LES ENJEUX POLITIQUES EN SUSPENS

Que le développement ne soit pas une question de ressources naturelles ni de financement est devenu, à l'expérience, une évidence. Il suffit de comparer le Japon démuné de ressources naturelles et le Zaïre qui en regorge, et de se rappeler les mauvais emplois des pétrodollars recyclés de 1974 à 1980.

Ce qui est essentiel, c'est la capacité des individus à innover, entreprendre, créer de nouvelles manières de vivre ensemble. Il leur faut utiliser de nouvelles techniques et méthodes, s'adapter à de nouvelles organisations. Chacun s'accorde à reconnaître qu'il ne peut y avoir de développement durable sans une scolarisation primaire massive — dont celle des filles — se propageant sans délais ni filtres élitiques dans le secondaire puis le supérieur, sans un système de formation généralisé et adapté.

Mais quel contenu donner à ce système de formation ? Un système éducatif engage irrésistiblement et *magistralement* l'avenir à long terme. Il est à la fois réponse à un besoin fondamental de toute société, expression et appropriation d'une culture, investissement *en matière grise* dont dépendent toutes les autres formes d'investissement.

Il est ouverture sur l'extérieur et apprentissage de savoir-faire dont dépendent les emplois à venir. Un système de formation constitue donc, nul ne sait très bien en quelles proportions tant il est long et difficile de l'infléchir significativement, un objectif et un instrument de toute stratégie de développement. Sa transformation exige un minimum de consensus sur l'avenir à long terme du pays (c'est vraiment une question de *génération*) et une volonté politique tenace. Pour incarner l'un et l'autre il faut une puissance publique reconnue et forte. En fin de compte, le critère de réussite d'un système de formation est la capacité qu'il donne à un pays de sécréter ou de s'approprier un progrès technique sans cesse renouvelé, ce progrès technique multidimensionnel dont la théorie économique a reconnu l'influence prépondérante sur la croissance à long terme. D'où la seconde question fondamentale : comment un système de formation permet-il d'accéder à ces progrès scientifiques et techniques dont la concurrence fait un des secrets les mieux gardés des puissances dominantes ?

L'Amérique du Nord, l'Europe, le Japon maîtrisent cette genèse incessante de technologies et de *technostructures* toujours plus compétitives. Cette capacité est le produit de très longue haleine d'un système de recherche scientifique et technique fortement structuré et très coûteux, bien intégré au système de formation et au système économique. Elle a engendré une polarisation de plus en plus forte de l'économie mondiale, par l'exercice de ce que S. Amin appelle les « cinq monopoles du Centre » : la technologie, les flux financiers, l'accès aux ressources naturelles, les médias, les armes de destruction massive¹. Ces monopoles, qui évidemment se renforcent mutuellement, permettent à ces trois pôles non seulement de s'approprier, dans une lutte acharnée, une partie du surplus engendré par la production, où qu'il apparaisse dans leurs champs d'expansion, mais aussi de faire prévaloir un modèle de consommation et plus largement un modèle de société. Une des questions centrales du choix de toute voie de développement est de savoir jusqu'à quel point on

1. Interview paru dans *Jeune Afrique économie* du 3 février 1997, n° 234.

accepte cette dépendance et ce modelage de la société suscités par la compétition et le progrès technique, sources de richesses et de puissance.

Il n'y a pas de réponses évidentes à cette question, mais il est clair que la concurrence dans les échanges de marchandises, de capitaux et d'informations ne suffira pas à réduire cette dépendance si elle s'arrête aux portes des laboratoires. Une politique de recherche scientifique et technique s'avère nécessaire, orchestrée par un État doté de moyens d'intervention convenables et, si possible, conduite dans le cadre d'ensembles régionaux protégés pour un temps des excessives différences de compétitivité avec les pays industrialisés. Rarement reconnue comme prioritaire – tant elle est difficile, coûteuse et à long terme –, c'est pourtant ce que j'appellerai en dernière partie le secret ultime du développement.

Sauf rares exceptions, il n'y a pas de développement à long terme possible sans une agriculture de plus en plus intensive qui contribue à la sécurité alimentaire du pays, qui gagne des devises et crée un marché intérieur. Le développement industriel, évidemment nécessaire, doit accompagner celui de l'agriculture et ne pas se faire à son détriment, contrairement à ce qui a été pratiqué longtemps dans de nombreux pays.

Mais les paysanneries – des plateaux andins ou chinois aux plaines du Gange ou du Nil, des forêts ivoiriennes, amazoniennes ou indonésiennes aux savanes sahéliennes ou brésiliennes – sont infiniment diverses, enracinées dans des *pays* produits d'une histoire longue, subtile et complexe entre les hommes et la nature. Et on n'impose pas à ces paysanneries un développement de l'extérieur. Elles savent se l'approprier dès lors qu'elles en tirent profit. Toujours et partout, elles réagissent aux signaux des prix à condition qu'on ne leur ponctionne pas lourdement leur revenus, à condition aussi que ces prix reflètent une concurrence équilibrée et ne connaissent pas d'excessives fluctuations. En bref, les paysans demandent d'abord des marchés stabilisés, organisés et rémunérateurs. Des innovations techniques peuvent alors être mises en œuvre avec succès, comme l'a montré la révolution verte en Asie.

Ce consensus de base étant reconnu, de redoutables questions restent en suspens. Elles sont parfois délibérément occultées. Il est des pays, trop nombreux, où le contrôle du foncier est si inégalement réparti, ou si mal défini et partagé, que la croissance agricole se fait au profit d'une petite minorité, dans la violence directe ou cachée, au détriment de paysans peu à peu expulsés de leurs terres, au détriment aussi d'une exploitation attentive et durable des ressources en sols, eau et biodiversité. Ce qui est vrai de la propriété foncière l'est aussi de toutes ces autres ressources qui conditionnent la croissance de la production agricole : le crédit, la proximité des marchés, l'information, la formation professionnelle, les infrastructures de base. Les inégalités d'accès à ces ressources ou à ces capacités sont à l'origine de la pauvreté rurale. Alors, inévitablement, se posent des questions à fort contenu politique. L'État ne doit-il pas intervenir pour corriger ces inégalités structurelles ? Le peut-il sans reconnaître, voire encourager, l'émergence d'organisations paysannes représentatives avec qui négocier ?

De même, la stabilité des prix ne va pas de soi dès lors que les marchés internationaux des produits alimentaires sont soumis à des fluctuations fortes et rapides car largement tributaires des excédents de quelques pays riches, qui subventionnent leurs agriculteurs. Surgissent là d'autres questions décisives, posées cette fois à la communauté internationale, celle de la régulation des marchés internationaux des produits agricoles, celle de la protection minimum des marchés intérieurs de pays dont la productivité agricole peut être cent fois moins élevée que celle des pays les plus performants. Enfin, n'y a-t-il pas quelque injustice à imposer aux pays en développement une libéralisation de l'agriculture que les pays riches se gardent bien de pratiquer chez eux ?

Devenir partie prenante du marché mondial apparaît désormais comme une exigence qui hante l'esprit des gouvernants de la plupart des pays du monde. Les réussites avérées en matière de croissance durable ne concernent que des pays qui ont accepté de multiplier et de diversifier progressivement leurs échanges avec l'extérieur. Cette libéralisation économique, externe et interne, ne peut se faire bruta-

lement, ni sans tout un ensemble de mesures d'accompagnement. On s'accorde désormais sur cet enseignement de l'histoire économique. On ne peut faire combattre sur le même ring un boxeur poids lourd et un boxeur poids coq.

Cette protection minimum mais néanmoins stimulante – ce difficile équilibre entre ce que P. Judet appelle *l'autarcie asphyxiante et l'ouverture débridée* – peut être recherchée par des mesures techniques et économiques variées (taux de change, protections tarifaires et réglementaires). Mais comme les différences de compétitivité entre pays industriels et pays en développement peuvent être énormes, ces mesures risquent de ne pas suffire ou de devoir être indéfiniment renouvelées ou renforcées. Une défense, largement admise désormais dans son principe, consiste à promouvoir des ensembles régionaux de pays « à compétitivité comparable », libérant leurs échanges mutuels et organisant leur protection extérieure commune. De tels ensembles se dessinent à tâtons, très lentement, avec force échecs ou régressions, mais avec des avancées certaines dès lors qu'ils ne se réduisent pas à des marchés décloisonnés et extérieurement protégés.

Cependant, cette option libérale, même stratégiquement tempérée, soulève, elle aussi, une question fondamentale qui déborde largement la sphère de l'économie proprement dite. Une part importante de la compétitivité externe des pays en développement repose en effet sur des salaires fortement inférieurs à ceux pratiqués dans les pays industrialisés. La logique de la compétition pousse d'abord à un coût minimum de la main-d'œuvre, mais, poussée à bout, elle conduit à la désintégration de la société. Les questions conjointes de la rémunération, de la durée et de la qualification du travail sont devenues des questions majeures. La communauté internationale n'échappera pas, tôt ou tard, à une régulation politique de ce conflit aux trois composantes indissociables. Les premières joutes sur « la clause sociale » au Sommet social mondial de 1995 à Copenhague en sont les signes avant-coureurs.

Pour bénéficier des avantages de la libéralisation internationale des échanges sans trop subir la loi et les intérêts des plus forts et des plus riches, il faut donc du temps, beaucoup plus de temps que ne

veulent bien en laisser les programmes d'ajustement structurel, les négociations et conventions internationales et les aides extérieures. Il faut aussi des États suffisamment forts et stratèges pour organiser cette ouverture progressive des frontières qui valorise les atouts à long terme du pays, pour définir et mettre en œuvre une politique macro-économique cohérente faite d'arbitrages délicats et permanents, pour s'allier avec les pays environnants affrontés aux mêmes défis.

Enfin, en raison de la globalisation des enjeux, il s'avère utile que les États comme les différentes composantes des sociétés civiles des pays concernés recherchent au niveau international des espaces d'expression, d'alliances et de négociations. Cela, afin que soit respectés la diversité des cultures, la légitimité du choix de mode de vie collectif, le droit du travail, la qualité de l'environnement. Mais on peut alors se demander si cette ouverture sur les compromis politiques entre nations peut s'opérer sans qu'existent au sein des nations en développement des compromis politiques de même nature ?

Ce fut la force des programmes d'ajustement structurel que de proposer des politiques macro-économiques permettant de réduire les déséquilibres financiers extérieurs et publics et de promouvoir les réformes structurelles conduisant à une plus grande efficacité globale des économies. Personne ne conteste désormais la nécessité de politiques macro-économiques poursuivant de tels objectifs, tant ont été dramatiques les errements et débordements consécutifs à l'absence de telles politiques. On peut discuter, et l'on discute encore beaucoup, du contenu exact de ces politiques. Deux débats majeurs me paraissent émerger des savantes discussions de spécialistes : celui relatif à la maîtrise de ces politiques par les pays en développement, celui de leurs effets sur la réduction de la pauvreté. Problèmes d'indépendance et d'équité.

À être imposées par l'extérieur, à être trop lourdes de conditionnalités multiples, à devoir être appliquées par des États dont, par ailleurs, on réduit le pouvoir, ces politiques d'ajustement ne sont pas toujours assumées par ces États. D'âpres débats et de timides essais sont en cours désormais, au niveau international, pour alléger cette

pression extérieure peu libérale et renforcer la participation de la société civile. Autre dépendance, beaucoup plus difficile à réduire, la dépendance des politiques économiques nationales vis-à-vis des mouvements internationaux des capitaux à court terme. Des masses financières considérables se déplacent instantanément d'un point du globe à l'autre au gré des supputations et spéculations de quelques dizaines d'opérateurs dominants à la recherche de bénéfices rapides. Ces mouvements déclenchent des crises brutales, profondes, longues à se résorber et sans commune mesure avec les raisons qui en sont à l'origine. Les pays émergents d'Asie du Sud-Est en ont fait la douloureuse expérience. Mieux vaudrait s'attaquer à ce vice fondamental de l'économie mondiale actuelle que de raffiner sur les préceptes des *bonnes* politiques économiques nationales.

Des travaux ont par ailleurs montré clairement que les objectifs des politiques de stabilisation et d'adaptation des structures auraient souvent pu être atteints par des politiques macro-économiques différentes dont, conclusion essentielle, l'impact sur la réduction de la pauvreté aurait été plus évident¹.

On peut alors se demander si la réhabilitation des mécanismes du marché ne masque pas, comme c'est le cas au niveau international, des processus de contrôle, d'enrichissement et de domination par des clans dont les intérêts sont contradictoires avec les objectifs de développement durable. Ces objectifs n'appellent-ils pas un minimum d'équité, comme semblent l'avoir montré certains pays d'Asie, et un souci de la préservation des ressources naturelles, comme semblent le montrer actuellement, *a contrario*, ces mêmes pays? De même, à trop réduire la demande, en particulier par l'affaiblissement du pouvoir d'achat des classes moyennes, non seulement on décourage les investissements privés (et c'est là le talon d'Achille évident des programmes d'ajustement en Afrique), mais encore on provoque des processus d'appauvrissement de certains groupes sociaux et on met en péril la cohésion sociale.

1. F. Bourguignon, C. Morisson, *Ajustement et équité dans les pays en développement, une approche nouvelle*, Paris, OCDE, Centre de développement, 1992.

On peut donc contester l'idée, ou l'idéologie, selon laquelle de *bonnes* politiques macro-économiques conçues et mises en œuvre d'*en haut* finiront à la longue, par la croissance économique qu'elles permettent, par être favorables aux gens d'*en bas*. La diffusion élargie des bienfaits de la croissance ne va pas de soi sinon, à la rigueur, dans une perspective de très long terme qui occulte les changements sociaux et politiques qu'implique cette diffusion. Les politiques macro-économiques peuvent, au mieux, être redistributives, par la fiscalité, les dépenses publiques et les conditions du crédit. Il est rare qu'elles modifient fondamentalement, à elles seules et en faveur des plus pauvres, les capacités d'accès aux ressources et actifs sources de revenus que sont la formation professionnelle, l'information, le crédit, la terre, etc.

Un accord assez général se dessine désormais sur le champ d'intervention nécessaire ou souhaitable de l'État, ce qui est un progrès considérable par rapport à des idéologies antérieures beaucoup plus extrêmes, dans un sens comme dans l'autre.

L'État ne peut se substituer au marché en tant que système d'incitations collectives. Mais il lui revient au moins, on vient de le voir, de conduire une politique macro-économique cohérente garantissant et stabilisant le cadre au sein duquel peuvent se déployer les initiatives de chacun et les concurrences de tous. Dans ce cadre de compétition, libérale mais ordonnée, il lui revient aussi d'assurer une ouverture progressive des frontières et d'investir, aidé par les financements extérieurs si besoin est, dans les infrastructures économiques, sociales, sanitaires. Il lui revient enfin de libérer les revenus des paysans des ponctions indues et de promouvoir les réformes institutionnelles garantissant à chacun un accès aux ressources productives de revenus.

À ce rôle *ordinaire* de régulation et de promotion d'une économie libéralisée compétitive, il faut ajouter des fonctions de long terme que le marché, myope par nature, ne peut assumer : la promotion d'un système de formation généralisé et d'un dispositif de recherche scientifique et technique appropriée, l'élaboration d'analyses prospectives guidant et réunissant les acteurs économiques dans les choix

d'avenir, l'aménagement du territoire, la préservation du potentiel de ressources naturelles. Toutes ces fonctions de développement s'articulent évidemment aux fonctions politiques de base, dites régaliennes : garantir la sécurité des citoyens et un régime de droit, faute desquels violences, incertitudes et gaspillages prennent des proportions insupportables.

Depuis quelques années, travaux et débats sont innombrables sur la meilleure façon d'atteindre, par des mesures techniques, administratives et institutionnelles appropriées, cette configuration idéale de l'État, et sur l'opportunité de la réduire ou de l'élargir selon les capacités des systèmes politiques et administratifs de chaque pays. C'est la fameuse question de la *gouvernance*, expression encore bien ambiguë, dont il est reconnu désormais qu'elle doit être aussi décentralisée que possible pour y associer les diverses composantes de la « société civile ». Mais la question centrale, véritable non-dit politique des bailleurs de fonds, est de savoir d'où vient cet État, de quelles forces sociales, économiques et politiques il est l'émanation ou le compromis. Il n'y a pas d'un côté l'État, de l'autre la société civile. L'État est toujours l'expression de rapports de forces économiques et sociaux, lesquels peuvent être plus ou moins régulés politiquement. Les *chaabols* coréens, macrostructures mêlant inextricablement entreprises, banques et État, ont montré que cette régulation politique faisait défaut, d'où affairismes et corruptions longtemps sous-estimés. Selon le degré et les modalités de la démocratie, qui ne peut se réduire à des votes électifs périodiques, ces rapports de forces et d'intérêts peuvent faire ou non l'objet de compromis acceptables par tous.

L'émergence d'un État intègre, compétent, au service de l'intérêt général est une œuvre difficile et de longue haleine. Elle ne peut résulter seulement de l'application d'arrangements institutionnels ni de normes *managériales*¹. En la matière on ne peut faire abstraction

1. La Banque mondiale y a consacré en 1997 son rapport annuel sur le développement dans le monde, sous-titré : *L'État dans un monde en mutation*. Le *Financial Time* résumait en une phrase la philosophie *managériale* de ce rapport : « Le rôle de l'État est d'être un partenaire du marché, un catalyseur, un facilitateur. »

des processus de régulation politique, sociale et culturelle nés de l'histoire singulière de chaque pays. Des origines et de la nature de l'État dépendent donc les capacités de cet État à réduire les inégalités dont on sait qu'elles sont un handicap majeur pour la croissance à long terme.

LA VOIE ORTHODOXE : FORCE, LIMITES ET IMPASSES

Pour affronter ces questions essentielles que soulève la mise en œuvre du consensus *a minima* et dessiner ainsi une voie de développement rénovée, il y a tous les efforts en cours déployés par ceux qui dominent actuellement la scène du développement. Ils sont conduits par la Banque mondiale qui tend, face à ces questions, à se démarquer de plus en plus du FMI. Ils réunissent la plupart des bailleurs de fonds et, plus ou moins contraints, nombre d'États de pays en développement. Cette voie de développement je l'appelle la voie orthodoxe car elle est en continuité avec les initiatives lancées depuis une dizaine d'années pour corriger ce que peuvent avoir de pervers des marchés trop peu régulés. S'efforçant de tirer rigoureusement les leçons de l'expérience, ses tenants explorent les délais, les inflexions, les compromis, les ajustements, voire les entorses que leur paraît nécessiter le paradigme libéral appliqué au sous-développement.

On ne saurait sous-estimer la force de cette voie orthodoxe ni la fécondité de la démarche qu'elle incarne. Elle se construit peu à peu en tâtonnant. Ses partisans, avec intelligence et modestie, savent reconnaître leurs erreurs. Ils acceptent de corriger ou d'aménager substantiellement les conséquences, voire les préceptes mêmes induits par leur hypothèse fondatrice : l'efficacité de la libre compétition économique. Cette voie de développement, sinueuse et incertaine, s'adapte en permanence aux leçons de l'histoire, du terrain et de la réflexion théorique. C'est une voie qui se veut construite par la science économique tirant parti de l'expérience.

Si la lutte contre le sous-développement a connu depuis quarante ans d'incontestables réussites en termes de croissance économique et d'amélioration, lente mais réelle, des conditions de vie d'une grande part de l'humanité, c'est grâce à cet *esprit de la méthode*. Peu à peu, la voie orthodoxe circonscrit ce qu'il ne faut plus faire (donner à l'État *trop* de pouvoirs économiques, se protéger à *l'excès* et trop longtemps de la concurrence, ponctionner *abusivement* les revenus agricoles, etc.), étant entendu qu'elle peine à définir les subtils équilibres techniques entre ces « ni trop, ni trop peu ».

Mais, malgré ces incontestables avancées, la méthode orthodoxe reste intrinsèquement démunie pour affronter le long terme, les confrontations sociales et internationales, le contenu politique des relations entre sociétés civiles et puissances publiques. Or, tous ces champs d'intervention se révèlent peu à peu déterminants pour la mise en œuvre du consensus *a minima*. La méthode orthodoxe ne parvient toujours pas à des propositions convaincantes pour réduire significativement le nombre d'hommes et de femmes vivant dans l'extrême pauvreté et réduire l'éventail des inégalités. Elle ne dit pas non plus comment enrayer la dégradation des ressources naturelles, limiter la dépendance technologique, économique et financière de la plupart des pays en développement vis-à-vis des pays les plus avancés et des marchés mondiaux que ces derniers contrôlent. Indifférente à l'origine – nationale ou étrangère – de la propriété du capital, elle ne préjuge pas du partage des richesses, a du mal à voir à long terme et à protéger de l'instabilité.

Dès qu'elles s'affrontent à ces enjeux, les institutions en charge du développement sont désorientées. Elles ne savent plus très bien quoi faire sinon mettre en avant de manière encore très générale les questions de gouvernance et les déficits qualitatifs des ressources humaines. Des priorités nouvelles ne cessent de s'empiler sans cohérence au gré de bailleurs de fonds et d'intervenants de plus en plus nombreux, agissant localement sans coordination. Partout les méthodes sont reconsidérées, les accords renégociés, les structures réformées. Les politiques macro-économiques libérales sont priées d'intégrer les dimensions sociales du développement, l'ouverture

commerciale de s'accompagner de la lutte contre la pauvreté, la croissance de tenir compte de la dégradation de l'environnement. Mais on peut se demander si ces combinaisons sont possibles et en phase avec les dynamismes à l'œuvre dans les sociétés concernées. Ces politiques ne sont plus seulement une affaire d'États, mais, avec la prolifération des intervenants sur le terrain et avec les mouvements massifs, imprévisibles et déstabilisateurs des capitaux à l'échelle mondiale, toute régulation semble avoir disparu. La légitimité de chacun peine à dépasser un horizon étroit, que cet horizon soit temporel ou social. D'où des projets et politiques de court terme ou fluctuants, peu propices au développement durable. La confiance fait défaut.

Sur cette scène si encombrée, les investisseurs privés transnationaux jouent un rôle de plus en plus déterminant mais concentrent leurs interventions sur un très petit nombre de pays. Les « sociétés civiles » sont appelées, fort justement, à la rescousse. Elles sont encouragées à s'organiser dans le cadre d'une gouvernance décentralisée pour combler le vide laissé par des États que l'on veut moins omnipotents. Mais on oublie que les sociétés civiles n'existent pas en tant que corps constitués opposés à l'État. L'État est dans la société, et la société est dans l'État.

À ceux qui pourraient me reprocher d'être trop critique à l'égard des politiques suivies, je ne peux faire mieux que de les inciter à prendre connaissance de l'intervention, en octobre 1998, de James D. Wolfensohn, président du groupe de la Banque mondiale, devant le Conseil des Gouverneurs du FMI. En voici trois extraits : « Il semble de plus en plus évident qu'il y a quelque chose de pernicieux dans un système où même les pays qui suivent de bonnes politiques depuis des années sont malmenés par les marchés des capitaux internationaux, où les travailleurs de ces pays se retrouvent au chômage, où l'éducation de leurs enfants va être interrompue et où leurs rêves et leurs espoirs vont être anéantis. » « Nous voyons que, dans l'économie mondiale de notre époque les pays peuvent évoluer vers l'économie de marché..., mais s'ils n'ont pas obtenu de consensus politique et social en faveur des réformes, si le peuple n'est pas à

l'unisson du gouvernement, leur développement est fragile et éphémère. » « Les problèmes sont trop importants, leurs conséquences trop graves, pour que nous nous laissions guider par les anciens automatismes ou par les modes et les idéologies du jour. Nous devons nous engager collectivement à construire ensemble quelque chose de mieux. »

Face à ces impasses, les tenants de la voie orthodoxe ne peuvent que prêcher la patience aux peuples des pays pauvres. Selon eux, les effets de l'éducation généralisée et de la croissance économique finiront par se diffuser et par réduire la pauvreté et la dépendance. Les efforts internationaux pour protéger le capital des ressources naturelles sont encore trop récents pour que la prise en compte de ce capital dans les calculs économiques à long terme porte déjà ses fruits. Une *nouvelle architecture du système financier international* finira par s'imposer, etc. Mais la rapidité des changements technologiques, qui ne cessent de brasser l'économie mondiale et de renouveler les formes de la dépendance et des inégalités sans en changer fondamentalement le sens, est plus grande que celle de la transformation de la plupart des pays en développement selon les voies et moyens orthodoxes. La patience risque de devoir être indéfinie si on *suit* le mode de développement des pays les plus avancés.

La voie orthodoxe bute là, me semble-t-il, sur un obstacle infranchissable : son parti pris idéologique de neutralité politique. Comme si cette neutralité affichée n'était pas, en fait, une prise de position politique puisqu'elle aboutit à suivre le mode du développement qui prévaut dans les pays les plus riches et à laisser faire les puissants de ce monde, sur la scène internationale comme sur les scènes nationales.

Les tenants de la voie orthodoxe restent réticents en effet, en élaborant leurs prescriptions, à tenir compte explicitement des arènes politiques internationales et nationales. Il font comme si la compétition entre groupes sociaux ou nationaux se réduisait à une compétition économique entre acteurs individuels. Ils estiment secondaires ou inabordables les luttes de pouvoir inter- ou intra-nationales, inter- ou intra-catégories sociales, que celles-ci soient fondées sur le capital accumulé, le savoir-faire technique, la maîtrise de l'accès à certaines

ressources naturelles ou sur la profession, l'ethnie, la religion. Selon leur point de vue, l'intervention dans ces compétitions sociales et politiques serait hors du champ de compétence des développeurs, arguant qu'il n'y a pas de preuves scientifiques péremptoires selon lesquelles, hors le cas des « États prédateurs », la nature sociopolitique des régimes gouvernementaux influencerait la croissance. La stabilité de ces régimes importerait beaucoup plus que leur libéralisme politique.

La voie orthodoxe, en déconnectant de fait l'économie du politique, débouche sur une négation du politique. Elle assure fonder ses prescriptions sur les acquis de la science économique et des sciences de l'organisation et de la gestion. Attachée à certains schémas de pensée et de méthode (il n'est de science que de la mesure), elle dénie en quelque sorte aux travaux des politologues, anthropologues et sociologues, la capacité de conduire à des conclusions générales et opératoires irréfutables.

Le développement est alors traité comme un problème technico-économique entre les mains de spécialistes. La voie de développement correspondante est tracée d'en haut, car tracée par des experts, et dans les limites que laissent les rapports de pouvoirs internes et internationaux. Avec ce paradoxe, qui n'est qu'apparent, que ses promoteurs appliquent leurs méthodes et leurs préceptes avec beaucoup plus de ténacité et d'efficacité dans les pays pauvres que dans les pays riches, et que pour la réforme des rapports internationaux.

Dans un certain sens, et pour schématiser, la voie orthodoxe privilégie, malgré certains efforts de rééquilibrage, le macro-économique par rapport au local, le court terme par rapport au long terme, l'économique par rapport au social et au politique. Elle accorde à ces trois champs d'intervention une priorité dans le temps et elle s'y montre beaucoup plus efficace que dans les trois dimensions complémentaires, le local, le long terme, le sociopolitique. Au risque de négliger ces dernières.

La voie de développement solidaire consiste à essayer d'inverser le sens de ces priorités. Elle explore par l'autre bout ce que j'ai appelé les « passages » stratégiques.

VOIE DU DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE, VOIX DES CITOYENS

Une autre *voie* de développement se dessine face aux limites de la voie orthodoxe. Elle repose sur un parti pris fondateur : faire droit à l'expression organisée des *gens d'en bas* et prendre en considération leurs attentes et leurs initiatives, sans les enfermer *a priori* dans des contraintes et modèles venus d'*en haut* ou d'ailleurs. Selon cette stratégie, entre l'État de droit bien souvent à construire et les grandes entreprises dominatrices à force d'être conquérantes, il y a place, et une place importante, pour une économie sociale indissociable d'une véritable démocratie. Au lieu de reconnaître seulement les intérêts matériels des individus en les mettant en compétition les uns avec les autres, les initiatives locales et collectives font jouer des solidarités. Celles-ci mettent en œuvre, et s'il le faut rénovent, ce qui constitue le ciment et la richesse immatérielle d'un groupe social ou d'une société : ses valeurs, ses objectifs, ses modes d'organisation, ses codes.

La crédibilité de cette voie de développement hétérodoxe s'enracine dans un fait massif et corrélatif de la mondialisation depuis une vingtaine d'années : la montée en puissance – locale, nationale, internationale – des organisations de base, de leurs associations et de leurs réseaux. Rappelons seulement ici le formidable foisonnement des ONG et des communautés de base, des organisations paysannes et associations de quartiers en Afrique et en Amérique latine, l'expansion rapide des systèmes de financement décentralisés nés au Bangladesh avec la Grameen Bank. Rappelons aussi les innombrables associations humanitaires, féminines, de défense de l'environnement... qui, au Sud comme au Nord, entrent en rupture avec la logique compétitive de la

mondialisation économique et la conjonction de ces mille mouvements divers et ambigus qui a précipité l'échec de la dernière réunion de l'Organisation mondiale du commerce à Seattle. Ce puissant mouvement exprime globalement – malgré l'extrême diversité de ses composantes et ses nombreuses ambiguïtés, malgré d'incontestables dérives et des loups dans la bergerie – un parti pris politique et souvent éthique. Il est celui d'hommes et de femmes qui refusent l'exclusion, la pauvreté, les inégalités, les dégradations écologiques dont ils sont victimes. Il est aussi celui d'hommes et de femmes qui militent pour plus de justice, de démocratie, de solidarité ou de sagesse écologique.

Soyons clair : il ne s'agit pas de corriger de prétendus *effets pervers* de la voie de développement orthodoxe, de se *pencher sur les pauvres* pour qu'ils le deviennent un peu moins, voire d'acheter la paix sociale. On ne saurait soulager la misère sans remonter aux origines de cette misère. Il s'agit d'autopromotion, de conquêtes, de négociations. C'est une reconstruction du politique. Le système mondial actuel est cohérent, il est efficace, mais occulte ce qui en constitue son véritable ressort : un rapport de forces de plus en plus inégal qui concentre les bénéfices de la croissance et au moins leur contrôle. Et la voie hétérodoxe du développement consiste à travailler au rééquilibrage de ce rapport de forces. Autrement dit encore, cette voie se dessine dès lors que ces populations d'en bas deviennent des acteurs responsables de leur vie au lieu de trop souvent subir et seulement réagir.

Évitons ici un nouveau malentendu : cette reconstruction du politique n'implique pas nécessairement une révolution ou un coup d'État qui substituerait aux commandes de l'État et de l'économie un clan, une catégorie sociale ou régionale, une *mafia* à une autre. Il s'agit de trouver, disons plutôt d'imposer, des compromis entre des intérêts, variés et contradictoires mais admis.

Cette ambition est grande. Politique dans sa logique, elle ne comporte pas de modèle idéal ou prescriptif. C'est une tentative de rééquilibrage démocratique toujours à construire, toujours à inventer et à adapter aux sociétés, aux lieux, aux circonstances. D'où la difficulté des mots pour la circonscrire. L'Occident a montré, à sa façon et à un certain moment de son histoire, que cette ambition pouvait

prendre corps. Cette reconnaissance puis cette légitimation des dynamiques sociales locales n'impliquent pas, bien au contraire, que soit diminué le rôle de l'État comme garant de l'intérêt commun et de l'équité. Elles ne doivent pas non plus surestimer les valeurs de solidarité qu'expriment ces organisations : toutes sont traversées de conflits et de rapports de pouvoir. Les réalités sont loin du « monde enchanté de la solidarité ». Entre l'État tout-puissant et des pouvoirs prétendument populaires, il y a place pour une voie médiane et surtout médiatrice qui recherche et légitime peu à peu la collaboration et le partage des rôles entre État, pouvoirs locaux et populations organisées face aux pouvoirs des firmes multinationales et aux pressions excessives des marchés.

Mais cette collaboration nécessite une sorte de génie institutionnel, tout un savoir-faire d'élucidation des positions respectives puis de médiation et de négociation des intérêts en présence. Là est le véritable sens de cette *gouvernance* si souvent évoquée de nos jours et qui n'a que peu à voir avec une décentralisation fonctionnelle censée assurer une gestion plus efficace des services publics tout en facilitant l'ajustement des comportements à l'économie de marché.

Si cette voie de développement solidaire ne peut faire l'objet d'un modèle à prescrire, elle se reconnaît à certains principes directeurs qui donnent sens à l'action politique et aux efforts déjà accomplis pour lui donner forme. Elle s'identifie aussi par contraste, c'est-à-dire par ce qui la démarque de la voie orthodoxe, et par les *passages* nouveaux qu'elle ouvre. Elle appelle aussi, par conséquent, une mutation de l'aide publique au développement. Et, surtout, elle prend le visage de ceux qui en sont ou en seront les architectes.

DÉMOCRATIE CONTINUE ET ÉCONOMIE SOCIALE

Ces deux principes directeurs sont complémentaires. Ils sont sujets à de multiples variations de contenu et d'application, objets, par conséquent, de bien des analyses et des controverses.

Une première remarque générale s'impose : pour assurer le concours des individus, des entreprises, des organisations sociales, des pouvoirs coutumiers, des collectivités locales, de l'État... dans les choix des politiques de développement, il est plus important de définir les relations entre ces centres de pouvoir et ces lieux d'initiatives que de définir *a priori* le contenu de ces pouvoirs et de ces initiatives.

Or l'organisation de cette coopération/confrontation de compétences, d'intérêts et d'initiatives s'exerçant à différentes échelles peut venir d'en haut ou d'en bas. Le développement solidaire consiste d'abord à privilégier le mouvement qui vient d'en bas. C'est en effet au niveau le plus proche du terrain de la vie quotidienne que s'inventent des réponses adaptées à la diversité des situations, à la liberté et à la créativité de chacun. Même si c'est sous contrainte de cohérence et de compatibilité avec les niveaux supérieurs. De la cellule familiale à la nation et aux relations internationales, les différents niveaux d'organisation du territoire entretiennent entre eux des rapports qui sont nécessairement politiques. Et la gouvernance consiste, dans cette perspective, à articuler les règles propres à la gestion de chaque niveau à des règles de collaboration et de négociation avec les autres niveaux. Nul doute qu'il s'agit là d'une composante essentielle de la démocratie.

On peut alors parler, comme D. Rousseau, professeur à l'université de Montpellier, d'une *démocratie continue* qui « transforme et élargit l'espace de la participation populaire en inventant des formes particulières qui permettent à l'opinion d'exercer un travail politique : le contrôle continu et effectif, en dehors des moments électoraux, de l'action des gouvernants ».

Ce contrôle peut s'étendre à la prise en charge contractuelle de certaines fonctions habituellement dévolues aux services publics. Et cette démocratie n'est pas seulement continue car permanente, mais aussi parce qu'elle tisse dans l'espace des liens politiques entre le marché et l'État.

En Afrique subsaharienne, face au retrait de l'État et alors que la création de collectivités locales ne fait que s'amorcer, les exemples de

prise en charge, au moins partielle, par les citoyens, de fonctions d'intérêt collectif se multiplient : dispensaires, écoles, caisses de crédit, marchés, bornes-fontaines, assainissement des quartiers... Se manifeste, à côté d'un enchevêtrement de transitions politiques et de transformations macro-économiques, et pour reprendre les termes d'un observateur averti de l'Afrique, Mamadou Diouf : « une intensification des mouvements sociaux animés par des acteurs ethniques, religieux, régionalistes qui reconfigurent les normes d'appartenance à la communauté politique, les critères d'accès aux ressources économiques et symboliques tout en produisant des conceptions inédites, variées et changeantes du bien commun et de sa gestion »¹.

Intervient alors le deuxième principe directeur de la voie de développement solidaire : donner droit de cité à cette économie sociale, vieille expression qui reprend de nos jours un visage de jeunesse. Elle est faite de tous ces acteurs collectifs organisés sur une base territoriale, sociale, économique, culturelle ou autre. Leur objectif n'est pas seulement de maximiser les revenus de leurs membres, il est aussi d'améliorer solidairement leurs conditions de vie dans un espace déterminé. Au-delà de ce qui est mesurable et intégrable dans un « modèle de consommation », ces groupes peuvent se soucier d'objectifs non monnayables mais qui peuvent primer sur une couverture plus complète des besoins matériels : sécurité, solidarité, équité, autonomie, démocratie, identité culturelle, respect de l'environnement naturel.

Toujours en Afrique subsaharienne, les organisations paysannes assument progressivement des fonctions techniques et économiques multiples abandonnées par l'État. Véritables médiateurs entre une demande paysanne souvent diffuse et l'offre technique disponible, elles deviennent, à l'échelon local, les vecteurs de l'innovation et des nécessaires adaptations. Elles créent des services collectifs en se dotant de systèmes d'épargne et de crédit appropriés et en prenant en main la gestion de certaines ressources naturelles (eau, bois, pâtu-

1. Mamadou Diouf, « Les gouvernements introuvables », in *Le Courrier le la Planète*, n° 41, Paris, juillet-août 1997.

rages). Elles sont irrésistiblement conduites à s'impliquer dans les filières d'approvisionnement, de production, de commercialisation afin de rendre plus stables les débouchés et de rendre plus équitables les partages de revenus entre les divers acteurs de ces filières.

Il n'est pas aberrant de penser que faire droit à ces attentes et favoriser ces initiatives collectives peut être *profitable*. Car, ce faisant, il est possible d'élargir mieux que par le marché et l'État, même subtilement combinés, l'accès des plus démunis à ces *biens de base* que sont l'équilibre de la ration alimentaire dès le plus jeune âge, la sécurité alimentaire, les soins primaires, la médecine préventive, l'éducation de base, l'accès à l'eau potable. Au demeurant cette économie sociale crée des emplois, dépense, transfère, épargne, fait crédit, investit. Elle doit être prise en compte comme les autres secteurs et acteurs de l'économie.

Mutatis mutandis, l'Europe, en redécouvrant cette économie sociale, cherche aussi à sa manière à inventer chez elle cette voie de développement solidaire. De multiples expériences y sont en cours pour lutter contre l'exclusion : associations de bénévoles, services de proximité, aides à la réinsertion, partage du temps de travail, mutuelles et coopératives, tutorat d'entreprises.

Il ne faut cependant pas se leurrer : les initiatives citoyennes nées au niveau local se heurtent à des forces contraires avant qu'elles ne puissent donner plus globalement sens et forme à un développement plus solidaire.

La cristallisation d'initiatives et associations locales en réseaux puis en unions capables de peser sur les forces politiques et macro-économiques prend d'abord un temps considérable. En effet, la diversité des organisations de base impose à chacune d'expérimenter sa propre voie par tâtonnements successifs qui l'aident à construire son identité et à faire preuve de créativité. Ensuite, ce passage de micro-réalisations novatrices et éparées à des organisations susceptibles de structurer la vie publique et économique requiert souvent de redéfinir les objectifs, valeurs, règles et intérêts dont le partage assurera la cohésion et la légitimité du regroupement. Il requiert aussi, pour assurer une relative autonomie du regroupement, la conjonc-

tion de moyens propres (compétences, financements, génie institutionnel) qu'il est souvent difficile de réunir simultanément au moment opportun. Et il est largement avéré qu'on ne peut *fabriquer* de l'extérieur des unions durables.

À chaque instant, ce mouvement vers le haut risque donc de s'interrompre sous l'effet de fragilités, d'inefficacités et de dissensions internes. À chaque instant, il risque de se dévoyer en décollant de sa base au profit d'intérêts singuliers, clientélistes ou technocratiques. Enfin, si ces obstacles sont surmontés, le nouvel acteur sur la scène politique ou économique se heurtera aux acteurs dominants, réticents – et c'est peu dire – à partager leurs pouvoirs et leurs intérêts. L'histoire des trente dernières années de ce *développement participatif* est tissée d'innombrables tentatives : on y a observé beaucoup plus d'avortements naturels ou provoqués que d'accouchements réussis.

En Afrique subsaharienne, jusqu'à tout récemment, il n'existait que deux fédérations paysannes d'envergure nationale : au Burkina Faso, la Fédération des unions de groupements Naam, dont les premiers sont nés en 1967 ; au Sénégal, le Conseil national de concertation et de coopération des ruraux, héritier de la Fédération des organisations non gouvernementales sénégalaises née en 1976, qui représente désormais 2 500 000 adhérents. Mais, dès que l'État relâche son emprise, dès que l'espace politique s'ouvre, ce qui est la tendance générale depuis quelques années, le mouvement reprend, comme une irrésistible marée montante. Il prend des formes nouvelles, tire parti des expériences passées et en cours, s'appuie sur des leaders bien formés et sachant s'informer, largement ouverts sur l'extérieur, doués pour la négociation¹. Sait-on qu'actuellement au Bénin, la Fédération des Caisses d'épargne et de Crédit agricole mutuel réunit 260 000 adhérents et représente 20 milliards de francs CFA d'épargne ?

1. Les organisations professionnelles agricoles ivoiriennes, rassemblées en une association nationale, négocient désormais avec les pouvoirs publics et les bailleurs de fonds. Dans d'autres pays on assiste au même mouvement.

DES POLITIQUES PUBLIQUES INTERMÉDIAIRES

Une telle voie de développement solidaire est évidemment compatible avec le fonctionnement du marché et avec un rôle accru de l'État. Elle se trace, comme la voie orthodoxe, en respectant les acquis du *consensus a minima* progressivement dégagé par l'expérience et la réflexion économique. Mais elle appelle des formes de politiques publiques qui stimulent, régulent, légitiment et la démocratie continue et l'économie sociale. Dans cette perspective, une politique publique *sectorielle*¹ met en présence l'État, de ce fait réhabilité, et les divers acteurs collectifs concernés – que ce soient des entreprises, des organisations professionnelles, sociales, familiales, politiques, coutumières ou religieuses – pour tenter de concilier les intérêts propres en ce secteur à chaque partie prenante. Une politique publique appelle donc d'abord la détermination d'un cadre contractuel de médiation, de négociation et d'application prenant en compte l'intérêt général et les contraintes macro-économiques et internationales.

Ce qui précède pourrait paraître banal, et encore, dans de vieilles nations dont les membres se reconnaissent dans une histoire, des valeurs, un avenir partagé et qui ont su mettre en place une démocratie représentative. Mais c'est bien loin d'être le cas pour de nombreux pays. Il est très fréquent en effet qu'on y observe une multiplicité de codes de conduite qui tantôt s'enracinent dans des valeurs, représentations, institutions, formes de reconnaissance sociale héritées de traditions singulières, et tantôt correspondent à des normes qu'ont tenté et tentent toujours de faire prévaloir, sous couvert de modernité, les nations développées². Alors, pour accéder aux ressources productives ou pour défendre leurs positions, les acteurs sociaux s'organisent en combinant à des degrés divers ces différents systèmes

1. Politique agricole, de santé, éducative, de décentralisation, foncière, d'urbanisme, etc.

2. Cf. chap. 4 de la première partie. Il suffit d'évoquer ici la diversité des normes qui gouvernent l'accès au foncier, les formes de l'État et des *fonctions publiques*, la justice, la rémunération du travail, les règles matrimoniales.

de normes. Ce pluralisme des normes, internes et externes, explique la prolifération des organisations actuellement constatées. Il explique l'extrême variété des comportements, souvent déroutants, des acteurs sociaux et la difficulté à les interpréter, donc à les prendre en considération dans les politiques publiques. La période actuelle se caractérise d'ailleurs par le poids, la multiplicité et, il faut le dire, les variations des normes que tentent d'imposer les puissances économiques internationales et/ou les bailleurs de fonds, qu'il s'agisse de la promotion du marché, de la lutte contre la pauvreté, de la gouvernance ou de la défense de l'environnement.

Les politiques publiques se doivent de reconnaître ces divers acteurs sociaux. Elles se doivent même de soutenir les plus faibles et les plus obscurs, y compris ceux dont les comportements peuvent paraître, *a priori*, assez éloignés des normes de la modernité. Avec, naturellement, d'importantes précautions. Car une action collective peut servir des intérêts très particuliers. Et elle n'a pas toujours la capacité de dépasser des micro-réalisations et de structurer le tissu social. Mais les acteurs qui manifestent leur capacité à assumer une fonction d'intérêt public (groupements professionnels, comités de quartiers, tribunaux coutumiers, associations de parents d'élèves...) doivent être reconnus en tant que tels car ils ont besoin de légitimité pour agir dans la durée. Cette légitimation, ne serait-ce que par conventions ou contrats, inscrit alors dans la sphère politique la pluralité des intérêts, valeurs et normes revendiqués par les groupes sociaux.

C'est là, dans cette capacité à identifier et soutenir ceux qui concourent à l'intérêt général, que l'État peut trouver sa légitimité et son efficacité. Celles-ci passent inévitablement par une très large décentralisation, dotée des moyens nécessaires. Mais il faut aller plus loin. Des politiques publiques porteuses de développement solidaire doivent s'assigner comme but non seulement de redistribuer les fruits de la croissance, mais aussi d'élargir l'accès des plus démunis aux ressources productives et aux capacités, sources de revenus que sont la formation, l'information, le crédit, le capital, la sécurité financière, le droit, le pouvoir politique. De telles politiques sont alors réductri-

ces des inégalités structurelles, donc de la pauvreté et des handicaps à la croissance.

Ces politiques pourraient être qualifiées d'*intermédiaires* car non configurées strictement par un cadre macro-économique, ni réduites à des mesures sociales palliatives en faveur des plus pauvres. Elles pourraient aussi être qualifiées de *médiatrices* car organisant des compromis entre des intérêts divergents, disons, pour faire court, ceux des riches et des puissants, ceux des pauvres et des faibles¹. Ce qui importe alors, ce n'est pas de prescrire *a priori* un contenu normatif à ces politiques, comme sont trop exclusivement tentés de le faire à la fois l'État et les bailleurs de fonds. Ce qui importe c'est d'assurer procédures et arbitrages permettant au plus grand nombre de prendre part aux choix de développement qui les concernent. On voit aussi qu'il ne s'agit pas là de quelque *gestion participative* idéalisant « la » société civile car ces politiques publiques sont enjeux de conflits. Un État fort et efficace est nécessaire pour fixer les règles et arbitrer les compromis en fonction de choix politiques nationaux explicites.

Si de telles politiques publiques ne peuvent être configurées dans des modèles passe-partout, il est patent qu'elles s'esquissent à tâtons à travers de nombreuses tentatives et expériences, locales ou sectorielles². La Banque mondiale elle-même n'hésite plus désormais, quand elle traite de la lutte contre la pauvreté, à parler d'*empowerment* en faveur des pauvres, ce qui veut dire faire en sorte que ces derniers puissent s'exprimer, être entendus et agir sur leur propre avenir.

Et s'il fallait citer un exemple de pays ayant su avec évidence concilier croissance et réduction de la pauvreté et des inégalités, je citerais, comme le PNUD dans son rapport de 1996, la Malaisie. La croissance y a été de près de 7 % par an en moyenne de 1960 à 1985, et de plus de 8 % entre 1985 et 1995. Cette croissance a été

1. Cf. les conclusions de l'expertise scientifique collective sur *Inégalités et politiques publiques en Afrique* présentées au chap. 4 de la première partie.

2. Citons, à titre d'exemples en Afrique subsaharienne francophone, la politique agricole au Sénégal pour laquelle le Conseil national de coordination et de coopération des ruraux est partie prenante des décisions de l'État et des bailleurs de fonds ; la décentralisation au Burkina Faso et au Mali ; la mise en place d'un système mutualiste de microfinancement au Bénin.

associée à une faible inflation et à la conquête du plein-emploi, au passage de la transformation de produits primaires à l'élaboration de produits industriels sophistiqués. De 1960 à 1993, l'espérance de vie y est passée de 53 à 71 ans, la mortalité infantile a chuté de 72 % à 13 %, et le taux de scolarisation primaire, parti de 33 %, atteint désormais près de 100 %. Les tensions raciales ont explosé dans des révoltes ethniques en 1969. Le gouvernement a alors élaboré un plan sur vingt ans visant, avec des objectifs chiffrés, à concilier croissance et développement humain et à réduire pauvretés et inégalités. Il a su mettre en œuvre des « discriminations positives » au profit des Malais désavantagés par rapport aux populations d'origine chinoise et indienne. Il a accordé bourses et quotas scolaires aux Malais. Il a développé l'irrigation en faveur des ruraux les plus pauvres, en s'attachant à régler les conflits fonciers. La proportion des pauvres est passé de 49 % de la population totale en 1970 à 14 % en 1993, et le revenu moyen des populations malaises a augmenté plus rapidement que celui des autres. Cet exemple mériterait d'être analysé plus en profondeur, mais il montre au moins qu'une « troisième voie » est possible. D'autres *histoires à succès*, comme celles de la République de Corée, du Kerala ou de Maurice, pourraient être racontées, mais avec certaines réserves¹.

Pour avancer dans cette voie du développement solidaire, il faut une volonté politique forte qui sera évidemment stimulée par les pressions qu'exercent les nouveaux acteurs sociaux. Mais il faut aussi un mode d'emploi opérationnel de ces principes directeurs. Et là, on est encore loin du compte. Les méthodes conduisant à l'identification des acteurs sociaux et à l'analyse de leurs comportements et de leurs confrontations n'ont pas encore fait l'objet d'une élaboration systématique. Pas plus que le génie institutionnel nécessaire à des processus de médiation, de négociation et d'appui sur longue période. Rares sont les experts qui, grâce à leur longue expérience et à la diversité de leurs compétences, sont capables d'assurer le passage

1. Les Rapports sur le développement humain, du PNUD, des années 1994 et 1996 les présentent brièvement.

d'un diagnostic approfondi et scientifiquement étayé à des recommandations opératoires à l'intention des décideurs politiques. Il y a là d'ailleurs un des enjeux majeurs que doit affronter la recherche scientifique pour le développement, et tout particulièrement l'ensemble des sciences humaines et sociales.

LA NÉCESSAIRE RÉORIENTATION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

L'aide publique au développement pourrait jouer un rôle très précieux d'accompagnement, de renforcement, parfois même d'impulsion des initiatives qui se font jour en faveur de la voie de développement solidaire. À condition de changer substantiellement ses principes, ses instruments et surtout ses pratiques effectives.

Actuellement, les agences d'aide exercent, globalement, une très forte influence dans les pays les plus pauvres. Mais elles tendent à y imposer des objectifs, des normes et des pratiques, variables dans le temps et d'une agence à l'autre, qui entrent le plus souvent, ne serait-ce que par ignorance, en conflit avec ceux des sociétés à qui est destinée l'aide. Celles-ci réagissent alors par des comportements ambigus, et qui déroutent souvent les bailleurs de fonds. Comportements faits à la fois d'acceptation et de contournement des conditions imposées, sans même parler des détournements d'une partie de cette aide par certains intermédiaires. D'où les si nombreux échecs ou semi-échecs, largement évoqués précédemment, des *projets de développement*. D'où les *agendas cachés* des gouvernements qui doivent en même temps répondre aux conditionnalités externes et assurer la pérennité de leur pouvoir selon des normes politiques très différentes.

C'est là, à mon sens, une des raisons majeures de la modeste efficacité de l'aide, eu égard aux efforts consentis depuis des décennies. Elle est à l'origine des critiques faites aux aides extérieures, critiques qui expliquent la substantielle réduction de l'aide publique au développement constatée ces dernières années. On peut les rappeler briè-

vement : les résultats des aides sont ponctuels, médiocres ou fragiles en termes de croissance, de sécurité, de réduction de la pauvreté, de préservation des ressources naturelles, de gouvernance. Les agences d'aide induisent par leurs méthodes et leurs modes de fonctionnement une dépendance source de passivité. Multiples et non coordonnées, passant et s'épuisant par trop d'intermédiaires, elles empilent priorités, acteurs, méthodes, cloisonnements, donnant sur le terrain – en dépit d'initiatives originales et fécondes – une impression générale d'incohérence, de gaspillage, de concurrences intéressées. Ces critiques formulées de manière aussi concise sont excessives et devraient être équilibrées par le rappel des réussites incontestables, réussites que les bailleurs de fonds ne se font d'ailleurs pas faute de proclamer.

Ces critiques sont de plus en plus largement admises dans leur principe et suscitent depuis quelques années une réévaluation générale des dispositifs d'aide. Mais ces réflexions se concentrent trop au Nord et sur des réformes techniques et organisationnelles sans y associer, sinon marginalement ou encore expérimentalement, les différents bénéficiaires présumés, et sans s'inscrire suffisamment dans des perspectives à long terme. Il faudrait que les aides acceptent de passer d'une position caractérisée par d'innombrables maîtrises d'ouvrage « de fait » à un objectif général et coordonné de soutien dans la durée des politiques *intermédiaires* définies plus haut.

Cette mutation suppose que les bailleurs de fonds s'engagent dans un travail, politique avant que d'être technique, combinant l'objectif de réhabilitation de l'État à celui de soutien et d'accompagnement de certaines catégories d'acteurs et groupes sociaux privés des moyens de faire respecter leurs points de vue. Cela suppose donc d'abord que les agences d'aide aient la volonté et la capacité de replacer leurs interventions dans des politiques à long terme promues par les pays bénéficiaires et pour lesquelles chaque État a des responsabilités irremplaçables d'arbitre et d'impulsion, de garant des droits et des compromis, de prospective. Responsabilités trop souvent contournées à l'heure actuelle. En contrepartie de quoi, l'État doit accepter – et les bailleurs de fonds ont un pouvoir de pression non négligeable à cet effet – que des processus de discussions et de

compromis avec et entre les divers partenaires sociaux soient engagés à une échelle significative. Comme ce n'est pas toujours possible, les aides extérieures pourront être conduites à moduler leur stratégie d'intervention. Dans les pays à très faible *espace politique*, elles ne pourront faire beaucoup plus que d'inciter à des politiques macro-économiques équilibrées, financer des infrastructures de base, soulager les misères les plus criantes. Et soutenir, dans la mesure du possible et *via* les ONG, ne serait-ce que par la formation, toute initiative en faveur de la démocratie continue et de l'économie sociale.

Dans les autres pays, accompagner, sans les écraser, les initiatives professionnelles et sociales *d'intérêt public* est une tâche très délicate à laquelle les agences d'aide sont globalement mal préparées, bien que de nombreuses micro-réalisations aient depuis des années montré la voie. Ces agences doivent considérablement progresser dans la connaissance des comportements des acteurs sociaux dont certains agissent de manière voilée ou selon des codes de conduite que perçoivent mal ces agences. Cet accompagnement éclairé nécessite en tout état de cause une forte volonté politique, du temps, des tâtonnements, des prises de risque, le recours à des intermédiaires locaux qualifiés. L'aide, en la matière, doit être légère, souple – « retenue » selon l'heureuse expression de D. Naudet – et n'être apportée qu'à des partenaires qui engagent des moyens propres. Des évaluations périodiques et concertées seront nécessaires pour juger des avancées par rapport aux objectifs fixés (y compris en termes de représentativité et d'autonomie des bénéficiaires), sans se limiter à des normes d'utilisation des moyens accordés. Ces évaluations permettront alors d'ouvrir des négociations sur les modalités de la continuation de l'aide. Celle-ci peut se révéler très précieuse si elle favorise l'accès à des informations et des formations renouvelées, le management d'organisations peu à peu fédérées, la réflexion prospective sur les politiques à moyen et long terme sous contraintes internationales, le partage des expériences...

Pour illustrer ce qu'implique ce mouvement d'autopromotion d'une voie de développement solidaire, je ne peux mieux faire que de reproduire, dans l'encart ci-dessous, ce qu'en dit un des meilleurs

spécialistes en la matière, B. Lecomte, qui a milité tout au long de sa vie professionnelle en faveur de cette voie de développement. Et il ne faudrait pas changer beaucoup de mots pour appliquer ce processus d'autopromotion d'organisations socioprofessionnelles au développement des pays eux-mêmes, avec des conséquences importantes pour l'intervention des agences d'aide.

Processus d'autopromotion des organisations de base

L'acteur important, celui qui décide, c'est l'organisation de base elle-même.

Le coopérant, le responsable du projet d'aide, n'est pas le responsable du projet de développement. Il accompagne, conseille, met à disposition des connaissances techniques et des appuis financiers sans obligation de résultats définis *a priori*.

C'est à l'organisation de base de définir les objectifs, de fixer les rythmes, de décider des approches, de gérer les ressources financières.

L'autopromotion ne se fait pas d'abord par des projets sectoriels. elle est essentiellement un dessein social, à dominante culturelle et aux activités multiples au point de départ, laissant, peu à peu, place à l'irruption de fonctions économiques et même politiques.

Le maître mot dans la relation de coopération n'est plus « règles du jeu » du projet mais « négociation ».

La diversité des organisations de base impose à chacune d'expérimenter sa propre voie, par tâtonnements successifs qui l'aident à construire son identité.

Cette suite d'expérimentations s'effectue à un rythme non prévisible et partiellement non maîtrisable. Elle n'est pas programmable. L'expérience montre qu'elle est source d'une grande créativité.

Le système de décision interne est inévitablement lourd et consensuel.

Les dirigeants, qui ont en général une double expérience, celle de leur propre milieu et celle d'un autre milieu, sont des acteurs doués pour la négociation et pour, à la fois, respecter et tenir à distance les différents pouvoirs établis. Ces caractéristiques sociopolitiques en font des partenaires difficiles pour les institutions d'aide.

Ces organisations de base constituent peu à peu des unions puis des fédérations qui rayonnent sur un territoire de plus en plus vaste. Il ne s'agit pas alors de micro-réalisations mais d'organisations qui

structurent la vie publique et économique en obligeant les acteurs dominants à partager bon gré mal gré une part de leurs prérogatives.

Ces organisations de base fédérées construisent, petit à petit, leurs propres canaux de financement externe. Une concurrence active s'installe et casse les monopoles établis par les différentes sources d'aide. Quand ces organisations ont atteint le stade où des activités rentables peuvent être réalisées de façon stable, elles travaillent avec les banques¹.

1. B. Lecomte, Processus d'auto-promotion et formes d'appui adaptées, in *Jeux et enjeux de l'autopromotion : vers d'autres formes de coopération au développement*, sous la dir. de Kwan Kai Hong, Paris, PUF, Genève, Cahiers de l'IUED, 1991.

Si de nombreux exemples de telles pratiques de l'aide peuvent être cités dans le cas de projets de développement localisés, il reste à les généraliser et surtout à en appliquer les principes au niveau des politiques conduites et des relations entre États des pays donateurs et États des pays bénéficiaires. Alors une voie de développement solidaire serait rendue possible.

Mais cette vision plus *juste*, au double sens du terme, des sociétés en développement ne pourra être défendue par le Nord que si elle s'étend aussi aux relations économiques et financières internationales qui demeurent sous le joug du libéralisme économique. Comment vouloir rééquilibrer les relations économiques et sociales internes aux pays en développement sans vouloir rééquilibrer les rapports internationaux. J'insisterai, en conclusion, sur certaines de ces implications politiques internationales encore largement sous-estimées par les bailleurs de fonds.

UNE VOIE HÉTÉRODOXE

Fondée au départ et pour une part sur la lutte politique que mènent les gens d'en bas eux-mêmes pour faire entendre leurs voix, la voie du développement solidaire est une voie qu'ils contribueront ou contraindront à inventer. Elle ne peut donc être formalisée ni

prescrite comme alternative, trait pour trait, à la voie orthodoxe. C'est, en quelque sorte, une voie de développement « dé-mesurée », même si elle se trace, comme la voie orthodoxe, en respectant les acquis du *consensus a minima* analysé au chapitre précédent.

Ce qui caractérise d'abord une voie de développement solidaire c'est son parti pris en faveur de la lutte sociale et politique que mènent les plus démunis. Mais il y a là plus que cette « option pour les pauvres » devenue le slogan ambigu de nombre d'agences de coopération multilatérales et bilatérales. Car il y a la conviction, distinction décisive et qui peut être scientifiquement étayée, que la pauvreté est un processus qui résulte pour une part d'une confrontation sociale inégale – et pas seulement d'une confrontation économique interindividuelle – pour l'accès aux ressources, pouvoirs et capacités sources de revenus. Ce qui veut dire que les structures sociales et politiques donnent, dans une certaine mesure, formes aux structures économiques. Et non l'inverse, comme le laissent entendre les partisans de la voie orthodoxe.

La voie de développement solidaire se distingue aussi de la voie orthodoxe par son rapport au temps. D'abord, en laissant le temps au temps, le temps de l'histoire reconnu comme générant des dynamismes imprévisibles qui, nouvelle histoire, ne se laissent pas enfermer dans des extrapolations de tendances, si fines soient-elles. Ensuite, en reconnaissant que le temps nécessaire à la prise d'effets de réformes agraires ou éducatives est incomparablement plus long que celui nécessaire à l'ajustement des variables macro-économiques. Au demeurant, même celles-ci (fiscalité, dépenses publiques, ouverture extérieure...) peuvent, l'expérience le prouve, être ajustées en fonction d'objectifs politiques à long terme. Enfin, une voie de développement solidaire accorde une importance délibérée au développement des ressources humaines et institutionnelles, à une recherche scientifique et technique appropriée, à la préservation des capacités physiques et biologiques de l'environnement naturel. Trois priorités que le marché, myope et instable, sert mal.

Cette voie nouvelle s'incarne aussi dans une politique d'aménagement du territoire, cette *oubliée* des politiques de développement

actuelles. Politiques de population et de migrations, hiérarchie des équipements urbains et des infrastructures de communication, décentralisation politique et administrative, aménagement des terroirs et des villes, autant de champs d'intervention d'en haut et d'en bas, de l'État et des collectivités locales, qui se recoupent sans se confondre. Leur somme dessine une image, au sens immédiat du terme, de ce que veut être la collectivité nationale dans vingt ou trente ans. L'insaisissable liaison « micro-macro » de l'économie, celle du local au global, des individus au collectif, est d'abord une liaison sociale et spatiale dont l'une des manifestations les plus tangibles est celle de l'aménagement du territoire.

En fin de compte, cette autre voie du développement ouvre au regard et à l'action, et dans leur cohérence politique, ces passages que nous avons recherchés tout au long des chapitres précédents. Mais elle les explore en sens inverse de la voie orthodoxe. Elle réhabilite le passage du local au global, elle subordonne l'action à court terme aux finalités de long terme, elle considère que le politique et le social doivent configurer l'économie et non le contraire. Bref, elle donne sens à l'espace, au temps, à une manière de vivre ensemble.

Chaque discipline des sciences sociales, dont l'économie, est confrontée à ces passages dans ses concepts, ses méthodes, ses visées. L'articulation des échelles spatiales, l'articulation des échelles de temps, l'articulation des divers *ordres* qui régissent la vie en société sont parmi les problèmes épistémologiques les plus difficiles à traiter. Chaque discipline tente de les aborder un à un. Mais la convergence de ces passages ne relève pas de la démarche scientifique, si précieuse soit-elle à cet effet, si transdisciplinaire veuille-t-elle être. Car la réalité ne se laisse pas enfermer dans une représentation nécessairement abstraite. Il revient à la politique, sous-tendue par une éthique, cette « visée de la vie bonne avec et pour autrui dans des institutions justes » (Paul Ricœur), d'ouvrir simultanément ces passages.

Utopie, clamera-t-on ! Mais Paul Ricœur rappelle aussi que si l'utopie peut être une folie irréalisable, elle est également une critique des pouvoirs en place et joue un rôle fondamental d'explo-

ration de l'avenir. L'utopie fait voir sous l'apparence des choses l'avenir au travail.

Ce que, à propos de développement, Ph. Engelhard, auteur de *L'homme mondial*¹, explicite ainsi : « La reconstruction de l'économie, au Nord comme au Sud, passe par une reconstruction de la société. Une société souvent abîmée, abaissée, qui doit redevenir une société politique. La société politique commence lorsqu'une masse critique de citoyens responsables sont capables de prendre du recul par rapport aux pratiques sociales, économiques, culturelles et politiques dominantes, et qu'ils sont suffisamment dissidents pour instaurer de nouvelles pratiques. Ce recul est celui du logos (la raison critique) mais aussi celui du désintéressement ou, tant pis si le mot gêne, celui du dévouement. Ils suscitent des contre-pouvoirs, renforcent la société civile et contraignent l'État à faire son travail. » Il n'y a pas de développement durable sans une certaine gratuité, ce qu'ignore l'économie quand elle oublie qu'elle est d'abord une *science morale*, comme le montre avec vigueur Amartya Sen, récent prix Nobel d'économie.

Cette voie de développement se repère par son *sens*, à la fois direction et finalité, et par les signes qui la balisent et l'annoncent. On peut reconnaître tel ou tel de ces signes dans les politiques de développement suivies par certains pays. Ceux, par exemple, qui présentent des indicateurs de développement humain élevés malgré un faible revenu moyen par habitant. Ceux qui, à l'instar de la Malaisie, de la République de Corée ou de Maurice, et malgré d'autres signes contradictoires, ont réussi une réforme agraire, se sont ouverts, à leur rythme, à la compétition internationale tout en gardant leur cohésion sociale, et ont enclenché un réel processus de démocratisation. Ceux qui, comme le Bengale Occidental ou le Burkina Faso, se sont engagés dans une significative décentralisation politique. Ceux qui ont su réduire les inégalités. Ces exemples, toujours inachevés et ambigus, ne valent pas démonstration péremptoire. On ne répond pas à un défi utopique par des modèles, si pré-

1. Ph. Engelhard, *L'homme mondial*, Paris, Arléa, 1996.

cieux soient-ils, encore moins par des recettes, mais par une mobilisation.

Or celle-ci est à l'œuvre. Depuis près d'un quart de siècle, elle se manifeste par la prolifération des organisations de base et par l'extension de la démocratie. Cette mobilisation oblige à prendre en considération la pauvreté, l'écologie, les droits des femmes et des enfants, la décentralisation, l'état de droit... Et il est légitime d'espérer que ce mouvement de fond transformera radicalement d'ici vingt ou trente ans, nul ne sait comment, mais chacun sait désormais pourquoi, le système économique mondial actuel. Il faut donc compter sur ces organisations de base et sur leurs leaders. Il faut compter aussi sur l'émancipation des femmes, sur les nouvelles générations beaucoup mieux formées et informées que les précédentes, sur la pression de l'opinion publique internationale et, pourquoi pas, sur la prise de conscience, par les puissants de ce monde, de leurs intérêts bien compris à long terme.

Cette mobilisation politique sera d'autant plus féconde que ses innombrables acteurs sauront voir, comprendre, utiliser les prodigieuses capacités d'adaptation et d'innovation des sociétés en développement. C'est dire alors que le développement relève aussi d'une recherche scientifique appropriée, conduite par les pays en développement eux-mêmes. Celle-ci est signe, acte et condition du développement. C'est ce qu'il me reste à montrer.

TROISIÈME PARTIE

L'ULTIME SECRET : UNE SCIENCE PARTAGÉE

Introduction

La voie orthodoxe du développement mise sur la compétition par le marché et sur de sages politiques macro-économiques, mais son ressort à long terme est celui du capitalisme libéral : des innovations technologiques induites en permanence par les progrès scientifiques et façonnées par la compétition économique.

Or, la science se fait au Nord et les technologies qu'elle suscite et qui l'instrumentent y sont de plus en plus étroitement subordonnées à des demandes solvables. C'est désormais une science de riches qui peine à rencontrer les besoins des pauvres. Non seulement pour cause d'insolvabilité de ces derniers mais aussi par inadaptation de ses visées, méthodes et applications aux caractéristiques des pays en développement. Cette science *mainstream* ne se transfère ni largement ni facilement hors du système qui la porte. Son essor fantastique accroît la distance entre pays les plus riches et pays les plus pauvres. Même au Nord, là où elle s'épanouit et d'où elle s'impose, elle commence à être source d'inquiétudes et d'incompréhension de la part des citoyens.

La voie du développement solidaire veut, quant à elle, tempérer la compétition par la solidarité, une solidarité organisée à différents niveaux. Elle mise sur une *gouvernance* ordonnée à des finalités collectives reconnues, structurée par une démocratie représentative continue, une économie sociale et des politiques publiques décentralisées.

Mais cette voie des citoyens ne peut faire non plus l'économie d'innovations productives sans lesquelles les pays les moins avancés,

au mieux, se maintiendraient dans un équilibre frugal, marginal et précaire et, au pire, se désintégreraient dans un système mondialisé anémique. La voie du développement solidaire a donc aussi besoin de science, mais d'une science endogène, partagée, en quelque sorte *domiciliée* dans les réalités écologiques et sociales du pays ou de la région. Une science qui éduque et informe les citoyens, qui tire parti des savoir-faire historiquement acquis, qui sécrète des technologies appropriées, qui diffuse en les adaptant les innovations transférables du Nord. Cette recherche scientifique pour et sur le développement – dans ses priorités, ses méthodes, son organisation – est d'abord une recherche finalisée et multidisciplinaire qui porte sur les relations, singulièrement complexes, entre milieux naturels et sociétés des pays en développement.

Une telle recherche existe, je l'ai pratiquée, comme beaucoup d'autres, lorsque j'étais à l'ORSTOM. Je tâcherai d'en faire sentir l'originalité en présentant ce que j'aime appeler « la spirale multidisciplinaire des sciences pour le développement ». Elle a ses lettres de noblesse scientifique, elle est proche des réalités familières, elle pourrait largement accroître ses applications en développant de nouvelles formes d'expertise scientifique. Je veux donc plaider pour une telle recherche conduite dans et par les pays en développement et qui y soit appropriée. Appropriée au double sens du terme : adaptée à leurs caractéristiques, contraintes et besoins, et suffisamment maîtrisée par ces pays pour qu'ils participent aux avancées de la recherche fondamentale internationale qui en conditionnent la fécondité.

J'en sais les difficultés par mon expérience professionnelle et pour avoir largement fréquenté des scientifiques et des responsables de politiques et d'établissements scientifiques, du Sud comme du Nord. Je connais les indicateurs qui établissent que, hors d'Occident, la science est dans un état réduit, selon les canons en vigueur de la science officielle. J'ai été confronté à de nombreux scepticismes quant au caractère prioritaire de l'effort scientifique dans les pays les plus pauvres et à son utilité pratique pour accompagner un processus de développement. Je sais enfin qu'à parler de science et de politique de

science en dehors du cercle restreint des professionnels, vous risquez de n'être pas entendu en cette époque où, à force de prodiges, de sophistications et de spécialisations, la science n'est plus vraiment comprise des citoyens.

Pourtant, j'avancerai que des politiques de science sont possibles même dans les pays pauvres : politiques fondées sur la promotion d'équipes scientifiques autonomes et stables, fortement reliées à des réseaux internationaux et reconnues comme sources d'expertise indispensables au développement. La nécessité de telles politiques est de plus en plus clairement reconnue. Peu à peu, initiatives, méthodes et moyens *ad hoc* font leurs preuves, cimentées par la passion de chercheurs, jeunes et moins jeunes, bien formés.

Mais renaissance et reconnaissance de la science au Sud appellent une coopération scientifique internationale profondément renouvelée : non plus projection de la science du Nord au Sud ni assistantat, et pas seulement aide au financement, mais changement du regard du Nord sur le Sud et solidarité à long terme. Cette nouvelle coopération appelle une conversion intellectuelle – je l'ai régulièrement souligné dans ce qui précède en évoquant les trois passages épistémologiques nécessaires – mais aussi une conversion politique et éthique, au Nord comme au Sud.

Cette « renaissance modernisante du Sud », selon les termes de Georges Balandier, pourrait bien être aussi une renaissance modernisante au Nord : de la science qu'il pratique mais aussi d'une solidarité internationale s'attaquant avec toute la puissance dont il est capable à la nécrose du sous-développement et de l'exclusion, où qu'ils se manifestent.

SCIENCE D'OCCIDENT, SCIENCE NANTIE

La science d'Occident, malgré ses fantastiques développements, reste globalement impuissante à résoudre les problèmes qu'affrontent, souvent dramatiquement, les pays en développement les plus pauvres : malnutrition, maladies, dégradation de leurs ressources naturelles, incapacité à générer en permanence des technologies plus productives adaptées à leurs besoins¹.

En dépit de succès évidents dans certains pays émergents ou dans certains secteurs (la révolution verte, l'éradication de la variole...), elle reste pour l'essentiel générée par les pays riches et fortement conditionnée par leurs marchés et leurs diverses compétitions. Il en résulte un déséquilibre considérable entre pays riches et pays pauvres dans la production de savoirs et de technologies. Un tel déséquilibre est source, en dernier ressort, d'une divergence croissante entre les conditions de vie des uns et des autres. Cette science d'Occident mobilise même, à ses propres fins, une part non négligeable du potentiel scientifique des pays pauvres.

Elle se trouve là, bien qu'universelle dans ses principes, ses méthodes, son épistémologie, face à d'évidentes limites d'application

1. Les expressions : *sciences occidentales*, *sciences du Nord*, *science mainstream*, *science moderne*, d'une part, *science hors d'Occident*, *science au Sud*, *sciences périphériques*, d'autre part, sont certainement discutables. Mais elles renvoient à des réalités suffisamment fortes pour n'avoir pas à être commentées ni distinguées ici. Soulignons seulement que, sur le plan scientifique aussi, il y a des *Nords* puissants aux *Suds* et, inversement, des zones grandissantes de *Suds* aux *Nords*. Soulignons aussi que la science *mainstream* n'est pas le tout de la science, même en *Occident* : la science est irriguée, partout, de profonds et multiples courants épistémologiques.

dont il convient de rechercher les causes si l'on veut y porter remède. À terme, sa crédibilité, son prestige, sa fécondité même dépendent du franchissement de ses frontières. De même que le Nord ne peut rester la citadelle du développement, il ne peut rester la citadelle de la science reconnue.

SCIENCE PRODIGIEUSE, SCIENCE INTERPELLÉE, SCIENCE LIMITÉE

La science moderne, née en Occident, qui approfondit et élargit son cours principal (*mainstream* comme on dit) avec une force irrésistible, est une science prodigieuse. Elle n'a de cesse d'étendre et d'approfondir nos connaissances de l'infiniment petit à l'infiniment grand. Elle remonte à la nuit des temps et permet de communiquer *en temps réel*. Associée à sa fille, la technologie, elle ne cesse, presque chaque jour, de repousser les limites du pouvoir de l'homme et de transformer le monde. Elle a une capacité de perforer l'invisible et de maîtriser la nature qui est proprement stupéfiante. Clonage du vivant et Internet sont les plus récentes conséquences de ses exploits. Il est inutile ici d'en dresser la longue liste. Mais il était nécessaire de manifester l'émerveillement que provoque sa puissance cognitive et pratique avant de rappeler les inquiétudes et les critiques qu'elle suscite, tout comme les méfaits qu'elle peut permettre. Il faut aussi, au préalable, rappeler, avec Martine Barrère¹, ce qui donne à la science sa force, sa légitimité et sa dimension universelle : la science est fondamentalement évaluation et communication publiques. La validité d'un résultat dépend de sa publication et celle-ci n'intervient qu'après avoir subi l'examen d'arbitres pris parmi les pairs, ce qui la distingue de toutes les autres activités sociales.

1. M. Barrère, in *Les Sciences hors d'Occident au XX^e siècle*, vol. 5, Paris, R. Waast, éd. sc., ORSTOM Éditions, 1996.

Mais, malgré ces exploits toujours renouvelés, malgré les connaissances qu'elle accumule de plus en plus rapidement, la science, surtout depuis une trentaine d'années, est interpellée, critiquée, voire récusée dans certaines de ses ambitions. Son image s'est ternie. Elle inquiète en même temps qu'elle fascine. Ceci pour une raison générale qui, à mon sens et par-delà l'analyse des signes et des causes de ce renversement, peut se formuler ainsi : la science officielle, la science du Nord, née en Occident, est une science qui « s'impose ». Elle s'impose dans son ordre par son épistémologie, ses méthodes, son système d'évaluation, mais elle s'impose aussi techniquement et politiquement par les forces qu'elle sert, de fait, en priorité. Cette partie dominante de la science est en mesure d'apporter comme jamais des moyens de lutte contre la pauvreté, la faim, la maladie, l'isolement, la dégradation des ressources naturelles. Mais elle conforte un système économique, politique et culturel auquel elle est étroitement liée. Et celui-ci ne sait pas très bien, ou ne sait plus, mettre ces moyens à disposition du très grand nombre, car il est trop substantiellement fondé sur la compétition, la conquête et le marché.

Première évidence : malgré sa puissance universelle, la science *mainstream* laisse sur sa périphérie les quatre cinquièmes de l'humanité. Non seulement parce que ces presque cinq milliards d'hommes et de femmes bénéficient assez peu des découvertes et applications scientifiques, mais parce qu'ils n'ont pas accès, sinon marginalement, au cœur, à l'intelligence, à une maîtrise minimum de cette puissance. Près de 80 % des publications scientifiques répertoriées dans le monde viennent des pays de la Triade (États-Unis, Europe occidentale, Japon). Ces mêmes pays réalisent plus de 80 % des investissements mondiaux de recherche-développement. En 1995, les pays en développement ont *produit* 8 % de la science mondiale à en juger par la science publiée, recensée et citée, contre 6 % en 1970. À côté d'une poignée de pays qui comptent beaucoup dans ces 8 % et font des avancées remarquées (Chine, Inde, Chili...), beaucoup d'autres non seulement contribuent pour une part infime à la production scientifique mondiale, mais encore connaissent une involution grave

de leurs systèmes de recherche¹. S'il faut nuancer ces indicateurs (une grande part de la littérature scientifique du tiers monde est considérée comme de « la littérature grise » et, en nombre de chercheurs, celui-ci fournit le quart du total mondial), on ne peut nier que la science *mainstream* est extraordinairement concentrée. Ce *courant principal* a peu d'affluents, peu d'effluents et un faible pouvoir d'irrigation. Cette suprématie de la science d'Occident est renforcée par les filtres de visibilité et les vecteurs de communication dont elle garde le contrôle. Les grandes revues scientifiques et les index de référence, qui servent à *mesurer* la science, sont produits et donc largement contrôlés par les scientifiques du Nord, et dominés par la langue anglaise. Si elles ont bien des difficultés à exister, les sciences au Sud ont encore plus de mal à se faire connaître.

Sous-développement, dégradation de l'environnement, nouvelles pandémies laissent la science reconnue encore désarmée dans de nombreuses régions du monde. Les critiques les plus virulents ajouteraient que la puissance de destruction qu'elle façonne par les armes, le nucléaire, les pollutions se diffuse au contraire comme jamais.

Précisément, et c'est la seconde évidence : la science inquiète désormais car se multiplie à l'échelle mondiale, en raison des technologies et des produits qu'elle permet de créer, des effets destructeurs ou dangereux, envers de ses succès et de ses bienfaits. Et leurs conséquences ultimes sont encore strictement incalculables. À tort ou à raison, ces méfaits et ces risques lui sont pour une part imputés puisqu'elle les a rendus possibles. *Le Monde diplomatique*, dans sa collection « Manière de Voir » titre même, avec une certaine provocation, « Ravages de la technoscience »². Sont passés en revue, avec un parti pris systématique, ces méfaits, directs ou indirects, que tout un chacun constate ou redoute et que les écologistes dénoncent depuis longtemps. Citons pêle-mêle : l'énorme fuite de gaz toxique de l'usine de l'Union Carbide à Bhopal en Inde, la catastrophe

1. L'Afrique subsaharienne fournit 0,3 % de la production scientifique officielle et ne représente que 0,4 % de la dépense mondiale de recherche comme du potentiel mondial de recherche.

2. N° 38, mars-avril 1998.

nucléaire de Tchernobyl, le vagabondage des déchets nucléaires, les pluies acides, la pollution des mers, des fleuves, des nappes phréatiques, des sols, et une des dernières en date, la transformation d'herbivores en carnivores à l'origine de la maladie dite « de la vache folle ».

Plus globales et plus diffuses, donc plus difficilement maîtrisables, sont les incertitudes sur les conséquences, à long terme et planétaires, que peuvent avoir soit directement certaines avancées de la science, soit indirectement un système technico-économique qui trouve sa force d'expansion en tirant profit des découvertes scientifiques.

Au titre des premières incertitudes, évoquons seulement la crainte des dérives que pourraient entraîner les progrès spectaculaires du génie génétique, qu'il s'agisse de la création d'espèces transgéniques (comme le soja, le maïs) et, à l'inverse de clones (comme la brebis Dolly), ou surtout qu'il s'agisse du décryptage du génome humain dont certains de ses composants pourraient finir par être brevetés à des fins commerciales. Au titre des conséquences indirectes et non maîtrisées des technologies modernes, il faut, selon certains, citer le chômage. Il alimente en tout cas le scepticisme populaire sur les bienfaits de la science. Certes, les changements technologiques créent indirectement et à terme de nouvelles possibilités de croissance, donc des emplois. Mais, dans l'immédiat, ils en suppriment en raison des progrès de productivité qui leur sont liés. De même, les effets d'une exploitation incontrôlée des ressources économiques suscitent des inquiétudes croissantes : dégradation des écosystèmes, appauvrissement de la biodiversité dont on se demande s'il n'a pas dépassé les seuils irréversibles, impact des gaz à effet de serre sur le réchauffement du climat... La mise en examen des progrès technologiques incorporés aux modes de production peut difficilement ne pas s'étendre au système scientifique qui les engendre.

Insistons encore une fois, pour éviter toute méprise : il ne s'agit évidemment pas de rendre *la science* responsable de ces difficultés, malheurs et peurs qu'affronte désormais l'humanité dans son ensemble. Mais il faut reconnaître que les *produits* de cette science sont de fait utilisés, et parfois suscités, de manière privilégiée par des

forces, au premier rang desquelles les États et les firmes multinationales, conduites trop souvent par des intérêts immédiats et par des compétitions exacerbées. Je vais revenir sur ces liaisons dangereuses entre sciences, technologies et système économique dominant qui, de plus en plus, paraissent configurer certaines des avancées scientifiques les plus marquantes de notre temps. Mais, auparavant, je voudrais formuler un troisième constat, après celui d'une science qui laisse de côté une trop grande part de l'humanité, après celui d'une science qui inquiète malgré tous les fulgurants progrès qu'elle a permis.

Ce troisième constat est le suivant : même dans son berceau d'origine et dans ses zones d'expansion privilégiée, la science moderne tend à devenir incompréhensible pour les citoyens. Paradoxalement, ses *découvertes* la rendent mystérieuse : découvrant l'invisible, elle le nomme et l'analyse avec des mots et des formules hors du sens commun. La culture scientifique progresse moins vite que la science. Les spécialités disciplinaires et les langages et méthodes qui y sont associés se multiplient. En deux ou trois décennies, la culture scientifique que j'ai reçue à l'École polytechnique est devenue obsolète. La force de la démarche scientifique, et sa légitimité rappelons-le, est de livrer ses résultats à l'évaluation publique. Mais cette évaluation et cette diffusion du travail des scientifiques sont, c'est inévitable, réservés à leurs confrères, grâce à des revues de plus en plus spécialisées qui excluent de fait le droit de regard de la société. La science s'expose ainsi, *stricto sensu*, à l'impopularité. Les frontières de la science ne sont donc pas seulement géographiques et disciplinaires, elles sont aussi sociales.

Certes, la vulgarisation scientifique a fait ces dernières années d'immenses progrès. On voit se multiplier revues, articles, expositions, émissions radiophoniques et télévisées grand public, et les éditeurs accordent une nouvelle priorité à des collections pédagogiques et populaires de très grande qualité. Cependant, selon des sondages concordants, « l'illétrisme scientifique et technique » croît partout dans le monde. L'apprentissage de la science peine à se démocratiser. Au demeurant, les scientifiques n'ont pas seulement à enseigner

leurs méthodes et à vulgariser leurs résultats. Il leur faut aussi expliciter les enjeux sous-jacents à leurs travaux, les formuler de façon à ce qu'ils puissent faire l'objet de décisions politiques. Inscire la science au cœur de la société, la démocratiser, la faire sortir de ses laboratoires implique de la reconnaître comme une activité sociale, avec ses règles, ses méthodes, son organisation, ses compétitions et controverses, ses commanditaires éventuels, ses implications. En France, le drame du sang contaminé a révélé cette complexité. Il faut rendre publique la recherche, et pas seulement ses résultats.

À cet égard, le mouvement de privatisation que l'on observe actuellement n'est pas rassurant car la recherche privée a, très normalement, tendance à se limiter aux travaux susceptibles de déboucher sur des avancées technologiques ou des produits nouveaux ciblés et sources de profits. C'est ainsi que les laboratoires pharmaceutiques privés ne veulent pas, sauf exceptions, produire de « médicaments orphelins », c'est-à-dire privés d'une demande solvable capable de rémunérer les lourds investissements de recherche-développement nécessaires, même si ces médicaments sont susceptibles de répondre à d'immenses besoins dans les pays en développement. Les priorités de la recherche privée ne sont pas toujours compatibles avec les finalités que privilégieraient les citoyens. Et la discrétion inhérente à la compétition commerciale n'est pas toujours compatible avec le contrôle et l'évaluation de ses résultats. On a pu dire ainsi qu'au fur et à mesure que la science devenait plus dépendante du marché, sa finalité sociale se réduisait.

Certains se demandent même si la compétition acharnée pour la première place ne risque pas de compromettre les fondations traditionnelles de l'évaluation scientifique. Les publications précipitées de résultats dans les grands médias, la diffusion non régulée de données brutes nouvelles par courrier électronique, la prise de brevets pour des résultats fondamentaux potentiellement profitables (rappelons-nous la demande de brevets en 1999 pour des centaines de fragments du génome humain) sont parfois préférées désormais à une publication préalable dans des revues à comité de lecture. Les controverses qui s'ensuivent ajoutent au désarroi du public.

Ce dialogue des scientifiques avec la société est de plus en plus nécessaire au regard de l'impact des découvertes scientifiques sur la vie quotidienne de chacun. Il est encore balbutiant malgré tous les comités, colloques, conseils, assises, forums, conférences internationales qui se multiplient pour le nouer. Ce n'est pas le lieu ici d'en analyser les difficultés. Mais ce n'est peut-être pas un hasard si, au niveau international, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement durable à Rio en juin 1992, a marqué, de ce point de vue, un tournant significatif en réunissant scientifiques, politiques, industriels et ONG venus des quatre coins de l'horizon, géographique et idéologique. Tant il est vrai que la science pour le développement durable ne peut pas ne pas être une science impliquée.

TECHNOSCIENCES, ETHNOSCIENCES ?

Les succès de la science tout comme les inquiétudes qu'elle suscite, les risques qu'elle engendre, les *périphéries* sociales et géographiques qu'elle laisse de côté sont indissociables les unes des autres au sein du système socio-économique qui la porte et dont elle est un des aiguillons.

Depuis une vingtaine d'années, des travaux historiques, sociologiques et épistémologiques ont permis de mettre en perspective la science née en Occident, de délimiter ses visées et ses méthodes, donc sa portée. Travaux encore récents, peu connus qui, loin d'être iconoclastes, cherchent à mieux cerner l'identité, profondément originale, mais non exclusive d'autres perspectives, de la science occidentale.

Ces travaux rejoignent de manière étonnante – comme l'a montré le Colloque international « Sciences hors d'Occident », organisé à Paris en 1994 à l'occasion du cinquantenaire de l'ORSTOM dont j'étais alors le directeur général – l'expérience des scientifiques impliqués au Sud dans la recherche pour le développement.

Ces analyses subtiles, mais essentielles, demanderaient à être présentées de manière nuancée et circonstanciée. Si elles sont parfois critiques, ce n'est pas la science elle-même évidemment qui est mise en cause, mais son fonctionnement actuel. Rappelées en quelques lignes, leurs conclusions pourront apparaître aux scientifiques avertis comme beaucoup trop sommaires, voire caricaturales car négligeant l'extrême diversité du monde scientifique, sa capacité à se transformer et à dépasser ses limites, sa fondamentale éthique. Mon propos n'est que de faire pressentir les défis auxquels est de plus en plus affronté un système scientifique dont on attend plus qu'il ne peut donner et qu'une juste coopération internationale avec le Sud pourrait contribuer à ouvrir et donc à féconder.

Ce propos se fait d'ailleurs aussi l'écho d'une sourde revendication de certaines des élites du Sud qui, amalgamant sciences modernes et domination du Nord, se révoltent contre cette hégémonie technico-scientifique. Déçus des bienfaits qu'ils en attendaient car ces bienfaits tardent à se disséminer, constatant les méfaits d'une surexploitation de leur environnement, ils reprochent à cette hégémonie de miner leurs identités culturelles, leurs manières de voir et de comprendre la nature et les rapports des hommes avec celle-ci et entre eux. Ces histoires culturelles ont aussi leur valeur intellectuelle et opératoire en même temps que d'incontestables vertus sociales. Et, il est vrai, comme l'observait R. Waast à l'occasion du Colloque du cinquantenaire de l'ORSTOM, que « par ses arrogances et ses alliances, la science a pu s'exposer aux anathèmes qui la frappent de nombre de peuples et de gouvernements désenchantés et dépités ». Faute de faire droit à de si profondes revendications, le Nord s'expose à des risques politiques, à des intégrismes, sectarismes et violences de toute sorte dont il est inutile de rappeler les multiples manifestations actuelles. Le rejet, en certains lieux, en certaines sectes, de toute science, jugée « matérialiste et immorale », pose des questions politiques graves.

Les sciences modernes ont pu être qualifiées de *technosciences* en ce sens que leurs liens avec les technologies se renforcent doublement. D'une part, elles sont basées sur une instrumentation de plus en plus

lourde et complexe, donc onéreuse, qui multiplie à l'infini leurs capacités de découverte, d'accumulation de données et de traitements simulateurs. D'autre part, de plus en plus dépendantes de financements massifs, liées largement à des intérêts stratégiques ou commerciaux, elles sont fortement orientées vers les connaissances permettant l'élaboration de technologies de plus en plus performantes (télécommunications et informatique, énergie et armement nucléaire, astronautique, robotisation, biotechnologies...). Certes, comme le rappelait G.-G. Granger¹, « les rapports de la technique et de la science se présentent rarement comme des projets délibérés d'application d'une connaissance : le progrès technologique dépend de la réalisation progressive de projets propres dont l'exécution est simplement rendue possible, à un moment donné, par les avancées de la science ».

Celle-ci est donc théoriquement neutre, neutre par rapport aux innovations technologiques qui en utilisent les acquis. Dans les faits, remarque Granger, progrès scientifiques et innovations technologiques se conditionnent largement au point qu'on a pu qualifier une grande partie des sciences de technosciences et caractériser le mouvement scientifique de la seconde moitié du XX^e siècle comme un processus d'*industrialisation* de la recherche scientifique.

Et cette dépendance accentue sans doute la tendance naturelle de la science à se spécialiser en disciplines de plus en plus pointues, et souvent étanches, permettant, en leur sein, un accès commun aux mêmes réalités par l'apprentissage d'un même langage, d'un même code, de mêmes méthodes et de mêmes instruments.

Mais, surtout, cette dépendance à l'égard du financement des grands équipements et de programmes devenus très coûteux rend la science de plus en plus proche de l'économie de marché, d'une logique marchande. La technoscience n'est plus seulement, comme au temps de la guerre froide, aspirée par les intérêts stratégiques en jeu, elle l'est aussi, et de plus en plus, par les intérêts des grandes firmes mondialisées. Avec des conséquences multiples sur son organisation,

1. G.-G. Granger, 1993, *La science et les sciences*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », n° 2710.

ses normes de communication, les disciplines privilégiées, le mode de professionnalisation des chercheurs, ses rapports à la politique. Plutôt que de m'y étendre je préfère citer la magistrale synthèse de Georges Balandier lors de la séance inaugurale du Colloque international *Les sciences hors d'Occident* de 1994¹ : « La technoscience a acquis une dynamique propre. Les systèmes qui la constituent se développent avec une large autonomie ; ils imposent progressivement leur logique à de nombreux secteurs de la société et à l'homme contemporain. Ils acquièrent en tendance la capacité de façonner l'une et l'autre... Ils s'approprient la puissance lorsqu'ils donnent naissance aux macro-systèmes techniques, dont l'expansion ne connaît aucune entrave de frontières et dont les réseaux se constituent en véritables instruments de conquête sociale. Ils tendent à l'amointrissement du pouvoir purement politique, ils le concurrencent et peuvent parvenir à le subordonner. »

Cette tendance de la science moderne à se constituer en technoscience reliée au marché est nette, mais elle doit être nuancée et relativisée. Il est clair que cohabite au sein du monde scientifique une dynamique différente, voire contraire, qui met en avant l'éthique publique, le désintéressement, le sens de l'intérêt général, l'aspiration à un développement plus équilibré et plus équitable tenant compte des contraintes de solidarité et d'environnement vitales pour l'avenir de l'humanité.

Mais l'une et l'autre de ces dynamiques restent marquées par une caractéristique plus subtile de la science moderne, caractéristique dont la difficile prise de conscience entrave l'émergence de la science au Sud. La science moderne est née en Occident et reste, comme disent les analystes, une *ethnoscience*². Selon ceux-ci, la science reste largement dépendante des postulats, valeurs, normes et intérêts d'une région et d'une culture bien spécifiques, celle de l'Europe, de l'Occident, de ses aires d'expansion privilégiées. Et l'on a pu discuter des conséquences de ces origines sur la neutralité de la science tout

1. G. Balandier, *Les sciences hors d'Occident au XX^e siècle*, vol. 1, *op. cit.*

2. Cf. en particulier les travaux de Sandra Harding et sa contribution dans *Les sciences hors d'Occident au XX^e siècle*, *op. cit.*, p. 212.

en admettant qu'elle est d'application universelle. Selon S. Harding, les sciences modernes – par le choix de leurs objectifs prioritaires, par leur manière de poser les problèmes, par leurs hypothèses, concepts, modèles et métaphores, par leurs techniques et leur organisation, par le choix et l'interprétation des données transformées ensuite en connaissances, par leurs modes de diffusion enfin – sont largement tributaires de ces postulats, valeurs, intérêts et modes d'expansion de leur berceau d'origine. Ce sont, en bref, les noyaux cognitifs et techniques des sciences et leur mode d'organisation, et pas seulement leurs conséquences, qui sont localement et socialement constitués. La science moderne ne s'est mondialisée qu'à partir de la fin du XIX^e siècle par l'extension des grands empires coloniaux. La science d'Occident a été un instrument d'empire. C'est une science locale devenue mondiale par conquête, imposition, transfert, et corrélativement, sous-estimation des sciences issues d'autres cultures.

Mais, en s'expatriant, la science occidentale a été également conduite à élargir son regard et à innover. Les scientifiques coloniaux ont joué un rôle dans la prise de conscience que la mise en valeur économique des ressources du Sud, si elle était conduite par des intérêts à trop court terme, pouvait détruire la nature. Ils ont été relayés par les scientifiques du Sud et du Nord et, peu à peu, les sciences naturelles – analytiques – se sont recomposées et conjuguées dans des préoccupations – globales – d'environnement. Il ne faut pas oublier que la Conférence de Rio, quelle qu'ait été sa portée politique concrète, a accéléré une prise de conscience internationale, consacrant des décennies d'efforts des chercheurs, sur la dégradation des ressources naturelles de la planète et sur sa relation au développement et au sous-développement.

Une attention nouvelle fut portée à des questions encore sans acuité et parfois sans objet pour le Nord, mais cruciales pour le Sud. Elle a favorisé l'émergence de paradigmes scientifiques, souvent plus compréhensifs et parfois pluridisciplinaires, qui ont renouvelé certaines branches des sciences du Nord. Ainsi, la nécessité de préserver des ressources fragiles ou aléatoires tels que les sols et l'eau a conduit à la maturation de la pédologie et de l'hydrologie et à leur conjonc-

tion par l'hydrodynamique des sols irrigués. L'importance des pandémies spécifiquement tropicales (paludisme, maladie du sommeil...) a suscité l'émergence de l'entomologie médicale, de la parasitologie, de l'épidémiologie statistique et leur articulation avec les représentations culturelles des maladies. La faible industrialisation de l'agriculture et l'accès difficile à des semences sélectionnées ou à des produits phytosanitaires manufacturés ont donné un grand élan aux recherches sur l'apomixie (reproduction asexuée des graines), sur la génétique de plantes résistant à la sécheresse et aux parasites, sur la lutte biologique, démarches éminemment écologiques. L'anthropologie économique, enfin, est née de la cécité de la macro-économie face aux économies non monétarisées et a permis la mise en évidence d'importants secteurs *informels*. De même, les « sciences » indigènes manifestent parfois une perception plus fine de la nature que les taxonomies scientifiques instituées, comme le montrent, par exemple la classification des sols par les paysans camerounais et la classification des arbres par les Indiens des forêts guyanaises. Plus généralement, le regard des chercheurs du Sud sur les questions vitales qu'affrontent leurs pays les conduit à tenir compte plus systématiquement des interactions originales entre milieux et sociétés et de la complexité des phénomènes qui en résulte. Ne peut-on avancer, enfin, que les sciences modernes, du fait de leurs origines et de leurs alliances avec certaines composantes du système économique dominant, tendent à masquer l'actuelle distribution sociale et internationale des coûts et des bénéfices des innovations technologiques qu'elles induisent ?

Quoi qu'il en soit de cette hypothèse, ce qui est reproché à la science par nombre d'intellectuels – au Sud avec une certaine passion, au Nord avec plus de sérénité – c'est sa conviction avérée d'être le seul langage universel apte à transcender les passions, les idéologies, les cultures. La science ultime source d'efficacité, ultime instrument de communication ? L'appel d'Heidelberg, signé par un certain nombre de scientifiques de renommée mondiale et diffusé à Rio en pleine Conférence sur l'environnement et le développement durable, traduit cette conviction : la science permettra de surmonter les exigences contradictoires de l'environnement et du développe-

ment, non seulement par sa capacité d'innovations opérationnelles mais aussi par son aptitude unique à réconcilier les hommes par un langage et un regard commun sur l'avenir, par une rationalité partagée. Poussé dans sa logique extrême, cet appel signifiait que sciences et techniques pouvaient prendre la place du politique et, comme l'observait G. Balandier, « la prescription prendre la place de la négociation ». S'exprimait là une science trop sûre d'elle-même et donc inconsciemment dominatrice, une science qui ignore les savoirs mêlés et accumulés tout au long des siècles, enracinés dans des cultures et sources de bien-être, sous-estimés sous prétexte qu'ils n'ont pas été délibérés, évalués, formalisés, théorisés.

À l'appel d'Heidelberg ont répondu des scientifiques défendant une autre approche des rapports de la science, et donc des scientifiques, avec la société. À cette prétention à un certain monopole de la rationalité s'opposent, parfois violemment, d'autres visions du monde, façonnées elles aussi par des cultures et des intérêts singuliers qui dénie à la science cette neutralité objective et universelle et qui ne veulent pas se renier. Vieux questionnement philosophique et éthique de la science qui prend une acuité politique nouvelle dans les affrontements de notre temps provoqués par les sous-développements et les sur-développements et par les incertitudes sur l'avenir de notre Terre qui leur sont associées.

La science est appelée à ouvrir ses frontières en lui donnant droit de cité partout dans le monde : à se désacraliser au Nord en s'instituant au Sud, suivant la forte expression de R. Waast.

Le Sud est en manque de science pour asseoir son développement, pour assurer des conditions d'existence plus satisfaisantes à ses habitants face à la faim, la maladie, l'analphabétisme. Le Nord est riche de science, mais d'une science qui n'est pas suffisamment incitée à s'investir pour le développement des pays pauvres. Cette science n'est guère préparée non plus à favoriser l'émergence de systèmes de recherche originaux appropriés à des cultures et à des besoins différents de ses lieux d'origine.

Il est possible cependant, en dépit des scepticismes ambiants et en raison d'expériences et d'initiatives déjà fécondes, de franchir cette double limite. Une recherche, originale par ses visées, ses objectifs, ses méthodes peut s'enraciner au Sud, même dans les pays les plus pauvres, grâce à une coopération scientifique internationale profondément renouvelée. Il est vital que la science se mobilise pour réduire les inégalités économiques et scientifiques qui déchirent notre planète. C'est ce dont il me reste à convaincre le lecteur.

POUR UNE SCIENCE ENRACINÉE AU SUD

La pratique de la science par des communautés scientifiques nationales est déjà, ici et maintenant, signe et acte de développement et pas seulement promesse de développement. Cette formule était mon slogan lorsque j'étais directeur général de l'ORSTOM. La recherche scientifique est consubstantielle au développement, elle le permet, l'accompagne, lui donne forme et durabilité. Même si le chemin du développement implique des choix politiques et économiques d'un autre ordre. La recherche scientifique est le radar qui permet d'avancer *à bon escient*.

Je veux m'en expliquer, à égale distance des illusions scientistes qui imprègnent encore bien des esprits et des comportements, et des scepticismes démobilisateurs. La science n'est pas une potion magique qu'il suffirait de faire ingurgiter à un patient alangui pour qu'il se mette à courir. Elle n'est pas non plus un luxe inutile pour des pays qui auraient d'abord besoin de techniciens et d'ingénieurs et non de savants. Les pays en développement ont besoin de science endogène et pas seulement de science transférée.

Une société, comme tout individu, qui ne sait pas accroître et évaluer son savoir sur elle-même et sur son environnement ne se développe pas. Par-delà ses résultats en termes d'innovations technologiques, la science est utile à toute société par sa pratique elle-même. Elle apporte rigueur, réalisme, confrontations, éclairage des politiques publiques. Par la formation, la vulgarisation, l'expertise et le débat public, la communauté scientifique, si elle est organisée en ce sens et donc si ses membres sont des citoyens engagés, peut

conduire à une diffusion des résultats de recherche dans la nation. Elle favorise ainsi un renouvellement des connaissances, des méthodes, des aptitudes. Ce faisant, elle dissémine de la créativité. C'est en ce sens d'abord que construire une communauté scientifique nationale est signe et acte de développement.

En faveur aussi de cette activité, un impératif éthique et politique, fortement proclamé, il y a déjà longtemps, par le Brésilien Carlos Chagas, chercheur réputé et penseur faisant autorité, qui fut président de l'Académie pontificale des sciences. Les pays en développement ne peuvent être privés du droit de participer aux avancées des connaissances de l'humanité, faute de quoi ils seraient placés délibérément en situation de dépendance « par essence ». Il est donc *essentiel* de préserver cette liberté fondamentale et de la préserver en direction d'une recherche *fondamentale*. Les pays en développement ont à ce sujet une revendication forte et légitime, celle d'avoir accès à cette intelligence du monde que produit peu à peu, par la science, l'humanité et qui est partie intégrante de toute culture.

Certes, il ne s'agit pas de faire de la recherche fondamentale une priorité dans l'affectation des rares ressources que les pays pauvres peuvent consacrer à la science mais, tout simplement, de leur permettre de garder le contact. C'est là le rôle des universités. L'enseignement supérieur est en soi une recherche. Non pas nécessairement recherche analytique telle qu'elle peut être pratiquée dans les laboratoires mais recherche de synthèse : il s'agit, en faisant le point sur les connaissances nouvelles et en évaluant les avancées de telle ou telle discipline, d'en dresser une synthèse communicable et restructurée en permanence. Ceci implique à l'évidence un effort de recherche, d'appropriation et de méthode du même ordre de difficulté que la recherche analytique mais beaucoup moins onéreux. Au demeurant, cet effort est nécessaire pour stimuler un enseignement supérieur de qualité¹.

Cette ouverture vers le haut étant préservée, il va de soi que la recherche scientifique pour le développement est d'abord une

1. Cf. M. Dodet, Ph. Lazar, P. Papon, *La République a-t-elle besoin de savants ?*, Paris, PUF, 1998.

recherche finalisée. Elle vise la satisfaction des besoins du plus grand nombre et une exploitation efficace et durable de milieux (agricoles, aquatiques, forestiers, océaniques...) mal connus, souvent pauvres et fragiles, sur- ou sous-exploités. Elle porte une attention particulière à ces ressources naturelles nécessaires à la production que sont l'eau, les sols, la diversité biologique. Elle se préoccupe des interactions sur longue période de l'homme et de la nature que sont la dynamique des peuplements, l'occupation de l'espace, les écosystèmes. De tels champs scientifiques appellent des méthodes originales et une connexion, finalisée elle aussi, vers les sciences plus fondamentales de la vie et de l'univers.

Prenons garde aux mots à nouveau. Une recherche finalisée n'est pas seulement une recherche destinée à être appliquée. Il y a longtemps que l'on ne sait plus très bien ce qui sépare une recherche appliquée d'une recherche fondamentale. Pasteur disait que la connaissance et ses applications sont, comme les fruits et l'arbre qui les porte, indissolublement liés les uns à l'autre. Il n'y a pas de sciences appliquées, il n'y a que des applications de la science. Et une activité scientifique qui ne se préoccupe que de mettre au point des applications utiles à partir de connaissances de base déjà acquises s'épuise rapidement par manque de sève, par absence d'un renouvellement endogène des connaissances de base.

Si cette question du rapport entre science et développement est si controversée, c'est parce que la recherche scientifique, l'utilisation de technologies plus performantes et la formation sont des activités indissolublement liées : elles font système. Leur fécondation réciproque est un processus complexe qui ne se ramène pas toujours et partout à l'imitation du système né, au terme d'une gestation multi-séculaire, dans les pays industrialisés.

En forçant le trait, je dirais que, dans les pays en développement, mieux vaut des laboratoires se consacrant à l'épidémiologie des maladies parasitaires ou à la génétique des plantes vivrières plutôt qu'à l'astrophysique ou à la chimie théorique ; mieux vaut des équipes de bons scientifiques nationaux ayant la confiance des gouvernants et des opérateurs du développement que des centres interna-

tionaux d'excellence mondiale mais ne fonctionnant que par assistance technique extérieure. Mieux vaut aussi des techniques de production robustes et largement diffusables que des techniques beaucoup plus performantes mais difficiles à adapter et à s'approprier dès lors que leur secret de fabrication vous échappe.

Mieux vaut enfin un système d'enseignement enraciné dans les réalités locales et largement démocratisé qu'un système d'enseignement imité qui laissera une grande part des citoyens exclus de la compréhension de leur environnement et des techniques plus productives disponibles.

Bien sûr, ces dilemmes ne sont pas aussi tranchés. Ce que je veux faire pressentir c'est que, dans les pays les moins avancés, il est possible d'organiser le système que forment sciences, techniques et formation de telle sorte qu'il irrigue plus largement la société. Alors, on pourra reconnaître que la voie hétérodoxe du développement, celle qui donne voix aux citoyens et priorité à leurs expériences et à leurs besoins, peut favoriser cette recherche scientifique et technique en même temps qu'elle en sera stimulée.

UNE SPIRALE MULTIDISCIPLINAIRE

Une telle recherche sur et pour le développement existe bel et bien, discrète mais tenace. Je l'ai *rencontrée* aux quatre coins du monde en développement, même les coins les plus reculés et les plus pauvres. À la tête de l'ORSTOM pendant six ans, j'ai eu l'occasion d'y aller voir plus souvent que beaucoup de scientifiques. Et nombreux sont ceux qui, comme moi, peuvent dire la même chose pour avoir pratiqué une telle recherche, pour y avoir collaboré ou l'avoir observée *in situ*. Combien de fois, d'ailleurs, ai-je constaté qu'un scientifique du Nord qui accepte d'apporter ses compétences sur place à un programme de recherche conduit dans un pays en développement, en revient séduit, sinon tout « retourné ». Car il lui apparaît rapidement que confronter

son expérience et son savoir à des réalités encore peu explorées, à des finalités obsédantes et à de nécessaires adaptations de méthodes ou de concepts est un défi scientifique hautement respectable. Et c'est en même temps l'occasion d'un engagement personnel éprouvant mais fascinant vis-à-vis de ses homologues du Sud. Mais tous les scientifiques du Nord n'ont pas eu l'occasion ou l'envie d'y aller voir vraiment. Ils risquent alors de confondre recherche de *pauvres* avec recherche pauvre ou subalterne.

Il est temps donc de présenter brièvement cette recherche, en esquissant d'abord ce que j'appelle la spirale multidisciplinaire des sciences pour le développement. Donner forme à ce champ de recherche, en le parsemant d'exemples dont j'ai eu à connaître, aidera ensuite à donner sens à son originalité scientifique et à son utilité pratique.

Cette spirale va des ressources naturelles à la transformation historique des sociétés, de l'environnement au développement ; et réciproquement.

En commençant par l'un des bouts de la spirale, les océanographes physiiciens analysent l'influence des océans sur le climat et donc sur les pluies continentales sources de ressource en eau, cette ressource très naturelle dont dépendra la vie sur notre planète à la fin du XXI^e siècle. Avec l'élucidation du désormais fameux *El Niño*, ils arrivent aujourd'hui à anticiper de quelques mois les manifestations régionales, de l'Amérique latine à l'Afrique subsaharienne en passant par l'Indonésie, de ce formidable déplacement des eaux chaudes du Pacifique qui provoque à intervalles de quelques années sécheresses et pluies catastrophiques. Chemin faisant, les océanographes – physiiciens et biologistes réunis – ont montré que les ressources des océans, les poissons, dépendent elles-mêmes des conditions météorologiques, en élucidant un autre mystérieux et instable phénomène, celui de l'*upwelling*, cette remontée en surface des eaux froides, riches en sels minéraux et donc propices à la vie. D'où le recueil par satellites, radars, bouées dérivantes à balises Argos et sondes lancées de navires marchands, de données variées, notamment sur les températures de surface, dont sont désormais si friandes les flottilles de

pêche. Et les halieutes, ces spécialistes de la pêche, ont remarqué, sans encore l'avoir bien expliqué, que les thons se concentraient sous des objets flottants, provoquant évidemment l'intérêt des pêcheurs. Au point qu'une dangereuse surexploitation de la ressource se manifeste. Ainsi en est-il de toutes les disciplines qui traitent des ressources naturelles : favorisant l'exploitation de ces ressources, elles se doivent d'alerter exploitants et pouvoirs publics nationaux et internationaux des conditions d'une exploitation durable.

En progressant le long de la spirale, les hydrologues se saisissent alors des pluies, eux aussi de plus en plus par satellites et par radars pour les données à petite échelle (c'est-à-dire sur de grands espaces) à côté des pluviomètres à données télétransmises pour les données locales, à grande échelle. Là encore, on rencontrera, comme pour toutes les disciplines de sciences naturelles, le problème scientifique épineux de la combinaison des observations et modélisations à différentes échelles. Cette eau, bienfaisante ou érodante, les hydrologues cherchent à savoir ce qu'elle va devenir. Ils la traquent dans et sur les sols, le long des cours d'eau, modélisant à qui mieux mieux infiltrations, ruissellements, érosion, écoulements et éboulements. Ils modélisent la gestion des crues, des retenues d'eau, des bas-fonds humides. Ils contribuent ainsi à organiser la production électrique, la production agricole, sous pluie ou par irrigation, la lutte contre les inondations, la pêche continentale.

Ils rencontrent donc nécessairement (mais la première rencontre prit du temps) les pédologues, ces spécialistes des sols, autre fondamentale et originale ressource, encore presque naturelle, des pays tropicaux et équatoriaux. Après avoir fabriqué un simulateur des pluies sur quelques mètres carrés, pédologues et hydrologues de l'ORSTOM étudièrent ensemble ce que devenait la pluie en touchant le sol, compte tenu de la texture des sols et de la végétation présente. L'*état de surface* des sols se révéla, dans certains cas absolument imprévu, très rebelle à l'infiltration : la pluie, en touchant certains sols réputés poreux, provoque la création d'une couche superficielle de quelques millimètres quasiment imperméable. Ils étudièrent aussi ensemble la remontée des sels suite à un déficit d'eau, faisant prolifé-

rer les sols salés, plaie de l'agriculture dans certaines régions. D'où des essais, parfois couronnés de succès, de lessivages organisés de ces sols pour les rendre propres à la culture.

Autre rencontre féconde, les hydrologues répondirent à l'appel des entomologistes médicaux, ces spécialistes des insectes véhiculant des parasites à l'origine des plus tenaces et des plus dangereuses endémies (paludisme, onchocercose, bilharziose...), et qui affectent des centaines de millions d'êtres humains. Ces chercheurs découvrirent en effet que, très souvent, ces invertébrés se reproduisaient... dans l'eau. C'est ainsi qu'est en passe d'être éradiquée l'onchocercose. Cette maladie finit par rendre aveugle, d'où son surnom de *cécité des rivières*. Elle a provoqué de tels ravages dans les vallées des Voltas en Afrique de l'Ouest, que des milliers de kilomètres carrés de terres fertiles furent abandonnées par leurs occupants. Les hydrologues repérèrent les lieux où les larves de la mouche blanche, vecteur du parasite, pouvaient se reproduire (dans les eaux rapides et claires). Grâce à un important et surtout durable financement de la Banque mondiale, un insecticide *ad hoc* fut répandu par hélicoptères le long de ces rivières, selon un protocole rigoureux. Et les hydrobiologistes indiquèrent les doses qu'il ne fallait pas dépasser pour préserver la vie végétale et animale dans ces rivières.

Terminons-en avec les hydrologues en disant qu'ils deviennent urbains puisque l'eau propre dans les mégapoles sera bientôt attendue par plus de la moitié de l'humanité, qu'ils deviennent aussi glaciologues dans les Andes puisque le réchauffement de la planète, en faisant fondre les glaciers, alimente en eau (mais pour combien de temps ?), plaines, villes et barrages. Les hydrologues sont partout où est l'eau, et surtout lorsqu'elle est rare ou surabondante.

Suivons encore d'une boucle cette spirale scientifique, avant de la faire déboucher sur les sociétés humaines. Avec les *états de surface* les hydrologues ont passé le relais aux pédologues. Ceux-ci avaient déjà littéralement découvert les sols de la ceinture intertropicale de notre planète, dans les coins les plus reculés des forêts, des savanes, des steppes, des déserts. Ils ont atteint leur *transect*, où il fallait creuser des trous de deux mètres de profondeur à intervalles réguliers, à pied, à

cheval, en voiture. J'ai connu un pédologue qui se fit parachuter seul au cœur de la forêt brésilienne, un autre, qui, au cours de sa carrière, parcourut à pied plus de quarante mille kilomètres, soit le tour de la terre. Après avoir classé et cartographié ces sols, ils se sont mis à étudier la vie de ces sols, la vie dans ces sols. Ils furent ainsi pris à leur tour dans la spirale interdisciplinaire inhérente à l'analyse des interactions entre différents milieux et entre milieux naturels et sociétés. La genèse des sols, leur érosion par pluies, vents, déforestation, surpopulation, leur conservation par aménagements et méthodes culturelles appropriées conditionnent très directement les ressources tirées des activités agricoles, forestières et d'élevage.

Les pédologues de surface se font donc agronomes, ou inversement, et conjuguent leurs savoirs avec les spécialistes des ressources végétales (botanistes, phytopathologistes, généticiens, microbiologistes...) pour étudier le complexe *eau-sol-plantes-parasites*. Ce complexe est la base incontournable de toute agriculture durable dans les pays pauvres qui ne peuvent pas utiliser à grande échelle engrais, pesticides, semences sélectionnées, machines. C'est en quelque sorte l'*input*, exacerbé par les conditions climatiques, et peu commercialisable, sur lequel va s'exercer l'intelligence humaine pour créer et entretenir de la fertilité là où elle n'est guère naturelle. La biologie des sols montre déjà que les vers de terre pourraient être de puissants *développeurs*, transformant de la matière minérale en matière organique, alors que les nématodes, ces micro-vers de terre, sont dans 80 ou 90 % des cas des anti-développeurs destructeurs de végétation, mais dans 10 à 20 % des cas de puissants agents de la lutte biologique naturelle contre les parasites des plantes.

Ne quittons pas les pédologues sans évoquer les pédologues des profondeurs, là où la roche s'altère pour devenir sol. Ils sont cousins des géologues, eux-mêmes cousins des géophysiciens, cousinage signifiant, à nouveau, enfantement de disciplines par une *interface* de divers milieux. Géologues et géophysiciens, contrairement à ce que d'aucuns pourraient croire, ne sont pas enfouis sous les réalités du développement puisque les sous-sols secrètent les richesses minérales et pétrolières tout en étant sources ou épïcêtres de *risques naturels*

(tremblements de terre, éruptions volcaniques, glissements de terrain, inondations) dont les conséquences humaines et économiques sont immenses. La prévention de ces conséquences, ou du moins leur atténuation, grâce à des systèmes de surveillance et d'anticipation appropriés, est un investissement, il est vrai, *risqué* si j'ose dire, dont les effets à long terme sont sans commune mesure avec ceux de bien des projets de développement. Chemin faisant (abysses, failles et subduction des plaques), ces spécialistes, en retraçant et en modélisant l'histoire de la croûte terrestre, ouvrent des voies et donnent des guides à la prospection des ressources minérales et pétrolières. Ils ont même montré que l'or est altérable, à force de temps, de pression et de pluies : découverte *fondamentale* mais aussi précieuse indication pour les chercheurs d'or, car en remontant le chemin suivi par les paillettes altérées les prospecteurs trouveront peut-être un trésor.

La spirale interdisciplinaire incorpore un nombre croissant de spécialistes de sciences sociales au fur et à mesure que les efforts scientifiques se concentrent sur l'agriculture et la santé, ces deux sources de vie humaine.

Les sociétés humaines ne cessent de créer, de gérer, de diversifier des systèmes de cultures, de production et d'exploitation agricole. Elles créent et font évoluer ainsi des terroirs, des systèmes agraires, des paysages, des modes de production. Agronomes, géographes, sociologues, économistes, anthropologues et même archéologues vont décrypter ces sociétés rurales dans leur diversité et leur productivité culturelle et culturelle, dans leur histoire, leur lutte pour la vie, leurs espoirs de lendemains meilleurs.

Les biologistes leur prêtent main forte. La faible industrialisation de l'agriculture et l'accès difficile et coûteux à des semences sélectionnées adaptées, à des engrais chimiques et aux produits phytosanitaires ont induit des travaux porteurs d'espoir. L'apomixie est sur le point de devenir, selon la FAO, le nouveau mot de passe de l'agriculture vivrière internationale. Ce mot savant exprime la capacité de certaines plantes sauvages à former, sans fécondation, un embryon dans une graine. Transférée par hybridation à des espèces cultivées performantes, au premier rang desquelles le maïs, cette

reproduction asexuée permettra de multiplier ces plantes à l'identique. Ce qui réduira considérablement l'obligation pour les agriculteurs du tiers monde d'importer des semences sélectionnées, onéreuses et pas toujours bien adaptées aux milieux tropicaux, équatoriaux ou sahéliens. De manière plus générale, la génétique des plantes pour les pays en développement oriente ses travaux vers la création de variétés robustes, résistant à la sécheresse ou aux aléas météorologiques, à certaines maladies plutôt que vers la création de variétés maximisant le rendement à grands coups d'inputs onéreux et de travaux intensifs. Je rappelle que les agriculteurs de ces pays préfèrent de beaucoup, et ils ont raison, des rendements régulièrement améliorés plutôt que des rendements très élevés mais aléatoires. Autre exemple : les microbiologistes ont repéré et sélectionné des légumineuses vivant en symbiose avec des bactéries fixatrices d'azote présentes sur leurs tiges et racines, donc équivalentes à des engrais verts gratuits... moyennant certaines transformations des systèmes de culture. Ce qui renvoie aux capacités des sociétés paysannes à adopter de telles innovations et donc à la compréhension de leur mode d'organisation interne. Ces plantes fixatrices d'azote peuvent être des arbres, d'où des programmes de reforestation accélérée de certains milieux dégradés.

Il faudrait maintenant de longs développements pour illustrer les subtiles relations existant entre des techniques de production et la manière dont les sociétés doivent s'organiser pour utiliser ces techniques. On ne peut changer les techniques de production sans modifier les modes de production (rapports au foncier, au travail, à la monnaie...) et donc les rapports sociaux. Ce qui appelle une collaboration approfondie entre les sciences de la nature et de la vie d'une part, les sciences humaines et sociales d'autre part. Cette pluridisciplinarité est une des plus difficiles qui soit. La recherche pour le développement ne peut en faire l'économie, elle y réussit parfois et c'est une de ses lettres de noblesse. J'ai déjà eu l'occasion d'en parler et j'ai souligné que, là où la terre est abondante et la main-d'œuvre rare (compte tenu d'un calendrier des travaux agricoles resserré et aléatoire en raison de la brièveté de la saison des pluies), les cultures

extensives sont plus rationnelles que les cultures intensives. Des milliers d'études de spécialistes des sciences sociales ont montré pourquoi, très raisonnablement, les sociétés paysannes n'adoptent pas sans examen les innovations techniques qui leur sont proposées de l'extérieur, pourquoi sont encore si nombreux les projets qui échouent ou qui s'avèrent incapables de créer les capacités permettant de maintenir les résultats obtenus lorsque les concours extérieurs sont suspendus. Toutes attribuent ces échecs ou ces difficultés à la méconnaissance par les *développeurs* des structures familiales, sociales, foncières, agraires, politiques de ces sociétés, de leur histoire, des conflits, contraintes et dynamiques dont elles sont le siège. C'est, par exemple, parce que les dimensions économiques de la vie et de l'évolution de ces sociétés sont profondément *enchâssées* dans leurs structures sociales que les économistes ruralistes ont dû emprunter aux anthropologues et inversement, tout comme les géographes ont emprunté aux sociologues et économistes, et inversement. La pluridisciplinarité, peu ou prou, et mieux vaut par un travail en équipe, doit pénétrer le chercheur lui-même. Il est obligé d'ajuster ses lunettes disciplinaires, d'adopter en quelque sorte des verres progressifs qui se modifient insensiblement selon l'objet visé et l'échelle adoptée. Impossible de rendre compte de la production agricole sans cartographier le terroir, parcelle par parcelle, en identifiant qui en a l'usage, et de qui, pour qui, pour quoi faire, pour combien de temps, ce qui renvoie inéluctablement aux structures foncières, familiales et sociales.

La lutte pour la vie est aussi une lutte pour la santé. Et les entomologistes médicaux, en étudiant les modes de vie et de reproduction des insectes vecteurs de parasites meurtriers, vont s'associer avec les parasitologistes et les épidémiologistes-statisticiens pour comprendre le cycle vecteur – parasite-hôte humain – vecteur à nouveau, etc.

La lutte contre ces endémies unira, plus ou moins bien, tous ces spécialistes avec ceux du système de santé publique. Deux écoles finiront bien par conjuguer leurs efforts. D'un côté, celle des laboratoires mettant en œuvre toutes les ressources de la biologie la plus fine pour inventer vaccins ou médicaments. De l'autre, celle qui constate que la mise en place de systèmes de santé adaptés

aux conditions naturelles, démographiques et économiques et qui tiennent compte des représentations culturelles des maladies mises en évidence par les anthropologues, est un pré-requis pour contrôler les endémies et, le moment venu, l'application des découvertes de la biologie moléculaire. Pour l'heure, il n'existe pas de vaccin contre le paludisme mais les moustiquaires imprégnées d'insecticide peuvent constituer une lutte efficace pour les populations elles-mêmes. De même, en Ouganda, un scientifique de l'ORSTOM a su mobiliser les populations d'une région pour fabriquer, poser, déplacer à bon escient des pièges à tsé-tsé, éradiquant quasiment de cette région la maladie du sommeil contre laquelle n'existent que des médicaments d'administration délicate.

En matière de santé les comportements individuels et sociaux resteront longtemps déterminants dans les pays les plus pauvres où les apports de la médecine moderne sont peu ou difficilement disponibles. Le corps biologique s'y révèle avec évidence un corps social. Les démographes qui relient fécondité et mortalité infantile, la première baissant peu après la seconde, le savent depuis longtemps.

Les nutritionnistes aussi, qui font le passage entre alimentation et santé, entre malnutrition des petits enfants, allaitement prolongé et retards de croissance, entre habitudes alimentaires et réussite scolaire. Le moment crucial est celui du sevrage. Qui dira l'impact planétaire que pourrait avoir, bientôt peut-être, la mise au point de bouillies de sevrage, fabriquées avec des produits locaux, bon marché et conditionnées de telle sorte que l'emploi en soit commode et indépendant de la qualité de l'eau disponible ?

Il en est de même des anthropologues, qui se mobilisent désormais avec les médecins pour prévenir le sida en Afrique, pour aider à la prise en charge des séropositifs en surmontant les peurs, les ignorances, les tentations de rejet de leur entourage, pour adapter des thérapeutiques encore trop onéreuses et trop complexes pour être appliquées à large échelle.

À l'autre extrémité de cette spirale multidisciplinaire, et j'aurais pu commencer par cet autre bout, le relais est pris par les chercheurs en sciences sociales. Passant à un niveau spatial et fonctionnel

supérieur à celui des systèmes techniques et sociaux élémentaires qui font vie, ils étudient comment s'organisent les rapports entre ces divers groupes sociaux localisés pour constituer des ensemble plus vastes, conditions de leur survie et de leur transformation : régions, nations, territoires, économies nationales et internationales. Or cela dépend des patrimoines culturels autant que des systèmes économiques et sûrement davantage que de la dotation en ressources naturelles. Ceci dépend aussi des politiques de population, d'urbanisation, d'éducation, de santé, de science et d'aménagement du territoire. Ceci dépend enfin, mais beaucoup, des rapports, plus ou moins conflictuels, plus ou moins régulés, de l'État et des différentes composantes de la société. Ce sont ces réalités qui font, on l'a vu, qu'une politique de croissance *stricto sensu* est, ou non, une politique de développement. C'est en posant de telles questions que l'on a découvert cet immense secteur informel, qui produit, peut-être, plus de 70 % de la valeur ajoutée de certaines grandes villes, et qui est lieu de résistance, de survie, d'innovation d'individus exclus du travail et des revenus *institué*s. C'est en élucidant comment s'entremêlent, se superposent, se transforment les normes, valeurs, institutions des sociétés en développement et les normes, valeurs, institutions promues et parfois imposées par les pays développés que l'on peut comprendre le *trou noir* du sous-développement, valoriser les capacités d'innovation des pays dits moins avancés et y adapter politiques et aides publiques.

Cette mise au jour par les sciences sociales des singularités et des transformations de sociétés très dépendantes de leurs ressources et contraintes naturelles comme de leur environnement technologique et économique extérieur est peu spectaculaire. Elle est lente, progressive, difficile à percevoir. Il est encore plus difficile d'en tirer parti. Ce nouveau savoir ne donne pas lieu à des sauts technologiques caractérisés. Pourtant, quelle révolution dans le regard de l'humanité sur elle-même depuis soixante-dix ans !

1. D'une vision statique et lourde de préjugés réducteurs, on est passé à une analyse, plus rigoureusement argumentée, des ressorts profonds et originaux de l'histoire actuelle de ces sociétés.

L'état précaire de l'économie et de la santé publique dans les pays les plus pauvres, les déséquilibres qui s'y manifestent entre populations et ressources comme entre Nord et Sud, les conflits internes dont ils sont le siège ne doivent donc pas faire oublier les succès de la lutte contre les grandes endémies et contre la mortalité infantile, ni l'accroissement continu des rendements depuis trente ans pour presque toutes les productions agricoles. Succès auxquels ont largement contribué les scientifiques travaillant dans ces pays. Davantage porteuses d'avenir sans doute sont les immenses transformations qu'ont connues ces sociétés, transformations profondes qu'une plus juste et plus rigoureuse appréciation peut rendre sources de développement approprié. À *découvrir* ces transformations opaques – dans leurs forces, leurs faiblesses ou leurs dérives – les pays concernés peuvent mieux organiser les dynamiques qu'elles secrètent en les mettant au service d'un avenir voulu. Comme disait A. Hirschmann : on ne remonte pas les pays sous-développés comme des jouets mécaniques.

Ce plus juste regard sur la science au Sud permet de relativiser les indicateurs officiels de la science dans les pays en développement. Ces indicateurs, on l'a vu, sont davantage faits pour rendre compte des travaux disciplinaires que pour des travaux pluridisciplinaires, ils négligent la littérature grise, en langues nationales, combinant travaux scientifiques et expertises, ils n'ont pas de systèmes statistiques enregistreurs.

Ce plus juste regard sur la science au Sud permet surtout de redonner aux pays les plus démunis justifications, ambitions et orientations pour une politique de science active et appropriée.

LETTRES DE NOBLESSE

Après avoir donné à voir au lecteur cette recherche en action, je voudrais tirer de cette présentation quelques caractéristiques qui me paraissent essentielles, en quelque sorte ses lettres de noblesse. Les

recherches au Sud, si elles sont minoritaires dans le concert scientifique international et si elles éprouvent des difficultés à se faire reconnaître, ne sont ni inférieures ni secondaires. Les sciences naturelles et sociales, analytiques d'abord comme toute discipline, s'y recomposent et se conjuguent dans des préoccupations globales d'environnement et de développement. Chemin faisant, elles induisent fréquemment une pratique scientifique originale.

On ne plaide pas ici pour quelque science du développement qui constituerait un groupe de disciplines singulières. L'économie appliquée aux pays en développement reste l'économie ; de même pour l'anthropologie, l'épidémiologie, la pédologie, etc. Ce sont les finalités, les combinaisons, les modalités d'exercice de ces disciplines qui sont, pour une part, originales. Ce que d'aucuns appellent un *style de science*.

Et cette pratique – ce *style* de science finalisée – n'est pas subalterne, même si elle est souvent trop modeste. En effet, comme toute démarche scientifique, elle a sa fécondité en termes de progrès des connaissances, elle découvre littéralement des réalités jusque-là cachées, elle explique des processus physiques, biologiques, sociaux, elle invente des concepts opératoires. Mais, plus qu'au secret intime des choses, vers lequel elle doit remonter cependant, elle s'attaque à leur interdépendance, à leur complexité et à leurs manifestations à diverses échelles de temps et d'espace. L'*exotisme* de ses terrains l'oblige à mettre au point des méthodes originales de recueil de l'information. Sa finalité la conduit à s'impliquer activement, tout en gardant sa rigueur et son indépendance, dans les questions qui conditionnent la vie des sociétés en développement et qui appellent donc des politiques d'intervention.

Que ces milieux naturels et sociaux soient originaux, cela est évident. Les paramètres physiques et biologiques y sont peu *tempérés*, sinon extrêmes et très fluctuants. La biodiversité y est fantastique. La biologie des sols chauds et humides y révèle des processus incomparablement plus rapides que dans les sols tempérés. Les sociétés humaines y ont inventé des modes de vivre ensemble et d'exploitation des ressources aussi variés que leur environnement naturel,

façonnant ainsi une histoire, une culture, une organisation politique et sociale, une économie, des paysages dont la cohérence et les capacités d'adaptation sont remarquables.

Mais les scientifiques qui s'efforcent de découvrir ces réalités encore pratiquement ignorées il y a quelques décennies ne sont pas seulement des explorateurs de l'inconnu, comme l'est tout scientifique. Chemin faisant, ils élaborent des méthodes originales, et parfois de nouveaux paradigmes scientifiques lorsqu'ils sont contraints de recomposer des approches disciplinaires variées pour représenter les systèmes complexes.

Car finalement, pour ces recherches finalisées, ce qui compte ce n'est pas seulement d'en savoir long sur tel ou tel objet particulier mais aussi d'élucider les rapports qu'il entretient avec d'autres objets. Ce qui compte ce n'est pas seulement, par exemple, d'en savoir long sur les poissons mais aussi sur leur milieu et sur les pêcheurs : eaux, poissons, pêcheurs forment un système. De même, ce qui compte ce n'est pas seulement de bien connaître sols, pluies, plantes et parasites mais aussi de mettre en évidence les interactions qui relie ce *complexe* eau-sol-plantes-parasites avec les pratiques paysannes : celles de l'exploitant et celles de la société rurale dans laquelle il est inséré.

Les objets ultimes des recherches ce sont donc ces objets hybrides et complexes que sont un système de pêche, un système agraire, un système urbain, un système d'éducation, un système de santé. L'interface entre deux objets (l'eau et le sol, un parasite et son vecteur, le droit foncier et les techniques de production agricole) appelle l'interdisciplinarité, c'est-à-dire la création d'un concept commun à deux disciplines au moins. J'en ai cité plusieurs exemples en déroulant la spirale des sciences pour le développement. Comprendre la dynamique des systèmes complexes nécessite au moins la mise en cohérence de diverses *visions* disciplinaires portant sur les différents objets de ces systèmes.

Ces systèmes ne sont pas forcément plus complexes que ceux qui structurent les sociétés développées. Mais leur complexité y est d'une autre nature, si j'ose dire, car à la fois plus naturelle et moins évidente. Dans les sociétés développées la complexité est créée par

l'homme, elle est le fruit de ses artifices, elle y est *déjà* connue et contrôlée, donc plus évidente.

À l'inverse, en quelque sorte, de ces complexités systémiques, il y a des objets simples, comme l'eau, qui peuvent être étudiés par une grande variété de disciplines, chacune à sa façon, comme le montre très clairement Th. Ruf dans l'encart ci-joint.

L'eau et les disciplines

L'évaluation des ressources naturelles en eau par les hydrologues s'appuie sur des caractéristiques des milieux naturels et sur des modèles mathématiques permettant de créer, à partir de mesures ponctuelles de flux, des séries de données sur la disponibilité en eau. Très rarement, l'action humaine est intégrée dans les processus de gestion actuelle de l'eau, tant en ce qui concerne l'usage du sol dans les bassins versants que l'ensemble des prélèvements résultant du long processus historique d'aménagement hydro-foncier. Les géographes examinent la structuration de l'espace et décrivent des usages du sol et de l'eau en liaison avec l'occupation humaine, sans nécessairement aborder la complexité des structures hydrauliques assurant le transfert et la répartition de l'eau entre de nombreux usagers. Les hydrauliciens se consacrent à l'évaluation des performances des transferts d'eau dans les canaux, sans aborder vraiment la complexité des usages ou même l'incertitude des disponibilités en eau en amont. Les agronomes s'attachent à définir des modalités adéquates d'arrosage à l'échelle de la parcelle, sans appréhender le réseau de transfert de l'eau et les problèmes du partage de l'eau et de la régularité des accès à l'eau. Les économistes cherchent à cerner le prix de l'eau en référence aux investissements et aux charges, sans considérer que l'accès à l'eau n'est pas de même nature que l'accès à une marchandise diffusée sur un marché ouvert. Les socio-anthropologues se réfèrent à l'histoire des techniques hydro-agricoles et des modes d'organisation des sociétés autour de l'eau, en valorisant les coutumes et la culture de la société, sans aborder les dynamiques d'aménagement sur une longue période ni situer la diversité des mailles hydrauliques issue de plusieurs décennies ou siècles d'interventions humaines.

Avant-propos de l'article de Th. Ruf, Cinq siècles de conflits sur l'eau dans les Andes équatoriennes, in *Sciences hors d'Occident*, vol. 5, ORSTOM, 1996.

Il n'y a pas encore véritablement, pas plus au Nord qu'au Sud, une science de l'eau, mais des sciences qui traitent de l'eau.

Complexité et pluridisciplinarité sont ainsi les défis scientifiques permanents des chercheurs qui travaillent sur le développement durable.

Il leur faut donc affronter ces *passages* si souvent évoqués dans cet essai que sont les passages du microscopique ou du local au macroscopique ou au global, du court terme au long terme ou de l'histoire à la prospective, du naturel à l'humain, de l'économique au social et au politique. Les échelles de temps et d'espace de chaque discipline ou sous-discipline sont différentes et, par conséquent, leurs objets sont perçus de façon hétérogène et ne peuvent s'emboîter simplement les uns dans les autres. Une parcelle de sol cultivée est aussi partie d'un bassin versant hydrologique et d'un système foncier. Une même goutte d'eau tombant sur le sol fait partie d'une averse (quelques minutes), d'un front humide (quelques heures), d'une saison des pluies (annuelle ou bisannuelle), d'un climat (dizaine ou centaine d'années) : climatologie, météorologie, hydrologie travaillent sur un même objet mais à des échelles de temps sans commune mesure, et le paysan sahélien a un comportement tributaire des facteurs, rythmes et aléas variés déterminant la rencontre du sol et de cette goutte d'eau.

Depuis une vingtaine d'années, un ensemble d'innovations techniques et méthodologiques a simultanément rendu nécessaire et favorisé cette prise en compte de la complexité et de la variabilité des échelles d'analyse et de synthèse. Ce puissant ensemble s'appuie sur la statistique, l'informatique, la télédétection, la télétransmission numérique, l'infographie et sur de nouveaux et rapides progrès mathématiques. Il a multiplié, dans des proportions inimaginables il y a encore vingt ans, les possibilités de collecte des données, de leur transmission tous azimuts et de leur traitement dans des modèles de simulation de plus en plus raffinés. En outre, autre innovation, l'histoire naturelle, comme l'a fait observer C. Allègre, est devenue un indispensable complément à la physique et à la chimie pour comprendre les lois de la nature. Nul ne peut espérer comprendre une société sans une

perspective historique. Et ce dernier d'ajouter : « Les sciences d'observation modernes n'ont plus rien à voir avec les vieilles lunes classificatrices, figées et purement descriptives, elles permettent de développer des qualités autres que l'abstraction algébrique et les raisonnements simplistes. L'observation du monde, les talents et l'attention qu'elles demandent, la flexibilité et l'humilité intellectuelle qu'elles exigent reviennent au premier plan de la scène. »¹

Si la recherche scientifique pour le développement est bien à la fois une recherche finalisée, une recherche sur des systèmes complexes, une science de la combinaison pluridisciplinaire des échelles spatiales et temporelles et des différentes normes qui structurent les sociétés, alors les sciences humaines et sociales sont en première ligne de ce défi scientifique. C'est par elles que passe nécessairement l'exigence d'opérationnalité de la recherche appliquée au développement.

Depuis longtemps elles ont su pratiquer dans le champ du développement une démarche originale. Comparant les raisonnements ou paradigmes pratiqués d'un côté par les chercheurs en sciences sociales du CNRS et d'un autre côté par ceux de l'ORSTOM, des chercheurs se sont efforcés de caractériser comme suit la démarche pratiquée par un grand nombre de ces derniers². S'appuyant sur de très minutieuses observations de phénomènes locaux, ces chercheurs de l'ORSTOM se défient des modélisations grandioses et des protocoles d'observation trop construits. Préférant *coller au terrain*, leur approche est rigoureusement empirique, n'admettant qu'un minimum de reconstructions et d'interprétations. Ils estiment que leur mode de raisonnement restitue mieux que d'autres l'authenticité du matériau, même si leurs détracteurs n'y voient qu'énumérations. Le terrain est approché sous une multitude d'angles et de perspectives, ce qui nécessite le recours à des disciplines variées. L'ambition est de lever une photographie intégrale et très précise surgie de l'histoire du

1. *Les grands entretiens du Monde*, t. II, Paris, Éditions Le Monde, 1994.

2. P. Ragouet, T. Shinn, R. Waast, *Les sciences hors d'Occident au XX^e siècle*, vol. 6, *op. cit.*, 1996, p. 212.

sujet, plutôt qu'une épure reconstruite. Ils estiment que, par lui-même, le langage de la description fonde une suffisante intelligibilité, de sorte qu'on ne gagne guère à faire entrer les données dans un modèle dont les risques sont perte d'information et contorsions intellectuelles. Ce qui paraît d'autant plus justifié que les objets visés sont complexes et qu'est plausible l'hypothèse, implicite, que les formes d'organisation possibles sont en nombre limité.

Cependant, cette démarche épistémologique, si elle néglige l'élaboration d'indicateurs mesurables et l'emploi des méthodes habituelles d'induction, présente des faiblesses. Outre que son humilité foncière lui donne peu d'audience, son parti pris contre toute formalisation la rend difficilement reproductible. Elle risque alors, sauf dans les meilleurs cas, de rester anecdotique, de devoir indéfiniment se répéter dans des monographies peu propices à cette généralisation théorique et objectivement évaluable qui caractérise en fin de compte toute démarche scientifique.

C'est pourquoi on assiste actuellement à un effort des sciences sociales pour s'appuyer sur cet ensemble de techniques et de méthodes évoqué précédemment et dérivé de ce que l'on peut appeler les sciences et méthodes de l'information, actuellement en plein essor. Tentons d'en faire comprendre l'ambition en disant quelques mots de la méthode dite de simulation multi-agents. Elle a pour objectif, grâce aux possibilités fantastiques de l'informatique moderne, de faire converger, sur la résolution d'un problème bien identifié, les objectifs et les comportements des différents agents ou objets concernés en simulant leurs interactions. Méthode à la fois pédagogique, neutre et systématique, elle fait s'exprimer, face au problème posé, l'expérience et les savoirs des acteurs et des spécialistes concernés, puis elle en représente les conséquences qui sont alors évaluées par les uns et les autres. C'est ainsi, par exemple, que, sur le delta central du Niger, les raisons de la raréfaction des quantités de poissons commercialisés furent élucidées : bien loin de tenir à une surexploitation de la ressource, cette raréfaction était due à une mauvaise répartition des droits de pêche entre les diverses collectivités ethniques concernées.

Les sciences appliquées au développement – ce ne sont pas les seules évidemment – sont ainsi affrontées à une tension épistémologique fondamentale : tension entre une démarche historique et descriptive et une démarche mathématique et simulatrice. Il leur faut traiter en même temps des faits naturels socialisés et des rapports sociaux inséparables du monde naturel. Selon G. Granger et comme le souligne Ph. Couty¹, elles prennent toute position à mi-chemin de ces deux pôles, l'histoire et les mathématiques, entre lesquels elles ne cessent d'osciller. D'un côté l'histoire, recueil au premier degré de contenu sans formes, les récits, de l'autre des mathématiques qui travaillent sur des formes sans contenu. Qui dit science dit tentative d'application des formes mathématiques à des contenus historiques. Les sciences portant sur le développement et l'environnement sont en train de marquer des progrès décisifs dans cette tentative.

Une autre *lettre de noblesse* de la recherche pour le développement doit également être évoquée. C'est celle qui consiste à jeter en permanence des ponts entre science et société. Elle fera l'objet d'une analyse plus circonstanciée dans le chapitre suivant. Il s'agit là de passer une frontière d'une autre nature : celle qui existe entre le savoir et le pouvoir, la science et l'action. Cette frontière est celle de l'expertise, *inéluçtable transgression* de la vérité scientifique, selon les termes de Ph. Roqueplo, dès lors que le savant doit répondre aux décideurs qui le sollicitent.

Ces lettres de noblesse méthodologiques et épistémologiques, bien loin de cantonner la recherche scientifique pour le développement dans une position marginale, caractérisent certaines des évolutions les plus significatives de la science moderne.

Cette démarche scientifique cherche à opérer les passages entre court et long terme, entre le local et le global, entre nature et sociétés pour appréhender ces « objets hybrides et ces systèmes complexes

1. Ph. Couty, 1996, *op. cit.*, p. 67.

que sont les grands problèmes du développement ». Elle est en juste *conformité* avec cette stratégie de développement que j'ai qualifiée d'hétérodoxe et qui donne voix aux citoyens pour affronter, politiquement cette fois, ces mêmes passages.

Les contradictions entre le local et le national ou l'international, entre les besoins du présent et ceux des générations futures, entre la croissance, la cohésion sociale et l'environnement ne sont pas seulement en effet des conflits d'intérêts relevant du politique. Elles se situent aussi dans les esprits, peu rompus à articuler ces différentes visions d'une même réalité. La maîtrise d'une telle complexité est donc bien un défi scientifique majeur non dénué d'implication politique.

Or, si cette recherche scientifique pour le développement existe bel et bien, elle est encore trop faible eu égard aux immenses besoins, elle est trop discrète, trop méconnue, trop mal utilisée. Et surtout, elle est trop dépendante des moyens qu'y consacrent les pays du Nord. D'où la question : les pays pauvres ont-ils vraiment la possibilité de conduire une politique scientifique visant à maîtriser, à renforcer, à valoriser une telle recherche en fonction de leurs propres besoins, alors qu'ils sont affrontés à des urgences multiples et parfois dramatiques ?

LA PAUVRETÉ N'EMPÊCHE PAS UNE POLITIQUE DE SCIENCE

Je professe qu'une politique de science pour le développement est possible, même dans les pays les plus pauvres. Ce n'est pas d'abord une question de moyens financiers, mais d'objectifs et de méthodes appropriés. Les éléments clés en sont : des communautés scientifiques nationales autonomes, engagées fortement dans le développement, travaillant en réseaux multinationaux et soutenues à cet effet par une coopération scientifique internationale rénovée et aux motivations réajustées.

En soutenant une telle proposition je me heurte, je le sais, à un profond scepticisme. Ce scepticisme peut être solidement étayé. L'état des lieux de la science au Sud, on l'a vu, n'est guère encourageant. Cette recherche est très faible si l'on en juge par son audience internationale, par les financements qui lui sont consacrés, par le grand nombre de scientifiques des pays du Sud qui émigrent dans les laboratoires du Nord ou qui sont obligés de gagner leur vie en faisant tout sauf de la recherche.

Cet état des lieux peut s'expliquer. La recherche scientifique est coûteuse et difficile. Elle ne supporte pas la médiocrité. Mieux vaut ne pas faire de science que de faire de la mauvaise science. Son utilité est souvent diffuse, indirecte, à long terme, incertaine, ce qui rend son financement particulièrement difficile. Sa rentabilité est pratiquement incalculable. Toute politique scientifique, enfin, est soumise à des conditions structurelles déterminantes. D'abord, une puissance publique qui incarne une stratégie de développement à

long terme et qui consente à une certaine liberté de mouvements, d'échanges, de confrontations et de publications. Ensuite, une organisation, une compétence et une représentation minimum des secteurs économiques pour une juste définition des priorités et une efficace utilisation des résultats. Enfin, une filière de formation adaptée qui produise des scientifiques professionnels et vulgarise les connaissances nouvelles. Comme les pays les moins avancés sont justement des pays qui ne réunissent pas facilement ces conditions, la recherche scientifique serait pour eux impraticable.

Tel est au fond l'argumentaire des sceptiques qui affirment que les pays les moins avancés ont plus urgent à faire que de s'occuper de la science. Former des techniciens et des ingénieurs par exemple. Ce scepticisme est relativement récent. Dès 1960, les pays en développement s'étaient attachés à édifier des appareils scientifiques publics nationaux. Chacun croyait ou se laissait persuader que la créativité scientifique aboutirait vite à des applications utiles, que la science permettrait de suivre une voie de développement plus rapide que celle empruntée il y a deux siècles par l'Occident. À partir de 1960, le nombre de chercheurs augmenta dans les pays du Sud de 10 % par an et, dans les années 1970, les dépenses de recherche-développement y furent multipliées par dix. Cet immense effort d'enseignement supérieur et de formation des chercheurs, réalisé en trois décennies seulement en Afrique subsaharienne, s'est trouvé brutalement cassé, juste au moment où il commençait à porter ses fruits scientifiques, par les contraintes de l'ajustement structurel. Un ajustement s'opéra donc au début des années 1980 et cette tendance gravement régressive s'est poursuivie tout au long des années 1990.

À la confiance en la science comme arme de lutte contre le sous-développement a succédé un certain désenchantement et, en tout cas, une réévaluation des enjeux. Les moyens financiers consacrés à la coopération scientifique déclinent, tandis qu'au Sud les programmes d'ajustement structurel ont conduit d'abord à réduire les dépenses publiques, au premier rang desquelles celles consacrées à l'enseignement supérieur et à la recherche. Les coopérations techno-

logiques nouées par les firmes ne prennent un relais, intéressé et très sélectif, que dans quelques pays. Selon R. Waast¹ : « Dans l'indifférence populaire, les gouvernements se désengagent, les institutions internationales, désargentées, ne peuvent prendre le relais, les nouveaux acteurs de coopération – organisations non gouvernementales et firmes industrielles – ont d'autres intérêts (urgence et commerce). Les appareils scientifiques, édifiés il y a seulement trois décennies, rentrent dans une triple crise : de confiance, de ressources (humaines et financières), des institutions. »

Je crois qu'il est possible de réduire ce scepticisme et de surmonter cette triple crise.

DES COMMUNAUTÉS SCIENTIFIQUES NATIONALES AUTONOMES

C'est l'objectif primordial d'une politique scientifique digne de ce nom. Il n'y a de recherche de qualité et durable que collective et responsable.

Or, beaucoup de pays en développement manquent d'un dispositif de recherche à même de définir ses propres objectifs et de s'y tenir avec la continuité nécessaire. On trouve, certes, et de plus en plus, des scientifiques motivés et bien formés, mais ils sont trop souvent isolés ou intégrés dans des équipes étrangères conduisant localement des programmes de recherche sporadiques. Nombreux aussi sont ceux qui ont durablement émigré. Ceux qui restent dans leur pays sont fréquemment sous-employés, parfois démobilisés et presque toujours obligés de conjuguer plusieurs métiers pour tout simplement survivre. Énorme gâchis des immenses efforts déployés pendant plusieurs décennies par des pays passés d'un système scolaire embryonnaire à des universités pléthoriques. Certes, dans ces pays, de bons et utiles programmes de recherche sont réalisés mais, la plupart du temps, ils

1. R. Waast, *Les sciences hors d'Occident au XX^e siècle*, vol. 6, *op. cit.*, 1996, p. 212.

sont décidés au coup par coup, au gré de concours extérieurs éphémères, sans être évalués sur des critères d'impact national. La cohésion d'ensemble et la continuité font défaut.

Peu à peu, responsables nationaux, bailleurs de fonds, institutions scientifiques du Nord prennent conscience que les pays en développement, en matière de science, ont d'abord besoin de communautés scientifiques stables et solides. De ce capital dépend tout le reste d'une politique scientifique. Une communauté scientifique organisée est pôle d'accumulation des connaissances, ferment d'ouverture et de créativité, source de méthodes et d'esprit critique, réservoir d'expertise, lieu de formation des acteurs de la recherche et des acteurs du développement, vecteur d'innovations appropriées. Cette prise de conscience s'accélère après le choc des politiques d'ajustement qui ont réduit, sans trop de discrimination, les dépenses publiques.

La situation des chercheurs – leur niveau de vie et leur statut social – dans beaucoup de pays du Sud constitue un handicap fondamental à leur investissement dans le travail scientifique. Comment s'impliquer pleinement quand les salaires reçus, parfois avec des retards de plusieurs mois, ne permettent pas de faire vivre la famille plus de quinze jours par mois et conduisent à multiplier les métiers ? Comment résister dans ces conditions à l'appel d'une organisation internationale qui vous propose 50 000 F par mois alors que vous ne gagnez que 3 000 F ?

Il y a là une responsabilité des gouvernements, celle d'assurer un traitement de base décent et régulier à de jeunes chercheurs. On verra, au chapitre suivant, que ce minimum vital pourrait, peut déjà, être complété par des « bourses de maintien à la recherche » accordées par l'aide publique internationale. Et, au fur et à mesure que ces jeunes équipes nationales acquièrent expérience et autorité scientifique, elles peuvent accroître l'autofinancement de leurs charges salariales par des contrats de recherche internationaux et par des travaux d'expertise. Cet effort n'est pas au-dessus des moyens de ces gouvernements, même dans les pays les moins avancés, tant les crédits budgétaires nécessaires sont modestes (moins de 1 % du budget) et hors de proportion avec bien des gaspillages.

Mais, peut-on rétorquer, la recherche est aussi coûteuse en infrastructures, équipements, appareils de mesure. On ne peut esquiver cette lancinante question, et j'ai trop vu, ces dernières années, d'excellents chercheurs, en Afrique, au Viêtnam ou dans les Andes, tellement démunis de moyens de travail élémentaires qu'ils ne pouvaient strictement accomplir aucun travail scientifique, pour n'y être pas très sensible. Avec une pointe de révolte : quel gaspillage représentent ces longues années de formation de jeunes scientifiques devenus bien souvent des passionnés de la recherche, prêts à sacrifier beaucoup pour s'y consacrer et que l'on prive, juste au moment où ils peuvent *produire*, de moyens pas nécessairement sophistiqués pour contribuer, par leur métier, au développement de leur pays. Les États et les aides extérieures qui ont tant fait, pendant si longtemps, pour cette formation à grands frais et souvent réussie, gaspillent, avec beaucoup de légèreté et un *oubli* flagrant de leur habituel mode de raisonnement économique, les précieuses compétences ainsi obtenues.

Soulignons d'abord que la recherche pour le développement ciblée sur le complexe Milieux et Sociétés ne réclame pas toujours l'accès permanent et immédiat à des moyens technologiques lourds. Dit sommairement, les sciences de l'eau et du sol, l'entomologie médicale, les sciences sociales et de l'information et même, de plus en plus, le génie génétique et la biologie moléculaire sont efficacement praticables par des équipes plus réduites et moins lourdement instrumentées que la physique nucléaire, la chimie moléculaire, les sciences des matériaux ou des télécommunications. Il s'agit bien souvent de *sciences piétonnes* légèrement équipées. Dès lors que des chercheurs ont su accumuler des données, des connaissances et des analyses rigoureuses et originales, il n'est pas très difficile de recourir à la collaboration de laboratoires, du Nord ou organisés sur une base sous-régionale, pour *remonter* à des analyses plus intimes et plus fondamentales des matériaux physiques, biologiques et statistiques collectés.

Les sciences humaines et sociales, dont on a vu le rôle essentiel, n'ont besoin que de moyens d'enquête et de traitement des données, relativement peu coûteux, et d'accès à la documentation, aux banques de données, aux échanges et débats. Or, les nouvelles tech-

nologies de l'information et de la communication apportent en ces domaines une aide réellement révolutionnaire à peu de frais. Il en est de même – et les sciences de la nature en sont les premières bénéficiaires – de l'apport, non moins révolutionnaire, de ces nouvelles technologies d'observation à distance que sont la télédétection et les télétransmissions, dont les produits sont d'un accès de plus en plus facile. À condition de ne pas oublier que satellites et pataugas doivent travailler ensemble puisqu'on ne saurait se passer de « vérité- terrain » et que, quoi que l'on puisse espérer du pouvoir de résolution de ces technologies, elles ne peuvent rendre compte des interactions entre nature et culture, entre sociétés et écosystèmes. Beaucoup peut donc déjà être fait à faible coût, dès lors que des équipes de qualité et stabilisées existent.

Enfin, la contrainte de financement peut être desserrée en recourant à des sources, trop peu sollicitées encore, de financement national, ni purement budgétaire, ni purement privé. Si, en effet, des travaux scientifiques nationaux contribuent avec évidence à la valorisation durable des ressources du pays, il serait légitime, et stimulant, qu'une part des bénéfices induits par cette exploitation économique soit ristournée aux équipes, laboratoires ou institutions scientifiques qui les ont rendus possibles. Ce prélèvement sur les droits d'exploitation, les quantités vendues ou exportées, les bénéfices obtenus... pourrait être très minime en valeur relative tout en assurant un apport précieux, incitatif et régulier à la recherche. La liste des sources scientifiques de valeur ajoutée méritant rémunération est longue : détermination des conditions d'une exploitation durable des ressources halieutiques, aquacoles ou forestières ; génétique et phytopathologie conduisant à une augmentation caractérisée des rendements de produits agricoles exportés ; exploitation à des fins industrielles des pharmacopées indigènes ou de nouveaux gènes ; ciblage géologique et géophysique de la prospection des ressources minérales ; mise au point de produits de sevrage locaux ; expertises variées contribuant à la réussite de projets de développement ; bases de données environnementales...

Les modalités de cette rémunération – taxes ristournées, brevets

à bénéfiques partagés, honoraires d'expertise, coût du service rendu – doivent être conçues au cas par cas et ne pas conduire à une inféodation des chercheurs et experts aux agents économiques dominants. Nul doute qu'il y a là des voies à explorer et des exemples à suivre pour contribuer au financement de recherches finalisées et indépendantes.

DE L'EXIL AUX RÉSEAUX

La consolidation des communautés scientifiques au Sud passe aussi par l'intensification des rapports des chercheurs nationaux entre eux et par l'ouverture extérieure. L'une et l'autre sont depuis quelques années considérablement favorisées par les nouveaux moyens de communication électronique et par la mise en réseaux, régionaux et internationaux, d'équipes nationales.

Qui dira la véritable révolution que constitue pour les chercheurs des pays pauvres, jusque-là isolés par d'insurmontables problèmes de communication, l'accès au courrier électronique, aux forums de débat et aux bases de données permis par l'Internet ? *Et Dieu créa l'Internet*, titre Christian Huitema dans un petit ouvrage de vulgarisation d'une rare intelligence¹. Je ne suis pas éloigné de penser que les chercheurs des pays en développement qui y ont accès, et ils sont de plus en plus nombreux, poussent le même cri de soulagement et d'euphorie. La Toile s'étend rapidement. Des programmes d'extension des réseaux sont actuellement mis en œuvre dans les pays en développement par des investissements provenant du secteur privé et des organismes internationaux. Alors que fin 1996 seuls 11 pays africains sur 54 disposaient d'un accès au réseau mondial, début 2000 seuls la Somalie et le Liberia ne disposaient pas de connexion. Des fournisseurs de services privés apparaissent en complément des opérateurs nationaux. Des télécentres, de plus en plus nombreux, per-

1. Ch. Huitema, *Et Dieu créa l'Internet*, Paris, Eyrolles, 1995.

mettent aux personnes ne disposant pas de connexion d'utiliser les services de l'Internet.

Certes, ce prodigieux instrument de communication risque d'accroître les inégalités du savoir, puisque les pays les plus développés en maîtrisent beaucoup mieux l'utilisation que les pays les moins développés. Mais, pour l'heure, en rompant l'isolement dramatique des chercheurs du Sud, il constitue pour ces derniers une révolution de leur mode de travail bien plus radicale que pour leurs collègues du Nord.

L'Internet facilite considérablement un mouvement de fond amorcé antérieurement : la mise en réseau d'individus ou d'équipes dispersés pour regrouper des compétences, organiser des complémentarités, assurer une meilleure visibilité des résultats et par là renforcer la crédibilité scientifique nécessaire pour solliciter des soutiens financiers. La création de réseaux scientifiques connaît donc depuis quelques années un succès grandissant parmi les communautés scientifiques du Sud. Leur nature, objectifs et formes d'organisation sont très variés. Donnons-en deux exemples typiques.

L'Académie des sciences du tiers monde a été créée en 1983 à l'initiative d'Abdus Salam, pakistanais, prix Nobel de physique. Son objectif est de rassembler les meilleurs chercheurs des pays en développement pour assurer une plus grande visibilité de la science dans ces pays et sensibiliser leurs gouvernements à l'importance de la recherche. Elle accorde des prix scientifiques pour faire connaître les meilleurs de ces chercheurs. Elle encourage la formation de jeunes scientifiques par des bourses, elle favorise la coopération Sud-Sud en finançant un programme de mobilité d'un pays à l'autre. L'Académie africaine des sciences s'est donné les mêmes objectifs.

Autre exemple : la recherche agronomique africaine a mis en place dans les années 1980 des programmes de recherches plurinationaux mobilisant des équipes nationales travaillant sur de mêmes sujets dans des régions à l'écologie comparable. Ces réseaux ont montré la fécondité d'une certaine spécialisation des tâches et des thèmes, comme l'intérêt des travaux comparatifs sur les mêmes thèmes. La Conférence des responsables de recherche agronomique en

Afrique de l'Ouest et du Centre (CORAF), par exemple, réunit les organismes nationaux de recherche agricole de vingt-trois pays. Elle anime neuf réseaux scientifiques thématiques¹ qui sélectionnent et coordonnent des projets de recherche régionaux, des publications et des formations. Elle assure le dialogue entre chercheurs et utilisateurs des résultats et favorise la coopération Nord-Sud et les financements internationaux. C'est en s'appuyant sur de tels réseaux que la recherche agronomique internationale, conduite sous la houlette de la Banque mondiale dans dix-sept centres internationaux spécialisés, se restructure en combinant une approche sectorielle par type de produits ou d'agriculture à une approche plus intégrée par grandes régions écologiques.

Une autre possibilité se fait jour pour renforcer les communautés scientifiques nationales : la mise en réseau des chercheurs nationaux expatriés pour participer, de l'étranger, aux programmes de recherche et de développement des pays d'origine, en collaboration avec les communautés scientifiques locales².

On sait que l'un des obstacles au développement scientifique et technique des pays du Sud est l'émigration de leurs chercheurs et ingénieurs vers des pays offrant des conditions favorables à l'exercice de leurs compétences. Ce *brain drain* est considérable : environ un million d'étudiants et de scientifiques auraient ainsi émigré ou seraient restés, aux États-Unis et en Europe principalement, depuis une quarantaine d'années. En 1987, le tiers des doctorats en ingénierie et en mathématiques délivrés aux États-Unis l'ont été à des étudiants étrangers. Il en serait de même en France pour 30 % des DEA et 40 % des doctorats. Selon l'Unesco, plus de la moitié des étudiants africains en physique et en chimie ne sont pas rentrés dans leur pays. Un certain nombre de pays, notamment les petits pays d'Afrique et d'Amérique centrale et des Caraïbes, auraient perdu plus de 30 % des diplômés de l'enseignement supérieur. Le coût de cet exode représenterait

1. Riz, maïs, arachide, manioc, cultures maraîchères, coton, élevage, forêt, résistance à la sécheresse.
2. Cf. J. Gaillard, J.-B. Meyer, in *Les sciences hors d'Occident au XX^e siècle*, vol. 6, *op. cit.*, 1996, p. 212.

l'équivalent du montant de l'aide publique des pays de l'OCDE aux pays en développement, étant entendu que l'on ne saurait trop se méfier, ici encore, du piège des chiffres : le plus souvent, les scientifiques concernés n'avaient pas ou peu de valeur professionnelle à leur sortie de leur pays, ils l'ont acquise dans les pays d'accueil.

De ce constat et des possibilités nouvelles de communication et de collaboration à distance est née l'idée de bénéficier de ces *cerveaux* utiles à la communauté scientifique nationale. Utiles pas seulement par leurs connaissances et leurs savoir-faire mais aussi par leurs relations, leurs références, leur insertion dans des laboratoires bien équipés et dans des réseaux internationaux. C'est ainsi que, depuis le début des années 1980, on a vu s'organiser un effort de réintégration par certains pays de leurs ressortissants qualifiés vivant à l'étranger. Les *dragons* du Sud-Est asiatique, au premier rang desquels Corée du Sud et Taiwan, apparaissent comme les champions de ce *brain gain* par rapatriement de leurs nationaux.

Mais cette politique de retour suppose l'existence de fortes structures scientifiques locales pour accueillir les candidats alors que cette capacité fait défaut à la plupart des pays en développement. D'où une voie alternative explorée ces dernières années par un nombre croissant de pays, aussi divers que la Colombie, l'Éthiopie, l'Érythrée, la Roumanie. Il s'agit, pour ces pays, de répertorier, mobiliser, organiser leurs chercheurs expatriés pour les *reconnecter* avec les communautés scientifiques présentes sur le territoire national grâce à des activités communes. C'est ainsi, par exemple, qu'un réseau colombien rassemble aujourd'hui près d'un millier de personnes sur les deux mille environ que compte la diaspora intellectuelle nationale.

DES TECHNOLOGIES APPROPRIÉES

Si la recherche pour le développement a ses lettres de noblesse scientifique, il lui faut surtout prouver qu'elle est nécessaire à la mise au point ou à l'emploi de technologies plus performantes. Il faut pro-

duire plus de nourriture, d'énergie, de logement, de transport, de santé, d'éducation, et de meilleure qualité, en étant plus économes de travail, d'argent, de ressources naturelles. Alors se posent les questions cruciales. Quelles technologies ? Pourquoi ne pas utiliser, copier des technologies mises au point ailleurs, dans les pays les plus développés ? La forte formule de J.-J. Salomon : « Dans les pays pauvres, mieux vaut s'appliquer d'abord à maîtriser l'usage de nouvelles technologies que de penser à en produire », peut-elle être prise au pied de la lettre ? Faut-il d'abord former des ingénieurs et des techniciens plutôt que des chercheurs ? Ce débat essentiel a suscité de nombreuses analyses et maintes vigoureuses polémiques. Il faut ici prendre position.

Je le ferai en distinguant les technologies transférées – et elles doivent l'être *convenablement* –, les technologies créées pour répondre à des besoins spécifiques des pays les plus pauvres, et les technologies latentes existant dans les savoir-faire des populations mais non scientifiquement validées donc non diffusées.

Des technologies transférées peuvent être efficacement utilisées par des ingénieurs et techniciens qui n'en connaissent pas les secrets de fabrication. Ainsi en est-il des savoirs et des technologies incorporées dans des objets d'un usage quasi automatique, comme la radio et la télévision, ou utilisables en respectant strictement un protocole de procédures comme un vaccin, une variété de riz à haut rendement, un avion, une raffinerie de pétrole ou l'Internet. Mais il y a quelque naïveté à croire que les pays en développement peuvent se développer par l'usage passif de ces produits ou procédés simplement transportés du nord au sud. Cette illusion est pourtant répandue. Or toute l'histoire, et en particulier celle des transferts de technologie tentés dans les pays en développement ces trente dernières années, montre que nombreuses sont les techniques et méthodes qui ne peuvent s'appliquer telles quelles sans adaptation ni maîtrise minimum des savoirs qui la conditionnent. Il faut adapter une variété de céréale à haut rendement aux calendriers culturels, aux sols, aux intrants accessibles, aux aléas météorologiques. Il faut adapter la pharmacopée en usage dans les pays développés au faible pouvoir

d'achat et au manque d'infrastructures sanitaires des pays pauvres. L'exemple du sida est là pour nous le rappeler. Mais surtout, au-delà de ces recherches adaptatives, il faut avoir les capacités de s'adapter à des technologies en constante et rapide évolution.

Dans les pays en développement, les entreprises, les banques, les sociétés de service, les administrations se servent en permanence de systèmes informatiques complexes dont elles n'ont pas besoin de connaître les principes de fonctionnement. Mais elles ont besoin de spécialistes qui en savent un peu plus sur le fonctionnement des systèmes pour les débloquer si nécessaire, les adapter à certaines applications et guider les utilisateurs. Ces spécialistes doivent être formés à cet effet ; il y a donc besoin de formateurs qui en savent encore un peu plus. Et, surtout, ces formateurs doivent être constamment informés des évolutions des matériels et systèmes et être en mesure de les maîtriser. Ce qui implique qu'ils aient un certain accès aux travaux qui déterminent ces évolutions. On ne peut couper tout à fait la chaîne qui relie savoir-faire et formation à la recherche et aux connaissances de base qu'elle produit : des compétences scientifiques sont indispensables au moins pour assurer le pilotage et la formation permanente des spécialistes capables de sélectionner et d'adapter des technologies étrangères en renouvellement rapide. Excellent observateur des *pays intermédiaires* qui ont su jouer à merveille de ces transferts ou emprunts technologiques (le Japon, les Dragons...), P. Judet faisait remarquer que les apports externes y sont indirects, comme à retardement, et que leur efficacité passe par un détour de naturalisation.

Mais les pays en développement se doivent de conduire des recherches originales car nombre de problèmes graves qu'ils affrontent ne concernent pas les pays industrialisés. Ils ne constituent donc pas une priorité de la recherche du Nord. C'est sur ces questions que les pays en développement doivent mobiliser en priorité leurs scientifiques, quitte, le moment venu, à se brancher sur les spécialistes mondiaux des disciplines fondamentales qui en conditionnent peut-être la solution.

Le manioc, nourriture de base de centaines de millions d'habi-

tants de la planète, est attaqué par une bactérie très répandue qui conduit à des pertes de rendement de l'ordre de 30 %. Cette question de phytopathologie végétale n'est évidemment pas prioritaire pour la recherche du Nord. Autres exemples, les maladies à vecteur comme le paludisme (qui touche plus d'un milliard d'êtres humains), la maladie du sommeil, l'onchocercose ou la bilharziose qui affectent gravement des centaines de millions d'habitants des pays chauds. Certes, çà et là, des laboratoires du Nord s'efforcent de mettre au point vaccins ou médicaments, mais ils ne peuvent travailler qu'en s'appuyant sur des recherches fondamentales conduites dans les pays où sévissent ces maladies. En l'occurrence, recherches sur l'écologie et sur la physiologie des vecteurs et des parasites, relations successives entre vecteurs, parasites et hôtes humains, épidémiologie, médecine publique.

Ces exemples relatifs à l'agriculture et à la santé sont suffisamment éloquents pour qu'il ne soit pas nécessaire de les multiplier. Au demeurant, la spirale de la recherche pour le développement présentée précédemment est, pour sa plus grande part, truffée de tels exemples. Les priorités de la science pour les pays pauvres sont là, incontournables. On verra, au chapitre suivant, que pour ces innovations vitales et d'impact massif que sont nouvelles variétés de plante, vaccins, médicaments il y a matière à une coopération scientifique internationale décisive pour la lutte contre le sous-développement. Mais il y faut inventer, là aussi, des formules juridiques et financières pour y intéresser les laboratoires du Nord.

Il y a enfin ce que j'ai appelé les technologies validées. Ce sont les savoirs populaires incorporés dans les cultures, les traditions, les représentations de la nature et de ses ressources, et fruits d'expériences parfois séculaires. Ces savoirs et ces techniques sont souvent intelligemment adaptés en fonction des contraintes environnementales et pour des objectifs qui peuvent être différents de ceux qui ont présidé à l'élaboration des techniques occidentales homologues : ici la sécurité, là la productivité, ici l'intérêt du groupe familial, là celui de l'individu, ici la seule force de travail, là la disponibilité de capital et d'intrants... Mais les connaissances correspondantes ne sont pas

scientifiques tant qu'elles n'ont pas été explicitées, codifiées, soumises à expériences ou comparaisons méthodiques, évaluées, débattues. Ce processus de formalisation et de validation est le propre de la démarche scientifique.

L'exemple le plus connu de ces savoirs populaires est celui des plantes médicinales. La pharmacopée traditionnelle manifeste une efficacité telle que les firmes pharmaceutiques mondiales s'attachent l'expertise d'ethno-botanistes qui ont su, à force de ténacité et de sympathie, pénétrer dans la logique et l'intimité des systèmes culturels qui produisent cette pharmacopée. Ils connaissent les noms vernaculaires, les lieux de cueillette, les usages curatifs ou préventifs d'un certain nombre d'espèces. Le savoir des ethno-botanistes permet aux firmes pharmaceutiques de cibler, dans la luxuriance des plantes tropicales et équatoriales non répertoriées, leur quête de plantes à usage médical en sélectionnant d'abord celles reconnues par les pharmacopées traditionnelles¹. Celles-ci sont alors soumises à un second crible, batterie d'indicateurs biochimiques qui détecte dans les plantes des substances connues pour leurs vertus médicales. C'est ainsi que peut s'amorcer la validation scientifique de savoirs locaux.

Certes, il ne faut pas se faire d'illusions, l'élucidation de savoirs issus d'expériences longues et partagées a un potentiel de percées scientifiques fondamentales modeste, quoique non négligeable. Mais ces connaissances opératoires ont le mérite d'être *comprises* dans les multiples dimensions de la vie de leurs usagers. Elles ont un potentiel de reproduction élargie peu coûteuse. Et leur mise à jour scientifique, elle aussi peu coûteuse, contribue à l'identité des populations concernées en *expliquant* leur rationalité. Elle contribue à la diffusion de l'esprit scientifique. Comme le souligne G.-G. Granger, l'esprit scientifique risque de s'estomper devant un esprit strictement technique qui ferait passer le *succès* avant l'*explication*. Cet aspect de la recherche ne saurait donc être négligé par une stratégie de développement soucieuse de donner voix aux citoyens.

1. Il y a évidemment risque de spoliation des populations locales par les firmes pharmaceutiques. On peut y pallier en négociant par avance un partage des bénéfices.

Et l'on en vient alors à l'importance d'un système de formation qui soit aussi un système de vulgarisation des savoir-faire, sans lequel les produits scientifiques restent des produits magiques sans lendemains. Un tel système éducatif ne peut se construire que sur des bases scientifiques solides.

L'accumulation des connaissances, le développement corrélatif de compétences adaptées et largement répandues, et finalement l'élévation générale du niveau technique et culturel forment un processus, assez lent, d'apprentissage endogène qui ne peut se passer de communautés scientifiques nationales engagées dans le développement. Les pays les plus avancés du Sud-Est asiatique en portent témoignage. C'est seulement ainsi que le système science-technique-formation peut être un système de développement, créateur de créativité de chacun des acteurs du développement.

DES CHERCHEURS-EXPERTS

Si les chercheurs veulent être soutenus par les pouvoirs publics et par les acteurs économiques, il leur faut faire preuve de leur utilité immédiate face aux besoins pressants des populations et aux questions que se posent *hic et nunc* les opérateurs. Ils doivent, à leur façon, être des experts en développement.

Ce statut de chercheur-expert peut sembler naturel. Il ne l'est pas. La recherche pour le développement est affrontée là à un de ses principaux défis. Comment imaginer que les trop rares scientifiques, longuement formés, ayant accumulé plus de connaissances sur un sujet important pour le développement que tous les autres citoyens, ne s'impliquent pas, d'une façon ou d'une autre, dans les choix et la mise en œuvre des politiques et projets de développement ? Mais, à l'inverse, comment faire pour que cette expertise ne ligote pas le chercheur, en le privant du temps, du recul, de la liberté, de l'indépendance nécessaires à tout travail de recherche ?

Le nécessaire compromis entre ces exigences contraires se heurte au décalage permanent, voire au véritable malentendu, qui s'installe naturellement entre chercheurs et praticiens du développement. Ceux-ci sont pressés, ceux-là ne peuvent pas l'être. Les premiers répondent à une logique de connaissance, les seconds à une logique d'efficacité. La défiance des opérateurs vis-à-vis des chercheurs est un comportement très répandu : « Le chercheur est intimidant car il sait, déstabilisant car il est critique, et décalé car il n'est pas dans l'action », observait un expert à qui, lorsque j'étais à la tête de l'ORSTOM, j'avais demandé une étude sur les voies et les moyens de renforcer la *valorisation sociale* des travaux de cet institut. Inversement, les chercheurs sont réticents à l'égard d'opérateurs soupçonnés de jouer les apprentis-sorciers et d'ignorer les contraintes de la recherche. La définition de questions d'intérêt réciproque se révèle être une opération particulièrement délicate qui demande, beaucoup plus que chacune des parties ne le croit, du temps, de la méthode, de la confiance réciproque. Selon la formule imagée d'un de mes collègues universitaires : il faut aiguiser la question pour écrire des réponses utiles.

Dans certains cas, la réponse à des questions que se posent les opérateurs est déjà connue des chercheurs et la collaboration des uns et des autres relève alors de l'expertise *stricto sensu*. Dans d'autres cas, il faut que chercheurs et opérateurs acceptent que leurs questions soient transformées par la concertation des uns avec les autres. C'est malheureusement encore trop rare. Peu de gens, peu d'institutions prennent le temps et les moyens nécessaires à ce détour de production difficile et déstabilisant. Je suis convaincu, à l'expérience, que cerner les bonnes questions constitue une des grandes difficultés de la recherche pour le développement.

Ces difficultés ne sont ni banales ni techniques. Elles embarrassent depuis des décennies les institutions scientifiques et les organisations de développement, qu'elles interviennent au niveau des politiques ou ponctuellement. On ne saurait sous-estimer le changement d'optique, de mode de raisonnement, de statut social, de critères d'évaluation qu'implique le passage de l'observation à l'action : il

s'agit de deux registres différents du rapport à la réalité. Peut-on être un *agent double* ?

Sans entrer dans les interminables controverses que suscite cette question, tentons d'en faire comprendre la fine pointe politique¹.

Lorsque des responsables politiques consultent des scientifiques, ceux-ci ne sont pas alors considérés seulement comme des réservoirs de connaissances ou de compétences technologiques mais aussi comme détenteurs d'une capacité d'expertise susceptible d'aider les pouvoirs politiques à prendre des décisions précises mais à très longue portée². Et ces interventions ne peuvent être refusées : un tel refus serait considéré comme la manifestation d'une formidable irresponsabilité de la communauté scientifique. Mais qui dit contexte politique dit conflits entre les diverses parties prenantes (pour l'environnement : les pouvoirs publics, les associations de défense de l'environnement, les groupes de pression). Ces conflits jouent un rôle essentiel dès lors, et le cas est fréquent, que « les connaissances disponibles ne fournissent pas les bases permettant de prononcer sans hésitation les réponses attendues ». Alors, en effet, sous peine d'être récusé, le scientifique est conduit à en dire plus qu'il n'en sait et à dépasser les limites de son propre savoir. Comme le souligne fortement Ph. Roqueplo : « Cette transgression est inéluctable », car, en de tels cas, la science est confrontée à plus d'ignorances que de connaissances fermes. Ce qui explique les innombrables conflits d'experts et les si nombreuses contre-expertises. Il faut donc mettre au jour les motivations subjectives des différents experts qui peuvent relativiser les justifications objectives invoquées par les uns et les autres. Pour ce faire, seules des confrontations entre les experts – et si possible des forums interdisciplinaires organisés au sein de la communauté scientifique – peuvent permettre de contrôler cette « conflictualité experte » dont ont besoin, sans le vouloir toujours, ceux qui ont en charge de décider. C'est ainsi que la science, s'autosaisissant des sujets sur lesquels elle doit s'attendre à être un jour interrogée,

1. Cf. Ph. Roqueplo, « Entre la science et la décision, le trou noir de l'expertise », *Le Monde diplomatique*, n° 2, coll. « Savoirs », 1993.

2. Exemples bien connus : le sang contaminé, la *vache folle*, le réchauffement de la planète.

entrera dans la cité politique, sans perdre de la rigueur et de la transparence qui la justifient.

Tâche nécessaire mais risquée, au Nord comme au Sud, mais singulièrement nécessaire et risquée au Sud où les institutions intermédiaires pouvant assurer ce relais d'expertise – entre chercheurs d'une part, État et citoyens d'autre part – sont rares et où les prises de position indépendantes du jeu politique ne sont pas toujours, tant s'en faut, tolérées.

Cette ambiguïté inéluctable du chercheur-expert est particulièrement sensible pour les chercheurs en sciences sociales dont les savoirs, méthodes et techniques se rapprochent le plus, croit-on, du *sens commun*. Il ne viendra pas à l'idée d'un chef de projet, d'un bailleur de fonds, d'un vulgarisateur ou d'un homme politique de se croire compétent, s'il n'a pas reçu une formation spécialisée, sur l'érosion des sols, la génétique ou la productivité d'une certaine combinaison eau-sol-plante. Mais chacun d'eux a une idée, au moins implicite, sur le mode de fonctionnement d'une société car cela fait partie de son comportement. D'où un doute, très répandu, sur l'apport des sciences sociales alors que, en fin de compte la connaissance des rapports de pouvoir, des diverses inégalités, des modes de régulation entre intérêts individuels et intérêts collectifs, celle du rôle de la tradition, des religions, de la culture... sont un préalable indispensable à toute intervention dans les processus de changement. Ces réalités sont complexes et il y a des méthodes, des savoirs, des références – qui sont en gros ceux des sciences sociales – pour accéder à une compréhension rigoureuse, dynamique et non superficielle de ces réalités.

Une des manières de s'aventurer sur ce pont en construction reliant recherche et action est ce qu'on peut appeler « l'expertise collective »¹. Celle-ci consiste à dresser, dans un temps relativement court, l'état de la science sur une question déterminée et à en synthétiser les résultats, les inconnues et les controverses eu égard à la

1. Le concept a été, je crois, inventé par Ph. Lazar lorsqu'il était directeur général de l'INSERM.

problématique d'intervention annoncée. La procédure est collective, pluridisciplinaire et donc contradictoire. Elle permet de gagner du temps, de ne pas se lancer dans des programmes de recherche sur des questions dont les réponses sont déjà connues. Et surtout, elle présente au décideur des points de vue diversifiés qui circonscrivent sans l'éliminer sa responsabilité politique, tout en réduisant les risques pour chaque expert de voir son indépendance de jugement réduite ou récusée voire brimée. C'est au demeurant un excellent mode de vulgarisation scientifique et une bonne manière de convaincre, éventuellement, les décideurs qu'il est nécessaire de poursuivre les recherches sur tel ou tel point précis, ou de se limiter à des *recherches adaptatives* tout en amorçant, à bon escient, des collaborations internationales.

De telles expertises collectives consistent à répondre à une *demande* d'opérateurs sur une question relativement bien circonscrite et à fort contenu technique. Exemples : que sait-on des méthodes de prévention du paludisme, des moyens de réhabiliter des sols salés, des possibilités et contraintes de la fabrication de bouillies de sevrage, des techniques de lutte contre la désertification par plantation d'arbres fixant l'azote de l'air ?

Mais il est une autre forme d'expertise collective, beaucoup plus délicate à conduire. Il s'agit alors d'une initiative de chercheurs soucieux de *valoriser* et de faire converger des résultats de recherche déjà acquis – mais sur des thématiques, à des échelles et selon des disciplines différentes – pour contribuer à l'analyse, à l'évaluation voire à la réorientation de politiques de développement. Exemples : les politiques de lutte contre la pauvreté, les politiques foncières, les politiques de santé publique.

De tels travaux ne sont pas une réponse indiscutable à une commande précise d'un opérateur déterminé. Ils visent à proposer à des responsables politiques un point de vue présenté dans une forme qui leur soit aisément accessible et susceptible, éventuellement, d'infléchir ultérieurement leurs objectifs et leurs méthodes. Tenant à la fois de la recherche de synthèse et de l'implication dans l'action, ces travaux ne peuvent être conduits qu'en collaboration avec des

experts proches des décideurs, de leurs questionnements et de leur pratique. Ils prennent du temps, comme tout effort de synthèse scientifique de points de vue disciplinaires différents, mais aussi parce qu'ils exigent de chaque spécialiste le changement d'optique et d'expression nécessaire au passage réciproque entre recherche et décision. Mais cette confrontation stimule la réflexion des chercheurs, donne à leurs résultats une meilleure visibilité et oriente leurs travaux à venir.

Une difficulté de l'exercice, délicate et récurrente, doit être surmontée. La traduction opératoire des résultats scientifiques sous forme de *recommandations* précises n'incombe pas d'abord aux chercheurs. Ce n'est ni leur responsabilité ni leur métier. C'est de la discussion avec les opérateurs que peuvent se dégager les implications pratiques, méthodologiques ou politiques de ces résultats. Il revient alors à ces opérateurs d'assumer ou non ces implications, et si oui, de les tester et de se les approprier. Quitte à faire appel, pour les y aider, aux scientifiques à l'origine de ces orientations. Les chercheurs passent alors, et alors seulement, du stade de la valorisation de leurs travaux à une expertise *stricto sensu*. Ce « basculement » d'une offre de résultats à une demande d'expertise peut lui aussi prendre du temps. Il est trop souvent réduit, voire négligé. Dans un tel processus la liberté des chercheurs n'est pas restreinte et la responsabilité des opérateurs est respectée. Les travaux des chercheurs risquent d'être moins instrumentalisés par des partis pris politiques *a priori*.

Ce mode d'expertise nécessite évidemment un minimum d'ouverture du champ politique. Il me paraît en bonne conformité avec toute stratégie de développement solidaire donnant voix aux citoyens. Comme on le verra au chapitre suivant, il implique que soit révisée en conséquence l'évaluation des chercheurs concernés¹.

1. Il faut évoquer ici un mode d'exercice de l'expertise collective qui s'est développé dans les années 1980. On confie à l'agriculteur la responsabilité de l'expérimentation des innovations produites en station de recherche. La réinterprétation concertée entre chercheurs, vulgarisateurs et paysans de ces essais permet d'intégrer les données économiques, sociales et culturelles propres au monde rural.

La science n'est pas le remède miracle pour sortir du sous-développement, pas plus qu'elle est un luxe inutile pour les pays pauvres. Des progrès significatifs dans les conditions de vie des populations les plus pauvres ne peuvent venir en effet seulement des effets graduels d'une meilleure organisation de l'économie ni d'un transfert en l'état des savoirs et des technologies élaborées par et pour des sociétés incomparablement plus riches. Il faut inventer des ruptures, technologiques et organisationnelles, dans la manière dont ces populations affrontent leur environnement naturel, économique et social.

Ces innovations, parfois modestes (des bouillies de sevrage), parfois radicales (des variétés de manioc résistant à la bactériose ou un vaccin contre le paludisme), ne peuvent être créées, adaptées ou validées qu'avec le concours de scientifiques nationaux qui soient des chercheurs du développement, organisés et évalués en conséquence.

Il y a eu une expansion rapide, mais désordonnée et quelque peu laxiste, des dispositifs scientifiques dans nombre de pays en développement au cours des années 1960 et 1970, puis une dramatique régression les années suivantes. La prise de conscience de la nature, de l'importance et des conditions de la recherche scientifique dans les stratégies de développement conduit désormais à expérimenter des nouvelles formules, plus rigoureuses et plus modestes, et à préconiser à cet effet une coopération scientifique internationale largement rénovée dans ses objectifs et ses méthodes.

RÉINVENTER LA COOPÉRATION SCIENTIFIQUE NORD-SUD

Une politique de science est nécessaire pour *forcer* le développement, comme on dit que l'on *force* le développement d'une plante fragile soumise à des contraintes ou à des manques qui l'empêchent de s'épanouir. J'ai montré précédemment la nature, les objectifs, les lettres de noblesse de cette recherche scientifique pour le développement. J'ai souligné les conditions internes qui la rendent possible, même dans les pays pauvres. Cependant, dans ces pays, la politique de science doit être soutenue par une coopération scientifique internationale soucieuse, à travers les résultats recherchés en commun, de consolider les communautés nationales de chercheurs et de soutenir leur implication dans le développement. Mais la science du Nord doit faire plus : elle doit apporter aussi sa contribution au développement en s'attaquant, dans ses laboratoires mêmes, aux recherches avancées susceptibles de favoriser la solution des problèmes sanitaires et agricoles les plus aigus affectant la plus grande part de notre humanité. Elle ne peut s'enfermer dans des finalités dont l'égoïsme pourrait s'avérer dangereux à la longue.

La relance et la réorientation, je dirais la réinvention, de cette coopération scientifique internationale pour le développement suppose que les gouvernements du Nord, les institutions internationales, les firmes multinationales, les opinions publiques réévaluent les enjeux géopolitiques, économiques et scientifiques de cette coopération qui actuellement s'essouffle.

Elle s'essouffle d'abord, il faut le souligner, parce que cette coopération est extraordinairement difficile. Il est très difficile en effet de concilier recherche, partenariat et aide au développement dans un contexte de compétition scientifique de plus en plus intense. Elle s'essouffle ensuite parce qu'elle reste sans doute trop marquée par une vision des rapports Nord-Sud devenue obsolète.

Cette réévaluation est en cours, des initiatives, quelques-unes déjà anciennes, se multiplient, des voies nouvelles sont suggérées avec de plus en plus d'insistance. Je voudrais ici, pour terminer, en rendre compte non en dressant un panorama exhaustif mais en présentant certaines des lignes de force et, par là, fonder un espoir¹.

QUELS ENJEUX POUR LE NORD ?

La coopération scientifique internationale avec le Sud a été longtemps façonnée, comme les dispositifs de recherche mis en place par les puissances coloniales, par l'objectif de trouver des solutions rapides aux problèmes de développement. Elle conduisait à des transferts de connaissances et de savoir-faire et à des programmes de recherche finalisés conduits sous l'égide des chercheurs du Nord. Elle s'inscrivait dans une politique d'aide faite d'assistance technique et de concours financiers et dans une stratégie de croissance plus ou moins bien planifiée. Cette idéologie de la croissance dirigée et cette asymétrie entre donateurs et assistés a fini par montrer ses limites. Le paradigme libéral, qui prévaut depuis le début des années 1980, n'a pas réduit cette dépendance et fait l'objet de doutes croissants quant à ses capacités à relever les défis majeurs du sous-dévelop-

1. Pour un panorama plus exhaustif on peut se reporter à J. Gaillard, *Les sciences hors d'Occident au XX^e siècle*, vol. 7, *op. cit.*, 1996, p. 212 ; *La coopération scientifique et technique avec les pays du Sud*, Paris, Karthala, 1999.

pement des pays les plus pauvres. Il a conduit, dans les premiers temps des programmes d'ajustement structurel, à une importante régression des dispositifs scientifiques de ces pays. Dans les deux cas, la recherche scientifique pour le développement n'était considérée que comme un adjuvant marginal des politiques de développement.

En outre, les interventions des pays du Nord se sont faites, sauf rares exceptions, dans une concurrence quelque peu anarchique, au coup par coup, selon des procédures complexes et variées. Elles n'ont guère laissé d'espace au Sud pour la construction de politiques scientifiques nationales à long terme. Comme l'écrit J. Gaillard, la question de savoir qui résolvait tel ou tel problème, et comment, importait peu aux pays qui apportaient leurs concours. L'objectif de construire des capacités scientifiques endogènes n'a émergé que progressivement, même si des pays comme la Suède et le Canada s'en sont fait les défenseurs dès les années 1970.

Dans un contexte de concurrence économique de plus en plus intense et élargie, et devant les résultats mitigés des décennies passées, les pays donateurs ont du mal à percevoir les enjeux géopolitiques, économiques et scientifiques à long terme de cette politique de *capacity building* en matière de science. Ils préfèrent orienter leur coopération vers les pays émergents d'Asie et d'Amérique latine, et, après la chute du mur de Berlin, vers les pays d'Europe centrale et de l'Est, coopération susceptible d'engendrer des retours économiques plus rapides et plus tangibles. Ce n'est que depuis peu que la prise de conscience des nouveaux enjeux internationaux d'une telle coopération avec les pays en développement a pris de l'ampleur et ouvert une voie, encore mal balisée, à des politiques nouvelles. Si, dans ce qui suit, je limite mon propos à la coopération scientifique avec les pays les plus pauvres – puisque c'est elle qui suscite les plus grands scepticismes – il s'applique évidemment, pour partie, à bien des pays émergents dont on sait que de grands espaces géographiques, économiques et sociaux sont encore affrontés aux mêmes contraintes que les pays les plus pauvres.

Les pays les plus riches ne peuvent se désintéresser d'une coopération scientifique avec les pays pauvres parce que contribuer au

développement durable des pays et populations les plus pauvres constitue le défi le plus grave auquel l'humanité dans son ensemble est actuellement confrontée. Si des milliards de personnes et des dizaines de pays continuent de vivre dans des conditions misérables et souvent dramatiques et sont exclus des décisions qui les concernent, la paix sera compromise, le développement de l'économie mondiale perturbé, l'environnement naturel irrémédiablement dégradé. Du fait de l'interdépendance croissante des divers espaces, tout pays, si grand et si développé soit-il, est affecté par ce qui se passe dans n'importe quel espace de la planète. Il ne peut *ignorer* les mutations, positives ou régressives, qui concernent une grande partie de l'humanité. Le néolibéralisme actuel tout comme l'aide publique au développement ne parviennent pas vraiment à apporter des solutions durables à ces problèmes. Une crise intellectuelle se fait jour qui appelle sur ces questions un autre regard politique mais aussi scientifique, et subséquemment d'autres modes d'intervention.

La recherche scientifique finalisée sur le développement, conduite dans, par et avec les pays concernés, est indispensable pour sortir de cette crise intellectuelle et opératoire. Un important capital de connaissances de base a été accumulé ces dernières décennies dans ces pays tandis que de nombreux scientifiques nationaux y ont été formés.

Ces scientifiques nationaux sont particulièrement habilités à identifier les contraintes de développement propres à leurs pays et à rechercher les innovations susceptibles de contribuer à les lever. Le renforcement et la valorisation de ce double capital, connaissances de base et chercheurs nationaux, est un des investissements les plus efficaces qui soient en faveur du développement, si on accepte de se placer dans la perspective de long terme inhérente à cet objectif.

Au demeurant, pour un pays du Nord, faire alliance avec les élites des pays du Sud est le moyen le plus sûr d'assurer dialogue et coopération à long terme, sous des formes variées, y compris de coopération économique. L'expérience montre en effet qu'une coopération scientifique, même si elle est au départ désintéressée, est porteuse à terme de retours économiques à travers les échanges

commerciaux, la vente de technologies et de savoir-faire. Ces bénéfices économiques sont évidemment plus rapides dans les pays émergents, mais nombre de pays pauvres, y compris dans les régions les plus défavorisées comme l'Afrique, ne tarderont pas à prendre un poids important non seulement par la gravité des problèmes qu'ils poseront à l'échelle mondiale mais aussi en termes de marchés solvables, qu'il s'agisse d'agronomie, de santé, de gestion des services urbains, d'hydraulique, d'énergie.

Plus généralement, dans le monde de demain, qui s'annonce effervescent et fragmenté, pouvoir compter sur des réseaux de partenaires de longue date, de qualité et autonomes est une source d'influence considérable. Parmi ces élites, les scientifiques sont appelés à prendre une place de plus en plus importante et la communauté de pensée induite par une science partagée est une des plus fortes, durables et sûres que l'on connaisse. Fonder cette influence non seulement sur l'intelligence mais aussi sur un certain désintéressement et sur la solidarité est une option politique dont les bienfaits et bénéfices réciproques, pour impalpables qu'ils soient d'abord, pourraient bien se révéler demain d'un poids considérable. Car cet engagement ferait droit à deux revendications fortes et légitimes des pays en développement : celle d'avoir accès, en y contribuant, à l'intelligence du monde que produit la science, celle d'être en mesure de participer à bon escient aux négociations internationales qui façonnent l'avenir de l'humanité.

C'est, en effet et de plus en plus, dans les négociations, et dans les conférences qui les préparent, que se défendent les positions de chaque pays ou groupe de pays sur les enjeux politiques et économiques du monde de demain (régulations économiques et financières, endettement, environnement, sécurité alimentaire, grandes endémies, développement social, démographie). Or, l'expertise scientifique y joue un rôle considérable. Les pays qui ont accès aux terrains correspondants disposent d'atouts importants dans ces confrontations, et les pays du Nord qui sauront aider les pays du Sud à acquérir cette expertise scientifique conforteront considérablement leur audience.

Je rappelle, enfin, ce que j'ai écrit au début de cette dernière partie : il y a un enjeu scientifique proprement dit. La recherche pour le développement n'est, scientifiquement, ni mineure ni marginale. Elle contribue à ouvrir la science à de nouvelles connaissances, de nouveaux concepts, des méthodes originales d'analyse pluridisciplinaire des systèmes complexes marqués par une forte interpénétration des milieux naturels et sociaux. En outre, en s'attaquant, autrement que marginalement, aux problèmes que rencontre une grande partie de l'humanité contemporaine, la science au Nord intégrerait une finalité de solidarité internationale dangereusement occultée par les exigences de la compétition technologique et économique et par son ethnocentrisme d'origine. Il faut saluer à cet égard la décision prise en France il y a quatre ans, par l'Académie des sciences, d'investir une part importante de ses activités et de ses réflexions dans la recherche de solutions concrètes aux problèmes qu'affrontent les pays du Sud.

RÉNOVER LES OBJECTIFS ET LES MÉTHODES

La coopération scientifique entre le Nord et le Sud cherche désormais à passer d'un modèle encore trop marqué par l'assistanat – par des rapports de maître à élève disait crûment un chercheur algérien – à un partenariat plus équilibré conciliant des objectifs complémentaires mais distincts : une recherche de qualité et la coopération au développement¹. Il lui faut opérer une double clarification. D'une part, la coopération scientifique ne peut être tout à fait la même avec les pays émergents qui disposent de structures économiques et scientifiques

1. En France, le dispositif spécialisé, le plus important du monde, constitué pour l'essentiel de l'IRD (ex-ORSTOM) et du GIRAD, a dû, pendant des années faire face à ces multiples exigences – de la recherche, du partenariat, de l'aide au développement – sans y parvenir de manière vraiment satisfaisante, faute d'avoir clairement distingué les conditions d'exercice de ces diverses fonctions.

déjà bien établies, et avec les pays les plus pauvres qui n'en disposent pas encore. D'autre part et surtout, avec ces derniers tout particulièrement, il faut distinguer ce qui relève d'une politique de recherche d'intérêt scientifique immédiatement commun et d'une politique de coopération au développement favorisant la consolidation des dispositifs nationaux et régionaux de recherche : l'une et l'autre relèvent de choix politiques, de méthodes et d'instruments différents. Mais la première est largement tributaire de la seconde.

Sans vouloir être exhaustif sur ce difficile sujet, je veux mettre l'accent sur deux innovations qui me paraissent essentielles et qui ont été évoquées au chapitre précédent.

La première est celle des « bourses pluriannuelles de maintien à la recherche », manière pudique de désigner de modestes indemnités complétant, jusqu'à un niveau décent et libérateur des exigences et usures de la chasse *aux contrats alimentaires*, les faibles rémunérations qu'accordent certains États du Sud à leurs scientifiques. À ces compléments de salaire, accordés pendant quelques années seulement et sous condition d'évaluations rigoureuses, il convient d'ajouter des financements et des appuis scientifiques et techniques, au demeurant peu onéreux, permettant l'accès à la documentation internationale, aux banques de données, à la publication dans des revues de référence, à la participation à des séminaires et échanges internationaux et à des séjours dans des laboratoires du Nord.

Mon expérience à la direction générale de l'ORSTOM m'a convaincu qu'il était nécessaire de promouvoir cette forme de coopération scientifique qui favorise l'autonomie et la permanence d'équipes scientifiques nationales de qualité. Le groupement d'intérêt scientifique AIRE-développement, qui réunit huit organismes de recherche français, a été créé à cet effet en 1993 : il soutient actuellement de cette façon une vingtaine d'équipes de recherche nationales d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, pour des périodes de six ans, avec évaluations scientifiques externes et remises en cause possibles tous les deux ans.

Il a fallu batailler pour convaincre l'État français qu'il ne s'engageait pas là sur un financement récurrent de fonctionnaires étran-

gers. J'avais par ailleurs calculé que de telles bourses pour une vingtaine de chercheurs et pour six ans étaient d'un coût inférieur au seuil minimum fixé pour le coût de projets susceptibles d'être présentés au Fond européen de développement. Il y avait quelque paradoxe à rencontrer de telles hésitations à ce sujet alors que les bailleurs de fonds acceptent depuis longtemps de financer massivement la formation initiale, pour des cursus souvent longs et onéreux, des jeunes scientifiques du Sud. Contribuer à rendre ces jeunes scientifiques *visibles* et expérimentés au sein d'équipes autonomes, animées par de véritables leaders scientifiques, attelés à des programmes pertinents et régulièrement évalués est bien plus favorable à un partenariat équilibré et fécond que l'intégration de ces chercheurs dans des programmes construits et animés par des chercheurs du Nord.

La Fondation internationale pour la science, promue par la Suède, les Fondations américaines Ford et Rockefeller, des Fondations suisses, d'autres encore, ont, parfois depuis longtemps, l'expérience de formules analogues, mais elles sont généralement réservées à de jeunes doctorants et non à des chercheurs, à des individus et non à des équipes.

L'idée d'une Fondation européenne fonctionnant sur les principes de AIRE-développement a été présentée au parlement européen en 1997 par Michel Rocard, alors président de la Commission du développement et de la coopération.

La seconde innovation consisterait à ce que les bailleurs de fonds fassent dans chaque pays « pot commun » pour le soutien de la politique scientifique nationale du pays considéré. Or, ce que l'on observe très généralement, ce sont des financements extérieurs au coup par coup, opération de recherche par opération de recherche, type de moyens par type de moyens, source de financement par source de financement, et donc procédure par procédure.

Ce financement éclaté, épisodique, aléatoire ne permet évidemment pas au pays receveur et à ses institutions scientifiques une recherche nationale cohérente, s'inscrivant dans la durée selon des objectifs clairement affichés. Il ne favorise pas non plus l'évaluation scientifique des résultats ni la rigueur et l'efficacité de la gestion.

Cette nécessaire *consolidation* des financements extérieurs de la recherche est rare. Elle rencontre chez les bailleurs de fonds des résistances récurrentes car elle met en cause leurs tenaces pratiques et leurs objectifs implicites. Les bailleurs de fonds aiment en effet choisir et donner à voir l'objet de leur concours et n'aiment pas se dessaisir d'une part de leur contrôle direct sur le mode d'emploi de ce concours. On n'imagine pas, si on ne l'a pas soi-même pratiqué, le temps et les efforts que déploient les scientifiques des pays potentiellement receveurs à répondre à des appels d'offre d'une complexité effarante puis, s'ils ont été sélectionnés, à suivre des procédures d'emploi et de contrôle non moins compliquées et, bien entendu, variables d'un bailleur de fonds à l'autre.

Des initiatives se font timidement jour pour aller dans ce sens de l'intégration. On peut noter, d'ailleurs, que les pays de l'Union européenne pratiquent déjà une consolidation partielle de leur appui à la science au Sud grâce au Fond européen de développement et au programme-cadre pluriannuel Science-Technique-Développement. Ils se sont engagés, et c'est là une nouvelle avancée, à élaborer un plan d'action pour le développement de la recherche dans les régions du Sud commun aux différentes politiques communautaires. De même le GCRAI¹, que l'Europe finance désormais pour près de la moitié, s'efforce d'élargir la coordination dont il est porteur aux programmes bilatéraux grâce à un Programme spécial pour la recherche agricole en Afrique. L'on peut regretter, d'ailleurs, que l'immense domaine de la recherche en santé publique ne fasse toujours pas l'objet d'un dispositif analogue.

Toutes ces coordinations au Nord, qui se cherchent vaille que vaille, doivent évidemment être poursuivies et renforcées. Mais le pas décisif sera franchi, une *nouvelle donne*, si j'ose dire, se manifesterà lorsqu'il reviendra aux pays bénéficiaires, ou à telle ou telle institution scientifique de ces pays, de coordonner, de *consolider* les apports

1. Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale qui réunit de nombreux bailleurs de fonds et spécialistes de la plupart des pays industrialisés, sous la coordination de la Banque mondiale, et qui dispose de dix-sept centres scientifiques internationaux répartis dans le monde entier, essentiellement au Sud.

des donateurs. Il y faut un renversement des manières de faire de ces donateurs et l'affichage, dans les pays bénéficiaires, d'une stratégie de recherche unifiée. Il faut aussi une mise en œuvre transparente et efficace, sous évaluation probante des résultats obtenus. Des pays très rares s'y essaient avec des résultats qui ne sont pas encore tout à fait convaincants.

La coopération scientifique internationale avec les pays pauvres ne connaîtra donc une véritable rénovation que lorsque les pays du Nord soutiendront dans la durée des équipes, des organismes et des plans directeurs nationaux, et pas seulement, dans le désordre, des programmes ou des éléments de programme.

D'autres initiatives de la coopération scientifique internationale sont très utiles mais, à mon sens, pour être pleinement efficaces, elles doivent s'inscrire dans le cadre de la double innovation que je viens d'évoquer. Elles concernent la participation de chercheurs du Nord à des expertises scientifiques collectives demandées par les pays du Sud et le soutien à des réseaux de recherche. Elles s'orientent vers l'équipement et l'entretien d'observatoires scientifiques locaux permanents à usage international et vers la création de centres d'excellence régionaux spécialisés et bien équipés¹. Un vrai partenariat ne peut cependant être fondé sur des capacités trop inégales, qu'il s'agisse des équipes scientifiques concernées ou de la maîtrise des financements. Certes, des chercheurs du Sud peuvent prendre une part remarquable dans l'exécution de programmes diligentés par le Nord mais il leur faut aussi être partie prenante et responsables du choix et de la conception des programmes, et, *in fine*, de la publication et de la valorisation des résultats.

Au fond, ce qui importe dans ce partenariat scientifique, c'est de formuler en commun des stratégies de recherche pour le développement. C'est, pour le Nord, affaire de scientifiques engagés dans des collaborations étroites et durables, ayant une expérience reconnue

1. J. Gaillard cite l'exemple du HEJ, *Research Institute of Chemistry* de l'université de Karachi qui a transformé cet institut national en centre d'excellence de réputation régionale et internationale.

des questions de développement et de leurs terrains. De tels scientifiques sont rares et ils doivent affronter des contraintes multiples pour l'exercice de leur métier. L'évaluation de leurs travaux et de leur carrière doit en tenir compte, ce qui n'est pas fréquent¹. Ce qui fait l'originalité incomparable du dispositif français dans la recherche pour le développement c'est qu'il a su *produire* de tels chercheurs. Bien des pays du Nord nous envient ce dispositif, bien des pays du Sud en apprécient la solidité et la proche solidarité. Même si ce dispositif doit sans relâche s'adapter, s'ouvrir, se rééquilibrer dans un partenariat plus efficace scientifiquement, plus équilibré dans sa conduite et mieux finalisé sur les besoins spécifiques des pays partenaires.

RÉPONDRE AUX BESOINS ESSENTIELS DE L'HUMANITÉ

Rénover la coopération scientifique Nord-Sud est une chose, mobiliser la science au Nord sur les problèmes les plus aigus du sous-développement, au premier rang desquels les maladies et la malnutrition, en est une autre. L'appui, nécessaire, aux dispositifs de recherche des pays pauvres ne portera ses fruits que progressivement et n'infléchira que peu les logiques profondes de la science dominante. Celle-ci risque de rester longtemps, comme l'écrit J. Sachs, le plus puissant moteur de divergence des conditions de vie des riches et des pauvres.

Pour que la science au Nord se mette en état d'affronter les maux les plus criants de l'humanité, trois formules, d'ambition croissante mais complémentaires, sont envisageables.

1. Dans les jurys d'avancement des directeurs de recherche que j'ai présidés pendant six ans à l'ORSTOM, la bataille entre les membres qui s'en tenaient aux seuls critères de l'excellence scientifique et ceux qui tenaient compte aussi de l'implication des chercheurs dans la valorisation économique et sociale de leurs résultats se réactivait régulièrement.

La première est de créer au Nord des laboratoires et des pôles de recherche avancée, spécialisés dans l'agronomie et la santé tropicales. Quelques-uns, rares, existent depuis longtemps comme, par exemple, l'université agronomique de Wageningen aux Pays-Bas ou le Centre d'Atlanta aux États-Unis, spécialisé dans les maladies tropicales. D'autres sont plus récents. Ainsi en est-il du Laboratoire international de biologie végétale tropicale (ILTAB) en Californie, fruit d'un accord entre un institut français public de recherche (l'IRD, ex-ORSTOM) et un institut américain privé de recherche fondamentale (The Scripps Research Institute ou TSRI). L'ILTAB est à la fois un laboratoire de recherches avancées, un lieu de formation des scientifiques du Sud et la tête d'un réseau scientifique international. Ainsi en est-il aussi d'Agropolis à Montpellier qui s'affirme comme un pôle d'importance mondiale de la recherche agricole tropicale¹. Japon et États-Unis songent à prendre des initiatives analogues.

De tels laboratoires ou pôles spécialisés peuvent plus facilement que leurs rares homologues du Sud installer et entretenir des équipements très perfectionnés, accueillir et former dans de bonnes conditions de nombreux chercheurs étrangers, entretenir les indispensables complémentarités avec des établissements d'enseignement supérieur et des entreprises. Ils permettent aux chercheurs du Sud qui y sont accueillis de bénéficier de ces conditions de travail et d'être introduits dans les réseaux des recherches les plus fondamentales. Au demeurant, il faut reconnaître que les chercheurs du Nord hésitent à s'expatrier au Sud : ils ont l'impression, même dans les centres les plus performants, que l'avenir de leurs recherches et la propriété intellectuelle de leurs résultats y sont moins assurés.

Ce rééquilibrage géographique conduit à une plus efficace prise en charge par le Nord des questions scientifiques qu'affrontent les pays du Sud. Il peut cependant présenter certains dangers s'il se fait au détriment de l'appui aux dispositifs scientifiques de ces derniers et

1. Agropolis réunit aujourd'hui 2 300 chercheurs. De nombreux établissements scientifiques et d'enseignement supérieur y travaillent en étroite collaboration. Des laboratoires, américain, australien et brésilien, viennent de s'y installer.

s'il retient indéfiniment leurs meilleurs chercheurs. Il risque alors d'accentuer encore les disparités. Il faut veiller à ce que ces centres de recherche soient largement ouverts aux scientifiques du Sud. Ceux-ci doivent s'y sentir membres à part entière, quoique épisodique. Il faut veiller aussi à ce que ces pôles constituent un élément du dispositif d'appui aux équipes du Sud et à la valorisation des résultats d'ensemble.

La deuxième avancée consiste à considérer que, par principe, l'ensemble du dispositif scientifique du Nord, et pas seulement les centres spécialisés, sont mobilisables sur les questions de développement dès lors qu'elles concernent les relations entre milieux et sociétés. La France a lancé en 1982 un tel « programme mobilisateur » qui a connu un certain succès pendant une dizaine d'années. Les principaux pays du Nord se sont peu à peu dotés d'un dispositif institutionnel *ad hoc*. Le principe est de confier à une agence gouvernementale la mission de définir les objectifs scientifiques et de partenariat à assigner à l'ensemble du dispositif national et de répartir les moyens incitatifs correspondants. La France pourrait faire évoluer son puissant dispositif spécialisé (IRD et CIRAD) vers une telle formule, sans dissoudre dans un ensemble trop large et encore peu préparé à cet objectif l'irremplaçable expérience acquise pendant cinquante ans par ce dispositif¹.

Ces évolutions relatives au partenariat scientifique Nord-Sud, aux pôles et programmes mobilisateurs au Nord seront lentes car difficiles. Elles ne concernent que la recherche publique alors que la recherche privée revêt une importance croissante². Elles n'atténuent guère les compétitions acharnées, et dommageables pour les pays pauvres, que se livrent à ce propos les puissances du Nord. On peut

1. Ce dernier me paraît donc devoir être maintenu, même s'il doit profondément évoluer. Deux objectifs majeurs pourraient lui être assignés : former, par la pratique du terrain, de jeunes chercheurs – en provenance de l'ensemble du dispositif français et européen et des pays partenaires – à cette recherche sur le développement et se doter d'une capacité scientifique de conception, d'encadrement et d'évaluation des stratégies et des programmes de recherche et de coopération correspondants.
2. Monsanto a un budget de recherche-développement plus de deux fois supérieur à celui du réseau international des instituts publics de recherche agronomique tropicale.

donc se demander si elles sont à la mesure des besoins vitaux et urgents de centaines de millions d'êtres humains et des déséquilibres croissants entre le Nord et le Sud. Une initiative politique de grande ampleur n'est-elle pas nécessaire pour que la fantastique puissance scientifique du Nord aborde de front ces enjeux ?

Jeffrey Sachs, professeur à l'université de Harvard, en a esquissé récemment les principes. Il observe que les laboratoires privés, au premier rang desquels ceux des multinationales de l'agro-alimentaire et du médicament, n'investissent guère sur des produits susceptibles de couvrir les besoins les plus pressants des pays pauvres¹. Cela, naturellement, faute d'être assurés de marchés solvables. Or, ces marchés sont d'autant plus étroits que le prix des produits nouveaux (vaccins, médicaments, nouvelles variétés de plantes résistant à la sécheresse, aux parasites...) doit incorporer, sous forme de royalties afférentes à la prise de brevets, le coût des lourds investissements de recherche-développement nécessaires. D'où l'idée que les pays riches garantissent un tel marché en s'engageant à acheter, sur fonds *ad hoc* de l'aide publique au développement, une certaine quantité du nouveau produit (par exemple, propose J. Sachs, un vaccin contre le paludisme pour les vingt-cinq millions de nouveau-nés africains chaque année). Quitte à ce que les pays bénéficiaires apportent une certaine contribution en fonction de leurs ressources.

Cette prise en charge, *ex post*, des coûts de recherche-développement permettant de réduire les prix d'achat ou les coûts de fabrication sous licence des nouveaux produits par les pays en développement pourrait prendre diverses formes, selon la nature des produits et selon les capacités financières ou industrielles des pays bénéficiaires. Elle soulève des problèmes très délicats relatifs à la question, de plus en plus controversée désormais, de la propriété intellectuelle, mais elle présenterait d'incalculables avantages. Elle rassemblerait les pays riches, dans une initiative majeure de recherche et d'aide au développement, sans compétitions ni conditionnalités abusives. Les

1. Médecins sans frontières a fait observer qu'au cours du dernier quart de siècle moins de 1 % des nouveaux médicaments enregistrés concernaient les maladies tropicales.

États des pays en développement, en contribuant, si peu que ce soit pour les pays les plus pauvres, à l'acquisition de ces nouveaux produits, afficheraient clairement leurs priorités en matière de santé publique et d'alimentation. En confiant le management de ces opérations aux agences spécialisées des Nations Unies (en l'occurrence l'OMS et la FAO), cette initiative redonnerait audience et pouvoirs à ces agences. Enfin, en mobilisant conjointement recherche publique et recherche privée du Nord sur quelques enjeux essentiels pour l'humanité et en conduisant à réexaminer les fondements de la propriété intellectuelle, elle donnerait une nouvelle dimension éthique à la science¹.

Federico Mayor, ancien directeur général de l'Unesco, rassemblait les défis auxquels est confrontée désormais la science en évoquant « l'impératif absolu du partage de la science ». Partage des avancées intellectuelles de la science avec la jeunesse en formation, partage de ses visées, de ses débats et de ses interrogations avec les citoyens, partage de ses explorations avec les scientifiques du Sud, partage des acquis et des méthodes des disciplines les unes avec les autres. J'ai voulu montrer ici que la coopération scientifique entre le Nord et le Sud était au cœur de cet impératif.

Un partenariat scientifique qui serait durable, structuré, équilibré et au service manifeste des populations les plus pauvres de la planète contribuerait en effet à apporter certaines des inflexions nécessaires aux dynamiques actuelles de la science. Il aiderait celle-ci à passer les frontières culturelles, sociales, politiques et donc épistémologiques qui tendent à la circonscrire. Faute de ces passages, la science verrait sa vitalité polarisée par des surenchères technologiques et serait incapable de répondre aux enjeux vitaux de l'humanité de demain.

Car, comme l'écrivait déjà J. Berque en 1983, dans un rapport célèbre sur la recherche et la coopération de la France avec le tiers

1. Il y a des médicaments, comme ceux contre le sida, qui ont des marchés solvables au Nord permettant d'amortir les coûts de recherche, mais dont l'emploi au Sud se heurte encore à cette question de propriété intellectuelle.

monde, la coopération scientifique ne consiste nullement en transferts d'objets, de pratiques, de méthodes mais de procédures exploratoires postulant, en fait, un dialogue de civilisations. Ce dialogue change le regard de chaque interlocuteur sur sa propre société. Il a des implications éthiques incontestables puisqu'il est signe de solidarité et à tout le moins de respect mutuel.

Il y va, on le sait, du rapport entre les hommes, entre les sociétés, entre les nations. À l'ère de la mondialisation, il y va donc de la stabilité et de la sécurité du monde. L'enjeu d'une science sans frontières devient politique.

Conclusion

L'humanité est à un moment critique de son histoire. Si, régulièrement, une telle affirmation a pu être proférée, non sans quelque facilité, elle prend tout son sens aujourd'hui : l'avenir de toute l'humanité et de sa niche écologique est en jeu dans l'irrésistible mouvement de mondialisation de l'économie et de globalisation des interdépendances.

Un modèle de relations entre les hommes et entre ceux-ci et leur environnement tend à s'imposer, façonné par la raison utilitaire et par les incessants progrès techniques qu'elle induit. Mais ce modèle, la société de marché pour faire court, est de plus en plus vigoureusement contesté. Il lui est reproché pêle-mêle d'être source d'inégalités croissantes et abusives, d'instabilités systémiques et de violences sporadiques, de détérioration irréversible et dangereuse des ressources naturelles, de pertes de repères identitaires et éthiques.

Cette contestation surgit d'un foisonnement, encore chaotique mais qui peu à peu se structure en réseaux transfrontières, d'initiatives collectives issues de ce que l'on appelle les sociétés civiles par opposition aux firmes et banques transnationales, aux gouvernements nationaux et aux institutions publiques internationales. On en a vu la spectaculaire manifestation à Seattle en novembre 1999 lors de la réunion de l'Organisation mondiale du commerce.

La crise est politique, intellectuelle, éthique. Politique parce que les institutions nationales et internationales s'avèrent incapables de réguler le système néo-libéral pour éviter ou du moins réduire ses

effets pervers. Intellectuelle et éthique parce que personne ne sait très bien comment comprendre des désordres globaux et cumulatifs nés de comportements locaux infiniment variés mais appelés à des changements radicaux. Il faut en effet modifier en profondeur les modes de consommation, de production et d'échange, donc de développement, qui ne peuvent, ni au Nord, ni au Sud, poursuivre durablement leurs trajectoires actuelles.

Une caractéristique, encore trop peu soulignée à mon sens, de cette crise est qu'elle projette sur le devant de la scène mondiale les pays en développement les plus pauvres. Les problèmes qu'ils affrontent ont tous désormais des dimensions internationales que ne peut plus ignorer l'aide au développement. Et, surtout, les négociations entre les grandes puissances, qu'il s'agisse de sécurité, de croissance, d'équité ou d'environnement, ne peuvent plus faire abstraction de leurs incidences dans ces pays ni des réactions qu'ils y provoquent.

Cet essai, précisément, a voulu *considérer* les populations des pays les plus pauvres. Il a voulu décrire leur recherche, tâtonnante mais têtue, d'une voie de développement qui respecte sans les figer leurs cultures et leurs manières de vivre ensemble, tout en leur permettant de bénéficier des immenses progrès matériels permis par la combinaison de la science et des marchés. Il a porté en quelque sorte sur cette triple crise annonciatrice d'un nouveau monde, mais observée *d'en bas* et sur les quarante dernières années.

Chemin faisant, j'ai été conduit à explorer trois voies d'avenir, déjà balisées par d'autres mais dont j'ai essayé de montrer la convergence.

La première proposition est de méthode, mais elle a un contenu politique et éthique non négligeable. Pour comprendre ce qui se passe et s'invente dans les sociétés les plus démunies, il faut que chacun ajuste son regard : tantôt par des verres progressifs qui corrigent les myopies ou presbyties spatiales et temporelles, tantôt par des verres panoramiques qui complètent les explorations au laser que pratique chacune des disciplines scientifiques. Autrement dit, et pour reprendre un *leitmotiv* de cet essai, il faut passer sans cesse du local au global, du court terme au long terme, de l'analyse disciplinaire à la

synthèse multidisciplinaire, et réciproquement. Il s'agit là d'un parti pris épistémologique qui ne peut être que collectif mais qui a été expérimenté depuis longtemps par des chercheurs de développement et pour lequel, plus récemment, des instruments ont été forgés par les sciences de la connaissance. Cette reconnaissance de la complexité est déjà une marque de considération et de respect. Elle appelle de la part des politiques capacités d'écoute et prudence. Elle doit présider à toutes les interventions des *développeurs*. On ne peut dissocier manière de voir, mode d'intervention et volonté politique.

La seconde proposition a consisté à plaider pour une voie de développement qui ne mise pas seulement sur la dynamique des marchés mondiaux car celle-ci est actuellement faite de compétitions par trop inégales et parfois féroces. La voie de développement solidaire correspondante consiste à réhabiliter un État régulateur, stratège, arbitre en dernier ressort et assez fort pour faire respecter le droit et la sécurité, mais en donnant simultanément parole et responsabilités aux citoyens et aux groupes sociaux qui en expriment les attentes et les solidarités. Elle s'incarne, en particulier, dans des politiques concertées, d'intérêt public car collectif, qui corrigent les inégalités d'accès aux ressources et aux capacités, sources de revenus et de pouvoirs. Elle appelle une révision profonde des objectifs et des modalités de l'aide publique au développement.

La troisième ambition, enfin, prône le partage de la science par une coopération scientifique qui brise le quasi-monopole actuellement détenu par les plus grandes puissances économiques mondiales. Les pays en développement, même les plus pauvres, ont besoin d'une science à la construction de laquelle ils participent et qu'ils s'approprient, et pas seulement de transferts de technologies nées ailleurs pour des intérêts qui ne sont pas toujours les leurs. Il y va de leur compétitivité, de leurs capacités à se transformer et de leur dignité. Il y va aussi, au Nord, de la restauration d'une éthique scientifique mise à mal par les intérêts qui financent et s'approprient de manière croissante les recherches de base.

Mais si développements du Nord et du Sud sont étroitement interdépendants, si les questions que suscite un libéralisme insuffi-

samment régulé deviennent universelles, si les mêmes revendications de liberté, d'équité et de dignité se manifestent partout, alors cette exploration de voies nouvelles peut être de quelque utilité ailleurs que dans les pays les plus pauvres. N'affronte-t-on pas partout les mêmes défis de méthode, la même recherche d'un équilibre entre compétition et solidarité, la même exigence du partage de la science ? Les grands chantiers internationaux où se cherchent actuellement les voies d'un nouvel ordre international relèvent avec évidence des mêmes problématiques.

C'est particulièrement flagrant des négociations sur l'environnement. En la matière, les interdépendances mondiales sont extrêmement sensibles, l'implication des pays les plus pauvres est incontournable, la contestation de divers segments des sociétés civiles du monde entier s'avère spécialement active. Ces négociations mettent en jeu la *marchandisation* de la niche écologique de l'humanité et la solidarité avec les générations futures. Elles suscitent la recherche de modes de régulation ou de gouvernance entièrement nouveaux. C'est à ce sujet que, par nécessité de nature si j'ose dire, progresse le plus rapidement une approche scientifique holistique et partagée, articulant les différentes échelles de l'espace et du temps d'une part, les faits de société et les phénomènes naturels d'autre part.

Un autre exemple, beaucoup plus récent mais lui aussi très significatif, est celui de la sécurité alimentaire. Celle-ci est depuis longtemps l'objet des revendications et des efforts des pays en développement mais elle tend, en élargissant son contenu, à devenir une très vive préoccupation des pays les plus riches eux-mêmes. On sait que les progrès techniques et l'intensification des échanges internationaux ont permis d'améliorer la situation alimentaire mondiale, au prix parfois d'une dépendance accrue, d'une dégradation des ressources naturelles (eau, terres cultivables) et d'une dangereuse instabilité des cours mondiaux des produits alimentaires. On sait aussi que les carences nutritionnelles restent immenses dans les pays les plus pauvres et sources de retards de croissance, de handicaps divers et d'exposition aux maladies. C'est justement cette qualité des aliments qui pose en termes nouveaux et mondiaux le problème de la sécurité

alimentaire. Car la course à la réduction des coûts de la chaîne alimentaire, tant par des innovations génétiques que par des pratiques industrielles et commerciales peu précautionneuses, met désormais au premier plan, au Nord comme au Sud, la sécurité sanitaire comme composante essentielle de la sécurité alimentaire. Or, la santé publique n'est pas une marchandise. La sécurité alimentaire peut donc justifier un champ d'intervention des autorités publiques nationales et internationales : un certain contrôle du commerce des aliments, le soutien à des agricultures paysannes appelées à rendre des services d'intérêt public – comme la qualité des produits, la préservation de la biodiversité et l'aménagement des territoires – la protection de marchés communs réunissant des pays à productivités agricoles comparables. Ne s'agit-il pas, là encore, de développement solidaire, de relations entre nature et société, de desserrement des liaisons entre innovations scientifiques et économie de marché ?

Ces deux chantiers, environnement et sécurité alimentaire, contribuent à dessiner un champ d'innovation qui les englobe et à propos duquel réflexions théoriques, efforts scientifiques et débats politiques se multiplient. Il s'agit de ce que l'on appelle désormais les biens publics globaux : non seulement la qualité de l'air et des eaux, la sécurité nucléaire, la biodiversité, la sécurité alimentaire mais aussi des biens aussi divers que le libre accès aux génomes, la stabilité des marchés financiers, les connaissances scientifiques de base, les droits humains fondamentaux...

Pour me limiter à un sujet qui illustre particulièrement les thèmes développés dans cet essai, j'évoquerai le régime global de la propriété intellectuelle. Un nouveau regard s'impose là aussi. On ne peut tout breveter, depuis les fragments de gènes et la biodiversité des forêts humides jusqu'aux vaccins et aux médicaments essentiels, au point d'exclure les pays les moins avancés de leurs bienfaits ou bénéfiques. Il y a un équilibre à trouver entre les incitations économiques aux innovations et les besoins de l'humanité. L'idée se fait jour de créer des fonds internationaux pour stimuler des innovations et garantir des marchés dans les pays en développement en matière de vaccins (contre le paludisme, par exemple), de thérapies appropriées

(contre le sida par exemple), de biotechnologies végétales (variétés résistant à la sécheresse et aux parasites).

En continuant de dérouler le même fil conducteur, on en arrive aux discussions actuelles sur le financement et la gouvernance de ces biens publics internationaux. D'aucuns préconisent des taxes internationales (taxe sur les émissions de gaz à effet de serre, taxe sur les transactions financières à court terme), d'autres une réorientation radicale de l'aide publique au développement. Il est désormais reconnu que les instances de régulation internationale (FMI, Banque mondiale, G8, OMC...) doivent devenir plus démocratiques et plus représentatives des intérêts des pays en développement. De nouvelles alliances politiques et institutionnelles Nord-Sud se cherchent. De nouveaux modes de consultation et d'implication sont revendiqués par les réseaux représentatifs des acteurs sociaux non gouvernementaux. La légitimité et la compétence des interventions de la Banque mondiale dans certains secteurs sont contestées au profit de celles, il est vrai à renforcer, des agences des Nations Unies spécialisées.

Cette analyse très cursive de quelques chantiers internationaux a seulement pour objectif de faire pressentir que s'y recherchent les mêmes principes méthodologiques, politiques et éthiques que ceux préconisés dans cet essai pour les politiques de développement des pays les plus pauvres. Il n'est pas tenable de préconiser ces principes localement sans les appliquer globalement, et réciproquement.

Cette double genèse, *bottom up* et *top down*, d'un nouveau mode de développement ne va pas de soi. Trop de forces, trop d'intérêts jouent en faveur de l'expansion du système néo-libéral actuel. Les marchés paraissent illimités grâce à l'ouverture des pays émergents les plus peuplés et grâce à l'offre de produits fabuleux issus d'une nouvelle ère technologique fondée sur les sciences de la communication et les sciences de la vie. La dégradation des ressources naturelles ne saurait, aux yeux des promoteurs du système, enrayer cette expansion à l'horizon de leurs projets. D'une part, ils comptent sur les progrès de la science pour remplacer certaines de ces ressources et, d'autre part, ils semblent prêts à accepter une double régulation, par accords internationaux et par le marché, de celles qu'il faut

impérativement protéger, comme la qualité de l'air. Il suffirait de s'entendre sur les limites tolérables de la pollution, de reconnaître en conséquence à chaque pays un quota de droits à polluer et d'en organiser l'achat et la vente. De même, la dangereuse instabilité des marchés financiers à court terme pourrait être contenue par une certaine discipline des principales institutions financières.

La refondation, par les chantiers ci-dessus évoqués, du système économique international ne peut se limiter à quelques régulations contractuelles d'ores et déjà admises dans leur principe, quoique faisant encore l'objet de controverses vives et complexes. Elle doit s'appuyer sur un argumentaire d'un autre ordre que celui de l'efficacité économique globale *stricto sensu*.

Cet argumentaire repose sur trois principes directeurs connexes : la recherche de la paix, le respect des droits de l'homme et l'équité. S'il n'y a pas un partage plus équilibré des richesses et des pouvoirs, guerres et violences se multiplieront, la course aux armements se généralisera et la gestion libérale des économies se doublera d'une gestion sécuritaire des groupes sociaux et des nations. Si trop d'hommes, de femmes et d'enfants vivent dans la misère et la précarité, ils ne sont pas libres, et le libéralisme économique, malgré sa prodigieuse efficacité, est alors une tromperie qui met dans la même arène des concurrents trop inégaux. Si, sous prétexte de cette efficacité, un modèle économique tend à imposer sa loi sur les héritages culturels et sur les rapports de l'homme à la nature, des droits humains fondamentaux sont compromis.

Par-delà ambiguïtés, corporatismes, dérives et naïvetés, nombre des contestations actuelles manifestent l'ambition de soumettre le marché à ces principes directeurs. Il faut réguler la compétition par la solidarité entre les hommes, entre les générations, entre les hommes et la nature. En peu d'années, disons depuis la Conférence de Rio en 1992, ces contestations ont considérablement monté en puissance grâce aux progrès de l'éducation et de l'information et grâce à la constitution de réseaux fondés sur la solidarité.

De nombreux signes sont à cet égard porteurs d'espoir. Les femmes exercent une influence croissante et les jeunes s'affirment de

plus en plus comme des acteurs autonomes, critiques et créatifs. Les exclus s'organisent pour participer à la vie politique. Des collectivités locales inventent de nouvelles formes de démocratie et de nouvelles solidarités. Des leaders charismatiques rompent avec les pesanteurs du passé tandis que des scientifiques analysent et font connaître les mutations en cours en accompagnant de leurs connaissances et de leurs innovations cette recherche d'un monde nouveau. Peu à peu, les opinions publiques dans certains des pays les plus développés prennent conscience que l'intérêt général n'est pas favorisé par la recherche égoïste d'un « toujours plus » mais par la recherche de la justice. Et les gouvernements de ces pays ne peuvent plus ignorer ces aspirations pour conduire leur politique d'aide au développement ni à la table des négociations internationales. La France, l'Europe, bien qu'encore hésitantes, pressentent que défendre ces solidarités, chez elles comme dans leurs alliances avec les pays en développement, est une clé de leur avenir.

D'aucuns trouveront ces vues bien optimistes. Mais la fréquentation assidue, directe ou par collègues et partenaires interposés, des pays en développement parmi les plus pauvres de la planète et l'observation de ce qui y est en gestation n'ont cessé de me donner espoir, même si en chemin j'ai perdu beaucoup de mes illusions initiales.

En ces temps de doutes, d'incertitudes et de violences qui couvent ou éclatent sous le voile d'un néo-libéralisme encore triomphant, je crois qu'il y a des raisons d'espérer. En particulier pour tous ceux qui, depuis un demi-siècle, ont cru, chacun à leur façon, tantôt trop péremptoire, tantôt excessivement naïve mais toujours généreuse, que le développement des pays les plus pauvres était pour notre humanité une utopie inéluctable.

Comme l'écrivait un de mes plus proches collègues, comme moi économiste à l'ORSTOM et compagnon de travail pendant trois décennies, qui me fit pénétrer dans l'univers des autres sciences de l'homme et de la société et par elles découvrir *les gens d'en bas* : « L'espérance fait naître l'inespéré. »

COLLECTION
SCIENCE, HISTOIRE ET SOCIÉTÉ

- Daniel Becquemont, Laurent Mucchielli, *Le cas Spencer*.
Mohamed Larbi Bouguerra, *La pollution invisible*.
Mohamed Larbi Bouguerra, *La recherche contre le Tiers Monde*.
Stéphane Callens, *Les maîtres de l'erreur*.
Robert Carvais, Marilyne Sasportes (sous la direction de), *La greffe humaine*.
(*Incertitudes éthiques : du don de soi à la tolérance de l'autre* (Préface de Jean Bernard)).
Robert Clarke, *Les nouvelles énigmes de l'univers*.
Robert Clarke, *Supers cerveaux. Des surdoués aux génies*.
Claude Debru, *Philosophie de l'inconnu : le vivant et la recherche*.
Michel Dodet, Philippe Lazar, Pierre Papon, *La République a-t-elle besoin de savants ?*
Zorka Domic, *L'État cocaïne* (Préface de Claude Olievenstein).
Jean-Claude Dupont, *Histoire de la neurotransmission* (Préface de Claude Debru)
Julien Friedler, *Psychanalyse et neurosciences*.
Yona Friedman, *L'univers erratique* (Préface de Dominique Lecourt).
Claude-Louis Gallien, *Homo, histoire plurielle d'un genre très singulier* (Préface de Yves Coppens).
Jean Gayon, Jean-Jacques Wunenburger (sous la direction de), *Bachelard dans le monde* (Préface de Dominique Lecourt).
Yves Gingras, Peter Keating, Camilles Limoges, *Du scribe au savant*.
Thérèse Giraud, *Cinéma et technologie*.
Claude Imbert, *Pour une histoire de la logique*.
Yves Jeanneret, *Écrire la science*.
Yves Jeanneret, *L'affaire Sokal ou la querelle des impostures*.
Daniel Kevles, *Au nom de l'eugénisme*.
Étienne Klein, *L'unité de la physique*.
Pierre-Marie Lledo, *Histoire de la vache folle* (Préface de Daniel Carleton Gajdusek).
Maya Malet, *Monothéisme et psychanalyse*.
Pascal Nouvel (sous la direction de), *Actualité et postérités de Gaston Bachelard*.
Pascal Nouvel, *L'art d'aimer la science* (Préface de François Jacob).
Frédéric Patras, *La pensée mathématique contemporaine*.
Jean-François Picard, *La Fondation Rockefeller et la recherche médicale*.

Philippe Pignarre, *Puissance des psychotropes, pouvoir des patients* (Préface de François Dagognet).

Paolo Rossi, *Les philosophes et les machines (1400-1700)* (Préface de François Dagognet).

Antonio Ruberti, Michel André, *Un espace européen de la science.*

Thomas Sandoz, *La vraie nature de l'homéopathie.*

Georges Schapira, *Le malade moléculaire* (Préface de Jean Bernard).

Bernard Seytre, *Sida : les secrets d'une polémique* (Préface de Willy Rosenbaum).

Gilbert Varet, *La science et son information à l'heure d'Internet.*

Pierre Wagner, *La machine en logique.*

Gérard Winter, *L'impatience des pauvres* (Préface de François Gros).

Francis Zimmermann, *Généalogie des médecines douces. De l'Inde à l'Occident.*

Imprimé en France
Imprimerie des Presses Universitaires de France
73, avenue Ronsard, 41100 Vendôme
Janvier 2002 — N° 48 713

L'impatience des pauvres

« Le développement, oui, on en a déjà beaucoup parlé ! Et le présent livre en fait son point d'orgue, mais cette fois comme jamais lecteur n'aura eu à en connaître... C'est que l'auteur a force qualités pour le faire : quarante années de recherche comme statisticien et macro-économiste et de responsabilités en tant que directeur général à l'ancien Office de recherche scientifique et technique d'outre-mer, l'ORSTOM (devenu aujourd'hui Institut de recherche pour le développement), une institution qui, après l'ère coloniale, eut précisément pour mission de connaître, comprendre et aider le Sud – ce Sud pour lequel il éprouve une passion véritable que l'on ressent à travers chaque page.

Le début du livre donne le ton : "L'avenir du monde est à découvrir au Sud, chez ceux que l'on appelle les sous-développés, les pauvres, les exclus." À lire ces lignes, on pourrait penser au charisme de quelque missionnaire ! Cela irait bien avec l'image de l'Afrique martyre. Martyre, elle l'est en effet, et même souvent. Cela, les médias nous le montrent. Qui peut regarder sans frémir ces enfants dénutris, décharnés, aux yeux interrogateurs et aux ventres énormes, ces adultes incapables de se tenir debout, ces femmes désespérées, peinant sous d'énormes charges ! Oui, il y a bien sûr cela ; *mais il n'y a pas que cela*, et, lorsque l'auteur voit l'avenir du Sud, ce n'est pas – ou en tout cas pas seulement – par sursaut moral au regard du malheur... C'est parce que le Sud et en particulier l'Afrique sont dans leur ensemble en pleine évolution. »

François GROS
(Extrait de la préface)

Gérard Winter, ancien élève de l'École polytechnique, économiste, est directeur de recherche de l'IRD (Institut de recherche pour le développement, ex-ORSTOM) dont il a été le directeur général pendant six ans. Il est membre du Haut Conseil de la coopération internationale.



9 782130 518556

www.puf.com

22417470 / 01 / 02

22,50 €